



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 15 OCTOBRE 2024
GEMEENTERAAD VAN 15 OKTOBER 2024

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents
Aanwezig

Caroline Dupont, *Présidente/Voorzitster* ;
Mariam El Hamidine, *La Bourgmestre/De Burgemeester* ;
Charles Spapens, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Alitia Angeli, Kris Vanslambrouck, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Dominique Goldberg, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Séverine De Laveleye, Christophe Borcy, Xavier Jans, Nicolas Lonfils, Francis Dagrín, David Leclercq, Mostafa Bentaha, Valerie Pauwels, Marianne Courtois, Joël Elongo-Lofemba, Samira Bouaid, Youssef Lakhloufi, Stéphane Peycker, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Betty Moens, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Marc-Jean Ghysse, Cédric Pierre, Mustapha Al Masude, Michael Van Vlasselaer, Rachid Barghouti, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:35
Opening van de zitting om 19:35

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Madame Koplowicz est désignée par le sort pour voter la première aux votes par appel nominal.

Mevrouw Koplowicz wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Sécurité civile - Civiele bescherming

1 Sécurité civile - Réserve citoyenne communale de Sécurité civile (RCCSC) - Convention - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, en particulier ses articles 117 et 135, §2 ;

Vu la Motion du Conseil Communal en sa séance du 8 février 2022 relative à la prise en considération des recommandations de la Commission délibérative [...] concernant la participation citoyenne dans la prévention, la communication, la gestion d'une crise et son évaluation ;

Vu la Loi du 15 mai 2007 relative à la Sécurité civile ;

Vu l'Arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national ;

Vu la Circulaire ministérielle du 14 mai 2024 relative à l'arrêté royal du 22 mai 2019 précité ;

Considérant la motion du Conseil communal du 8 février 2022 soutenant les recommandations de la Commission délibérative ayant eu lieu au Parlement francophone bruxellois, notamment concernant la participation citoyenne dans la gestion d'une crise et son évaluation ;

Qu'une de ces recommandations porte sur la création d'une réserve de citoyen.ne.s volontaires et mobilisables en temps de crise ; qu'une autre porte sur la mise en place des moyens nécessaires afin de garantir l'accueil et la gestion des nouveaux volontaires qui se manifestent pendant une crise ;

Considérant qu'en date du 21 octobre 2023, un atelier participatif a été organisé dans le cadre de la Semaine européenne de la Démocratie locale (SEDL) ; que cet atelier portait sur une séance de (in)formation dispensée par le Coordinateur de planification d'urgence de la commune de Forest auprès du Conseil Citoyen Forestois (CCF) ;

Que l'idée de la création d'une « Réserve citoyenne communale de Sécurité civile » avait été soumise et bien accueillie par les riverains susvisés ;

Considérant qu'en date du 27 mars 2024 de 1900hrs à 2230hrs, en collaboration avec les services de Madame la Haut fonctionnaire (Gouverneure de l'agglomération bruxelloise), Sophie LAVAUX, également Directrice générale de l'OIP Safe.brussels, une réunion citoyenne a été organisée au Centr'AL ;

Que cette réunion a convié plus de 90 riverains forestois ; qu'il s'agissant d'une séance d'information autour de la planification d'urgence et de la gestion de crise, que cette séance d'(in)formation a été dispensée par les acteurs suivants :

- Mme la Bourgmestre EL HAMIDINE M. et Mme la Haut fonctionnaire LAVAUX S., respectivement, en tant qu'autorité de police administrative pour la commune de Forest et la Province/Région de Bruxelles-Capitale ;
- Mr DORMAELS S., Coordinateur de Planification d'urgence ;
- Les responsables des 4 disciplines tels que visées aux articles 9 à 12 de l'arrêté royal du 22 mai 2019 précité ; qu'il s'agit du SIAMU, de la Zone de police locale 5341, de l'Inspecteur d'hygiène fédéral, de la Protection civile et de la Défense (commandement de Province - Bruxelles-Capitale) ;

Considérant qu'à l'issue de cette réunion citoyenne, 86 riverains forestois ont confirmé, via formulaire électronique, leur volonté d'intégrer une réserve citoyenne de sécurité civile pour soutenir la commune de Forest en cas de gestion de situation d'urgence telle que définie à l'article 1er-3° de l'arrêté royal du 22 mai 2019 précité, à savoir,

Art.1er-3°. « tout événement qui entraîne ou qui est susceptible d'entraîner des conséquences dommageables pour la vie sociale, comme un trouble grave de la sécurité publique, une menace grave contre la vie ou la santé des personnes et/ou contre des intérêts matériels importants, et qui nécessite la coordination des acteurs compétents, en ce compris les disciplines, afin de faire disparaître la menace ou de limiter les conséquences néfastes de l'événement » ;

Considérant que la création d'une Réserve citoyenne communale de Sécurité civile s'inscrit également dans le projet « BRU response » piloté au niveau régional par Safe.brussels dans ses compétences en matière d'ordre public et de sécurité civile ; que la commune de Forest fait partie de ce projet ;

Considérant que BRU response prévoit que les réservistes reçoivent une formation certifiante en vue

de pouvoir être « actifs » au sein de la « Réserve citoyenne communale de Sécurité civile » de Forest ;

Considérant qu'en date du 21 septembre 2024, cette journée de formation est organisée à la caserne du SIAMU sise avenue de l'Héliport 15 à 1000 Bruxelles ; que le programme de la formation est joint au dossier ;

Que cette journée de formation a regroupé les réserves citoyennes de Forest, Ganshoren, Etterbeek, Woluwé-St-Lambert, Woluwé-St-Pierre, Saint-Gilles et Berchem-Ste-Agathe; que la matinée était dédiée à la formation dispensée par les disciplines et l'après-midi par les coordinateurs de planification d'urgence;

Considérant que 27 riverains forestois ont participé à la formation et ont reçu de la commune de Forest leur certificat d'aptitude ainsi qu'une chasuble d'intervention fournie par Safe.brussels ; que 28 autres riverains n'ont pu participer à la formation faute de disponibilité et seront conviés l'an prochain à une autre séance de formation ;

Considérant que la « Réserve citoyenne communale de Sécurité civile » de Forest compte désormais 27 riverains ; que pour être active et déclenchable en cas de situation d'urgence, les volontaires doivent signer une convention commune aux autres communes bruxelloises engagées dans le projet BRU response ;

Considérant qu'au regard de ce qui précède, l'autorité est parvenue à satisfaire et à mettre en œuvre certaines des recommandations de la motion du Conseil communal du 8 février 2022 précitée ; qu'une « Réserve citoyenne communale de Sécurité civile » est désormais construite et constitue un nouvel outil de gestion de situation d'urgence ;

Qu'il y a dès lors lieu de permettre son usage et d'approuver le modèle de convention liant la commune de Forest et ses volontaires ; que la convention est jointe au présent dossier;

Que pour le surplus, les supports fournis aux riverains sont joints au dossier pour traçabilité, information et éléments de contexte;

DECIDE :

Art.1er - D'approuver la convention de volontariat délivrée par Safe.brussels au profit de la commune de Forest, joint au présent dossier ;

Art. 2 – De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, pour signer ladite convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Civiele veiligheid - Gemeentelijke burgerreserve civiele veiligheid (GBCV) - Overeenkomst - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 135, §2;

Gelet op de motie van de Gemeenteraad in zijn zitting van 8 februari 2022 betreffende het in aanmerking nemen van de aanbevelingen van de Overlegcommissie [...] inzake burgerparticipatie in de preventie, communicatie, crisisbeheer en -evaluatie;

Gelet op de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 mei 2019 betreffende de noodplanning en het beheer van noodsituaties op het gemeentelijk en provinciaal niveau en betreffende de rol van de burgemeesters

en de provinciegouverneurs in geval van crisisgebeurtenissen en -situaties die een coördinatie of een beheer op nationaal niveau vereisen;

Gelet op de ministeriële omzendbrief van 14 mei 2024 met betrekking tot voornoemd koninklijk besluit van 22 mei 2019;

Overwegende de motie van de Gemeenteraad van 8 februari 2022 waarin de aanbevelingen van de Overlegcommissie die plaatsvond in het Franstalig Brussels Parlement worden gesteund, met name inzake burgerparticipatie in crisisbeheer en -evaluatie;

Dat een van die aanbevelingen betrekking heeft op het aanleggen van een reserve van vrijwilligers die opgeroepen kunnen worden in tijden van crisis; dat een andere aanbeveling betrekking heeft op het inzetten van de nodige middelen om de opvang en de coördinatie van nieuwe vrijwilligers die zich tijdens een crisis melden, te garanderen;

Overwegende dat op 21 oktober 2023 een participatieve workshop werd georganiseerd in het kader van de Europese Week van de Lokale Democratie (EWLD); dat deze workshop betrekking had op een informatie-/opleidingssessie die door de Noodplanningscoördinator van de gemeente Vorst werd gegeven aan de Vorstse Burgerraad (VBR);

Dat het idee van het aanleggen van een "gemeentelijke burgerreserve civiele veiligheid" werd voorgelegd en goed werd ontvangen door bovengenoemde inwoners;

Overwegende dat op 27 maart 2024 van 19.00 tot 22.30 uur, in samenwerking met de diensten van de Hoge ambtenaar (Gouverneur van de Brusselse agglomeratie), Sophie LAVAUX, die ook Directeur-generaal is van de ION Safe.brussels, een burgersamenkomst werd georganiseerd in Centr'AL;

Dat deze samenkomst werd bijgewoond door meer dan 90 Vorstenaren; dat het een informatiesessie was over noodplanning en crisisbeheer; dat deze informatie-/opleidingssessie werd gegeven door de volgende actoren:

- Mevr. EL HAMIDINE M., Burgemeester, en Mevr. LAVAUX S., Hoge ambtenaar, respectievelijk als bestuurlijke politieoverheid voor de gemeente Vorst en de Provincie/het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- De heer Dormaels S., Noodplanningscoördinator;
- De verantwoordelijken van de 4 disciplines bedoeld in artikelen 9 tot 12 van voornoemd koninklijk besluit van 22 mei 2019; dat dit de DBDMH, de Lokale politiezone 5341, de Federale gezondheidsinspecteur, de Civiele bescherming en Defensie (Provinciecommando - Brussel-Hoofdstad) zijn;

Overwegende dat naar aanleiding van deze burgersamenkomst 86 Vorstenaren via een elektronisch formulier hebben bevestigd bereid te zijn zich aan te sluiten bij een burgerreserve civiele veiligheid ter ondersteuning van de gemeente Vorst voor het beheer van een noodsituatie zoals bepaald in artikel 1-3° van voornoemd koninklijk besluit van 22 mei 2019, namelijk,

Art.1er-3°. "Elke gebeurtenis die schadelijke gevolgen voor het maatschappelijk leven veroorzaakt of veroorzaken kan, zoals een ernstige verstoring van de openbare veiligheid, een ernstige bedreiging ten opzichte van het leven of de gezondheid van personen en/of ten opzichte van belangrijke materiële belangen, en waarbij de coördinatie van de bevoegde actoren, inclusief de disciplines, is vereist om de dreiging weg te nemen of om de schadelijke gevolgen te beperken";

Overwegende dat het aanleggen van een gemeentelijke burgerreserve civiele veiligheid ook onderdeel is van het project "BRU response" dat op gewestelijk niveau door Safe.brussels in het kader van zijn bevoegdheden inzake openbare orde en civiele veiligheid wordt uitgevoerd; dat de gemeente Vorst deel uitmaakt van dit project;

Overwegende dat BRU response voorziet in het volgen van een certificerende opleiding, zodat reservisten "actief" kunnen zijn binnen de "gemeentelijke burgerreserve civiele veiligheid" van Vorst;

Overwegende dat deze opleidingsdag op 21 september 2024 werd georganiseerd in de kazerne van de DBDMH, Helihavenlaan 15, 1000 Brussel; dat het opleidingsprogramma bij het dossier is

gevoegd;

Dat deze opleidingsdag de burgerreserves van Vorst, Ganshoren, Etterbeek, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe, Sint-Gillis en Sint-Agatha-Berchem samenbracht; dat de voormiddag gewijd was aan opleiding door de disciplines en de namiddag aan opleiding door de noodplanningscoördinatoren;

Overwegende dat 27 Vorstenaren deelnamen aan de opleiding en van de gemeente Vorst hun geschiktheidsattest kregen, alsook een hesje voor interventies geleverd door Safe.brussels; dat 28 andere inwoners van Vorst niet konden deelnemen aan de opleiding door een gebrek aan beschikbaarheid en zij volgend jaar zullen worden uitgenodigd voor een andere opleidingssessie;

Overwegende dat de "gemeentelijke burgerreserve civiele veiligheid" van Vorst nu 27 Vorstenaren telt; dat de vrijwilligers, om actief te zijn en in actie te kunnen komen in geval van nood, een gezamenlijke overeenkomst moeten ondertekenen met de andere Brusselse gemeenten die betrokken zijn bij het BRU response-project;

Overwegende dat, gelet op wat voorafgaat, de overheid erin geslaagd is om aan een aantal van de aanbevelingen van voornoemde motie van de Gemeenteraad van 8 februari 2022 te voldoen en deze uit te voeren; dat er nu een "gemeentelijke burgerreserve civiele veiligheid" is opgericht die een nieuw instrument vormt voor het beheren van noodsituaties;

Dat bijgevolg het gebruik ervan moet worden toegestaan en de modelovereenkomst tussen de gemeente Vorst en haar vrijwilligers moet worden goedgekeurd; dat de overeenkomst als bijlage bij dit dossier is gevoegd;

Dat voor het overige het materiaal dat aan de inwoners werd verstrekt als bijlage bij het dossier wordt gevoegd voor de traceerbaarheid, informatie en context;

BESLIST

Art. 1 – De vrijwilligersovereenkomst goed te keuren die door Safe.brussels aan de gemeente Vorst werd verstrekt en die bij dit dossier is gevoegd;

Art. 2 – Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om voornoemde overeenkomst te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

7 annexes / 7 bijlagen

SIPP - IDPB

SIPP - IDPB

2 SIPP - Location et entretien des vêtements de travail - Approbation de la convention de transaction entre CWS Workwear SA et la Commune de Forest.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117, relatif aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code Civil belge, notamment les articles 2044 - 2058 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19/05/2022 relative à l'attribution du marché de location et d'entretien des vêtements n° 2022-S-014 à CWS Workwear SA, Berchemstadiestraat 78, 2600 Berchem;

Considérant que le marché public n° 2022-S-014 « Location et entretien des vêtements de travail » devait prendre fin le 31 décembre 2023 ;

Considérant que la location et l'entretien des vêtements de travail assurés par CWS Workwear SA a dû être prolongé de 5 mois ;

Considérant que les raisons de cette prolongation ont été les suivantes :

l'adjudicataire du nouveau marché de location et d'entretien des vêtements attribué à la fin de l'année 2023 avait besoin d'un délai de 5 mois pour les prises de mesures de tous les travailleurs concernés, les commandes, le flocage et les livraisons des vêtements dans les différents sites;

Considérant que dès lors la Commune de Forest et CWS Workwear SA ont décidé de commun accord de procéder à la prolongation de la location et d'entretien des vêtements de travail ;

Considérant que la société CWS Workwear SA a continué ses prestations pour couvrir ce délai de 5 mois;

Vu les factures afférentes pour les prestations de CWS Workwear SA du 01/01/2024 au 31/05/2024 pour un montant total de 38.450,47 € TVAC (répartis comme suit 38.300,68 € à l'article 104/124-05/32 et 149,79 € à l'article 300/124-05/10) ;

Considérant qu'afin de permettre le paiement des factures, une transaction doit être conclue entre la société CWS Workwear SA et la Commune de Forest ;

Considérant que les crédits permettant la dépense sont inscrit aux articles 104/124-05/32 (38.300,68 €) et 300/124-05/10 (149,79 €) du service ordinaire du budget de l'exercice 2024 ;

DECIDE :

D'approuver la convention de transaction annexée à la présente délibération pour en faire partie intégrante;

De conclure une transaction avec la société CWS Workwear S.A., afin de payer les factures d'un montant total de 38.450,47 € TVAC pour les prestations effectuées du 01/01/2024 au 31/05/2024;

D'inscrire la dépense à l'article 104/124-05/32 du service ordinaire du budget 2024 pour un montant de 38.300,68 € ;

D'inscrire la dépense à l'article 300/124-05/10 du service ordinaire du budget 2024 pour un montant de 149,79 €.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

IDPB - Huur en onderhoud van werkkledij - Goedkeuring van de dadingsovereenkomst tussen CWS Workwear nv en de Gemeente Vorst.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op het Belgisch Burgerlijk Wetboek, met name artikel 2044 tot 2058;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 mei 2022 betreffende de gunning van de opdracht voor de huur en het onderhoud van werkkledij nr. 2022-S-014 aan CWS Workwear nv, Berchemstadionstraat 78 in 2600 Berchem;

Overwegende dat overheidsopdracht nr. 2022-S-014 “Verhuur en onderhoud van werkkledij” op 31 december 2023 zou aflopen;

Overwegende dat de huur en het onderhoud van werkkledij geleverd door CWS Workwear nv met 5 maanden moest worden verlengd;

Overwegende de volgende redenen voor deze verlenging:

de begunstigde van de nieuwe opdracht voor huur en onderhoud van kledij die eind 2023 werd gegund, had 5 maanden nodig om de maten van alle betrokken werknemers op te nemen, de bestellingen te plaatsen en de kledij te labelen en te leveren op de verschillende sites;

Overwegende dat de Gemeente Vorst en CWS Workwear nv daarom in onderling overleg hebben besloten de verhuur en het onderhoud van werkkledij te verlengen;

Overwegende dat de firma CWS Workwear nv haar diensten heeft voortgezet om deze periode van 5 maanden te overbruggen;

Gelet op de facturen voor de diensten van CWS Workwear nv van 01/01/2024 tot 31/05/2024 voor een totaal bedrag van 38.450,47 € incl. btw (als volgt uitgesplitst: 38.300,68 € op artikel 104/124-05/32 en 149,79 € op artikel 300/124-05/10);

Overwegende dat er voor de betaling van de facturen een dading moet worden gesloten tussen CWS Workwear nv en de Gemeente Vorst;

Overwegende dat de kredieten voor de uitgaven ingeschreven zijn op de artikelen 104/124-05/32 (38.300,68 €) en 300/124-05/10 (149,79 €) van de gewone dienst van de begroting voor het begrotingsjaar 2024;

BESLIST

De dadingsovereenkomst, die als bijlage gaat bij deze beraadslaging en er integraal deel van uitmaakt, goed te keuren;

Een dading te sluiten met CWS Workwear nv voor de betaling van facturen voor een totaalbedrag van 38.450,47 € incl. btw voor de diensten die zijn geleverd van 01/01/2024 tot 31/05/2024;

De uitgave van 38.300,68 € in te schrijven op artikel 104/124-05/32 van de gewone dienst van de begroting 2024;

De uitgave van 149,79 € in te schrijven op artikel 300/124-05/10 van de gewone dienst van de begroting 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Christophe Borcy entre en séance / treedt in zitting.

RECEVEUR - ONTVANGER

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

3 Tutelle CPAS - 107-20240829-A-0004 - Compte budgétaire CPAS de l'exercice 2023.

LE CONSEIL,

Vu l'article 89 §1 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, modifié par l'ordonnance du 14 mars 2019 précisant « *Le conseil de l'action sociale arrête chaque année avant le 15 juin les comptes annuels de l'exercice précédent du centre public d'action sociale et de chacun des hôpitaux gérés par celui-ci* » ;

Vu la décision du 29/08/2024 du Conseil de l'action sociale arrêtant provisoirement les comptes annuels 2023, constitués du compte budgétaire, du compte de résultats et du bilan au 31/12/2023 ainsi que ses annexes ;

Vu l'article 112ter, §1^{er}, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale modifié par l'ordonnance du 14 mars 2019 précisant « *Dans les vingt jours de l'arrêt des comptes annuels par le conseil de l'action sociale et, en tout cas, avant le 30 juin suivant la clôture de l'exercice, ceux-ci sont transmis au conseil communal aux fins d'être arrêtés définitivement. Les comptes annuels sont transmis en même temps au Collège réuni* » ;

Attendu que la décision du Conseil de l'Action Sociale (CAS) du CPAS du 29/08/2024 arrêtant provisoirement les comptes annuels 2023, constitués du compte budgétaire, du compte de résultats et du bilan au 31/12/2023 ainsi que ses annexes est parvenue à l'administration communale de Forest le 05/09/2024 ;

Vu l'article 112ter, §2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale modifié par l'ordonnance du 14 mars 2019 précisant « *le conseil communal dispose de quarante jours à dater de leur réception pour approuver ou improuver les comptes. Si la décision du conseil communal n'est pas notifiée dans ce délai au conseil de l'action sociale, les comptes sont réputés être approuvés* » ;

Le centre public d'action sociale transmet au Collège réuni la décision du conseil communal approuvant ses comptes dans les quinze jours de sa réception.

Dans l'hypothèse de l'absence de décision du conseil communal, à l'expiration du délai de quarante jours, le centre public d'action sociale notifie sans délai au Collège réuni que les comptes ont été approuvés tacitement par expiration du délai. » ;

DECIDE,

- D'approuver les comptes annuels 2023 du CPAS et de ses annexes reprenant les résultats suivants :

	Ordinaire	Extraordin aire	Total général
Droits constatés au profit du C.P.A.S (1)	75.008.259 ,87	666.285,72	75.674.545, 59
Irrécouvrables et non-valeurs à déduire (2)	200.557,80	0,00	200.557,80

Droits constatés nets =(1-2)	74.807.702,07	666.285,72	75.473.987,79
Engagements contractés par le C.P.A.S (3)	73.283.716,25	2.129.005,77	75.412.722,02
Résultat comptable de l'exercice propre =(1-2)-(3)	1.523.985,82	-1.462.720,05	61.265,77
Résultat comptable reporté de l'exercice précédent (4)			-10.519,79
Irrécouvrables relatifs aux exercices clos (5)	1.012.778,29	0,00	1.012.778,29
Crédits abandonnés des exercices clos (6)	733.033,32	0,00	733.033,32
Résultat des exercices clos = (6-5)			-279.744,97
Résultat Comptable budgétaire de l'exercice 2023= (1-2)-(3)+(4)+(6-5)			-228.998,99
Créances aléatoires Variation du fonds			181.763,10
Résultat final de l'exercice 2023 à décomposer et à reporter au budget de l'exercice 2024			-47.235,89

- De transmettre la présente délibération au CPAS.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 22 votes positifs, 2 votes négatifs, 6 abstentions.

Non : Joël Elongo-Lofemba, Stéphane Peycker.

Abstentions : Christophe Borcy, Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Xavier Jans, Mostafa Bentaha.

Toezicht OCMW - 107-20240829-A-0004 - Begrotingsrekening OCMW van het dienstjaar 2023.

DE RAAD,

Gelet op artikel 89 §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd door de ordonnantie van 14 maart 2019, waarin het volgende wordt gepreciseerd: “*De raad voor maatschappelijk welzijn stelt elk jaar vóór 15 juni de rekening vast van het voorgaande dienstjaar van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en van elk ziekenhuis dat onder zijn beheer staat*”;

Gelet op de beslissing van 29/08/2024 van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn, tot voorlopige vaststelling van de jaarrekeningen 2023, bestaande uit de begrotingsrekening, de resultatenrekeningen en de balans op 31/12/2023 alsook de bijlagen;

Gelet op artikel 112ter, §1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd door de ordonnantie van 14 maart 2019, waarin het volgende wordt gepreciseerd: “*Binnen twintig dagen na het vaststellen van de jaarrekeningen door de raad voor maatschappelijk welzijn en, in elk geval, vóór 30 juni volgend op het afsluiten van het dienstjaar, worden deze verzonden aan de gemeenteraad om definitief te worden vastgesteld. De jaarrekeningen*

worden tegelijkertijd verzonden aan het Verenigd College”;

Overwegende dat de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn (RMW) van het OCMW van 29/08/2024 tot voorlopige vaststelling van de jaarrekeningen 2023, bestaande uit de begrotingsrekening, de resultatenrekeningen en de balans op 31/12/2023 alsook de bijlagen het gemeentebestuur van Vorst heeft bereikt op 05/09/2024;

Gelet op artikel 112ter, §2 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd door de ordonnantie van 14 maart 2019, waarin het volgende wordt gepreciseerd: “De gemeenteraad heeft veertig dagen vanaf de ontvangst om de rekeningen goed te keuren of niet goed te keuren. Indien de beslissing van de gemeenteraad niet binnen deze termijn aan de raad voor maatschappelijk welzijn wordt betekend, worden de rekeningen geacht te zijn goedgekeurd”;

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn maakt de beslissing van de gemeenteraad tot goedkeuring van de rekeningen binnen vijftien dagen na de ontvangst ervan over aan het Verenigd College;

In het geval van afwezigheid van een beslissing van de gemeenteraad, na het verstrijken van de termijn van veertig dagen, betekent het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn zonder uitstel aan het Verenigd College dat de rekeningen stilzwijgend werden goedgekeurd door het verstrijken van de termijn”;

BESLIST

- Goedkeuring te verlenen aan de jaarrekeningen 2023 van het OCMW en hun bijlagen, waarin de volgende resultaten worden opgenomen:

	Gewoon	Buitengewoon	Algemeen totaal
Vastgestelde rechten ten voordele van het O.C.M.W. (1)	75.008.259,87	666.285,72	75.674.545,59
Af te trekken onwaarden en oninbare bedragen (2)	200.557,80	0,00	200.557,80
Netto vastgestelde rechten =(1-2)	74.807.702,07	666.285,72	75.473.987,79
Vastleggingen aangegaan door het O.C.M.W. (3)	73.283.716,25	2.129.005,77	75.412.722,02
Boekhoudkundig resultaat van het eigen dienstjaar =(1-2)-(3)	1.523.985,82	-1.462.720,05	61.265,77
Boekhoudkundig resultaat overgedragen van het voorgaande dienstjaar (4)			-10.519,79
Oninbare bedragen betreffende de afgesloten dienstjaren (5)	1.012.778,29	0,00	1.012.778,29
Verzaakte kredieten van de afgesloten dienstjaren (6)	733.033,32	0,00	733.033,32
Resultaat van de afgesloten dienstjaren = (6-5)			-279.744,97
Boekhoudkundig begrotingsresultaat van het dienstjaar 2023 = (1-2)-(3)+(4)+(6-5)			-228.998,99

Onzekere schuldvorderingen Variatie van het fonds			181.763,10
Op te delen eindresultaat van het dienstjaar 2023 en over te dragen naar de begroting 2024			-47.235,89

- De huidige beraadslaging over te maken aan het OCMW;

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 22 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen, 6 onthoudingen.

Nee : Joël Elongo-Lofemba, Stéphane Peycker.

Onthoudingen : Christophe Borcy, Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Xavier Jans, Mostafa Bentaha.

Intervention de Mme MADUDA, qui lit l'intervention de Mr VAN VLASSELAER, absent :

Madame la Présidente,

Cher(e)s Collègues,

1/ Rappel à propos du budget 2023 du CPAS:

Lors de la séance du conseil communal du 18/04/2023, le budget 2023 du cpas

avait été l'objet des remarques suivantes :

Les économies d'échelle commune-cpas, énumérées dans le rapport visé à l'art. 26bis§5 de la loi organique, constituait un minimum minimorum !

La note d'orientation du plan triennal n'était accompagné d'aucun plan financier « en raison de l'intervention régionale pour accompagner la commune dans la confection de son budget 2023 »; dès lors, le plan triennal ne respectait pas le prescrit de l'art.72 de la loi organique ! toutefois, une série de mesures « de rigueur » étaient déjà impactées dans le budget 2023

Le résultat reporté montrait un résultat négatif de 7,25 millions € , néanmoins en amélioration de 3,2 millions par rapport au résultat reporté du budget 2022 ; cette situation restait préoccupante quant à la gestion de la trésorerie et de ses éventuelles conséquences pour la commune !

Le cadre du personnel communiqué en 2020 n'avait pas été concrétisé, et aucun organigramme , aucune norme objective, ni répartition des effectifs dans les services n'avaient été communiqués

2/ Le compte 2023 :

D'emblée, je remercie les membres du personnel concerné du cpas pour la qualité des informations fournies

2.1 les exercices clos :

92 pages sur les 316 qui constituent le compte 2023 (soit 29,91%) sont consacrées aux exercices

clos !

49 pages, donc la moitié de ces 92 pages, sont consacrées à des droits constatés nets (recettes) pour un total de 21,11 millions € (soit 5 millions de plus qu'au compte 2022 !)

Quelles mesures sont prises pour réduire cette impasse de trésorerie ?

Le 1er exercice clos inscrit date de 2006 !!

Croit-on sérieusement encore récupérer des créances datant d'avant 2016 ?

2.2 Le résultat reporté :

La « fonction 0010 », le compte 2022 du cpas (p.92) porte un résultat reporté de trésorerie négatif de -16,48 € (en hausse de 2,9 millions par rapport au compte 2022)

Dès lors, on comprend l'importance que revêt, dans la situation globale du cpas ,le total des droits constatés nets des exercices clos de 16,13 millions ...dont une part non négligeable a un caractère aléatoire !!

2.3 Résultat d'exploitation des services ordinaire et extraordinaire:

Résultat comptable de l'exercice propre – mali	- 228.999
Variation du fonds pour créances douteuses	+ 181.763
Résultat final compte budgétaire 2023 – mali	- 47.236

Donc un résultat à l'exercice propre 2023 en léger mali !

Toutefois, il convient pour l'appréciation de ce chiffre de tenir compte du caractère temporaire de la sous-fonction 8790 Covid 19e

2.4 Le montant de la dotation communale :

Budget initial 2019	17.970.000,00€
Compte 2019	17.498.234,72€
Budget 2023	20.521.965,00€
Compte 2023	20.368.957,98€, soit depuis 2018, une progression de 13,33%

De l'exercice 2019 à celui de 2021, on constate une quasi stabilité de la dotation autour de 18 millions, ce qui montre un effort certain de gestion. La hausse de 2022 s'explique par l'inflation générée par les hausses d'index et celles des prix en général ; la hausse de 2023 semble montrer le retour à l'esprit d'avant 2021 !

Il convient donc de porter au crédit de l'administration du cpas cet effort progressif de gestion, lequel devra encore être poursuivi !

On pourrait simplement constater une augmentation de la dotation par rapport à 2022 , mais il convient aussi de tenir compte de la charge des agents art.60§7 mis à charge de la commune à raison de 1.132.001€ !(rapport annuel) ...ce qui porte en réalité l'intervention communale à 21,5 millions !

Hors sous-fonction covid 19, elle représente donc en réalité 30,65% des recettes communales (32,25 % avec la charge des agents art60§7 !) et non 27,23% comme noté en p.10 du rapport annuel !

Par ailleurs, toute chose restant égale, le constat de l'impasse de trésorerie relevée ci-dessus (cf pt 2.2) annonce une demande d'augmentation de la dotation communale

Les finances communales déjà bien obérées vont encore être fortement sollicitées ... plus que certainement au détriment des contribuables ... dont la situation socio-économique est déjà très sérieusement affaiblie par les conséquences du développement de la crise économique !!

2.5 Le résultat d'exploitation des différents centres de frais

L'application de l'art.60, §1er de la loi organique met à charge de la commune l'insuffisance de recettes de CPAS ; la situation normale est donc celle de l'équilibre budgétaire et comptable !

Le prescrit de l'art.106 §3, déjà rappelé ci-dessus amène également à la conclusion que le boni ou le mali n'est pas la situation normale visée par la loi ! Il en résulte que, pour la commune, l'identification des sources de déficits est vitale pour apprécier l'impact des politiques mis en œuvre, l'efficacité de la gestion de différents secteurs concernés et leur soutenabilité financière

Les résultats des principaux centres de frais suivants (service ordinaire) ressortent du compte 2023(en €):

	compte	frais répartis(*)	total déficits
Aide sociale	- 11.200.721 €	- 3.414.892	- 14.615.613
Val des Roses	- 2.579.598 €	- 786.472	- 3.366.070
Réinsertion profes.	- 2.138.712 €	- 625.054	- 2.790.766

(*) frais répartis à 100%, conformément aux normes comptables

Certes, ces chiffres sont résorbés par les recettes générales, mais ils appellent, à tout le moins, une analyse sérieuse de leur origine.

Et il ne s'agit ici que du service ordinaire !

L'indispensable analyse de gestion réclamée par de tels chiffres restera incomplète sans la nécessaire transparence des politiques menées notamment en matière de ressources humaines

2.6 Le personnel :

En dépenses de personnel , le rapport annuel signale, hors art.60§7, une forte augmentation de 10,87 % par rapport au compte 2022 !!!...majoritairement due à la hausse du coût des agents et à celle de l'activité du CPAS

2.7 Le service de l'aide sociale :

On a vu le résultat 2023 de ce service : un déficit de l'ordre de 14,6 millions ; il justifie un examen de ses modes de fonctionnement

En effet, chaque dossier RI ou ERI traité au cours de l'exercice 2023 a généré un déficit de 519,44€ !

Il ne s'agit pas ici d'une mise en cause des politiques mises en œuvre , lesquelles apparaissent nécessaires compte tenu d'une redistribution déficiente dans notre organisation sociale, mais de la recherche des modes de gestion plus efficace dont tant les usagers que les agents du cpas seraient les bénéficiaires ... au même titre que les finances communales !

Ainsi, en ayant connaissance de la norme de travail retenue pour le traitement des dossiers RI et ERI , soit 100 dossiers/1 AS , et le nombre mensuel moyen de dossiers traités , on peut évaluer le nombre d'AS nécessaire : $2345/100 = 23,5$ AS ! Est-ce là le nombre réels d'AS effectivement en

service ?

Pourquoi le nombre de dossiers traités par chaque service et temps moyen de traitement de chaque type de dossiers sont-ils pas communiqués ? rendant ainsi plus aisée une évaluation objective des activités ?

La MRS « Le Val des roses » :

La situation budgétaire et financière de la MRS se caractérise par rapport au compte 2022 :

En recettes, par une augmentation des recettes de prestations et donc d'hébergement (+ 458.570,74€, soit +19,63%) et de transferts (intervention , principalement INAMI +608.368,79€, soit +14,82%) ... bref de bonnes nouvelles !

En dépenses d'exploitation, par une augmentation de 10,26% (+918.810€) pour atteindre 9,87 millions€ due à une hausse des frais de personnel de +733.194€(+10,15%) en particulier pour le personnel soignant et aidant et à une hausse des frais de fonctionnement ; toutefois, à ce propos , il convient de relever le retour de frais de la sous-fonction Covid vers la MRS

Au total,

	2023	2022
Evolution du déficit du service ordinaire	- 2.579.598,94	- 2.246.785,78
Evolution du déficit du service extraordinaire	- 1.135.130,86	- 1.135.130,86
Au total	déficit - 3.551.514,20	- 3.381.916,64
Coût des frais répartis à 100%	- 786.471,72	- 646.668,41
au total , un déficit estimé à	- 4.337.985,92	- 4.028.585,05

Donc une augmentation du déficit de 309.400,87€, soit +7,68% !

En dépit de ce résultat, l'analyse détaillée des chiffres du compte de la MRS permet de terminer par une note positive puisqu'ils révèlent des efforts considérables de gestion pour pallier aux conditions particulièrement difficiles imposées par les conséquences la crise socio-économique au cours de cet exercice 2023 !

Il convient donc de remercier la direction de la MRS pour sa gestion de la crise et l'ensemble du personnel pour les efforts consentis pour assurer le fonctionnement et les soins aux résidents ... ce qui n'empêche pas d'attendre des efforts de rationalisation pour les années suivantes !!

En conclusion :

Compte tenu des remarques qui précèdent, le groupe MR s'abstient lors du vote sur le compte 2023 du cpas.

Tussenkomst van mevrouw MADUDA, die de tussenkomst van de heer VAN VLASSELAER voorleest; hij is afwezig

Mevrouw de voorzitter,

Beste collega's,

1/ Rappel i.v.m. de OCMW-begroting 2023:

Tijdens de zitting van de gemeenteraad van 18/04/2023 werden de volgende opmerkingen gemaakt over de OCMW-begroting 2023:

De schaalvoordelen tussen de gemeente en het OCMW, opgesomd in het verslag waarnaar verwezen wordt in art. 26bis §5 van de organieke wet, vormden een minimum minimorum.

De oriëntatienota van het driejarenplan was niet vergezeld van een financieel plan "omwille van de gewestelijke tussenkomst om de gemeente bij te staan bij de opmaak van haar begroting 2023"; bijgevolg voldeed het driejarenplan niet aan de vereisten van artikel 72 van de organieke wet. In de begroting 2023 was echter al een reeks "strengere" maatregelen opgenomen.

Het overgedragen resultaat toonde een negatief resultaat van 7,25 miljoen euro, wat niettemin een verbetering is van 3,2 miljoen euro ten opzichte van het overgedragen resultaat van de begroting 2022; deze situatie bleef zorgwekkend wat betreft het kasbeheer en de mogelijke gevolgen daarvan voor de gemeente!

Het in 2020 bekendgemaakte personeelskader is niet in de praktijk gebracht en er werden geen organigram, objectieve normen of verdeling van het personeel op de diensten meegedeeld.

2/ De rekening 2023

Om te beginnen wil ik de betrokken OCMW-personeelsleden bedanken voor de kwaliteit van de verstrekte informatie.

2.1. De afgesloten dienstjaren

92 pagina's van de 316 die rekening 2023 vormen (d.w.z. 29,91 %), zijn gewijd aan afgesloten dienstjaren!

49 pagina's, dus de helft van deze 92 pagina's, zijn gewijd aan netto vastgestelde rechten (inkomsten) voor een totaalbedrag van 21,11 miljoen euro (d.w.z. 5 miljoen euro meer dan op de rekening 2022!).

Welke maatregelen worden er genomen om deze thesaurie-impasse terug te dringen?

Het eerste geregistreerde afgesloten dienstjaar dateert van 2006!

Denken we echt nog schulden van vóór 2016 te kunnen innen?

2.2. Overgedragen resultaat

De "functie 0010" van de OCMW-rekening 2022 (p. 92) toont een negatieve overgedragen kasstroom van -16,48 euro (een stijging van 2,9 miljoen vergeleken met de rekening 2022)

We begrijpen dus hoe belangrijk het totaal van de netto vastgestelde rechten van de afgesloten dienstjaren van 16,13 miljoen euro is in de algemene situatie van het OCMW ... waarvan een aanzienlijk deel van toevallige aard is.

2.3. Exploitatieresultaat van de gewone en buitengewone dienst

Boekhoudkundig resultaat van het eigen boekjaar – tekort	- 228.999
Variatie van het fonds voor dubieuze vorderingen	+ 181.763
Eindresultaat begrotingsrekening 2023 – tekort	- 47.236

Het resultaat voor het eigen boekjaar 2023 is een licht tekort.

Voor de beoordeling van dit cijfer moet echter rekening worden gehouden met het tijdelijke karakter van de subfunctie 8790 'Covid 19'.

2.4. Het bedrag van de gemeentedotatie

Oorspronkelijke begroting 2019	17.970.000,00 €
Rekening 2019	17.498.234,72 €
Begroting 2023	20.521.965,00 €
Rekening 2023	20.368.957,98 €, d.w.z. sinds 2018 een stijging van 13,33%

Van 2019 tot 2021 is de dotatie vrijwel stabiel gebleven op ongeveer 18 miljoen euro, wat wijst op een duidelijke beheersinspanning. De stijging in 2022 is te verklaren door de inflatie als gevolg van de indexverhogingen en de prijsstijgingen in het algemeen; de stijging in 2023 lijkt te wijzen op een terugkeer naar de geest van vóór 2021!

Het OCMW-bestuur verdient dus alle lof voor deze progressieve beheersinspanning, die moet worden voortgezet!

Men zou gewoon een verhoging van de dotatie kunnen vaststellen ten opzichte van 2022, maar er moet ook rekening worden gehouden met de kosten van het personeel art. 60 §7, ten laste van de gemeente voor 1.132.001 € (jaarverslag) ... wat de gemeentelijke interventie op 21,5 miljoen brengt.

De subfunctie 'covid 19' buiten beschouwing gelaten, vertegenwoordigt deze in feite dus 30,65 % van de gemeentelijke inkomsten (32,25 % met de kosten van het personeel art. 60 §7!) en niet 27,23 % zoals vermeld op blz. 10 van het jaarverslag!

Bovendien wijst de hierboven vermelde thesaurie-impasse (zie punt 2.2), bij verder gelijkblijvende omstandigheden, op een verzoek tot verhoging van de gemeentedotatie.

De gemeentefinanciën, die al onder druk staan, zullen nog sterker onder druk komen ... ten nadele van de belastingbetaler ... wiens sociaal-economische situatie al ernstig is verzwakt door de gevolgen van de toenemende economische crisis!

2.5 Exploitatieresultaat van de verschillende kostencentra

De toepassing van art. 60 §1 van de organieke wet legt de tekorten in de OCMW-ontvangsten ten laste van de gemeente; de normale situatie is er dus een van budgettair en boekhoudkundig evenwicht!

Ook de reeds hierboven vermelde bepalingen van art. 106 §3 leiden tot de conclusie dat het batig of nadelig saldo niet de normale situatie is die bedoeld wordt in de wet! Voor de gemeente is het dan ook essentieel dat de oorzaken van de tekorten worden geïdentificeerd, om de impact van het gevoerde beleid, de doeltreffendheid van het beheer van de verschillende sectoren en de financiële duurzaamheid te kunnen beoordelen.

De resultaten van de volgende belangrijkste kostencentra (gewone dienst) blijken uit de rekening 2023 (in €): rekening verdeelde kosten (*) totaal tekorten

Sociale steun	- 11.200.721 €	- 3.414.892	- 14.615.613
Val des Roses	- 2.579.598 €	- 786.472	- 3.366.070
Beroepsinschakeling	- 2.138.712 €	- 625.054	- 2.790.766

(*) kosten verdeeld aan 100%, overeenkomstig de boekhoudkundige normen

Hoewel deze cijfers opgaan in de algemene inkomsten, vergen ze op zijn minst een ernstige analyse van hun oorsprong.

En dit is slechts de gewone dienst!

De noodzakelijke analyse van het beheer die dergelijke cijfers vergen, zal onvolledig blijven zonder de noodzakelijke transparantie van het gevoerde beleid, met name op het vlak van HR.

2.6 Personeel

Wat de personeelskosten betreft, vermeldt het jaarverslag, uitgezonderd art. 60 §7, een sterke stijging met 10,87 % ten opzichte van de rekening 2022 ... voornamelijk door de stijging van de personeelskosten en de toename van de activiteiten van het OCMW.

2.7. Dienst maatschappelijk welzijn

Wij hebben het resultaat van deze dienst voor 2023 gezien: een tekort van ongeveer 14,6 miljoen; dit rechtvaardigt een onderzoek van de werking.

Elk leefloondossier dat in 2023 werd behandeld, heeft namelijk een tekort van 519,44 euro opgeleverd!

Dit is geen kwestie van in vraag stellen van het gevoerde beleid, dat noodzakelijk lijkt rekening houdend met een gebrekkige herverdeling in onze sociale organisatie, maar veeleer een zoektocht naar efficiëntere werkmethodes die zowel de gebruikers als het personeel van het OCMW ten goede zouden komen ... en ook de gemeentefinanciën!

Rekening houdend met de werknorm die wordt gebruikt voor de behandeling van leefloondossiers, nl. 100 dossiers per sociaal assistent, en het gemiddelde aantal verwerkte dossiers per maand, komen we dus op het volgende aantal benodigde sociaal assistenten: $2345 / 100 = 23,5$ SA! Is dit het aantal SA dat daadwerkelijk in dienst is?

Waarom worden het aantal dossiers dat door elke dienst wordt behandeld en de gemiddelde verwerkingstijd voor elk type dossier niet bekendgemaakt, waardoor het gemakkelijker wordt om de activiteiten objectief te beoordelen?

RVT 'Val des Roses':

De financiële situatie van het RVT vergeleken met de rekening van 2022:

Ontvangsten: een stijging van de ontvangsten uit prestaties en dus uit huisvesting (+ 458.570,74 €, ofwel +19,63 %) en uit overdrachten (tussenkost, voornamelijk RIZIV +608.368,79 €, ofwel +14,82 %) ... kortom, goed nieuws!

Exploitatiekosten: een stijging van 10,26 % (+918.810 €) tot 9,87 miljoen € als gevolg van een stijging van de personeelskosten met +733.194 € (+10,15%), in het bijzonder voor zorg- en ondersteunend personeel, en een stijging van de werkingskosten; in dat verband moet echter worden opgemerkt dat de kosten van de subfunctie 'Covid' terugvloeiën naar het RVT.

Totaal

	2023	2022
Evolutie van het tekort van de gewone dienst	- 2.579.598,94	- 2.246.785,78
Evolutie van het tekort van de buitengewone dienst	- 1.135.130,86	- 1.135.130,86

Totaal	tekort	- 3.551.514,20	- 3.381.916,64
Kost van de kosten verdeeld aan 100%		- 786.471,72	- 646.668,41
Totaal tekort raming		- 4.337.985,92	- 4.028.585,05

Dit komt neer op een toename van het tekort met 309.400,87 €, ofwel +7,68 % !

Ondanks dit resultaat laat een gedetailleerde analyse van de cijfers van de RVT-rekening ons toe om met een positieve noot af te sluiten, aangezien zij blijk geven van aanzienlijke inspanningen om de bijzonder moeilijke omstandigheden, door de gevolgen van de socio-economische crisis in 2023, het hoofd te bieden.

Het is dan ook gepast om de directie van het RVT te danken voor de aanpak van de crisis en al het personeel voor de geleverde inspanningen om de werking en de zorg voor de bewoners te verzekeren ... wat niet wegneemt dat er de komende jaren rationaliseringsinspanningen worden verwacht.

Conclusie:

In het licht van bovenstaande opmerkingen onthoudt de MR-fractie zich van stemming over de rekening 2023 van het OCMW.

18 annexes / 18 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

4 Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne – Communication – Frais Mailchimp – Remboursement – Transaction.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant un subside de 14.125.000,00 euros pour la mise en œuvre d'un Contrat de Quartier Durable sur le périmètre Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Vu la décision du Conseil communal du 24 avril 2018 d'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

Vu la décision du 5 juillet 2018 du Gouvernement régional d'approuver le programme du CQDW et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté 2020/001 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux relatif à la suspension des délais de rigueur fixés dans l'ensemble de la législation et réglementation bruxelloise, prolongeant les délais de rigueur de l'Ordonnance organique revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 de trois fois un mois ;

Vu l'arrêté 2020/044 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux relatif à la prolongation des délais de l'Ordonnance organique du 6 octobre 2016, prolongeant le délai d'exécution de trois mois supplémentaires ;

Vu l'ordonnance du 22 juillet 2021 prolongeant certains délais de l'Ordonnance Revitalisation Urbaine du 6 octobre 2016 ;

Considérant que suite aux différentes mesures susmentionnées, le délai d'exécution du programme du Contrat de quartier Wiels sur Senne a été prolongé d'un an au total, portant la fin de celui-ci au 31 mars 2024 ;

Considérant qu'il y a eu lieu d'informer et de communiquer autour des projets socio-économiques, d'architecture et d'espace public du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

Considérant que dès 2019, des newsletters ont été envoyées via plateforme américaine Mailchimp ;

Considérant que seule la version gratuite de Mailchimp était utilisée en 2019, aucun marché public n'a été lancé par la chargée de communication et participation ;

Considérant qu'au fil du temps, un grand nombre d'abonnés se sont inscrits à la newsletter, dépassant les 700 abonnés ;

Considérant qu'en mars 2023, la plateforme Mailchimp a revu la gratuité de son outil à la baisse, limitant leur plan gratuit à 500 contacts ;

Considérant qu'afin de pouvoir continuer à envoyer des newsletters sans enlever aléatoirement des abonnés, de ne pas perdre les inscrits à la newsletter et pouvoir continuer à informer les habitants, il a été indispensable de souscrire au premier plan tarifaire payant « Essentials » ;

Considérant que des newsletters ont été envoyées jusqu'en février 2024 ;

Considérant qu'un montant total a été débité de mars 2023 à février 2024 soit 12 mois pour un montant total de 358,03 €, depuis le compte en banque de Roxane Boone (BE45 0017 9156 9889), chargée de communication pour le Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 25 juillet 2024 autorisant le remboursement de l'affiliation payante de mars 2023 jusque février 2024 auprès de Roxane Boone ;

Vu le rapport, ci-annexé, listant les preuves du dossier, les factures et extraits bancaires faisant partie intégrante de la présente décision ;

Considérant que les crédits sont disponibles au 9308 /123-13/15 : « Frais de gestion et du fonctionnement de l'informatique » du budget ordinaire 2024 ;

Considérant que cette dépense sera financée à 100% par un subside de la Région Bruxelles-Capitale ;

DÉCIDE:

D'approuver qu'aucun marché public n'a pu être lancé car en février 2019, l'équipe du CQDW n'a utilisé que la version gratuite de la plateforme Mailchimp ;

D'approuver que la chargée de communication du CQDW Roxane Boone a été contraint de souscrire au plan tarifaire de Mailchimp en mars 2023 et ce jusque février 2024 pour continuer à informer les habitants, pour un montant total de 358,03 € ;

De payer la somme énumérée sur le compte tiers de Roxane Boone BE45 0017 9156 9889 ;

D'imputer la dépense à l'article ordinaire 9308 /123-13/15 : « Frais de gestion et du fonctionnement

de l'informatique » du budget ordinaire 2024 ;

De financieren l'ensemble de la dépense précitée à hauteur de 100 % par la Région Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Heropleving van de Wijken – Duurzaam Wijkcontact Wiels aan de Zenne – Communicatie – Kosten Mailchimp – Terugbetaling – Dading.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet,

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000,00 € voor de uitvoering van een Duurzaam Wijkcontract in de perimeter Wiels aan de Zenne (DWCW);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 april 2018 betreffende de goedkeuring van het basisdossier van het duurzaam wijkcontract Wiels aan de Zenne;

Gelet op de beslissing van de Gewestregering van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW, en latere wijzigingen;

Gelet op het bijzonderemachtenbesluit 2020/001 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de opschorting van de vervaltermijnen die vastgelegd zijn in de Brusselse wetgeving en reglementering, waardoor de vervaltermijnen van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering driemaal met 1 maand worden verlengd;

Gelet op het bijzonderemachtenbesluit 2020/044 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de verlenging van de termijnen van de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016, waarbij de uitvoeringstermijn met drie extra maanden wordt verlengd;

Gelet op de ordonnantie van 22 juli 2021 tot verlenging van bepaalde termijnen van de Ordonnantie Stedelijke Herwaardering van 6 oktober 2016;

Overwegende dat als gevolg van de verschillende bovenvermelde maatregelen de uitvoeringstermijn van het programma van wijkcontract Wiels aan de Zenne in totaal met één jaar wordt verlengd, waardoor het op 31 maart 2024 afloopt;

Overwegende dat er behoefte was om te informeren en communiceren over de sociaaleconomische, architecturale en openbare ruimte projecten van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne;

Overwegende dat er sinds 2019 newsletters verstuurd worden via het Amerikaanse platform Mailchimp;

Overwegende dat in 2019 enkel de gratis versie van Mailchimp werd gebruikt en er geen overheidsopdracht werd uitgeschreven door de verantwoordelijke communicatie en participatie;

Overwegende dat na verloop van tijd een groot aantal abonnees zich heeft ingeschreven op de newsletter, wat het aantal op meer dan 700 abonnees brengt;

Overwegende dat het platform Mailchimp in maart 2023 de gratis versie van de tool heeft beperkt tot 500 contacten;

Overwegende dat het, om newsletters te kunnen blijven versturen zonder willekeurig abonnees te verwijderen, om te voorkomen dat abonnees op de nieuwsbrief verloren gaan en om de Vorstenaren te kunnen blijven informeren, essentieel was om in te schrijven op het eerste betaalde tariefplan

'Essentials';

Overwegende dat er newsletters verzonden zijn tot februari 2024;

Overwegende dat een totaalbedrag van 358,03 € werd gedebiteerd van de bankrekening van Roxane Boone (BE45 0017 9156 9889), communicatieverantwoordelijke voor het duurzaam wijkcontract Wiels aan de Zenne (DWCW), van maart 2023 tot februari 2024, zijnde 12 maanden;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 juli 2024 waarbij toestemming wordt verleend voor de terugbetaling van het betaalde lidmaatschap van Roxane Boone van maart 2023 tot februari 2024;

Gelet op het bijgevoegde verslag met een overzicht van de bewijsstukken in het dossier, de facturen en de bankafschriften die integraal deel uitmaken van deze beslissing;

Overwegende dat de kredieten beschikbaar zijn onder 9308/123-13/15: "Beheers- en werkingskosten van de informatica" van de gewone begroting 2024;

Overwegende dat deze uitgave voor 100% wordt gefinancierd door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLIST:

Goed te keuren dat er geen openbare aanbesteding kon worden uitgeschreven omdat het DWCW-team in februari 2019 alleen de gratis versie van het platform Mailchimp gebruikte;

Goed te keuren dat de communicatieverantwoordelijke van DWCW, Roxane Boone, genoopt was om van maart 2023 tot februari 2024 een abonnement te nemen op de betaalde versie van Mailchimp om de Vorstenaren te kunnen blijven informeren, voor een totaalbedrag van 358,03 €;

Bovenstaand bedrag over te maken op derdenrekening BE45 0017 9156 9889 van Roxane Boone;

De uitgave in te schrijven op het gewone artikel 9308/123-13/15: "Beheers- en werkingskosten van de informatica" van de gewone begroting 2024;

Alle bovenstaande uitgaven tot 100% te financieren door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

5 **Revitalisation des quartiers – Contrat de quartier durable Wiels sur Senne – CRU ROI – Projet D.1.4 : Logements accessibles, accueil petite enfance et Equipement de proximité (Monténégro 138-154) – Développement de logements accessibles - Modalités et termes du partenariat entre Fair Ground et la Commune de Forest – Convention de partenariat et bail emphytéotique – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 portant exécution de l'Ordonnance organique de revitalisation urbaine adoptant la « zone de revitalisation urbaine, dite « ZRU 2016 » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017 relatif aux Contrats de Rénovation Urbaine portant exécution de l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2017 octroyant une subvention de 3.295.251,00 euros à la Commune de Forest pour l'exécution du programme CRU N°4 « Avenue du Roi » ;

Vu les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2019, 03 décembre 2020, 04 avril 2024 approuvant respectivement les trois modifications de programme du CRU Roi ;

Considérant que cela porte la fin de la phase d'exécution du CRU4/ROI au 30 juin 2024 et la phase de mise en œuvre au 31 décembre 2026 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant un subside de 14.125.000,00 euros pour la mise en œuvre d'un Contrat de Quartier Durable sur le périmètre Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Vu la décision du Conseil communal du 24 avril 2018 d'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

Vu la décision du 5 juillet 2018 du Gouvernement régional d'approuver le programme du CQDW ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 22 octobre 2019 d'approuver la modification de programme N°1 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne intégrant entre autres opérations la rénovation du site Axima en logements accessibles, accueil de la Petite enfance et équipement de proximité ;

Vu le courrier du 11 mars 2020 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvant la modification de programme n°1 du CQDW ;

Vu la décision du Conseil communal décision du 16 mars 2021 approuvant la proposition de modification de programme N°2 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

Vu le courrier du 30 juillet 2021 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvant la modification de programme n°2 du CQDW ;

Vu la décision du Conseil communal du 30 janvier 2024 approuvant la proposition de modification de programme N°3 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne recadrant les objectifs de l'opération D.1.4 notamment les stratégies de partenariat et le soutien à la continuité des dynamiques existantes ;

Vu le courrier du 29 mars 2024 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale approuvant la modification de programme 3 et précisant les conditions suspensives de l'opération D.1.4 :

- *Pour la fin du délai de mise en œuvre, la Commune devra fournir toutes les preuves des projets en cours pour réaliser les objectifs, notamment :*
 - *La création d'un équipement petite enfance, tel que défini dans l'OORU ;*
 - *La création de logements tels que définis dans l'OORU ;*
 - *La création d'un équipement de proximité ;*
 - *La dédensification et désimperméabilisation de l'îlot.*

Elle pourra fournir les preuves via un état d'avancement, des éventuels engagements financiers ou des accords conclus avec des organisations partenaires.

Vu l'arrêté 2020/001 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux relatif à la suspension des délais de rigueur fixés dans l'ensemble de la législation et réglementation bruxelloise, prolongeant les délais de rigueur de l'Ordonnance organique revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 de trois fois un mois ;

Vu l'arrêté 2020/044 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux relatif à la prolongation des délais de l'Ordonnance organique du 6 octobre 2016, prolongeant le délai d'exécution de trois mois supplémentaires ;

Vu l'ordonnance du 22 juillet 2021 prolongeant certains délais de l'Ordonnance Revitalisation Urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu le courrier du 20 mars 2024 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant le délai d'exécution complémentaire prolongeant de 6 mois la durée de la phase d'exécution pour l'opération D.1.4 « logements, équipement petite enfant et équipement de proximité » ;

Considérant que suite aux différentes mesures susmentionnées, le délai de mise en œuvre de l'opération D.1.4 dans le cadre du contrat de quartier Wiels sur Senne est porté au 31 mars 2027 ;

Vu la délibération du Conseil communal en sa séance du 21 avril 2020 décidant entre autres :

De procéder à un appel à projet pour l'occupation temporaire et transitoire d'une partie des sites Axima et Chassart ;

D'utiliser le subside reçu de la Région Bruxelles-Capitale dans le cadre du CRU ROI à cet effet (le projet sélectionné qui répondra au mieux à l'appel à projet bénéficiera d'un subside permettant au porteur de projet d'une part de gérer les biens (mises aux normes, travaux divers) et d'autre part d'organiser des activités socio-culturelles pour et en lien avec le quartier ;

D'approuver les termes et la diffusion de l'appel à projets joint en annexe en vue de confier la gestion et l'activation d'une partie du site Axima et du site Chassart à un tiers ;

Considérant que l'occupation temporaire a pour objectif d'expérimenter les usages afin de préfigurer le futur du site et préciser quels équipements sont nécessaires pour le quartier ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 18 juin 2020 décidant entre autres :

D'approuver l'occupation à titre temporaire et transitoire d'une partie des sites Chassart et Axima par le candidat COMMUNA asbl via une convention sous réserve d'approbation de la convention par le Conseil Communal en sa séance du 7 juillet 2020 ;

D'approuver la subvention du projet « Axima Chassart - l'urbanisme transitoire pour soutenir les dynamiques locales » porté par le candidat 2, Communa, permettant l'occupation temporaire et transitoire d'une partie des sites Chassart et Axima, via une convention de subvention sous réserve d'approbation de la convention par le Conseil Communal en sa séance du 7 juillet 2020 ;

Vu la décision du collège du 7 juillet 2022 :

D'approuver le principe que Communa occupe les deux sites 'Chassart (avenue Van Volxem, 400-402) et Axima (rue du Monténégro, 138-152) jusque fin 2023 ;

Que le service Revitalisation des quartiers cherche des solutions financières pour maintenir Communa dans les sites.

Vu la délibération du Conseil communal en sa séance du 22 novembre 2022 :

De charger le Collège de l'exécution de la présente ;

[..]

De permettre au porteur Communa asbl de poursuivre leur activité et de justifier des dépenses au sein de leur enveloppe jusqu'au 31/12/2023 ;

D'approuver le subside supplémentaire de 50.000,00 euros au projet Occupation temporaire des sites Chassart et Axima porté par Communa asbl ;

D'approuver les avenants à la convention d'occupation et de subventionnement telles que repris en annexes ;

[...];

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 21 mai 2024 :

[...]

de permettre au porteur Communa asbl de poursuivre leur activité et de justifier des dépenses au sein de leur enveloppe jusque au 31 mars 2025 ;

[...]

Considérant que les activités déployées sur le site Axima accueillent diverses occupations temporaires telles que des bureaux partagés, activités sportives et culturelles, ateliers d'artistes et d'artisans et le projet Casa Vesta ;

Considérant que le projet Casa Vesta est un hébergement collectif pour une quinzaine de femmes, avec et sans enfants, en situation de précarité ;

Considérant que ce projet est porté par l'asbl Communa en partenariat avec le Samusocial et vise à offrir aux personnes un espace-temps où il est possible de se ressourcer et d'être accompagnées, en vue de sortir de leur situation de précarité de manière durable par la suite ;

Considérant les évaluations positives du projet ;

Vu l'appel à projets lancé par Brussels International SPRB : FEDER 2021-2027 – Objectif spécifique 4.3 – Augmentation des capacités d'accueil pour les publics fragilisés via des logements adaptés aux besoins des publics ;

Considérant que cet appel à projets a pour objectif de "Favoriser l'intégration socio-économique des communautés marginalisées, des ménages à faible revenu et des groupes défavorisés, y compris des personnes ayant des besoins particuliers, au moyen de mesures intégrées, notamment en ce qui concerne le logement et les services sociaux" ;

Considérant que le projet Casa Vesta remplit cet objectif de manière temporaire sur le site Axima ;

Considérant que la Commune de Forest a été sollicitée par l'association Communa et la coopérative Fair Ground Brussels, tous deux partenaires dans la mise en œuvre du projet la Nova Casa Vesta, pour introduire une candidature dans le cadre de l'appel à projet OS 4.3 - Augmentation des capacités d'accueil pour les publics fragilisés via des logements adaptés aux besoins des publics ;

Considérant que le projet « la Nova Casa Vesta » est la continuité du projet Casa Vesta mis en œuvre dans le cadre de l'occupation temporaire et pour lequel la commune est membre du Comité d'accompagnement ;

Considérant que l'appel à candidature Feder est une opportunité financière intéressante pour développer le projet Casa Vesta sur le long terme, de manière pérenne sur le site Axima et donc de répondre aux objectifs de l'opération D.1.4 « logements, équipement petite enfance et équipement de proximité », à savoir :

- La création de logements
- Le soutien à la continuité des dynamiques existantes afin d'optimiser les efforts investis et les ancrer sur le long terme.

Considérant que la commune n'a pas les moyens de développer par elle-même la mise en œuvre de la fiche projet de l'opération D.1.4 telle que prévue dans la modification de programme 3 et comme l'exige la Région de Bruxelles-capitale ;

Considérant l'obligation de la Commune de faire aboutir un maximum d'opérations prévues dans le cadre du Contrat de Quartier Durable Wiels Sur Senne et ses différentes modifications, et que cela peut se faire via la mise en place de partenariats ;

Vu la décision du Collège du Bourgmestre et Echevins du 25 mai 2023 :

D' approuver la remise d'une candidature par l'association Communa, la coopérative Fair Ground brussels en partenariat avec la Commune de Forest, dans le cadre de l'appel à projets émis par Brussels International SPRB : FEDER 2021-2027 – Objectif spécifique 4.3 Augmentation des capacités d'accueil pour les publics fragilisés via des logements adaptés aux besoins des publics, pour la mise en œuvre du projet Casa Vesta sur une partie du site Axima, propriété communale ;

De poursuivre la réflexion au sujet de la collaboration permettant de pérenniser le projet d'hébergement collectif pour femmes, avec et sans enfants, en situation de précarité et subissant des violences ;

Vu le courrier du Ministre Président du 15 novembre 2023 sélectionnant le projet « La Nova Casa Vesta » dans le cadre du programme Feder 2021 – 2027 de la région de Bruxelles Capitale et attribuant un subside de 1.403.820,50 euros pour la création de l'hébergement collectif pour une quinzaine de femmes, avec et sans enfants, en situation de précarité;

Considérant que la Commune souhaite mettre en œuvre ce partenariat et soutenir le projet de la Nova Casa Vesta en mettant à disposition une partie du site afin que la coopérative Fair Ground puisse développer son projet de logements collectifs pour femmes en difficultés ;

Considérant que les modalités de collaboration de mise à disposition du bien doivent être établies au travers une convention de partenariat ;

Considérant la convention en annexe et faisant partie intégrante de cette décision ;

Considérant les termes principaux de cette convention qui décrivent les droits et devoirs des différentes parties pour la réalisation du projet 4.3 « Nova Casa Vesta», notamment l'obligation du partenaire à coordonner le projet ; réaliser les travaux de rénovation ; gérer l'hébergement collectif au terme de la rénovation et durant toute la durée du bail emphytéotique ;

Considérant que le Feder exige que le bénéficiaire détienne un droit réel sur le bien faisant l'objet de la demande de subsides pour financer le projet ;

Considérant que pour céder un droit réel à la coopérative, il est envisagé de conclure un bail emphytéotique ;

Vu le parcellaire repris en annexe établi en date du 09/09/2024 par la société géomètre expert ABC4D mandatée par la commune pour définir les limites du terrain mis à disposition : ID parcelle 21007 A 37 F6 P00000 d'une superficie de 673m² ;

Considérant la proposition de bail emphytéotique en annexe, rédigée par le notaire Jean Martroye de Joly mandaté par la Commune de Forest (décision #007/11.07.2024/B/0071#), et faisant partie intégrante de cette décision ;

Considérant les termes principaux du bail emphytéotique à savoir :

- Droit d'emphytéose avec l'engagement de l'emphytéote à rénover le bien loué afin d'y créer du logement collectif à caractère social
- Le bail emphytéotique est consenti pour une durée de quarante (40) années consécutives prorogeable sous conditions prenant cours à la date de fin de l'occupation temporaire par l'asbl Communa,
- Un canon annuel d'un euro non indexé (1,00 €) par an ;

Considérant que la recette dudit canon annuel pourra s'inscrire à l'article 124/163-01/21 du service ordinaire des années budgétaires concernées ;

Considérant que les frais d'acte estimés à 20.000,00 euros seront pris en charge à 50% par la commune de Forest et à 50% par la coopérative Fair Ground Brussels ;

Considérant que les frais d'acte s'élèvent à 10.000,00 euros et sont inscrit à l'article 9308/122-03/88 « Honoraires et indemnités pour avocats, médecins, personnel paramédical » du budget ordinaire 2024 ;

Considérant que cette dépense sera financée à 100% par une subside de la région de Bruxelles Capitale ;

DECIDE :

D'approuver la convention de partenariat ci-annexée ;

D'approuver le parcellaire établi par la société géomètre expert ABC4D définissant les limites de Partir de parcelle mise à disposition de la coopérative Fair Ground brussels (rue Verheyden 121 – 1070 Anderlecht) ;

D'octroyer, à la coopérative Fair Ground brussels, pour cause d'utilité publique, un droit d'emphytéose d'une durée de 40 ans prorogeable sous conditions prenant cours à la date de fin de l'occupation temporaire par l'asbl Communa moyennant le paiement d'un canon annuel non indexé de 1 euro, sur le bâtiment communal sis à Forest, rue du Monténégro 138-142, actuellement cadastré section A n° 21007 A 37 F6 P00000 pour une superficie de parcelle de 673 m²; le dit bâtiment sera rénové et réaménagé en vue de créer du logement à finalité sociale ;

D'approuver le projet de bail emphytéotique ci-annexé reprenant les droits et obligations des parties ;

D'inscrire la recette du canon annuel (un euro) à l'article 124/163-01/21 du service ordinaire des années budgétaires concernées ;

D'inscrire à l'article 9308/122-03/88 « Honoraires et indemnités pour avocats, médecins, personnel paramédical » du budget ordinaire 2024 un montant de 10.000,00 euros correspondant à 50% du montant estimé des frais de notaire ;

De financer cette dépense par un subside de la Région Bruxelles Capitale inscrit à l'article 9308/994-01/88 du budget 2024 ;

De donner pouvoir au collègue des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son remplaçant, aux fins de signer valablement, pour la commune de Forest, l'acte relatif à la convention de partenariat ;

De donner pouvoir au collègue des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son remplaçant, aux fins de signer valablement, pour la commune de Forest, l'acte relatif à cette emphytéose ;

De transmettre la présente décision à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Heropleving van de Wijken – Duurzaam Wijkcontact Wiels aan de Zenne – SVC KONING – Project D.1.4: Toegankelijke woningen, kinderopvang en buurtvoorzieningen (Montenegrostraat 138-154) – Ontwikkeling van toegankelijke woningen – Algemene voorwaarden van het partnerschap tussen Fair Ground Brussels en de gemeente Vorst – Partnerschapsovereenkomst en erfpacht – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2016 tot uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, waarmee de "zone voor stedelijke herwaardering" genaamd "ZSH 2016" werd goedgekeurd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 betreffende de Stadsvernieuwingscontracten, houdende uitvoering van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2017 tot toekenning van een toelage van € 3.295.251,00 euro aan de Gemeente Vorst voor de uitvoering van het programma SVC nr. 4 “Koningslaan”;

Gelet op de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2019, 3 december 2020 en 4 april 2024 respectievelijk tot goedkeuring van de drie programmawijzigingen van het SVC Koning;

Overwegende dat hierdoor het einde van de uitvoeringsfase van SVC4/Koning op 30 juni 2024 komt te liggen en de uitvoeringsfase op 31 december 2026;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000,00 € voor de uitvoering van een Duurzaam Wijkcontract in de perimeter Wiels aan de Zenne (DWCW);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 april 2018 betreffende de goedkeuring van het basisdossier van het duurzaam wijkcontract Wiels aan de Zenne;

Gelet op de beslissing van de Gewestregering van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 22 oktober 2019 betreffende de goedkeuring van de programmawijziging nr. 1 van het basisdossier van het duurzaam wijkcontract Wiels aan de Zenne, met o.a. de renovatie van de Aximasite tot toegankelijke woningen, kinderopvang en buurtvoorzieningen;

Gelet op de brief van 11 maart 2020 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van DWCW;

Gelet op de beslissing van 16 maart 2021 tot goedkeuring van het voorstel van programmawijziging nr. 2 van het basisdossier van het duurzaam wijkcontract Wiels aan de Zenne;

Gelet op de brief van 30 juli 2021 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 2 van DWCW;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 30 januari 2024 tot goedkeuring van het voorstel van programmawijziging nr. 3 van het basisdossier van het duurzaam wijkcontract Wiels aan de Zenne, tot herkadring van de doelstellingen van operatie D.1.4, met name de strategieën van samenwerking en steun aan de continuïteit van de bestaande dynamieken;

Gelet op de brief van 29 maart 2024 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 3 en tot precisering van de opschortende voorwaarden van de operatie D.1.4:

- *Tegen het einde van de uitvoeringsperiode moet de gemeente volledig bewijs leveren van de lopende projecten om de doelstellingen te bereiken, in het bijzonder:*
 - *de oprichting van een voorziening voor kinderopvang, zoals gedefinieerd in de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;*
 - *de creatie van huisvesting, zoals gedefinieerd in de OSH;*
 - *de creatie van een buurtvoorziening;*
 - *de ontharding van het huizenblok.*

Ze moet de bewijzen leveren via een vorderingsstaat, eventuele financiële toezeggingen of overeenkomsten getekend met partnerorganisaties.

Gelet op het bijzonderemachtenbesluit 2020/001 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de opschorting van de vervaltermijnen die vastgelegd zijn in de Brusselse wetgeving en reglementering, waardoor de vervaltermijnen van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering driemaal met 1 maand worden verlengd;

Gelet op het bijzonderemachtenbesluit 2020/044 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering

betreffende de verlenging van de termijnen van de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016, waarbij de uitvoeringstermijn met drie extra maanden wordt verlengd;

Gelet op de ordonnantie van 22 juli 2021 tot verlenging van bepaalde termijnen van de Ordonnantie Stedelijke Herwaardering van 6 oktober 2016;

Gelet op de brief van 20 maart 2024 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot toekenning van de bijkomende uitvoeringstermijn die de duur van de uitvoeringsfase van operatie D.1.4 "huisvesting, kinderopvang en buurtvoorzieningen" verlengt met 6 maanden;

Overwegende dat, als gevolg van de bovenvermelde maatregelen, de uitvoeringstermijn van operatie D.1.4 in het kader van duurzaam wijkcontract Wiels aan de Zenne verlengd werd tot 31 maart 2027;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 21 april 2020, waarbij o.a. beslist werd:

Een projectoproep te lanceren voor het tijdelijk en overgangsgebruik van een deel van de sites Axima en Chassart;

De subsidie ontvangen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van het SVC 'Koningslaan' daartoe te gebruiken (het geselecteerde project dat het best beantwoordt aan de projectoproep, zal genieten van een subsidie die de projectdrager in staat stelt om enerzijds het goed te beheren (aanpassing aan de normen, diverse werken) en anderzijds socio-culturele activiteiten te organiseren voor en in samenhang met de wijk);

Goedkeuring te verlenen aan de inhoud en de verspreiding van de als bijlage opgenomen projectoproep die ertoe strekt het beheer en de activering van een deel van de sites Axima en Chassart aan een derde toe te vertrouwen;

Overwegende dat de tijdelijke bezetting tot doel heeft te experimenteren met de gebruiksmogelijkheden om een beeld te krijgen van de toekomst van de site en aan te geven welke voorzieningen nodig zijn voor de wijk;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen in zijn zitting van 18 juni 2020 waarbij o.a. werd beslist:

Goedkeuring te verlenen aan het tijdelijk en overgangsgebruik van een deel van de sites Chassart en Axima door de kandidaat, vzw COMMUNA, via een overeenkomst onder voorbehoud van de goedkeuring van de overeenkomst door de Gemeenteraad in zijn zitting van 7 juli 2020;

Goedkeuring te verlenen aan de subsidie van het project 'Axima Chassart - transitiestedenbouw om de plaatselijke dynamieken te ondersteunen' gedragen door kandidaat 2, vzw Communa, dat het tijdelijk en overgangsgebruik van een deel van de sites Chassart en Axima mogelijk maakt, via een subsidiëringsovereenkomst onder voorbehoud van de goedkeuring van de overeenkomst door de Gemeenteraad in zijn zitting van 7 juli 2020;

Gelet op de beslissing van het College van 7 juli 2022 om:

Goedkeuring te verlenen aan het principe dat Communa de sites Chassart (Van Volxemlaan 400-402) en Axima (Montenegrostraat 138-152) tot eind 2023 bezet;

Dat de dienst Heropleving van de Wijken zoekt naar financiële oplossingen om Communa op de sites te houden.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad in zitting van 22 november 2022 om:

Het College te belasten met de uitvoering hiervan;

[...]

De projectdrager Communa vzw de mogelijkheid te bieden hun activiteit voort te zetten en

de uitgaven binnen hun enveloppe te verantwoorden tot 31 december 2023;

Goedkeuring te verlenen aan de bijkomende subsidie van 50.000,00 euro voor het tijdelijk gebruik van de sites Chassart en Axima gedragen door de vzw Communa;

Goedkeuring te verlenen aan de als bijlage opgenomen aanhangsels bij de gebruiks- en subsidieovereenkomst;

[...];

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zitting van 21 mei 2024 om:

[...]

De projectdrager Communa vzw de mogelijkheid te bieden hun activiteit voort te zetten en de uitgaven binnen hun enveloppe te verantwoorden tot 31 maart 2025;

[...]

Overwegende dat de op de Aximasite ontplooidde activiteiten verschillende vormen van tijdelijk gebruik omvatten, zoals gedeelde kantoren, sport- en culturele activiteiten, ateliers voor kunstenaars en ambachtslieden, en het project Casa Vesta;

Overwegende dat het project Casa Vesta collectieve huisvesting biedt voor een vijftiental vrouwen, met of zonder kinderen, die zich in een precaire situatie bevinden;

Overwegende dat dit project wordt gedragen door de vzw Communa, in partnerschap met de SamuSocial, en tot doel heeft mensen een tijd-ruimte te bieden waar zij zich kunnen herbronnen en begeleid worden, om uit hun precaire situatie te geraken en duurzaam op eigen benen te kunnen staan;

Overwegende de positieve evaluaties van het project;

Gelet op de projectoproep van de GOB Brussels International: EFRO 2021-2027 – Specifieke doelstelling 4.3 – Verhoging van de opvangcapaciteit voor kwetsbare bevolkingsgroepen via woningen die aangepast zijn aan hun behoeften;

Overwegende dat deze projectoproep tot doel heeft de socio-economische integratie te bevorderen van gemarginaliseerde gemeenschappen, gezinnen met een laag inkomen en kansarme groepen, onder wie mensen met bijzondere behoeften, via geïntegreerde maatregelen, met name op het vlak van huisvesting en sociale diensten;

Overwegende dat het project Casa Vesta op de Aximasite tijdelijk aan deze doelstelling voldoet;

Overwegende dat de gemeente Vorst door de vereniging Communa en de coöperatie Fair Ground Brussels, beiden partners bij de uitvoering van het project Nova Casa Vesta, werd verzocht een kandidatuur in te dienen in het kader van projectoproep Specifieke Doelstelling 4.3 - Toename van de opvangcapaciteit voor kansarme groepen via woongelegenheden aangepast aan hun behoeften;

Overwegende dat het project Nova Casa Vesta de voortzetting is van het project Casa Vesta, uitgevoerd in het kader van het tijdelijk gebruik en waarvoor de gemeente lid is van het Begeleidingscomité;

Overwegende dat de EFRO-oproep een interessante financiële opportuniteit is om het project Casa Vesta op lange termijn duurzaam te ontwikkelen op de Aximasite en dus om de doelstellingen van de operatie D.1.4 “huisvesting, kinderopvang en buurtvoorzieningen” te bereiken, namelijk:

- de creatie van woningen
- de ondersteuning van de continuïteit van de bestaande dynamieken om de geleverde inspanningen te optimaliseren en op lange termijn te verankeren;

Overwegende dat de gemeente niet over de middelen beschikt om de projectfiche voor operatie D.1.4 alleen ten uitvoer te brengen, zoals voorzien in programmawijziging nr. 3 en zoals vereist door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende de verplichting van de gemeente om zoveel mogelijk van de acties die in het

duurzaam wijkcontract Wiels aan de Zenne en de verschillende wijzigingen zijn opgenomen, uit te voeren, door het opzetten van partnerschappen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 mei 2023 om;

Goedkeuring te verlenen aan de indiening van een kandidatuur door de vzw Communa, de coöperatie Fair Ground Brussels in partnerschap met de gemeente Vorst, in het kader van de projectoproep van de GOB Brussels International: EFRO 2021-2027 – Specifieke doelstelling 4.3 Toename van de opvangcapaciteit voor kansarme groepen via woongelegenheid aangepast aan hun behoeften, voor de uitvoering van het project Casa Vesta op een deel van de Aximasite, gemeentelijk eigendom;

De besprekingen voort te zetten over de samenwerking om het project van collectieve huisvesting voor vrouwen, met en zonder kinderen, die zich in een precaire situatie bevinden en het slachtoffer zijn van geweld;

Gelet op de brief van de Minister-President van 15 november 2023 waarbij het project Nova Casa Vesta wordt geselecteerd in het kader van het EFRO-programma 2021-2027 voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en waarbij een subsidie van 1.403.820,50 euro wordt toegekend voor de creatie van collectieve huisvesting voor een vijftiental vrouwen, met en zonder kinderen, in een precaire situatie;

Overwegende dat de gemeente Vorst dit partnerschap ten uitvoer wenst te brengen en het project Nova Casa Vesta wenst te ondersteunen door een deel van de site ter beschikking te stellen zodat de coöperatie Fair Ground Brussels haar collectief huisvestingsproject voor vrouwen in moeilijkheden kan uitwerken;

Overwegende dat de samenwerkingsvoorwaarden voor de terbeschikkingstelling van het goed door middel van een partnerschapsovereenkomst moeten worden vastgesteld;

Overwegende de bijgevoegde overeenkomst, die integraal deel uitmaakt van deze beslissing;

Overwegende de belangrijkste bepalingen van deze overeenkomst waarin de rechten en plichten van de verschillende partijen voor de uitvoering van project 4.3 “Nova Casa Vesta” worden beschreven, in het bijzonder de verplichting van de partner om het project te coördineren; de renovatiewerkzaamheden uit te voeren; de collectieve huisvesting na afloop van de renovatie en gedurende de hele erfpachtperiode te beheren;

Overwegende dat het EFRO vereist dat de begunstigde over een zakelijk recht beschikt op het goed waarop de subsidieaanvraag betrekking heeft voor de financiering van het project;

Overwegende dat om een zakelijk recht aan de coöperatie over te dragen wordt overwogen een erfpachtovereenkomst te sluiten;

Gelet op het bijgevoegde perceelplan opgesteld op 9 september 2024 door de landmeter-expert ABC4D, aangesteld door de gemeente om de grenzen vast te leggen van het ter beschikking gestelde terrein: ID perceel 21007 A 37 F6 P00000 met een oppervlakte van 673 m²;

Gelet op het bijgevoegde voorstel van erfpacht, opgesteld door notaris Jean Martroye de Joly in opdracht van de gemeente Vorst (beslissing #007/11.07.2024/B/0071#), en integraal deel uitmakend van deze beslissing;

Overwegende de voornaamste voorwaarden van de erfpachtovereenkomst, namelijk:

- Erfpachtrecht met de verbintenis van de erfpachthouder om het gehuurde goed te renoveren met het oog op de creatie van collectieve sociale huisvesting.
- De erfpacht wordt verleend voor een periode van veertig (40) opeenvolgende jaren, verlengbaar onder voorwaarden, ingaande op de datum waarop het tijdelijk gebruik door de vzw Communa eindigt.
- Een jaarlijkse canon van één euro (1,00 €) (niet-geïndexeerd) per jaar.

Overwegende dat de opbrengst van voornoemde jaarlijkse canon kan worden ingeschreven op artikel 124/163-01/21 van de gewone dienst voor de betrokken begrotingsjaren;

Overwegende dat de aktekosten, geraamd op 20.000,00 euro, voor 50% gedragen zullen worden

door de gemeente Vorst en voor 50% door de coöperatie Fair Ground Brussels;

Overwegende dat de aktekosten 10.000.00 euro bedragen en ingeschreven zijn op artikel 9308/122-03/88 "Erelonen en vergoedingen voor advocaten, artsen en paramedisch personeel" van de gewone begroting 2024;

Overwegende dat deze uitgave voor 100% wordt gefinancierd door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLIST

De bijgevoegde partnerschapsovereenkomst goed te keuren;

Goedkeuring te verlenen aan het door landmeter-expert ABC4D opgestelde perceelplan dat de grenzen bepaalt van het aan de coöperatie Fair Ground Brussels ter beschikking gestelde perceel (Verheydenstraat 121 – 1070 Anderlecht);

Aan de coöperatie Fair Ground Brussels in het openbaar belang een erfpacht van 40 jaar te verlenen, verlengbaar onder voorwaarden, vanaf de datum waarop een einde komt aan het tijdelijk gebruik door de vzw Communa, tegen betaling van een niet-geïndexeerde jaarlijkse canon van 1 euro, op het gemeentelijk gebouw gelegen in Vorst, Montenegrostraat 138-142, momenteel kadastraal bekend onder sectie A nr. 21007 A 37 F6 P00000, met een perceeloppervlakte van 673 m²; dit gebouw zal gerenoveerd en heringericht worden om er sociale woningen van te maken;

Goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde ontwerp van erfpachtovereenkomst, waarin de rechten en plichten van de partijen worden uiteengezet;

De opbrengst van de jaarlijkse canon (één euro) in te schrijven op artikel 124/163-01/21 van de gewone dienst voor de betrokken begrotingsjaren;

Een bedrag van 10.000.00 euro, overeenkomend met 50% van de geraamde notariskosten, in te schrijven op artikel 9308/122-03/88 "Erelonen en vergoedingen voor advocaten, artsen en paramedisch personeel" van de gewone begroting 2024;

Deze uitgave te financieren met een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van artikel 9308/994-01/88 van de begroting 2024;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar vervanger, machtiging te verlenen om de voornoemde partnerschapsovereenkomst geldig te ondertekenen voor de gemeente Vorst;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar vervanger, machtiging te verlenen om de akte betreffende de erfpacht geldig te ondertekenen voor de gemeente Vorst;

Deze beslissing over te maken aan de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

6 Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Albert - Réaménagement de la dalle Albert (phase 2) – Avenue Besme 129-131 / Chaussée d’Alseberg - Marché de travaux - Approbation des conditions et du mode de passation - 2024-CQDA-01.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 02 juillet 2015 d'attribuer le marché à l'A.M. B-ARCHITECTEN + OMGEVING, Borgerhoutsestraat nr 22/01, 2018 Antwerpen, pour un montant total de 420.000,00 euros hors T.V.A. ou 508.200,00 euros T.V.A comprise ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 18 juillet 2019 d'approuver l'avenant n°2 du marché « *Pôle Albert : Mission d'auteur pour la construction d'un complexe d'équipements diversifiés et réaménagement de la dalle Albert* » relatif à l'étude d'aménagement temporaire des abords du bâtiment 1B, pour un montant de 12.548,02 € HTVA ou 15.183,10 € 21% TVAC ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 7 novembre 2019 :

D'approuver le cahier des charges N° 2019-CQDA-01 et le montant estimé du marché "Réaménagement de l'espace public de la dalle Albert (phase 1)", établis par la Revitalisation des quartiers et le bureau d'étude « Omgeving ». Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 106.988,44 € HTVA soit 129.456,01 € TVA et imprévus compris.

De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

D'informer le conseil communal de la présente décision.

De consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- Les Entreprises Melin s.a., Chaussée Provinciale, 85-87 à 1341 Ottignies-L.L.Neuve ;

- Eurovia Belgium s.a., Allée Hof ter Vleest, 1 à 1070 Bruxelles ;

- Viabuild NV, Schalienhoevedreef 20 F à 2800 Mechelen ;

- NV COLAS, Nestor Martinstraat 315 à 1082 Brussel.

- DE DENDER, Kolonel Bourgstraat 40, 1030 Brussel.

D'inscrire la dépense estimée à l'article 9304/731-60/74 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 (modification n°4) ;

De financer cette dépense précitée à 100% par un subside de la STIB, inscrit à l'article de recette 9304/661-51/74 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 14 mai 2020 :

D'approuver le rapport d'examen des offres rédigé par la cellule revitalisation des quartiers , l'auteur de projet « Omgeving » et le bureau d'étude PS2 pour la coordination sécurité santé.

De considérer le rapport d'examen des offres en annexe comme partie intégrante de la présente délibération.

De sélectionner les soumissionnaires DE DENDER, EUROVIA BELGIUM s.a, VIABUILD NV et LES ENTREPRISES MELIN s.a. qui répondent aux critères de sélection qualitative.

De considérer les offres de DE DENDER, EUROVIA BELGIUM s.a, VIABUILD NV et LES ENTREPRISES MELIN s.a. comme complètes et régulières.

D'attribuer le marché " Réaménagement de l'espace public de la dalle Albert (phase 1)" au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse (sur base du prix), soit DE DENDER, Kolonel Bourgstraat 40, 1030 Brussel, pour le montant d'offre contrôlé de 130.556,55 € HTVA ou 157.973,43 €, 21% TVAC, soit 143.612,21 € HTVA ou 173.770,77 €, 21% TVA et 10 % imprévus compris.

D'inscrire la dépense à l'article 9304/731-60/74 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020.

De financer cette dépense précitée à 100 % par un subside de la STIB et Beliris ;

D'informer le conseil de la modification du mode de financement ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 3 décembre 2020 :

De réceptionner provisoirement le marché "Réaménagement de la dalle Albert (phase 1)" en date du 17 novembre 2020.

D'approuver la levée de la première moitié du cautionnement N° 318 964 de € 6.530,00.

De procéder à la réception définitive des travaux conformément aux conditions fixées dans le cahier spécial des charges N° 2019-CQDA-01 ainsi qu'aux procès-verbaux de réception provisoire et de décompte final.

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 10 mars 2022 :

De réceptionner définitivement le marché "Réaménagement de la dalle Albert (phase 1)" en date du 3 décembre 2021.

D'approuver la levée de la deuxième moitié du cautionnement N° 318 964 de € 6.530,00.

Considérant le cahier des charges N° 2024-CQDA-01 relatif au marché "Réaménagement de l'espace public de la dalle Albert (phase 2)" – ci-annexé établi par le service Revitalisation des quartiers et l'A.M. B-ARCHITECTEN + OMGEVING ;

Considérant que la STIB a libéré la zone du chantier en septembre 2023 ;

Considérant que le bureau d'étude a mis à jour l'estimation du marché de travaux pour la phase 2 du réaménagement de la dalle Albert ;

Considérant que le montant total estimé de ce marché s'élève à 894.595,00 € HTVA ou 1.082.459,95 €, 21% TVAC + 15 % pour couvrir les imprévus et la révision des prix, soit un montant estimé de 134.189,25 € HTVA soit 162.368,99 €, 21% TVAC. Le montant total estimé s'élève à 1.028.784,25 € HTVA soit 1.244.828,94 € 21% TVAC, révision et imprévus compris ;

Considérant que le budget disponible n'étant pas suffisant, il est proposé de mettre une partie du marché en tranche conditionnelle ;

Considérant que ce marché est divisé en deux tranches, une tranche ferme et une tranche conditionnelle ;

Considérant l'estimation suivante des tranches :

- Tranche ferme : 594.086,66 € HTVA ou 718.844,86 €, 21% TVAC + 15 % pour couvrir les imprévus et la révision des prix, soit un montant estimé de 683.199,66 € HTVA soit 826.671,59 €, 21% TVA, révision et imprévus compris ;
- Tranche conditionnelle : 300.508,34 € HTVA ou 363.615,09 €, 21% TVAC + 15 % pour

couvrir les imprévus et la révision des prix, soit un montant estimé de 345.584,59 € HTVA soit 418.157,35 €, 21% TVA, révision et imprévus compris ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que le coût de la tranche ferme est subsidié par BELIRIS SPF Mobilité et Transports, Rue du Progrès 56 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant que la tranche conditionnelle sera attribuée si un budget supplémentaire est obtenu ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 9304/731-60/74 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 ;

Considérant que le mode de financement prévu est de financer la dépenses précitée à 100% par un subside de Beliris, inscrit à l'article des recettes 9304/665-52/74 n° de droit constaté 2154/2015 ;

DECIDE:

(sous réserve de l'acceptation de la modification budgétaire par le Conseil Communal et l'Autorité de tutelle)

D'approuver le cahier des charges N° 2024-CQDA-01 du marché "Réaménagement de la dalle Albert (phase 2)", établis par le service Revitalisation des quartiers et l'A.M. B-ARCHITECTEN + OMGEVING. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics.

D'approuver le montant total estimé de ce marché s'élève à 894.595,00 € HTVA ou 1.082.459,95 €, 21% TVAC + 15 % pour couvrir les imprévus et la révision des prix, soit un montant estimé de 134.189,25 € HTVA soit 162.368,99 €, 21% TVAC. Le montant total estimé s'élève à 1.028.784,25 € HTVA soit 1.244.828,94 € 21% TVAC, révision et imprévus compris ;

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national ;

De passer le marché par la procédure ouverte ;

De passer le marché avec une tranche ferme et une tranche conditionnelle ;

D'inscrire la dépense estimée à l'article 9304/731-60/74 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024, sous réserve de l'acceptation de la modification budgétaire 3 par le Conseil Communal et l'Autorité de tutelle ;

De financer la dépense de la tranche ferme à 100% par un subside de BELIRIS, inscrit à l'article de recette 9304/665-52/74 n° de droit constaté 2154/215 ;

D'attribuer la tranche conditionnelle si un budget complémentaire est obtenu ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Albert – Heraanleg van de Albert-dalle (fase 2) – Besmelaan 129-131 / Alsebergsesteenweg – Opdracht voor aanneming van werken – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze – 2024-CQDA-01.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en de ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 36 en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 juli 2015 om de opdracht te gunnen aan T.V. B-ARCHITECTEN + OMGEVING, Borgerhoutsestraat 22/01 in 2018 Antwerpen, voor een totaalbedrag van 420.000,00 € excl. btw of 508.200,00 € incl. btw;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 juli 2019 tot goedkeuring van aanhangsel nr. 2 van de opdracht “*Albertpool: Opdracht van projectontwerper voor de bouw van een complex van gediversifieerde voorzieningen en de heraanleg van de Albert-dalle*”, met betrekking tot de studie betreffende de tijdelijke inrichting van de omgeving van gebouw 1B, voor een bedrag van 12.548,02 € excl. btw of 15.183,10 € incl. 21% btw;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 november 2019 om:

Goedkeuring te verlenen aan het bestek nr. 2019-CQDA-01 en het geraamde bedrag van de opdracht “Heraanleg van de openbare ruimte van de Albert-dalle (fase 1)” opgesteld door de cel Heropleving van de wijken en het studiebureau “Omgeving”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals opgenomen in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De opdracht wordt geraamd op 106.988,44 € excl. btw of 129.456,01 € btw en onvoorziene kosten inbegrepen;

De opdracht te gunnen via de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

De gemeenteraad op de hoogte te brengen van de huidige beslissing;

De volgende ondernemers te raadplegen in het kader van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- Les Entreprises Melin s.a., Avenue Provinciale 85-87 in 1341 Ottignies - Louvain-la-Neuve;

- Eurovia Belgium, Hof ter Vleestdreef 1 in 1070 Anderlecht;

- Viabuild nv, Schalienhoevedreef 20 F in 2800 Mechelen;

- NV COLAS, Nestor Martinstraat 315 in 1082 Brussel;

- DE DENDER, Kolonel Bourgstraat 40 in 1030 Brussel;

De geraamde uitgave in te schrijven op artikel 9304/731-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 (wijziging nr. 4);

De voornoemde uitgave voor 100 % te financieren door een gewestelijke subsidie ingeschreven op artikel van ontvangst 9304/661-51/74;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 mei 2020 om:

Goedkeuring te verlenen aan het verslag van nazicht van de offertes opgesteld door de cel heropleving van de wijken, de projectontwerper "Omgeving" en het studie bureau PS2 voor de coördinatie veiligheid en gezondheid;

Het verslag van nazicht van de offertes als bijlage te beschouwen als integraal deel van de huidige beraadslaging.

De inschrijvers DE DENDER, EUROVIA BELGIUM s.a, Viabuild NV et LES ENTREPRISES MELIN s.a. te selecteren die voldoen aan de kwalitatieve selectiecriteria;

De offertes van DE DENDER, EUROVIA BELGIUM s.a, Viabuild NV en LES ENTREPRISES MELIN s.a. te beschouwen als volledig en regelmatig;

De opdracht "Heraanleg van de openbare ruimte van de Albert-dalle (fase 1)" te gunnen aan de inschrijver die de economisch meest voordelige offerte (op basis van de prijs) heeft ingediend, namelijk DE DENDER, Kolonel Bourgstraat 40 in 1030 Brussel, voor het gecontroleerde offertebedrag van € 130.556,55 excl. btw of € 157.973,43, incl. 21% btw, zijnde € 143.612,21 excl. btw of € 173.770,77, 21% btw en 10 % onvoorziene kosten inbegrepen;

De uitgave in te schrijven op artikel 9304/731-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020.

Deze voornoemde uitgave voor 100 % te financieren door een subsidie van de MIVB en Beliris;

De raad op de hoogte te brengen van de wijziging van de financieringswijze;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 december 2020 om:

Over te gaan tot de voorlopige oplevering van de opdracht "Heraanleg van de Albert-dalle (fase 1)" op 17 november 2020;

Goedkeuring te verlenen aan de vrijgave van de eerste helft van de borgtocht nr. 318.964 van 6.530,00 €;

Over te gaan tot de definitieve oplevering van de werken overeenkomstig de voorwaarden vastgelegd in het bijzonder bestek nr. 2019-CQDA-01 en de verslagen van de voorlopige oplevering en de eindafrekening.

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 maart 2022 om:

Over te gaan tot de definitieve oplevering van de opdracht "Heraanleg van de Albert-dalle (fase 1)" op 3 december 2021;

Goedkeuring te verlenen aan de vrijgave van de tweede helft van de borgtocht nr. 318.964 van 6.530,00 €;

Gelet op het bestek nr. 2024-CQDA-01 betreffende de opdracht "Heraanleg van de openbare ruimte van de Albert-dalle (fase 2)", als bijlage, opgesteld door de cel Heropleving van de wijken en de T.V. B-Architecten + Omgeving;

Overwegende dat de MIVB de werfzone in september 2023 heeft vrijgemaakt;

Overwegende dat het studie bureau de raming van de opdracht voor werken voor fase 2 van de heraanleg van de Albert-dalle heeft bijgewerkt;

Overwegende dat het totaalbedrag van deze opdracht geraamd wordt op 894.595,00 € excl. btw of 1.082.459,95 €, 21% btw + 15% voor onvoorziene uitgaven en prijsherzelingen, zijnde een geraamd bedrag van 134.189,25 € excl. btw of 162.368,99 €, 21% btw inbegrepen; Het totaalbedrag wordt geraamd op 1.028.784,25 € excl. btw of 1.244.828,94 €, 21% btw, herzieningen en onvoorziene uitgaven inbegrepen;

Overwegende dat er aangezien het beschikbare budget ontoereikend is, wordt voorgesteld een deel van de opdracht voorwaardelijk te gunnen;

Overwegende dat deze opdracht in twee gedeelten is verdeeld: een vast en een voorwaardelijk;

Overwegende de volgende raming van de gedeelten:

- Vast gedeelte: 594.086,66 € excl. btw of 718.844,86 € 21% btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherziening, zijnde een totaalbedrag geraamd op 683.199,66 € excl. btw of 826.671,59 € incl. 21% btw, onvoorziene kosten en prijsherziening;
- Voorwaardelijk gedeelte: 300.508,34 € excl. btw of 363.615,09 € 21% btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherziening, zijnde een totaalbedrag geraamd op 345.584,59 € excl. btw of 418.157,35 € incl. 21% btw, onvoorziene kosten en prijsherziening;

Overwegende dat er voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij openbare procedure;

Overwegende dat de kosten van het vaste gedeelte worden gesubsidieerd door Beliris FOD Mobiliteit en Vervoer, Vooruitgangstraat 56 in 1210 Sint-Joost-ten-Node;

Overwegende dat het voorwaardelijke gedeelte wordt toegekend als er een aanvullend budget wordt verkregen;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 9304/731-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024;

Overwegende dat de beoogde financieringswijze erin bestaat de voornoemde uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van Beliris, ingeschreven op artikel van ontvangst 9304/665-52/74 vastgesteld recht nr. 2154/2015;

BESLIST

(onder voorbehoud van aanvaarding van de begrotingswijziging door de Gemeenteraad en de toezichthoudende overheid)

Goedkeuring te verlenen aan het bestek nr. 2024-CQDA-01 van de opdracht “Heraanleg van de Albert-dalle (fase 2)”, opgesteld door de dienst Heropleving van de wijken en T.V. B-Architecten + Omgeving; De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals opgenomen in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten.

Goedkeuring te verlenen aan het geraamde bedrag van 894.595,00 € excl. btw of 1.082.459,95 € 21% btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherziening, zijnde een totaalbedrag geraamd op 134.189,25 € excl. btw of 162.368,99 € incl. 21% btw; De totale opdracht wordt geraamd op 1.028.784,25 € excl. btw of 1.244.828,94 € 21% btw, prijsherziening en onvoorziene kosten inbegrepen;

De opdrachtaankondiging aan te vullen, goed te keuren en te versturen op nationaal niveau;

De opdracht te gunnen bij wijze van openbare procedure;

De opdracht te gunnen met een vast en een voorwaardelijk gedeelte;

De uitgave in te schrijven op artikel 9304/731-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2024, onder voorbehoud van aanvaarding van de begrotingswijziging 3 door de Gemeenteraad en de toezichthoudende overheid;

De uitgave van het vaste gedeelte voor 100 % te financieren door een gewestelijke subsidie van Beliris, ingeschreven op artikel van ontvangst 9304/665-52/74 vastgesteld recht nr. 2154/2015;

Het voorwaardelijke gedeelte toe te kennen als er een aanvullend budget wordt verkregen;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichhoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20 annexes / 20 bijlagen

7 Revitalisation des quartiers – Contrat de quartier durable 2 Cités – Modification de programme 01.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'Ordonnance organique de la Revitalisation Urbaine de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 octobre 2016, en particulier l'article 28 relatif aux modifications de programme d'un Contrat de quartier durable ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 relatif aux Contrats de Quartier Durable ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2022 approuvant l'ensemble des documents relatifs au Programme du Contrat de Quartier Durable « Deux Cités » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 décembre 2022 octroyant un subside de 12.500.000,00 euros pour la mise en œuvre des opérations et actions inscrites dans le programme du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Vu l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 2022 prolongeant de 6 mois la durée de la phase d'exécution du CQD 2 Cités ;

Vu l'Arrêté du 29 juin 2023 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant une subvention de 1.300.000,00 euros à la Commune de Forest dans le cadre de la mise en œuvre du projet « CQD Deux Cités - La Fermette du Bempt » intégré au programme FEDER 2021-2027 de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que la proposition de modification de programme 01 du Contrat de quartier durable 2 Cités a pour objectifs principaux :

- Intégrer les financements complémentaires obtenus via le programme FEDER 2021-2027 pour l'opération B.1 *La Fermette du Bempt, un équipement de quartier dans un espace vert* du programme du CQD2C ;
- Réévaluer les estimations budgétaires pour l'ensemble des opérations *briques*, à savoir les opérations de création/rénovation d'équipements, de création/rénovation de logements et de réaménagements d'espaces publics, suite aux fortes augmentations financières qu'a connu le secteur de la construction ces dernières années, ceci afin d'assurer au mieux la faisabilité des opérations ;
- De prioriser la réalisation desdites opérations *briques* et de regrouper certaines opérations afin d'assurer de meilleures opportunités quant à la recherche d'éventuels financements

complémentaires ;

- D'assurer une nouvelle répartition du financement communal obligatoire dans le CQD2C ;
- Ajuster le financement de certaines opérations socio-culturelles sans toutefois en changer la nature ;
- Ajuster le financement de l'équipe de coordination du CQD2C ;

Considérant les documents relatifs à la modification de programme 01 (note récapitulative, fiches-projets, tableaux financiers) ci annexés ;

Considérant l'avis de la Commission de quartier du 10 septembre 2024 ;

DÉCIDE :

D'approuver la modification de programme 01 du Contrat de quartier durable *2 Cités* ;

De soumettre l'ensemble du dossier à l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam wijkcontract 2 Cités – Programmawijziging 01.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 oktober 2016, inzonderheid artikel 28 betreffende de programmawijzigingen van een Duurzaam wijkcontract;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 november 2016 betreffende de duurzame wijkcontracten;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zitting van 20 september 2022 tot goedkeuring van alle documenten met betrekking tot het programma van het Duurzaam wijkcontract "2 Cités";

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 december 2022 tot toekenning van een subsidie van 12.500.000,00 euro voor de uitvoering van de operaties en acties opgenomen in het programma van het Duurzaam wijkcontract "2 Cités";

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 december 2022 betreffende de verlenging van de uitvoeringsfase van DWC "2 Cités" met 6 maanden;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 juni 2023 tot toekenning van een subsidie van 1.300.000,00 euro aan de Gemeente Vorst in het kader van de uitvoering van het project "DWC 2 Cités - De Boerderij van de Bempt", opgenomen in het EFRO-programma 2021-2027 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de belangrijkste doelstellingen van de voorgestelde programmawijziging 01 van het Duurzaam wijkcontract *2 Cités* als volgt zijn:

- De via het EFRO-programma 2021-2027 verkregen extra financiering integreren voor operatie B.1 *De Boerderij van de Bempt, een wijkvoorziening in een groene ruimte* van het programma van het DWC2C;
- De budgettaire ramingen voor alle *baksteenoperaties* herzien, meer bepaalde de operaties voor

de creatie/renovatie van voorzieningen, de creatie/renovatie van woningen en de heraanleg van openbare ruimten, naar aanleiding van de sterke financiële stijgingen in de bouwsector in de afgelopen jaren, om ervoor te zorgen dat deze operaties zo haalbaar mogelijk zijn;

- Voorrang geven aan de uitvoering van de genoemde *baksteenoperaties* en bepaalde operaties groeperen om betere kansen te creëren voor het zoeken naar eventuele extra financiering;
- De gemeentelijke financiering die nodig is in het kader van het DWC2C herverdelen;
- De financiering van bepaalde socioculturele operaties aanpassen zonder echter de aard ervan te wijzigen;
- De financiering van het coördinatieteam van het DWC2C aanpassen;

Overwegende de bijgevoegde documenten met betrekking tot programmawijziging 01 (samenvattende nota, projectfiches, financiële tabellen);

Overwegende het advies van de Wijkcommissie van 10 september 2024;

BESLIST:

Programmawijziging 01 van het Duurzaam wijkcontract 2 *Cités* goed te keuren;

Het volledige dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

8 **Revitalisation des quartiers – ABY – Convention d’occupation, à titre précaire et temporaire, de la propriété sise 15 rue des Abbesses, 1190 Forest - Revu.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil Communal en sa séance du 2 juillet 2024 décidant :

[...]

D’approuver le modèle de convention d’occupation proposé en annexe ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, pour signer la convention d’occupation avec les occupants du bien sis 15 rue des Abbesses à 1190 Forest.

Considérant que le modèle de convention d’occupation précaire proposé au Conseil Communal du 2 juillet 2024 a été proposé aux occupants ;

Considérant que le modèle de convention d’occupation précaire proposé au Conseil Communal du 2 juillet 2024 doit être revu et adapté par l’ajout et la modification d’articles ;

Considérant qu’un encart signature bourgmestre a été ajouté ;

Considérant qu’une date de fin de convention a été fixée au 31 décembre 2024 ;

Considérant que le délai d’avertissement préalable à une visite de la Commune a été fixé à 72h ;

Considérant que le précompte immobilier est à la charge de la commune conformément aux

obligations légales et réglementaires en vigueur ;

Considérant que la provision de charges a été fixée à 2.250,00 euros ;

Considérant qu'il a été convenu que les occupants ne peuvent accueillir d'évènements ouverts au public sans accord préalable de la Commune et que cette demande d'autorisation devra être faite au plus tard un mois avant la date de l'évènement ;

Considérant qu'il a été convenu que la Commune décline toute responsabilité des préjudices causés du fait des animaux domestiques présents sur les lieux ;

Considérant que des personnes de contact ont été déterminées ;

Considérant que la convention intégrant les modifications et ajouts susmentionnés est jointe en annexe;

DECIDE,

D'approuver la convention d'occupation temporaire proposée en annexe ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, pour signer la convention d'occupation avec les occupants du bien sis 15 rue des Abbesses à 1190 Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Heropleving van de wijken – ABY – Overeenkomst voor tijdelijk gebruik ter bedde van het gebouw aan de Abdissenstraat 15 te 1190 Vorst - Herziening.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zijn vergadering van 2 juli 2024 houdende:

[...]

De in bijlage voorgestelde modelovereenkomst voor gebruik goed te keuren;

Aan het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de gebruiksovereenkomst met de gebruikers van het pand gelegen aan de Abdissenstraat 15, 1190 Vorst, te ondertekenen.

Overwegende dat de modelovereenkomst voor gebruik ter bedde die op 2 juli 2024 aan de gemeenteraad is voorgesteld, aan de gebruikers is voorgesteld;

Overwegende dat de modelovereenkomst voor gebruik ter bedde die op 2 juli 2024 aan de Gemeenteraad werd voorgesteld, moet worden herzien en aangepast door artikels toe te voegen en te wijzigen;

Overwegende dat er een ruimte voor de handtekening van de burgemeester is toegevoegd;

Overwegende dat een einddatum voor de overeenkomst is vastgesteld op 31 december 2024;

Overwegende dat de verwittigingstermijn voorafgaand aan een bezoek van de gemeente is vastgesteld op 72 uur;

Overwegende dat de onroerende voorheffing ten laste is van de gemeente overeenkomstig de

geldende wettelijke en reglementaire verplichtingen;

Overwegende dat de voorziening voor kosten is vastgesteld op 2.250,00 euro;

Overwegende dat is overeengekomen dat de gebruikers geen evenementen mogen organiseren die toegankelijk zijn voor het publiek zonder voorafgaande toestemming van de gemeente en dat deze aanvraag voor toestemming ten minste een maand voor de datum van het evenement moet worden ingediend;

Overwegende dat is overeengekomen dat de gemeente elke aansprakelijkheid afwijst voor schade veroorzaakt door huisdieren op de site;

Overwegende dat er contactpersonen zijn aangewezen;

Overwegende dat de overeenkomst waarin bovengenoemde wijzigingen en aanvullingen zijn opgenomen, als bijlage is bijgevoegd;

BESLIST :

Goedkeuring te verlenen aan de als bijlage voorgestelde tijdelijke gebruiksovereenkomst;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de gebruiksovereenkomst met de gebruikers van het gebouw gelegen Abdissenstraat 15 in 1190 Vorst te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

IT - IT

9 Informatique – Acquisition de 10 lecteurs Dioss pour le service Population – Application de l'article 234, §3, al. 1er de la NLC – Exclusivité (Maison Dewin) – Information.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, particulièrement l'art. 42, §1^{er}, 1^o, d) : *les travaux, fournitures ou services ne peuvent, être fournis que par un opérateur économique déterminé pour l'une des raisons suivantes :*

i) l'objet du marché est la création ou l'acquisition d'une œuvre d'art ou d'une performance artistique unique ;

ii) il y a absence de concurrence pour des raisons techniques ;

iii) la protection de droits d'exclusivité, en ce compris les droits de propriété intellectuelle.

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est indispensable de prévoir l'acquisition de 10 lecteurs eID Dioss suite à la réintégration dans l'Hôtel communal dans le cadre de "Maison Dewin" ;

Considérant que la s.a. Civadis est notre fournisseur désigné pour les logiciels administratifs Saphir et Mercurius et qu'elle est la seule à pouvoir fournir ce matériel et à le configurer avec lesdits logiciels ainsi qu'avec Belpas et Belpic, logiciels en liaison directe avec respectivement le SPF Affaires étrangères et le SPF Intérieur (Registre national) ;

Vu l'offre du 19 août 2024 pour l'acquisition de 10 lecteurs eID Dioss de la s.a. Civadis – rue de Neverlée 12 à 5020 Namur – fournisseur désigné pour les logiciels Saphir et Mercurius ;

Considérant que les crédits nécessaires, à savoir 5.523,65 € sont disponibles à l'article 104/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2024 ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29 août 2024 :

Art 1 : De commander les 10 lecteurs eID Dioss auprès de la s.a. Civadis (fournisseur désigné) située rue de Neverlée 12 à 5020 Namur, suivant son offre du 19 août 2024 ;

Art 2 : De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable ;

Art 3 : D'attribuer le marché à la s.a. Civadis, rue de Neverlée 12 à 5020 Namur, fournisseur unique pour des raisons d'ordre technique, pour un montant d'offre de 5.523,65 € TVAC;

Art 4 : D'inscrire la dépense à l'article 104/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2024 ;

Art 5 : De financer la dépense par un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Informatica – Aankoop van 10 Dioss-lezers voor de Bevolkingsdienst – Toepassing artikel 234, §3, 1e lid NGW – Exclusiviteit (Huis Dewin) – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234, §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies

en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1^o, d):
de werken, leveringen of diensten kunnen alleen door een bepaalde ondernemer worden verricht, om een van de volgende redenen:

- i) de opdracht heeft als doel het vervaardigen of verwerven van een uniek kunstwerk of een unieke artistieke prestatie;*
- ii) mededinging ontbreekt om technische redenen;*
- iii) de bescherming van alleenrechten, met inbegrip van de intellectuele eigendomsrechten;*

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is 10 Dioss eID-lezers aan te kopen met het oog op de installatie in het Gemeentehuis in het kader van “Huis Dewin”;

Overwegende dat de nv Civadis onze aangestelde leverancier is voor de administratieve softwareprogramma's Saphir en Mercurius en dat ze de enige is die dit materiaal kan leveren en configureren met voornoemde softwareprogramma's alsook met Belpas en Belpic, softwareprogramma's die rechtstreeks verbonden zijn met respectievelijk de FOD Buitenlandse Zaken en de FOD Binnenlandse Zaken (Rijksregister);

Gelet op de offerte van 19 augustus 2024 voor de aankoop van 10 Dioss eID-lezers van de nv Civadis (rue de Néverlée 12 – 5020 Namen), leverancier aangesteld voor de softwareprogramma's Saphir en Mercurius;

Overwegende dat de noodzakelijke kredieten, nl. 5.523,65 €, beschikbaar zijn op artikel 104/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 augustus 2024:

Art. 1: 10 Dioss eID-lezers te bestellen bij de aangewezen leverancier, nv Civadis (rue de Néverlée 12 – 5020 Namen), overeenkomstig de offerte van 19 augustus 2024;

Art. 2: De opdracht te gunnen via de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Art. 3: De opdracht te gunnen aan de nv Civadis, rue de Néverlée 12 te 5020 Namen, enige leverancier om technische redenen, voor een offertebedrag van 5.523,65 €;

Art. 4: De uitgave in te schrijven op artikel 104/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

Art. 5: De uitgave te financieren door een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

10 Informatique – Acquisition de matériel informatique et téléphonique – Travaux – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 §3 ;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit : « L'Administration communale de Forest désigne PARADIGM comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que PARADIGM soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires;

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents » ;

Vu la liste des prix du matériel offert par PARADIGM pour l'année 2024 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service des TRAVAUX 138/742-53/03

Quantité	Libellé	Prix HTVA X Qtité	Adjudicataire
1	Digital flip chart 85"	4.275,00 €	Play AV
1	Logitech Rally Bar	3.100,00 €	Play AV
1	Electrical heigh-adjustable mobile floorstand for screens	679,00 €	Play AV
TOTAL		8.054,00 €	
TOTAL + TVA		9.745,34 €	

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 138/742-53/03 du service extraordinaire du budget 2024, soit 9.745,34 € ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 août 2024 :

De désigner PARADIGM pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures de la firme Play AV ;

D'inscrire la dépense de 9.745,34 € (TVAC) à l'article 138/742-53/03 du service extraordinaire du budget 2024 pour acquisition de matériel ;

De financer la dépense à l'article 138/742-53/03 par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Informatica – Aankoop van informatica- en telefoniemateriaal – Werken – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 234 §3 en 236 §3;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (“De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden.”);

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst dat het volgende bepaalt: “Het Gemeentebestuur van Vorst stelt PARADIGM aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat PARADIGM de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan.

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en de eraan gekoppelde software”;

Gelet op de prijslijst van het door PARADIGM aangeboden materiaal voor het jaar 2024;

Overwegende dat er informaticamateriaal moet worden aangekocht;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt wordt geraamd:

Voor de dienst WERKEN 138/742-53/03

Hoeveelheid	Omschrijving	Prijs excl. btw X hoeveelheid	Opdrachtnemer
1	Digital flip chart 85"	4.275,00 €	Play AV
1	Logitech Rally Bar	3.100,00 €	Play AV
1	Electrical heigh-adjustable mobile floorstand for screens	679,00 €	Play AV
TOTAAL		8.054,00 €	
TOTAAL incl. btw		9.745,34 €	

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 138/742-53/03 van de buitengewone dienst van de begroting 2024, namelijk 9.745,34 €;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 augustus 2024;

PARADIGM aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma Play AV;

De uitgave van 9.745,34 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 138/742-53/03 van de buitengewone dienst van de begroting 2024 voor aankoop van materiaal;

De uitgave op artikel 138/742-53/03 te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

RECEVEUR - ONTVANGER

Recette - Ontvangsten

11 Finances – Receveur – Comptes annuels pour l'exercice 2023.

LE CONSEIL,

Vu les articles 96 et 240 de la Nouvelle loi communale ;

Vu les articles 72 à 79 de l'arrêté Royal du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 27 juin 2024 arrêtant la liste des crédits et engagements à reporter vers l'exercice 2024 ;

Vu que le tableau de synthèse du compte budgétaire 2023 se présente comme suit ;

	Ordinaire	Extraordinaire	Total Général
Droits constatés	155.133.021, 14	109.602.703,46	264.735.724,6 0
- Non-Valeurs	1.810,00	0,00	1.810,00
= Droits constatés net	155.131.211, 14	109.602.703,46	264.733.914,6 0
- Engagements	156.161.393, 64	107.727.882,51	263.889.276,1 5
= Résultat budgétaire de l'exercice	-1.030.182,50	1.874.820,95	844.638,45
Droits constatés	155.133.021, 14	109.602.703,46	264.735.724,6 0
- Non-Valeurs	1.810,00	0,00	1.810,00
= Droits constatés net	155.131.211, 14	109.602.703,46	264.733.914,6 0
- Imputations	151.795.104, 92	46.103.514,40	197.898.619,3 2

= Résultat comptable de l'exercice	3.336.106,22	63.499.189,06	66.835.295,28
Engagements	156.161.393,64	107.727.882,51	263.889.276,15
- Imputations	151.795.104,92	46.103.514,40	197.898.619,32
= Engagements à reporter de l'exercice	4.366.288,72	61.624.368,11	65.990.656,83

DECIDE,

D'arrêter provisoirement les comptes annuels pour l'exercice 2023, constitués du compte budgétaire, du compte de résultats et du bilan au 31 décembre 2023 ainsi que ses annexes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Financiën – Ontvanger – Jaarrekeningen voor het dienstjaar 2023.

DE RAAD,

Gelet op artikel 96 en 240 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 72 tot 79 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 juni 2024, waarbij de lijst van de over te dragen kredieten en vastleggingen naar het dienstjaar 2024, wordt afgesloten;

Gelet op de hieronder samenvattende tabel van de rekening 2023;

	Gewone	Buitengewone	Algemeen totaal
Vastgestelde rechten	155.133.021,14	109.602.703,46	264.735.724,60
- Onwaarden	1.810,00	0,00	1.810,00
= Nettovastgestelde rechten	155.131.211,14	109.602.703,46	264.733.914,60
- Vastleggingen	156.161.393,64	107.727.882,51	263.889.276,15
= Budgettair resultaat van het dienstjaar	-1.030.182,50	1.874.820,95	844.638,45
Vastgestelde rechten	155.133.021,14	109.602.703,46	264.735.724,60
- Onwaarden	1.810,00	0,00	1.810,00
= Nettovastgestelde rechten	155.131.211,14	109.602.703,46	264.733.914,60
- Boekhoudkundige aanrekeningen	151.795.104,92	46.103.514,40	197.898.619,32
= Boekhoudkundig resultaat van het dienstjaar	3.336.106,22	63.499.189,06	66.835.295,28

Vastleggingen	156.161.393,64	107.727.882,51	263.889.276,15
- Boekhoudkundige aanrekeningen	151.795.104,92	46.103.514,40	197.898.619,32
= Over te dragen vastleggingen van het dienstjaar	4.366.288,72	61.624.368,11	65.990.656,83

BESLIST

De jaarrekeningen voor het dienstjaar 2023 voorlopig af te sluiten, bestaande uit de begrotingsrekening, de resultatenrekening en de balans per 31 december 2023, alsook de toelichtingen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

8 annexes / 8 bijlagen

FINANCES - FINANCIËN

Budget/Règlements taxes - Begroting/belastingreglement

12 Finances – Budget 2024 - Modification budgétaire n° 3 (service ordinaire et extraordinaire).

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et suivants de la Nouvelle loi communale relatives à l'établissement des budgets communaux ;

Vu les articles 15 et 16 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2024 ;

DECIDE,

De modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2024 comme repris dans les tableaux ci-joints relatifs à la modification budgétaire n° 3.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 19 votes positifs, 11 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Stéphanie Koplowitz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Francis Dagrin, Mostafa Bentaha, Joël Elongo-Lofemba, Stéphane Peycker.

Financiën – Begroting 2024 - Begrotingswijziging nr. 3 (gewone en buitengewone dienst).

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de opmaak van de gemeentebegrotingen;

Gelet op artikelen 15 en 16 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Overwegende dat de gewone en buitengewone begroting 2024 gewijzigd dienen te worden;

BESLIST

De gewone en buitengewone begroting 2024 te wijzigen zoals opgenomen in de hierbij gevoegde tabellen betreffende de begrotingswijziging nr. 3.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 19 positieve stemmen, 11 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Francis Dagrín, Mostafa Bentaha, Joël Elongo-Lofemba, Stéphane Peycker.

11 annexes / 11 bijlagen

RECEVEUR - ONTVANGER

Recette - Ontvangsten

13 Finances – Receveur – Procès-verbal de vérification de caisse – 4ème trimestre 2023.

LE CONSEIL,

Vu l'article 131 de la Nouvelle loi communale ;

PREND ACTE du procès-verbal de vérification de la caisse communale établi le 31 décembre 2023.

A cette date, le solde des différents comptes se présentait comme suit :

Compte courant (Belfius)	+	68.844,25
Comptes fonds emprunts et subsides (Belfius)	+	27.930,66
Carnet de compte (Belfius)	+	20.670.000,00
Comptes d'ouvertures de crédits (Belfius)	+	0,00
Compte à vue (BNP Paribas Fortis)	+	21.456,98
Compte épargne plus (BNP Paribas Fortis)	+	0,00
Compte épargne (BNP Paribas Fortis)	+	0,00
Compte 32D+ Account (BNP Paribas Fortis)	+	971,13
Emprunts ING	+	0,00
Compte à vue (ING)	-	60.846,90
Compte d'épargne (ING)	+	250.390,42
Compte postchèque	+	1.194,34

Caisse centrale communale	+	60.479,52
Module de caisse	+	100,00
Compte en agence (passeport-permis)	+	64.141,78
Compte en agence (population)	+	38.807,22
Compte en agence (Etat-civil)	+	58.102,11
Compte en agence (Irisbox)	+	26.753,00

		21.228.324,51

L'avoir positif de 21.228.324,51 € a été justifié.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Financiën – Ontvanger – Proces-verbaal van kasnazicht – 4de kwartaal 2023.

DE RAAD,

Gelet op artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet;

NEEMT AKTE van het proces-verbaal van onderzoek der gemeentekas opgemaakt op **31 december 2023**.

Op deze datum zag het saldo van de verschillende rekeningen er als volgt uit:

Rekening-courant (Belfius)	+	68.844,25
Rekening toelagen en leningsgelden (Belfius)	+	27.930,66
Rekeningboekje (Belfius)	+	20.670.000,00
Kredietopeningen rekeningen (Belfius)	+	0,00
Zichtrekening (BNP Paribas Fortis)	+	21.456,98
Spaarrekening Plus (BNP Paribas Fortis)	+	0,00
Spaarrekening (BNP Paribas Fortis)	+	0,00
Rekening 32D+ Account (BNP Paribas Fortis)	+	971,13
Leningen ING	+	0,00
Zichtrekening (ING)	-	60.846,90
Spaarrekening (ING)	+	250.390,42
Postchequerekening	+	1.194,34
Centrale Gemeentekassa	+	60.479,52
Kassamodule	+	100,00
Rekening in agentschap (paspoort/rijbewijs)	+	64.141,78
Rekening in agentschap (bevolking)	+	38.807,22
Rekening in agentschap (burgerlijke staat)	+	58.102,11
Rekening in agentschap (Irisbox)	+	26.753,00

		21.228.324,51

Het positief vermogen van 21.228.324,51 € werd verantwoord.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Centrale d'achats - Aankoopcentrale

14 Centrale d'achats – Marchés publics – Acquisition de chariots de nettoyage – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2024-F-020 – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de chariots de nettoyage pour divers services communaux (remplacement de biens usagés et nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 12 septembre 2024 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet " Acquisition de chariots de nettoyage" via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 3.700,00 € hors TVA ou 4.477,00 €, 21% TVA comprise et de financer ces dépenses par les crédits inscrits aux articles budgétaires 7202/744-98/ - /51 (100% subsidié à l'article de recette 7202/661-51/ - /51), 844/744-98/ - /19 (financement par emprunt) et 104/744-98/ - /86 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 12 septembre 2024 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet " Acquisition de chariots de

nettoyage” via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 3.700,00 € hors TVA ou 4.477,00 €, 21% TVA comprise et de financer ces dépenses par les crédits inscrits aux articles budgétaires 7202/744-98/ - /51 (100% subsidié à l’article de recette 7202/661-51/ - /51), 844/744-98/ - /19 (financement par emprunt) et 104/744-98/ - /86 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l’exercice 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van schoonmaakkarren – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2024-F-020 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseerd dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om schoonmaakkarren aan te kopen voor verschillende gemeentediensten (vervanging van gebruikt materiaal en nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 september 2024 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Aankoop van schoonmaakkarren” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 3.700,00 € excl. btw of 4.477,00 €, 21% btw inbegrepen en deze uitgaven te financieren uit de kredieten die zijn opgenomen in de begrotingsartikelen 7202/744-98/ - /51 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7202/661-51/ - /51), (844/744-98/ - /19 (financiering door lening) en 104/744-98/ - /86 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2024;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw is lager dan de drempel van 30.000,00 €);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 september 2024 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Aankoop van schoonmaakkarren” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 3.700,00 € excl. btw of 4.477,00 €, 21% btw

inbegrepen en deze uitgaven te financieren uit de kredieten die zijn opgenomen in de begrotingsartikelen 7202/744-98/ - /51 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7202/661-51/ - /51), 844/744-98/ - /19 (financiering door lening) en 104/744-98/ - /86 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

15 **Centrale d'achats – Adhésion au nouvel accord-cadre de fournitures de livres et autres ressources du Ministère de la Communauté française, agissant en qualité de centrale d'achats (SCA-2025-F-005).**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment les articles 117 et 234 §1 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment les articles 2, 6°, 43 et 47 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition de livres pour la bibliothèque communale francophone et d'autres services communaux ;

Vu sa décision du 20 octobre 2020 d'adhérer à l'accord-cadre de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour l'acquisition de livres ;

Considérant que cet accord-cadre a été conclu pour une durée de quatre ans et prendra fin en août 2025 ;

Vu le courrier du 6 juin 2024, ci-joint, nous informant que la Fédération Wallonie-Bruxelles s'apprête à lancer un nouvel accord-cadre de fournitures de livres et autres ressources, en qualité de centrale d'achats, pour une durée de quatre ans (août 2025 - août 2029) ;

Considérant que la décision d'adhésion doit être communiquée au Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour le 8 novembre 2024 au plus tard ;

Considérant que le montant estimé des commandes à passer via cet accord-cadre s'élève à :

- pour la bibliothèque communale francophone : 29.245,28 € hors TVA, soit 31.000,00 € TVA 6 % comprise par an, soit pour 48 mois à 116.981,13 € hors TVA, soit 124.000,00 € TVA 6 % comprise ;

- pour divers services communaux: 6.603,77 € hors TVA, soit 7.000,00 € TVA 6 % comprise par an, soit pour 48 mois à 26.415,09 € hors TVA, soit 28.000,00 € TVA 6 % comprise ;

Considérant que les crédits permettant de financer ces dépenses feront l'objet d'une proposition d'inscription à l'article budgétaire 7671/744-98/05 du service extraordinaire des exercices 2025 à 2029 et à divers articles budgétaires du code économique 123-19 du service ordinaire des exercices 2025 à 2029 ;

DECIDE :

Art 1 : D'adhérer au nouvel accord-cadre de fournitures de livres et autres ressources du Ministère de la Communauté française, agissant en qualité de centrale d'achats ;

Art 2 : De transmettre la présente décision au Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Art 3 : De solliciter les crédits nécessaires pour financer ces dépenses à l'article budgétaire 7671/744-98/05 du service extraordinaire des exercices 2025 à 2029 et à divers articles budgétaires du code économique 123-19 du service ordinaire des exercices 2025 à 2029.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Aankoopcentrale – Toetreding tot de nieuwe raamovereenkomst voor leveringen van boeken en ander materiaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, dat handelt als aankoopcentrale (SCA-2025-F-005).

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid de artikelen 117 en 234 §1;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 2, 6°, 43 en 47;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is boeken aan te kopen voor de Franstalige gemeentelijke bibliotheek en andere gemeentediensten;

Gelet op de beslissing van 20 oktober 2020 om toe te treden tot de raamovereenkomst van de Federatie Wallonië-Brussel voor de aankoop van boeken;

Overwegende dat deze raamovereenkomst werd gesloten voor een periode van 4 jaar en afloopt in augustus 2025;

Gelet op de bijgevoegde brief van 6 juni 2024, waarin wordt meegedeeld dat de Federatie Wallonië-Brussel als aankoopcentrale een nieuwe raamovereenkomst plant te sluiten voor de levering van boeken en ander materiaal, voor een periode van 4 jaar (augustus 2025 - augustus 2029);

Overwegende dat de beslissing om toe te treden uiterlijk op 8 november 2024 aan het Ministerie van de Federatie Wallonië-Brussel moet worden meegedeeld;

Overwegende de geraamde waarde van de bestellingen die in het kader van deze raamovereenkomst zullen worden geplaatst:

- Voor de Franstalige gemeentelijke bibliotheek: 29.245,28 € excl. btw, zijnde 31.000,00 € incl. 6% btw per jaar, d.w.z. voor 48 maanden 116.981,13 € excl. btw, zijnde 124.000,00 € incl. 6% btw;

- voor diverse gemeentediensten: 6.603,77 € excl. btw, zijnde 7.000,00 € incl. 6% btw per jaar, d.w.z. voor 48 maanden 26.415,09 € excl. btw, zijnde 28.000,00 € incl. 6% btw;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgaven het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel tot inschrijving op begrotingsartikel 7671/744-98/05 van de buitengewone dienst van de dienstjaren 2025 tot 2029 en op diverse begrotingsartikelen van economische code 123-19 van de gewone dienst van de dienstjaren 2025 tot 2029;

BESLIST

Art. 1: Toe te treden tot de nieuwe raamovereenkomst voor leveringen van boeken en ander materiaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, dat optreedt als aankoopcentrale;

Art. 2: Deze beslissing over te zenden naar het Ministerie van de Federatie Wallonië-Brussel.

Art. 3: De nodige kredieten te vragen om deze uitgaven te financieren op begrotingsartikel 7671/744-98/05 van de buitengewone dienst van de dienstjaren 2025 tot 2029 en op diverse begrotingsartikelen van economische code 123-19 van de gewone dienst van de dienstjaren 2025 tot 2029.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

16 **Centrale d'achats - Marchés publics - Inhumations et exhumations de corps - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - SCA-2025-S-003.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale de 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant que le marché public « Inhumations et exhumations de corps (2023-S-005) » prendra fin le 31 décembre 2024 et qu'il était indispensable d'en relancer un nouveau pour couvrir les prochaines années ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 22 août 2024 de passer un marché public ayant pour objet « Inhumations et exhumations de corps » (SCA-2025-S-003) par procédure négociée

sans publication préalable pour un montant estimé à € 139.876,00 hors TVA ou € 169.249,96 , 21% TVA comprise pour 2 ans et de solliciter les crédits nécessaires pour financer ces dépenses à l'article budgétaire 878/124-06/ - /11 du service ordinaire des exercices 2025 et 2026 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000,00 €) et l'article 57 (clauses de reconduction) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution de marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins du 22 août 2024 de passer un marché public ayant pour objet « Inhumations et exhumations de corps » (SCA-2025-S-003) par la procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à € 139.876,00 hors TVA ou € 169.249,96, 21% TVA comprise pour 2 ans, et de solliciter les crédits nécessaires pour financer ces dépenses à l'article budgétaire 878/124-06/ - /11 du service ordinaire des exercices 2025 et 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Aankoopcentrale - Overheidsopdrachten - Begraving en opgraving van lichamen - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - SCA-2025-S-003.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseerd dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat de overheidsopdracht "Begraving en opgraving van lichamen (2023-S-005)" afloopt op 31 december 2024 en dat er een nieuwe opdracht moet worden uitgeschreven voor de komende jaren;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 augustus 2024 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Begraving en opgraving van lichamen" (SCA-2025-S-003) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor een geraamd bedrag van 139.876,00 € excl. btw of 169.249,96 €, 21% btw inbegrepen, voor 2 jaar, en de nodige kredieten aan te vragen voor financiering van deze uitgaven op begrotingsartikel 878/124-06/ - /11 van de gewone dienst van de dienstjaren 2025 en 2026;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw is lager dan de drempel van 143.000,00 €) en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 augustus 2024 en een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Begraving en opgraving van lichamen” (SCA-2025-S-003) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor een geraamd bedrag van 139.876,00 € excl. btw of 169.249,96 €, 21% btw inbegrepen, voor 2 jaar, en de nodige kredieten aan te vragen voor financiering van deze uitgaven op begrotingsartikel 878/124-06/ - /11 van de gewone dienst van de dienstjaren 2025 en 2026.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

17 **Centrale d’achats - Marchés publics - Gardiennage du cimetière - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - SCA-2025-S-001.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant que le marché public relatif au gardiennage du cimetière (2023-S-004) prendra fin le 31 décembre 2024 et qu’il y a eu d’en relancer un nouveau pour couvrir les prochaines années ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 22 août 2024 de passer un marché public de services ayant pour objet « Gardiennage du cimetière (SCA-2025-S-001) » par la procédure négociée sans publication préalable, au montant estimé de € 54.545,58 hors TVA ou € 66.000,15, 21% TVA comprise pour 3 ans (années 2025 à 2027) et de solliciter les crédits nécessaires pour financer ces dépenses à l’article budgétaire 878/124-06/ - /11 du service ordinaire des exercices 2025 à 2027 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière

de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 89, § 1, 2° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 750.000,00) et l'article 57 (clauses de reconduction) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et des modifications ultérieures ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et Échevins du 22 août 2024 de passer un marché public de services ayant pour objet « Gardiennage du cimetière (SCA-2025-S-001) » par la procédure négociée sans publication préalable, au montant estimé de € 54.545,58 hors TVA ou € 66.000,15, 21% TVA comprise pour 3 ans (années 2025 à 2027) et de solliciter les crédits nécessaires pour financer ces dépenses à l'article budgétaire 878/124-06/ - /11 du service ordinaire des exercices 2025 à 2027.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Bewaking van de begraafplaats – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2025-S-001.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat de overheidsopdracht betreffende de bewaking van de begraafplaats (2023-S-004) afloopt op 31 december 2024 en dat er een nieuwe moet worden uitgeschreven voor de komende jaren;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 augustus 2024 om een overheidsopdracht voor diensten te gunnen met als voorwerp "Bewaking van de begraafplaats" (SCA-2025-S-001) via de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor het geraamde bedrag van 54.545,58 € excl. btw of 66.000,15 €, 21% btw inbegrepen, voor 3 jaar (2025 tot 2027) en de nodige kredieten aan te vragen voor de financiering van deze uitgaven op begrotingsartikel 878/124-06/ - /11 van de gewone dienst van dienstjaren 2025 tot 2027;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 89, §1, 2° (het geraamde bedrag lager ligt dan 750.000 €) en artikel 57 (verlengingsclausule);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 augustus 2024 om een overheidsopdracht voor diensten te gunnen met als voorwerp “Bewaking van de begraafplaats” (SCA-2025-S-001) via de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor het geraamde bedrag van 54.545,58 € excl. btw of 66.000,15 €, 21% btw inbegrepen, voor 3 jaar (2025 tot 2027) en de nodige kredieten aan te vragen voor de financiering van deze uitgaven op begrotingsartikel 878/124-06/ - /11 van de gewone dienst van dienstjaren 2025 tot 2027.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Mobilité - Mobiliteit

- 18 **Mobilité – Voirie – Revitalisation des quartiers – Convention de collaboration entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Forest relative à la réalisation par la Région de travaux d’infrastructure en voirie communale (Place Saint Denis) et à la mise en place d’un marché conjoint – Mode de financement – Revu.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Conseil Communal en séance du 5 décembre 2023:

De déléguer à BM l’intégralité de la procédure de passation et de désignation du marché public de travaux pour la Place Saint Denis.

D’approuver la convention, jointe au présent dossier ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer ladite convention :

D’inscrire la dépense d’un montant de 5.500.000 € à l’article 421/731-60/-/30 du service extraordinaire du budget 2024 ;

De financer cette dépense à hauteur de 5.500.000 € par le subsidie obtenu pour le réaménagement de la place Saint-Denis (4.000.000 €) inscrit à l’article 9306/665-52/-/80 du service extraordinaire du budget 2022 et par une partie du subsidie CLM Neerstalle (1.500.000 €) à l’article 421/665-52/-/30 du service extraordinaire du budget 2024.

Considérant que les articles budgétaires concernant le financement doivent être modifiés comme suit :

- Suppression de l'article 9306/665-52/-/80 d'un montant de 4.000.000 €
- Suppression de l'article 421/665-52/-/30 d'un montant de 1.500.000 €
- Ajout de l'article 421/995-51/-/30 d'un montant de 5.500.000 €

DECIDE :

(sous réserve de l'approbation des modifications budgétaires)

De revoir le mode de financement du projet et de financer cette dépense à hauteur de 5.500.000 € par le subside obtenu pour le réaménagement de la place Saint-Denis (4.000.000 € + 1.500.000 €) inscrit à l'article 421/995-51/-/30 du service extraordinaire du budget 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Mobiliteit – Wegenis – Heropleving van de wijken – Samenwerkingsovereenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Vorst betreffende de uitvoering door het Gewest van infrastructuurwerken aan het gemeentelijk wegennet (Sint-Denijsplein) en de plaatsing van een gezamenlijke opdracht – Financieringswijze – Herziening.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zitting van 5 december 2023 om:

- *De volledige procedure voor de gunning en toewijzing van de overheidsopdracht voor werken voor het Sint-Denijsplein te delegeren aan BM.*
- *De bij dit dossier gevoegde overeenkomst goed te keuren;*
- *Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om voornoemde overeenkomst te ondertekenen;*
- *De uitgave voor een bedrag van 5.500.000 € in te schrijven op artikel 421/731-60/-/30 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;*
- *Deze uitgave voor een bedrag van 5.500.000 € te financieren door de subsidie die is verkregen voor de heraanleg van het Sint-Denijsplein (4.000.000 €), ingeschreven op artikel 9306/665-52/-/80 van de buitengewone dienst van de begroting 2022 en door een deel van de subsidie LMC Neerstalle (1.500.000 €) op artikel 421/665-52/-/30 van de buitengewone dienst van de begroting 2024.*

Overwegende dat de begrotingsartikelen met betrekking tot de financiering als volgt moeten worden gewijzigd:

- schrapping van artikel 9306/665-52/-/80 voor een bedrag van 4.000.000 €
- schrapping van artikel 421/665-52/-/30 voor een bedrag van 1.500.000 €
- toevoeging van artikel 421/995-51/-/30 voor een bedrag van 5.500.000 €

BESLIST:

(onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijzigingen)

De financieringswijze van het project te herzien en deze uitgave voor een bedrag van 5.500.000 € te financieren uit de subsidie voor de heraanleg van het Sint-Denijsplein (4.000.000 € + 1.500.000 €) die is opgenomen in artikel 421/995-51/-/30 van de buitengewone dienst van de begroting 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

19 **Mobilité - Convention de mise à disposition d'une subvention de la Région de Bruxelles-Capitale de 40.000 € pour l'organisation d'actions de sensibilisation liées à la mise en oeuvre de projets de mobilité durable - Projets innovants.**

LE CONSEIL,

Vu le Plan communal de Mobilité adopté par le Conseil Communal en séance du 5 juillet 2011, et plus particulièrement ses aspects de sensibilisation aux enjeux de la mobilité durable ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale propose un soutien régional pour le développement d'infrastructures de mobilité et d'espaces publics, pour l'aménagement et la sécurisation aux abords des écoles et pour l'organisation de projets et actions de sensibilisation en lien avec la mobilité durable ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 25 janvier 2024 d'introduire une demande de soutien régional pour les actions de sensibilisation suivantes :

- Vivre la Ville (volet A)
 - Vollenbike - Journées vélos: Bike Repair Days, Be Bright Use a Light
- Mobilité scolaire active (volet B)
- Projets Innovants (Volet C)
- Cyclologistique communale (Volet D)

Considérant que suite à la décision du Collège un dossier de candidature pour l'organisation des actions susmentionnées a été introduit ;

Vu la convention pour le projet innovant "C'est mon Squarebeek se dévoile, acte 2" (subside d'un montant de 40.000,00 €) jointe au dossier ;

DECIDE :

D'adopter la convention jointe au dossier entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Forest ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Mobiliteit - Overeenkomst van terbeschikkingstelling van een subsidie van het Brusselse Gewest van 40.000€ voor de organisatie van sensibiliseringsacties die verband houden met duurzame mobiliteit - Innovatieve projecten.

DE RAAD,

Gelet op het Gemeentelijk Mobiliteitsplan aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 5 juli 2011, in het bijzonder de aspecten met betrekking tot sensibilisering voor de uitdagingen op het vlak van de duurzame mobiliteit ;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gewestelijke steun biedt voor de ontwikkeling van mobiliteitsinfrastructuur en openbare ruimten, voor de inrichting en de beveiliging van schoolomgevingen, en voor de organisatie van sensibiliseringsprojecten en -acties rond duurzame mobiliteit;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 25 januari 2024 om een aanvraag voor gewestelijke steun in te dienen voor de volgende sensibiliseringsacties:

- ‘De stad beleven’ (Deel A)
 - Vollenbike - Fietsdagen: Bike Repair Days, Be Bright Use a Light
- Actieve schoolmobiliteit (Deel B)
- Innovatieve projecten (Deel C)
- Cyclo-logistiek in de Gemeenten (Deel D)

Overwegende dat er volgend op de beslissing van het College een kandidaatsdossier werd ingediend voor de organisatie van de bovenvermelde acties;

Gelet op de overeenkomst voor het project "C'est mon Squarebeek se dévoile, acte 2" / "Mijn Squarebeek onthult zich, akte 2" (subsidie van een bedrag van 40.000 €) toegevoegd aan het dossier;

BESLIST:

De overeenkomst, toegevoegd aan het dossier, tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst goed te keuren;

De Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil en sa séance du 23 novembre 2021 d'adopter la convention octroyant une subvention de 4.000.000,00 EUR pour le réaménagement de la place Saint-Denis

Considérant que les travaux de la Place Saint-Denis ont démarré mais ne seront pas terminés avant la fin de la période de couverture de la subvention ;

Considérant dès lors qu'il est nécessaire de prolonger la durée de la convention ;

Vu l'avenant à la convention joint au dossier ;

DECIDE :

D'approuver l'avenant à la convention, jointe au présent dossier ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer ledit avenant.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Mobiliteit – Wegenis – Heropleving van de wijken – Overeenkomst betreffende de toekenning van een subsidie voor de heraanleg van het Sint-Denijsplein – Aanhangsel.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Raad van 23 november 2021 tot goedkeuring van de overeenkomst houdende toekenning van een subsidie van 4.000.000,00 euro voor de heraanleg van het Sint-Denijsplein;

Overwegende dat de werkzaamheden aan het Sint-Denijsplein zijn aangevat, maar niet vóór het einde van de subsidieperiode voltooid zullen zijn;

Overwegende dat de looptijd van de overeenkomst derhalve dient te worden verlengd;

Gelet op het aanhangsel bij de overeenkomst als bijlage van het dossier;

BESLIST:

Het bij de overeenkomst gevoegde aanhangsel goed te keuren;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om voornoemd aanhangsel te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

PERSONNEL & RH - PERSONNEEL & HR

Traitements et pensions - Wedden en pensioenen

21 **Personnel – Règlement des congés du personnel statutaire – Congé annuel – Modalités de report.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment 117 ;

Vu le règlement des congés applicable au personnel statutaire, adopté en séance du 26 juin 2001 et ses modifications ultérieures, en particulier son titre I^{er}, « Congé annuel de vacances et jours fériés », chapitre A « Congé annuel de vacances », section 1^{re} « Généralités », qui prévoit les détails de l'application du régime dit « public » applicable aux congés annuels aux agents statutaires de l'administration communale ;

Vu l'article 6 de ladite section, qui prévoit la prise des congés annuels de l'année en cours (dit : « année de vacances ») pour la première semaine de l'année suivante sous peine d'être perdue ;

Vu l'arrêté royal du 8 février 2023 modifiant l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés ;

Considérant que ledit arrêté royal modifie les dispositions du régime de vacances dit « privé », appliqué aux agents contractuels de l'administration communale, en instaurant par ses articles 2 et 4 l'obligation de report au-delà du 31 décembre de l'année de vacances des congés annuels qui n'ont pas été pris en raison d'un accident du travail, d'une maladie professionnelle, d'une maladie ordinaire, d'un accident ordinaire, d'un repos de maternité ou de paternité, un congé prophylactique, d'un congé d'adoption, d'un congé pour soins d'accueil ou d'un congé parental ;

Considérant que les articles 5 et 6 dudit arrêté royal prévoient – pour les travailleurs ressortant sous le régime de vacances dit « privé », dont notamment les agents contractuels de l'administration communale – que les congés reportés dans les cas de figure précités doivent être octroyés endéans les 24 mois qui suivent la fin de l'année de vacances ;

Considérant que ledit arrêté royal ne s'applique pas aux agents statutaires des administrations publiques, soumis au régime de vacances dit « public », mais qu'il est néanmoins judicieux de modifier le régime applicable à ces agents dans un sens similaire à celui dans lequel le régime applicable aux agents contractuels a été modifié, afin de garantir une équité de traitement ;

Considérant en outre que le Roi, en donnant ledit arrêté, était motivé par la jurisprudence européenne et la directive 2003/88/CE du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail, en particulier l'article 7 qui impose aux Etats membres l'obligation de prendre les mesures nécessaires pour que chaque travailleur puisse bénéficier annuellement d'au moins quatre semaines de vacances en conservant sa rémunération ;

Vu l'article 1^{er} de ladite directive étend le champ d'application de celle-ci à tous les secteurs d'activités, tant privés que publics ;

Considérant néanmoins qu'il y a lieu de tenir compte des particularités du régime de vacances dit « public » par rapport au régime de vacances dit « privé », notamment l'identité de l'année de vacances et de l'année de référence ainsi que l'absence d'un paiement anticipé des vacances non pris, pour les motifs précités, avant la fin de l'année de vacances ;

Considérant que l'article 7 dudit arrêté royal prévoit – pour les travailleurs ressortant sous le régime de vacances dit « privé », dont les agents contractuels de l'administration communale – un maintien du paiement anticipé des congés annuels qui n'ont pas été pris en raison des interruptions de travail

précitées et que, dès lors, les jours de congé annuel reportés ne seront plus rémunérés au moment que le travailleur les prend ;

Considérant que ce paiement anticipatif n'a jamais au lieu pour les agents statutaires et qu'il n'y a pas de raison particulière de l'instaurer, vu l'absence d'indemnités de l'assurance-maladie desquelles ce paiement anticipatif aurait pu être déduit ;

Vu le protocole d'accord n° 506 conclu entre les autorités et les organisations syndicales représentatives en date du 2 septembre 2024 ;

DECIDE,

D'ajouter un article 6bis à la section 1^{re} « Généralités » du chapitre A « Congé annuel de vacances » du titre I^{er} « Congé annuel de vacances et jours fériés » du règlement des congés applicables au personnel statutaire, comme suit :

« Article 6bis

§1 Par dérogation à l'article 6, si l'agent se trouvait dans l'impossibilité d'épuiser ces jours de congé annuels avant le délai prévu dans l'article précité, le solde des congés annuels sera reporté au-delà de l'année en cours, et cela pour autant que cette impossibilité résultait des absences et congés suivants :

- Congé de maladie et/ou infirmité ;
- Disponibilité pour maladie ;
- Congé pour cause d'accident de travail, d'accident survenu sur le chemin du travail ou de maladie professionnelle ;
- Congé pour accident causé par un tiers ;
- Congé d'écartement ;
- Congé de maternité ;
- Congé de paternité, tel que prévu par l'article 8 du titre IV « Congé de maternité » ;
- Congé de circonstances pour adoption ;
- Congé prophylactique ;
- Absence du travail en vue de fournir des soins d'accueil ;
- Congé d'accueil en vue de l'adoption, de la tutelle officieuse ou de la garde officielle.

L'impossibilité d'épuiser ses congés annuels doit être entendu au sens strict : elle est annulé, pour le solde théoriquement liquidable, par tout reprise pour le 31 décembre de l'année de vacances.

§2 Dans le cas d'une application des dispositions de cet article, le solde des congé annuel de l'année de vacances doit être épuisé endéans les 24 mois suivant la fin de l'année de vacances.

Les jours de congé annuel reportés selon les dispositions de cet article seront rémunérés au moment qu'ils sont pris. Ils sont assimilés à une période d'activité de service et ne réduisent pas le congé annuel de vacances constitué lors de l'année de l'année de référence pendant laquelle ils sont pris.

§3 Les dispositions de cet article s'appliquent pour la première fois à l'année de référence 2024, sans effet rétroactif. »

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Personeel – Reglement betreffende de verloven van de statutaire personeelsleden – Jaarlijkse vakantie – Overdrachtsmodaliteiten.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op het reglement betreffende de verloven dat van toepassing is op de statutaire personeelsleden, aangenomen in zitting van 26 juni 2001, en zijn latere wijzigingen, in het bijzonder titel I 'Verlof voor jaarlijkse vakantie en feestdagen', hoofdstuk A 'Verlof voor jaarlijkse vakantie', afdeling 1 'Algemeen', dat de details uiteenzet van het zogeheten 'publieke' vakantiestelsel dat van toepassing is op de jaarlijkse vakantie van de statutaire personeelsleden van het gemeentebestuur;

Gelet op artikel 6 van voormelde afdeling, dat bepaalt dat de jaarlijkse vakantiedagen van het lopende jaar ("het vakantiejaar" genoemd) dienen te worden opgenomen tegen de eerste week van het daaropvolgende jaar en anders vervallen;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 februari 2023 tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers;

Overwegende dat voormeld koninklijk besluit de beschikkingen wijzigt van het zogeheten "private" vakantiestelsel, dat van toepassing is op de contractuele personeelsleden van het gemeentebestuur, door met zijn artikelen 2 en 4 de verplichting tot overdracht na 31 december van het vakantiejaar in te voeren voor de jaarlijkse vakantie dat nog niet werd opgenomen wegens een arbeidsongeval, beroepsziekte, gewone ziekte, gewoon ongeval, moederschap- of vaderschapsrust, profylactisch verlof, adoptieverlof, verlof voor pleegzorg of pleegouderverlof;

Overwegende dat artikelen 5 en 6 van voormeld koninklijk besluit bepalen dat de in deze gevallen overgedragen jaarlijkse vakantie dienen te worden toegekend binnen de 24 maanden volgend op het einde van het vakantiejaar;

Overwegende dat voormeld koninklijk besluit niet van toepassing is op de statutaire personeelsleden van de openbare besturen, die onderworpen zijn aan het zogeheten "publieke" vakantiestelsel, maar dat het niettemin oordeelkundig is het stelsel dat op deze personeelsleden van toepassing is aan te passen in zin van de wijzigingen aan het stelsel dat van toepassing is op de contractuele personeelsleden, met het oog op het waarborgen van een gelijke behandeling;

Overwegende bovendien dat de Koning, bij het uitvaardigen van voormeld besluit, gemotiveerd was door de Europese rechtspraak en richtlijn 2003/88/EG van 4 november 2003 betreffende de aspecten van de organisatie en de arbeidstijd, inzonderheid artikel 7 dat aan de Lidstaten de verplichting oplegt de maatregelen te nemen die nodig zijn opdat iedere werkende kan genieten van minstens vier weken jaarlijkse vakantie met behoud van loon;

Overwegende dat artikel 1 van voormelde richtlijn het toepassingsgebied van deze richtlijn uitbreidt naar alle activiteitensectoren, zowel private als publieke;

Overwegende echter dat er rekening dient te worden gehouden met de bijzonderheden van het zogeheten “publieke” vakantiestelsel in vergelijking met het zogeheten “private” vakantiestelsel, inzonderheid de gelijkstelling van vakantiejaar en referentiejaar alsook de afwezigheid van een vervroegde uitbetaling van de om voormelde redenen niet voor het einde van het vakantiejaar opgenomen vakantie;

Overwegende dat artikel 7 van voormeld koninklijk besluit – voor de werknemers die onder het zogeheten “private” vakantiestelsel vallen – bepaalt dat de vervroegde uitbetaling van de jaarlijkse vakantie die wegens voormelde arbeidsonderbrekingen niet kon worden opgenomen, behouden blijft en dat de overgedragen dagen jaarlijkse vakantie bijgevolg niet bezoldigd zullen worden op het ogenblik dat de werknemer ze opneemt;

Overwegende dat deze vervroegde uitbetaling niet plaatsvindt bij statutaire personeelsleden en dat er geen bijzondere reden bestaat om hiertoe over te gaan, gezien het ontbreken van ziekteverzekeringuitkeringen waar deze vervroegde uitbetaling van afgetrokken zou kunnen worden;

Gelet op protocolakkoord nr. 506, gesloten tussen de overheden en de representatieve vakorganisaties op 2 september 2024;

BESLIST

Aan afdeling 1 ‘Algemeen’ van hoofdstuk A ‘Verlof voor jaarlijkse vakantie’ van titel I ‘Verlof voor jaarlijkse vakantie en feestdagen’ van het reglement betreffende de verloven dat van toepassing is op de statutaire personeelsleden een als volgt luidend artikel 6bis toe te voegen:

“Artikel 6bis

§1 In afwijking op artikel 6 wordt het saldo van de jaarlijkse vakantie overgedragen buiten het lopende jaar indien het personeelslid zich in de onmogelijkheid bevond deze te benutten, voor zover deze onmogelijkheid veroorzaakt werd door de volgende afwezigheden en verloven:

- Verlof voor ziekte en/of gebrek;
- Disponibiliteit wegens ziekte;
- Verlof wegens arbeidsongeval, ongeval overkomen op de weg naar het werk, of wegens beroepsziekte;
- Verlof wegens ongeval veroorzaakt door derden;
- Verlof wegens werkverwijdering;
- Moederschapsrust;
- Vaderschapsrust zoals voorzien door artikel 8 van titel IV ‘Bevallingsverlof’;
- Omstandigheidsverlof wegens adoptie;
- Profylactisch verlof;
- Afwezigheid van het werk wegens het toekennen van pleegzorgen;
- Verlof voor opvang met het oog op de adoptie, de pleegvoogdij of de officiële bewaring.

De onmogelijkheid om zijn jaarlijks vakantieverlof op te nemen moet in strikte zin worden opgevat: deze vervalt, voor het theoretisch opneembare saldo, door elke hervatting voor 31 december van het vakantiejaar.

§2 In het geval van toepassing van de bepalingen van dit artikel moet het saldo van de jaarlijkse vakantie van het vakantiejaar benut worden binnen de 24 maanden volgend op het einde van het vakantiejaar.

De volgens de bepaling van dit artikel overgedragen dagen jaarlijkse vakantie worden bezoldigd op het ogenblik dat zij worden opgenomen. Ze zijn gelijkgesteld met een periode dienstactiviteit en verminderen het verlof voor jaarlijkse vakantie dat wordt opgebouwd tijdens het referentiejaar gedurende hetwelke zij worden opgenomen, niet.

§3 De bepalingen van dit artikel zijn voor de eerste maal van toepassing op referentiejaar 2024, zonder terugwerkende kracht.”

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

22 **Personnel – Règlement des congés des agents contractuels – Prolongation et rechutes de maladie – Précision.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l’art. 119 ;

Vu le règlement des congés applicable au personnel contractuel, adopté en séance du 26 juin 2001, et ses modifications ultérieures, notamment l’article 6 du chapitre A « Congé de maladie/et ou infirmité » de la section 1^{re} du titre VIII « Congé de maladie » ;

Considérant que cet article prévoit que les prolongations des périodes d’incapacité pour cause de maladie sont soumises aux mêmes règles que la période initiale de l’incapacité pour cause de maladie ;

Considérant que, strictement parlant, cet article ne mentionne pas quelle est la procédure à suivre en cas de rechute, c.-à-d. le cas où l’agent reprend le travail puis doit à nouveau s’abstenir du travail suite à la même pathologie, ni comment l’administration communale traite de telles rechutes ;

Considérant qu’il pourrait également s’avérer judicieux de préciser ce que l’on entend par « prolongation » ou « rechute » ;

Considérant que, dans ces cas, il y a lieu de s’aligner sur les articles 52 §2 et 73 §1^{er} de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;

Vu le protocole d’accord n° 503 conclu entre les autorités et les organisations syndicales représentatives en date du 10 juin 2024 ;

DECIDE,

De modifier l’article 6 du chapitre A « Congé de maladie et/ou infirmité » de la section 1^{re} du titre VIII « Congé de maladie » comme suit :

Ancienne version :

ARTICLE 6

Les prolongations éventuelles de maladie (cc 27/04/04 – MRBC 22/06/04) sont soumises aux mêmes règles.

Nouvelle version :

ARTICLE 6

Les prolongations **et rechutes** éventuelles de maladie (cc 27/04/04 – MRBC 22/06/04) sont soumises aux mêmes règles **que les débuts d’incapacité**.

Sauf déclaration contraire explicite et écrite sur le certificat médical, la période d'incapacité succédant sans interruption à une période d'incapacité précédente est considérée comme une prolongation de cette dernière pour les besoins du calcul de la durée de la rémunération garantie. De même, la période d'incapacité intervenante endéans le délai de 14 jours suivant la fin de la période d'incapacité précédente est considérée comme une rechute pour les mêmes besoins en absence d'une déclaration contraire explicite et écrite sur le certificat médical.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Personeel – Reglement betreffende de verloven van de contractuele personeelsleden – Verlengingen en hervellingen – Verduidelijking.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 119;

Gelet op het reglement betreffende de verloven dat van toepassing is op de contractuele agenten, aangenomen in zitting van 26 juni 2001, en zijn latere wijzigingen, inzonderheid artikel 6 van hoofdstuk A 'Verlof voor ziekte en/of gebrekkigheid' van afdeling 1 van titel VIII 'Ziekteverlof';

Overwegende dat voornoemd artikel bepaalt dat verlengingen van periodes van arbeidsongeschiktheid wegens ziekte onderworpen zijn aan dezelfde regels als de oorspronkelijke periode van arbeidsongeschiktheid wegens ziekte;

Overwegende dat dit artikel, strikt genomen, niet vermeldt wat de procedure is in het geval van hervalling, d.w.z. wanneer het personeelslid het werk hervat maar vervolgens opnieuw afwezig moet zijn vanwege dezelfde pathologie, noch hoe het gemeentebestuur dergelijke hervellingen afhandelt;

Overwegende dat het tevens oordeelkundig zou kunnen blijken te verduidelijken wat men onder 'verlenging' of 'hervalling' verstaat;

Overwegende dat het in dergelijke gevallen gepast is zich te richten op artikelen 52 §2 en 73 §1 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

Gelet op protocolakkoord nr. 503 gesloten tussen de overheden en de representatieve vakbondsorganisaties op 10 juni 2024;

BESLIST,

Artikel 6 van hoofdstuk A 'Verlof voor ziekte/en of gebrekkigheid' van afdeling 1 van titel VIII 'Ziekteverlof' als volgt te wijzigen:

Vroegere versie:

ARTIKEL 6

Eventuele verlengingen voor ziekte zijn onderworpen aan dezelfde regels (GR 27/04/2004 - MBHG 22/06/2004).

Nieuwe versie:

ARTIKEL 6

Eventuele verlengingen en hervellingen voor ziekte zijn onderworpen aan dezelfde regels (GR 27/04/2004 – MBHG 22/06/2004)) **als het begin van arbeidsongeschiktheden.**

Behalve in het geval van andersluidende uitdrukkelijke en schriftelijke verklaring op het

medische getuigschrift wordt de periode van arbeidsongeschiktheid die zonder onderbreking volgt op een voorgaande periode van arbeidsongeschiktheid, beschouwd als een verlenging van die laatste voor wat de berekening van de duur van het gewaarborgde loon betreft. Evenzo wordt de periode van arbeidsongeschiktheid die aanvangt binnen de termijn van 14 dagen volgend op het einde van de voorgaande periode van arbeidsongeschiktheid, voor diezelfde doeleinden in afwezigheid van een andersluidende uitdrukkelijke en schriftelijke verklaring op het medische getuigschrift beschouwd als een hervalling.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

23 **Personnel – Règlement des congés des agents statutaires – Introduction d’un titre 0 préliminaire.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l’art. 119 ;

Vu le règlement des congés applicable « au personnel statutaire et en stage », adopté en séance du 26 juin 2001, et ses modifications ultérieures ;

Considérant que, sur leur page de garde, les publications dudit règlement contiennent depuis son entrée en vigueur trois dispositions d’ordre générale :

- « Ce règlement annule le précédent, ainsi que tout O. S. concernant la matière » ;
- « Ce règlement est applicable aux agents statutaires et aux agents en stage » ;
- « Il entre en vigueur le 1er janvier 2002 » ;

Considérant qu’il peut s’avérer utile de clarifier le statut de ces dispositions en les incluant dans le texte dudit règlement au sens propre, sous la forme d’un titre préliminaire ;

Considérant en outre les récentes discussion quant à l’interprétation dudit règlement au niveau des règles de transpositions de certains types de jours de congé en heures ;

Considérant que la pratique actuelle de fractionner les jours de congé annuel et compensatoire sur base du principe qu’une journée est fractionnée en 8 heures est appliquée depuis plus de 30 ans, et cela de manière consciente et sans qu’une règle contraire est explicitée dans les règlements de congé applicables au personnel communal ;

Considérant néanmoins que la règle appliquée n’est pas reprise de manière explicite dans ces règlements ;

Considérant que cette absence de reprise ad verbatim de cette règle pourrait induire en erreur et amener à ce que l’administration communale commence à transposer les jours de congé annuel et compensatoire selon la logique qu’une journée est équivalente à 7h12 et que ce risque pourrait notamment exister dans l’hypothèse d’un forte turnover et une passation des connaissances imparfaite au niveau des services des ressources humaines ;

Considérant, dès lors, qu’il est judicieux d’expliciter la règle existante dans les règlements de congé

applicable aux agents de l'administration communale ;

Considérant qu'il est opportun, au lieu de le répéter à travers le règlement, d'inclure cette règle dans le titre préliminaire proposé afin de clarifier le statut des dispositions d'ordre générale déjà incluses dans la page de garde ;

Vu le protocole d'accord n° 502 conclu entre les autorités et les organisations syndicales représentatives en date du 10 juin 2024 ;

DECIDE :

D'ajouter un titre 0 préliminaire au règlement des congés applicable au personnel statutaire de l'administration communale, comme suit:

« 0. Dispositions générales

Article 1er

Ce règlement est d'application aux agents nommés de l'administration communale, dans le sens des articles 123, 10^o/1 et 149 de la Nouvelle Loi communale.

Il est également d'application aux agents en stage en vue d'une telle nomination définitive.

Il n'est pas d'application aux agents engagés par le biais d'un contrat de travail ainsi qu'au personnel enseignant.

Article 2

Les règlements et ordre de service concernant les congés de ces deux catégories d'agents communaux d'application avant le 1^{er} janvier 2002 sont abrogés.

Article 3

Sauf disposition explicite contraire, la transposition ou le fractionnement des jours de congé en heures (s'il échet), notamment pour ce qui concerne l'octroi des congés, se fait selon la règle qu'un jour équivaut à 8 heures . »

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Personeel – Reglement betreffende de verloven van de statutaire personeelsleden – Toevoeging van een inleidende titel 0.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 119;

Gelet op het reglement betreffende de verloven dat van toepassing is “*op het vastbenoemde personeel en op de agenten in stage*”, aangenomen in zitting van 26 juni 2001, en zijn latere wijzigingen;

Overwegende dat de afkondigen van voornoemd reglement op hun titelblad sinds de inwerkingtreding van dit reglement drie bepalingen met een algemene strekking bevatten:

- “Dit reglement vernietigt het voorgaande evenals alle dienstorders betreffende deze aangelegenheid”;
- “Dit reglement is van toepassing op het vastbenoemde personeel en op de agenten in stage”;
- “Het treedt in voege op 1 januari 2002”;

Overwegende dat het nuttig kan blijken het statuut van deze bepalingen te verduidelijken door ze op te nemen in eigenlijke tekst van voornoemd reglement, in de vorm van een inleidende titel;

Overwegende bovendien de recente discussie betreffende de interpretatie van voornoemd reglement op het vlak van de regels inzake de overzetting van bepaalde soorten dagen vakantie in uren;

Overwegende dat de huidige praktijk om dagen jaarlijkse vakantie en compensatieverlof op te delen op basis van het beginsel dat één dag opgedeeld wordt in 8 uur sinds meer dan 30 jaar wordt toegepast, en dat op bewuste wijze en zonder dat er een tegenstrijdige regel geëxpliciteerd wordt in de verlofreglementen die van toepassing zijn op het gemeentepersoneel;

Overwegende echter dat de toegepaste regel niet uitdrukkelijk is opgenomen in deze reglementen;

Overwegende dat deze afwezigheid van woordelijke weergave van deze regel tot vergissingen kan leiden en het gemeentebestuur er toe zou kunnen brengen de dagen jaarlijkse vakantie en compensatieverlof over te zetten volgens de logica volgens dewelke een dag gelijkstaat aan 7u12 en dat dit risico o.a. zou kunnen ontstaan in het scenario van een sterk personeelsverloop en een onvolmaakte kennisoverdracht binnen de humanresourcesdiensten;

Overwegende bijgevolg dat het oordeelkundig is de bestaande regel op te nemen in de verlofreglementen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het gemeentebestuur;

Overwegende dat het opportuun is om, in plaats van dit stelselmatig in het reglement te herhalen, deze regel op te nemen in de inleidende titel die wordt voorgesteld teneinde het statuut van de bepalingen met een algemene strekking die reeds op het titelblad waren verwerkt te verduidelijken;

Gelet op protocolakkoord nr. 502 gesloten tussen de overheden en de representatieve vakbondsorganisaties op 10 juni 2024;

BESLIST,

Een inleidende titel 0 toe te voegen aan het reglement betreffende de verloven van toepassing op de statutaire personeelsleden van het gemeentebestuur, als volgt:

“0. Inleidende bepalingen

Artikel 1

Dit reglement is van toepassing op de benoemde personeelsleden van het gemeentebestuur, in de zin van artikelen 123, 10*/1 en 149 van de Nieuwe Gemeentewet.

Het is tevens van toepassing op de personeelsleden die in stage zijn met het oog op een dergelijke vaste benoeming.

Het is niet van toepassing op de personeelsleden die werden aangeworven op basis van een arbeidsovereenkomst, noch op het onderwijzend personeel.

Artikel 2

De reglementen en dienstorders betreffende de verloven van beide voornoemde categorieën personeelsleden van de gemeenten die van toepassing waren vóór 1 januari 2002, zijn niet langer van toepassing.

Artikel 3

Behalve anderzijds bepaald gebeurt de overzetting of opdeling van verlofdagen in uren (indien van toepassing), in het bijzonder voor wat betreft de toekenning van de verloven, volgens de regel dat één dag overeenstemt met 8 uur.”

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

24 **Personnel – Règlement des congés des agents contractuels – Introduction d’un titre 0 préliminaire.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l’art. 119 ;

Vu le règlement des congés applicable au personnel contractuel, adopté en séance du 26 juin 2001, et ses modifications ultérieures ;

Considérant que, sur leur page de garde, les publications dudit règlement contiennent depuis son entrée en vigueur trois dispositions d’ordre générale :

- « Ce règlement annule le précédent, ainsi que tout O. S. concernant la matière » ;
- « Ce règlement est applicable aux agents contractuels » ;
- « Il entre en vigueur le 1er janvier 2002 » ;

Considérant qu’il peut s’avérer utile de clarifier le statut de ces dispositions en les incluant dans le texte dudit règlement au sens propre, sous la forme d’un titre préliminaire ;

Considérant en outre les récentes discussion quant à l’interprétation dudit règlement au niveau des règles de transpositions de certains types de jours de congé en heures ;

Considérant que la pratique actuelle de fractionner les jours de congé annuel et compensatoire sur base du principe qu’une journée est fractionnée en 8 heures est appliquée depuis plus de 30 ans, et cela de manière consciente et sans qu’une règle contraire est explicitée dans les règlements de congé applicables au personnel communal ;

Considérant néanmoins que la règle appliquée n’est pas reprise de manière explicite dans ces règlements ;

Considérant que cette absence de reprise ad verbatim de cette règle pourrait induire en erreur et amener à ce que l’administration communale commence à transposer les jours de congé annuel et compensatoire selon la logique qu’une journée est équivalente à 7h12 et que ce risque pourrait notamment exister dans l’hypothèse d’un forte turnover et une passation des connaissances imparfaite au niveau des services des ressources humaines ;

Considérant, dès lors, qu’il est judicieux d’expliciter la règle existante dans les règlements de congé applicable aux agents de l’administration communale ;

Considérant qu’il est opportun, au lieu de le répéter à travers le règlement, d’inclure cette règle dans le titre préliminaire proposé afin de clarifier le statut des dispositions d’ordre générale déjà incluses dans la page de garde ;

Vu le protocole d’accord n° 502 conclu entre les autorités et les organisations syndicales représentatives en date du 10 juin 2024 ;

DECIDE,

D'ajouter un titre 0 préliminaire au règlement des congés applicable au personnel contractuel de l'administration communale, comme suit:

0. « Dispositions générales »

Art. 1

Ce règlement est d'application aux agents engagés par le biais d'un contrat de travail en application de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Le présent règlement n'est pas d'application aux agents nommés de l'administration communale dans le sens des articles 123, 10^o/1 et 149 de la Nouvelle Loi communale, aux agents en stage en vue d'une telle nomination définitive ainsi qu'au personnel enseignant.

Sauf disposition contraire, il n'est pas d'application aux agents engagés en vertu de l'article 17 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ainsi qu'aux agents engagés en application de la section 3 du chapitre 2 de la loi du 16 novembre 2015 portant des dispositions diverses en matière sociale.

Art. 2

Les règlements et ordre de service concernant les congés de ces deux catégories d'agents communaux d'application avant le 1^{er} janvier 2002 sont abrogés.

Art. 3

Sauf disposition explicite contraire, la transposition ou le fractionnement des jours de congé en heures (s'il échet), notamment pour ce qui concerne l'octroi des congés, se fait selon la règle qu'un jour équivaut à 8 heures . ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

**Personeel – Reglement betreffende de verloven van de contractuele personeelsleden –
Toevoeging van een inleidende titel 0.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 119;

Gelet op het reglement betreffende de verloven dat van toepassing is op de contractuele agenten, aangenomen in zitting van 26 juni 2001, en zijn latere wijzigingen;

Overwegende dat de afkondigen van voornoemd reglement op hun titelblad sinds de inwerkingtreding van dit reglement drie bepalingen met een algemene strekking bevatten:

- “Dit reglement vernietigt het voorgaande evenals alle dienstorders betreffende deze aangelegenheid”;
- “Dit reglement is van toepassing op de contractuele agenten”;
- “Het treedt in voege op 1 januari 2002”;

Overwegende dat het nuttig kan blijken het statuut van deze bepalingen te verduidelijken door ze op te nemen in de eigenlijke tekst van voornoemd reglement, in de vorm van een inleidende titel;

Overwegende bovendien de recente discussie betreffende de interpretatie van voornoemd reglement op het vlak van de regels inzake de overzetting van bepaalde soorten dagen vakantie in uren;

Overwegende dat de huidige praktijk om dagen jaarlijkse vakantie en compensatieverlof op te delen op basis van het beginsel dat één dag opgedeeld wordt in 8 uur, sinds meer dan 30 jaar wordt toegepast, en dat op bewuste wijze en zonder dat er een tegenstrijdige regel geëxpliciteerd wordt in de verlofreglementen die van toepassing zijn op het gemeentepersoneel;

Overwegende echter dat de toegepaste regel niet uitdrukkelijk is opgenomen in deze reglementen;

Overwegende dat deze afwezigheid van woordelijke weergave van deze regel tot vergissingen leiden en het gemeentebestuur ertoe zou kunnen brengen de dagen jaarlijkse vakantie en compensatieverlof over te zetten volgens de logica volgens dewelke een dag gelijkstaat aan 7u12 en dat dit risico o.a. zou kunnen ontstaan in het scenario van een sterk personeelsverloop en een onvolmaakte kennisoverdracht binnen de humanresourcesdiensten;

Overwegende bijgevolg dat het oordeelkundig is de bestaande regel op te nemen in de verlofreglementen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het gemeentebestuur;

Overwegende dat het opportuun is om, in plaats van dit stelselmatig in het reglement te herhalen, deze regel op te nemen in de inleidende titel die wordt voorgesteld teneinde het statuut van de bepalingen met een algemene strekking die reeds op het titelblad waren verwerkt, te verduidelijken;

Gelet op protocolakkoord nr. 502 gesloten tussen de overheden en de representatieve vakbondsorganisaties op 10 juni 2024;

BESLIST,

Een inleidende titel 0 toe te voegen aan het reglement betreffende de verloven van toepassing op de contractuele personeelsleden van het gemeentebestuur, als volgt:

“0. Inleidende bepalingen

Artikel 1

Dit reglement is van toepassing op de personeelsleden van het gemeentebestuur die zijn aangeworven door middel van een arbeidsovereenkomst in uitvoering van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Dit reglement is niet van toepassing op de personeelsleden van het gemeentebestuur die benoemd zijn in de zin van artikelen 123, 10*/1 en 149 van de Nieuwe Gemeentewet, op de personeelsleden die in stage zijn met het oog op een dergelijke vaste benoeming alsook op het onderwijzend personeel.

Behoudens andersluidende bepaling is het niet van toepassing op de personeelsleden die werden aangeworven op basis van artikel 17 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders alsook op de personeelsleden die werden aangeworven op basis van afdeling 3 van hoofdstuk 2 van de wet van 16 november 2015 houdende diverse bepalingen inzake sociale zaken.

Artikel 2

De reglementen en dienstorders betreffende de verloven van beide voornoemde categorieën personeelsleden van de gemeenten die van toepassing waren vóór 1 januari 2002 zijn niet langer van toepassing.

Artikel 3

Behalve anderzijds bepaald vindt de overzetting of opdeling van verlofdagen in uren (indien van toepassing), in het bijzonder voor wat betreft de toekenning van de verloven, volgens de regel volgens dewelke één dag overeenstemt met 8 uur.”

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

25 **Marchés publics - MP-2024-T-014 - Interventions lourdes sur les terrains synthétiques (foot) - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'un terrain en gazon synthétique nécessite des interventions bien spécifiques pour une meilleure tenue dans le temps et également une excellente performance pour le jeu ; qu'il est donc important d'adopter une stratégie poussée d'entretien ;

Considérant que cet entretien nécessite un savoir-faire ainsi qu'un matériel professionnel et spécial adéquat, et ce, afin d'améliorer les conditions de sécurité et de jeu ;

Considérant que cette intervention sera réalisée par une firme spécialisée dans le domaine des entretiens des terrains de sports en gazon synthétique, afin de garantir un meilleur résultat ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 37.190,08 hors TVA ou € 45.000,00, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19 septembre 2024 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «

MP-2024-T-014 - Interventions lourdes sur les terrains synthétiques (foot) », pour un montant estimé € 37.190,08 hors TVA ou € 45.000,00, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 et financé par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins 19 septembre 2024 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « MP-2024-T-014 - Interventions lourdes sur les terrains synthétiques (foot) », pour un montant estimé € 37.190,08 hors TVA ou € 45.000,00, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2023-T-014 – Zware interventies aan de kunstgrasvelden (voetbal) – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1^o;

Overwegende dat een kunstgrasveld zeer specifieke interventies vereist om ervoor te zorgen dat het langer meegaat en uitstekend presteert voor het spel; dat het daarom belangrijk is een doorgedreven onderhoudsstrategie te volgen;

Overwegende dat voor dit onderhoud zowel knowhow als geschikt professioneel en speciaal materiaal vereist is om de veiligheids- en spelomstandigheden te verbeteren;

Overwegende dat deze interventie zal worden uitgevoerd door een firma die gespecialiseerd is in het onderhoud van sportterreinen met kunstgras, om een beter resultaat te garanderen;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 37.190,08 € excl. btw of 45.000,00 €, incl. 21% btw;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 september 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2024-T-014 – Zware interventies aan de kunstgrasvelden (voetbal)", voor een

geraamd bedrag van 37.190,08 € excl. btw of 45.000,00 € 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting 2024 en gefinancierd door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 september 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-T-014 - Zware interventies aan de kunstgrasvelden (voetbal)”, voor een geraamd bedrag van 37.190,08 € excl. btw of 45.000,00 € 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting 2024 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

26 **Marchés publics - MP-2024-S-034 - Illumination 2024 - Entretien, stockage, montage et démontage du matériel communal - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'en vue de la célébration des fêtes de fin d'année 2024 le marché « Illumination 2024 - Entretien, stockage, montage et démontage du matériel communal » est à lancer ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 47.603,30 hors TVA ou € 57.600,00, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12 septembre 2024 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « MP-2024-S-034 - Illumination 2024 - Entretien, stockage, montage et démontage du matériel communal », pour un montant estimé € 47.603,30 hors TVA ou € 57.600,00, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 520/124-06/30 du service ordinaire du budget de l'exercice 2024;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins 12 septembre 2024 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « MP-2024-S-034 - Illumination 2024 - Entretien, stockage, montage et démontage du matériel communal », pour un montant estimé € 47.603,30 hors TVA ou € 57.600,00, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 520/124-06/30 du service ordinaire du budget de l'exercice 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2024-S-034 – Verlichting 2024 – Onderhoud, opslag, montage en demontage van het gemeentelijke materiaal – Goedkeuring voorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat met het oog op de viering van de eindejaarsfeesten 2024 de opdracht "Verlichting 2024 - Onderhoud, opslag, montage en demontage van het gemeentelijke materiaal" uitgeschreven moet worden;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 47.603,30 € excl. btw of 57.600,00 €, incl. 21% btw;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 september 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2024-S-034 – Verlichting 2024 – Onderhoud, opslag, montage en demontage van het gemeentelijke materiaal", voor een geraamd bedrag van 47.603,30 € excl. btw of 57.600,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 520/124-06/30 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 september 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2024-S-034 – Verlichting 2024 – Onderhoud, opslag, montage en demontage van het gemeentelijke materiaal", voor een geraamd bedrag van 47.603,30 € excl. btw of 57.600,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 520/124-06/30 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

27 **Marchés publics - MP-2024-T-019 bis - Crèche « les Marmots »: travaux de gestion des eaux pluviales - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Considérant l'opportunité d'améliorer la gestion des eaux pluviales sur le site de la crèche « Les Marmots » située 155 avenue des Sept Bonniers ;

Considérant qu'un subside de Bruxelles Environnement a été octroyé afin de réaliser l'étude de faisabilité et les aménagements nécessaires ;

Considérant la convention du 31 janvier 2023 qui a été établie entre La Commune de Forest et Bruxelles Environnement dans le cadre de l'appel à projet « Quick win »;

Considérant que l'option choisie est la création d'un aménagement paysager (noue de temporisation et infiltration);

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 24.793,39 hors TVA ou € 30.000,00 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 29 aout 2024 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « MP-2024-T-019 bis - Crèche « les Marmots » : travaux de gestion des eaux pluviales », pour un montant estimé € 24.793,39 hors TVA ou € 30.000,00 21% TVA comprise, inscrit à l'article budgétaire 844/723-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 et qui sera financé à 100% par un subside du projet « Quick wins », article de recette 844/665-52/38 (30.000,00€);

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 29 aout 2024

faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « MP-2024-T-019 bis - Crèche « les Marmots »: travaux de gestion des eaux pluviales », pour un montant estimé € 24.793,39 hors TVA ou € 30.000,00 21% TVA comprise, inscrit à l'article budgétaire 844/723-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 et qui sera financé à 100% par un subside du projet « Quick wins », article de recette 844/665-52/38 (30.000,00€).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

**Overheidsopdrachten – MP-2024-T-019 bis – Kinderdagverblijf ‘Les Marmots’:
werkzaamheden voor regenwaterbeheer – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningsprocedure
– Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1^o;

Overwegende de mogelijkheid om het regenwaterbeheer te verbeteren op de site van het kinderdagverblijf “Les Marmots” aan de Zevenbunderslaan 155;

Overwegende dat een subsidie van Leefmilieu Brussel werd toegekend om de haalbaarheidsstudie en de nodige inrichtingen uit te voeren;

Overwegende de overeenkomst van 31 januari 2023 tussen de gemeente Vorst en Leefmilieu Brussel in het kader van de projectoproep “Quick win”;

Overwegende dat er als optie is gekozen voor de aanleg van een landschapsinrichting (wadi voor temporisering en infiltratie);

Overwegende dat de raming van deze opdracht 24.793,39 € excl. btw of 30.000,00 €, 21% btw inbegrepen, bedraagt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 augustus 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-T-019 bis - Kinderdagverblijf ‘Les Marmots’: werkzaamheden voor regenwaterbeheer”, voor een geraamd bedrag van 24.793,39 € excl. btw of 30.000,00 € incl. 21% btw, opgenomen in begrotingsartikel 844/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting voor het begrotingsjaar 2024 en die voor 100% zal worden gefinancierd met een subsidie van het project “Quick wins”, artikel van ontvangst 844/665-52/38 (30.000,00 €);

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 augustus 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-T-019 bis - Kinderdagverblijf ‘Les Marmots’: werkzaamheden voor regenwaterbeheer”, voor een geraamd bedrag van 24.793,39 € excl. btw of 30.000,00 € incl. 21% btw, opgenomen in begrotingsartikel 844/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting voor het begrotingsjaar 2024 en die voor 100% zal worden gefinancierd met een subsidie van het project “Quick wins”, artikel van ontvangst 844/665-52/38 (30.000,00 €).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

28 **Marchés publics – MP-2024-T-027 – Ecole 11 A : Rénovation de toiture – Approbation des conditions et de la procédure de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de € 750.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder aux travaux de rénovation de toiture de l' Ecole 11 A ;

Considérant que les toitures 3, 4 et 5 de l'école 11A sont vétustes ;

Considérant qu'aucune des trois toitures (toiture 3, 4 & 5) n'est isolée ;

Considérant en raison des pertes calorifiques extrêmement importantes en hiver, il convient de réaliser des travaux d'isolation de ces trois toitures, ainsi que le remplacement de la couverture de la toiture 4 en ardoise en amiante par une couverture en EPDM ;

Vu le cahier des charges N° MP-2024-T-027 relatif au marché “Ecole 11 A : rénovation de toiture” établi par le Département Travaux Publics - Grands Chantiers ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 599.050,00 hors TVA, 15% révision des prix et clause de réexamen compris, soit à € 635.000,00 € TTC ;

Considérant que le pouvoir adjudicateur décide de ne pas diviser le marché en lots pour des raisons techniques suivantes :

Les travaux concernent deux toitures contigües, qui vont être modifiées l'une par rapport à

l'autre et ne peuvent être réalisées indépendamment. Ils concernent une zone restreinte de l'école, par ailleurs, ils vont impacter deux classes et un escalier d'accès, il est donc nécessaire qu'ils se déroulent dans un temps restreint afin de limiter l'impact du chantier sur le fonctionnement de l'école ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par un subside URE et que le montant promis s'élève à € 400.000,00 ;

Considérant que, sous réserve de l'approbation des modifications budgétaires 3-4, le crédit permettant cette dépense sera inscrit à l'article 7202/724-60/ 64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024;

Considérant que le mode de financement prévu est un subside URE de € 400.000,00 (article de recette 7202/661-51/ -/64) et que le solde est un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE:

Art 1: D'approuver le cahier des charges N° MP-2024-T-027 et le montant estimé du marché "Ecole 11 A : rénovation de toiture", établis par le Département Travaux Publics - Grands Chantiers. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 599.050,00 hors TVA, 15% révision des prix et clause de réexamen compris, soit à € 635.000,00 € TTC ;

Art 2 : De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable ;

Art 3 : De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national ;

Art 4 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale ;

Art 5 : D'inscrire la dépense à l'article 7202/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 (sous réserve de l'approbation des modifications budgétaires 3);

Art 6 : De financer la dépense par un subside URE de € 400.000,00 (article de recette 7202/661-51/ -/64) et le solde par un emprunt à charge de la commune .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2024-T-027 – School 11A: Dakrenovatie – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van € 750.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels

van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om over te gaan tot de renovatiewerken van de daken van school 11A;

Overwegende dat de daken 3, 4 en 5 van school 11A verouderd zijn;

Overwegende dat geen van de drie daken (dak 3, 4 & 5) geïsoleerd is;

Overwegende dat, vanwege het extreem hoge warmteverlies in de winter, de drie daken geïsoleerd moeten worden en de asbestleien dakbedekking op dak 4 vervangen moet worden door EPDM dakbedekking;

Gelet op het bestek met nr. MP-2024-T-027 betreffende de opdracht “School 11A: Dakrenovatie” opgesteld door het Departement Openbare Werken - Grote Werven;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 599.050,00 excl. btw, 15% prijsherziening en herzieningsclausule inbegrepen of € 635.000,00 alle belastingen inbegrepen;

Overwegende dat de aanbestedende overheid beslist om de opdracht niet op te delen in percelen omwille van de volgende technische redenen:

De werkzaamheden hebben betrekking op twee aanpalende daken, die in relatie met elkaar worden gewijzigd en niet los van elkaar kunnen worden gemaakt. Ze hebben betrekking op een beperkte ruimte van de school. Bovendien zullen ze een impact hebben op twee klassen en een toegangstrap. Het is dus noodzakelijk dat ze binnen een beperkt tijdsbestek worden uitgevoerd om de gevolgen voor de werking van de school te beperken;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat een deel van de kosten wordt gedekt door een REG-subsidie en dat het toegezegde bedrag € 400.000,00 is;

Overwegende dat, onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijzigingen 3-4, het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt zal worden opgenomen in artikel 7202/724-60/ 64 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

Overwegende dat de geplande financieringswijze een REG-subsidie is van € 400.000,00 (artikel van ontvangst 7202/661-51/ - /64) en dat het saldo een lening ten laste van de gemeente is;

BESLIST

Art. 1: Goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. MP-2024-T-027 en de raming voor de opdracht “School 11A: Dakrenovatie”, opgesteld door de Departement Openbare Werken - Grote Werven. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 599.050,00 excl. btw, 15% prijsherziening en herzieningsclausule inbegrepen of € 635.000,00 alle belastingen inbegrepen;

Art. 2: De opdracht te gunnen bij wijze van vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Art. 3: De opdrachtaankondiging in te vullen, goed te keuren en te versturen op nationaal niveau;

Art. 4: Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de

toezichthoudende overheid over te maken;

Art. 5: De uitgave in te schrijven op artikel 7202/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 (onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijzigingen 3);

Art. 6: Deze uitgave te financieren door een REG-subsidie voor een bedrag van € 400.000,00 (artikel van ontvangst 7202/661-51/ - /64) en het saldo door een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

11 annexes / 11 bijlagen

29 **Marchés publics - MP-2024-T-037- Cimetière de Forest à Alsemberg: Restauration de 3 cryptes hors sol dans l'ancien cimetière - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ; En application de l'article 6§5 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, ayant été modifié par l'Arrêté Royal du 22 juin 2017, les articles ci-énumérés sont rendus applicables au présent marché : 13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65, 95

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la restauration de 3 cryptes hors sol dans l'ancien cimetière est nécessaire suite à l'effondrement partiel de ces trois cryptes ; Il est indispensable de restaurer ces trois cryptes car certains emplacements sont attendus et déjà vendus ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 16.528,93 hors TVA ou € 20.000,00, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 5 septembre 2024 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «MP-2024-T-037- Cimetière de Forest à Alsemberg: Restauration de 3 cryptes hors sol dans l'ancien cimetière», pour un montant estimé € 16.528,93 hors TVA ou € 20.000,00, 21% TVA comprise et inscrit à l'article budgétaire 878/721-60/11 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 et financé par un

emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins 5 septembre 2024 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «MP-2024-T-037- Cimetière de Forest à Alsemberg: Restauration de 3 cryptes hors sol dans l'ancien cimetière», pour un montant estimé € 16.528,93 hors TVA ou € 20.000,00, 21% TVA comprise et inscrit à l'article budgétaire 878/721-60/11 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2024-T-037 – Begraafplaats van Vorst in Alsemberg: Restauratie van 3 bovengrondse grafkelders in de oude begraafplaats – Goedkeuring voorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen; In toepassing van artikel 6 §5 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 juni 2017, zijn de volgende artikelen van toepassing op deze opdracht: 13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65, 95;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de restauratie van drie bovengrondse grafkelders op de oude begraafplaats noodzakelijk is na de gedeeltelijke instorting van deze grafkelders; Dat het essentieel is om deze drie grafkelders te restaureren, aangezien sommige plaatsen verwacht worden en al verkocht zijn;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 16.528,93 € excl. btw of 20.000,00 €, incl. 21% btw;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 september 2024 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht MP-2024-T-037 – Begraafplaats van Vorst in Alsemberg: Restauratie van 3 bovengrondse grafkelders op de oude begraafplaats”, voor een geraamd bedrag van € 16.528,93 excl. btw of € 20.000,00, 21% btw inbegrepen en opgenomen in begrotingsartikel 878/721-60/11 van de buitengewone dienst van de begroting voor het begrotingsjaar 2024 en gefinancierd door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 september 2024 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht MP-2024-T-037 – Begraafplaats van Vorst in Alsemberg: Restauratie van 3 bovengrondse grafkelders op de oude begraafplaats”, voor een geraamd bedrag van € 16.528,93 excl. btw of € 20.000,00, 21% btw inbegrepen en opgenomen in begrotingsartikel 878/721-60/11 van de buitengewone dienst van de begroting voor het begrotingsjaar 2024 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

30 Marchés publics - MP-2024-F-030 - Fourniture de quincaillerie et produits assimilés (2025-2027) - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant que le marché publics de fourniture de quincaillerie et produits assimilés prend fin le 31 décembre 2024 et qu'il y a lieu d'en relancer un nouveau ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 75.000,00 € hors TVA ou 90.750,00 €, 21% TVA comprise pour les 3 années, soit une dépense annuelle de € 30.250,00 TTC;

Considérant que les crédits nécessaires à cette dépense feront l'objet d'une proposition au conseil communal d'inscription aux articles budgétaires de code économique 125-02/03 du service ordinaire du budget des exercices 2025, 2026 et 2027 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 aout faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-F-030 - Fourniture de quincaillerie et produits assimilés (2025-2027) », pour un montant estimé à € 75.000,00 € hors TVA ou 90.750,00 €, 21% TVA comprise pour les 3 années, soit une dépense annuelle de € 30.250,00 TTC et de proposer au conseil communal l'inscription des crédits nécessaires à la dépense aux articles budgétaires de code économique 125-02/03 du service ordinaire du budget des exercices 2025, 2026 et 2027;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 aout faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-F-030 - Fourniture de quincaillerie et produits assimilés (2025-2027) », pour un montant estimé à € 75.000,00 € hors TVA ou 90.750,00 €, 21% TVA comprise pour les 3 années, soit une dépense annuelle de € 30.250,00 TTC et de proposer au conseil communal l'inscription des crédits nécessaires à la dépense aux articles budgétaires de code économique 125-02/03 du service ordinaire du budget des exercices 2025, 2026 et 2027.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2024-F-030 – Levering van hang- en sluitwerk en aanverwante producten (2025-2027) – Goedkeuring voorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat de overheidsopdracht voor levering van hang- en sluitwerk en aanverwante producten afloopt op 31 december 2024 en dat er een nieuwe opdracht moet worden uitgeschreven;

Overwegende dat de raming van deze opdracht € 75.000,00 excl. btw of € 90.750,00 incl. 21% btw bedraagt voor de 3 jaren, d.w.z. een jaarlijkse uitgave van € 30.250,00 alle belastingen inbegrepen;

Overwegende dat de kredieten die noodzakelijk zijn voor deze uitgave het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad om ze in te schrijven op de begrotingsartikelen met economische code 125-02/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2025, 2026 en 2027;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 augustus om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-F-030 - Levering van hang- en sluitwerk en aanverwante producten (2025-2027)”, voor een bedrag van 75.000,00 € excl. btw of 90.750,00 €, 21% inbegrepen voor de 3 jaren, zijnde een jaarlijkse uitgave van 30.250,00 € alle heffingen inbegrepen en de gemeenteraad voor te stellen de nodige kredieten voor de uitgave in te schrijven op de begrotingsartikelen met economische code 125-02/03 van de gewone dienst van de begroting voor de dienstjaren 2025, 2026 en 2027;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 augustus om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-F-030 - Levering van hang- en sluitwerk en aanverwante producten (2025-2027)”, voor een geraamd bedrag van 75.000,00 € excl. btw of 90.750,00 €, 21% inbegrepen voor de 3 jaren, zijnde een jaarlijkse uitgave van 30.250,00 € alle heffingen inbegrepen en de gemeenteraad voor te stellen de nodige kredieten voor de uitgave in te schrijven op de begrotingsartikelen met economische code 125-02/03 van de gewone dienst van de begroting voor de dienstjaren 2025, 2026 en 2027.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

31 **Marchés publics - MP-2024-S-009 - Entretien et dépannage des cabines Haute-Tension (2025-2027) - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Considérant que le marché public d'entretien et dépannage des cabines hautes-tension prend fin le 31 décembre 2024 et qu'il y a lieu d'en relancer un nouveau ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève annuellement à € 22.500,00 hors TVA ou € 28.600,00 TTC, soit un montant total de € 67.500,00 hors TVA ou € 85.800,00 TTC pour les 3 années du marché :

- Hors Régie foncière : € 17.500,00 hors TVA ou € 22.000,00 TTC annuellement ;

- Régie foncière (postes 7 et 9) : € 5.000,00 hors TVA ou € 6.600,00 TTC annuellement ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 36 mois ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses feront l'objet d'une proposition au Conseil communal de leur inscription aux articles budgétaires de code économique 125-06/03 du service ordinaire du budget des exercices 2025, 2026 et 2027 et à l'article 614-01 du budget d'exploitation de la Régie foncière des exercices 2025, 2026 et 2027;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 aout faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-S-009 - Entretien et dépannage des cabines Haute-Tension (2025-2027)», pour un montant annuel estimé à € 22.500,00 hors TVA ou € 28.600,00 TTC, soit un montant total de € 67.500,00 hors TVA ou € 85.800,00 TTC pour les 3 années du marché et réparti comme ceci:

- Hors Régie foncière : € 17.500,00 hors TVA ou € 22.000,00 TTC annuellement ;
- Régie foncière (postes 7 et 9) : € 5.000,00 hors TVA ou € 6.600,00 TTC annuellement ;

Et de proposer au conseil communal l'inscription des crédits permettant ces dépenses aux articles budgétaires de code économique 125-06/03 du service ordinaire du budget des exercices 2025, 2026 et 2027 et à l'article 614-01 du budget d'exploitation de la Régie foncière des exercices 2025, 2026 et 2027;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 aout faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-S-009 - Entretien et dépannage des cabines Haute-Tension (2025-2027)», pour un montant annuel estimé à € 22.500,00 hors TVA ou € 28.600,00 TTC, soit un montant total de € 67.500,00 hors TVA ou € 85.800,00 TTC pour les 3 années du marché et réparti comme ceci:

- Hors Régie foncière : € 17.500,00 hors TVA ou € 22.000,00 TTC annuellement ;
- Régie foncière (postes 7 et 9) : € 5.000,00 hors TVA ou € 6.600,00 TTC annuellement ;

Et de proposer au conseil communal l'inscription des crédits permettant ces dépenses aux articles budgétaires de code économique 125-06/03 du service ordinaire du budget des exercices 2025, 2026 et 2027 et à l'article 614-01 du budget d'exploitation de la Régie foncière des exercices 2025, 2026 et 2027.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2024-S-009 – Onderhoud en depannage van de hoogspanningscabines (2025-2027) – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1^o;

Overwegende dat de overheidsopdracht voor onderhoud en herstelling van de hoogspanningscabines afloopt op 31 december 2024 en dat er een nieuwe opdracht moet worden uitgeschreven;

Overwegende dat het totale bedrag van deze opdracht geraamd wordt op 22.500,00 € excl. btw of 28.600,00 €, alle heffingen inbegrepen, hetzij een totaalbedrag van 67.500,00 € excl. btw of 85.800,00

€ btw en prijsherziening inbegrepen voor de 3 jaren van de opdracht:

- Buiten Grondregie: 17.500,00 € excl. btw of 22.000,00 € alle heffingen inbegrepen per jaar;
- Grondregie (post 7 en 9): 5.000,00 € excl. btw of 6.600,00 € alle heffingen inbegrepen per jaar;

Overwegende dat de opdracht wordt gesloten voor een periode van 36 maanden;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgaven het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad om ze in te schrijven op de begrotingsartikelen met economische code 125-06/03 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025, 2026 en 2027 en artikel 614-01 van de exploitatiebegroting van de Grondregie van de dienstjaren 2025, 2026 en 2027;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 augustus om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-S-009 – Onderhoud en depannage van de hoogspanningscabines (2025-2027)”, voor een bedrag geraamd op 22.500,00 € excl. btw of 28.600,00 € alle heffingen inbegrepen, zijnde een totaalbedrag van 67.500 € excl. btw of 85.800,00 € alle heffingen inbegrepen, voor de 3 jaar van de opdracht en verdeeld als volgt:

- Buiten Grondregie: 17.500,00 € excl. btw of 22.000,00 € alle heffingen inbegrepen per jaar;
- Grondregie (post 7 en 9): 5.000,00 € excl. btw of 6.600,00 € alle heffingen inbegrepen per jaar;

En de gemeenteraad voor te stellen de kredieten ter dekking van deze uitgaven op te nemen in begrotingsartikel 125-06/03 van de gewone dienst van de begroting van de begrotingsjaren 2025, 2026 en 2027 en in artikel 614-01 van de exploitatiebegroting van de Grondregie voor de begrotingsjaren 2025, 2026 en 2027;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 augustus om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-S-009 - Onderhoud en depannage van de hoogspanningscabines (2025-2027)”, voor een bedrag geraamd op 22.500,00 € excl. btw of 28.600,00 € alle heffingen inbegrepen, zijnde een totaalbedrag van 67.500 € excl. btw of 85.800,00 € alle heffingen inbegrepen, voor de 3 jaar van de opdracht en verdeeld als volgt:

- Buiten Grondregie: 17.500,00 € excl. btw of 22.000,00 € alle heffingen inbegrepen per jaar;
- Grondregie (post 7 en 9): 5.000,00 € excl. btw of 6.600,00 € alle heffingen inbegrepen per jaar;

En de gemeenteraad voor te stellen de kredieten ter dekking van deze uitgaven op te nemen in begrotingsartikel 125-06/03 van de gewone dienst van de begroting van de begrotingsjaren 2025, 2026 en 2027 en in artikel 614-01 van de exploitatiebegroting van de Grondregie voor de begrotingsjaren 2025, 2026 en 2027.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

32 **Marchés publics - MP-2024-F-028 - Achat de véhicules et d'engins motorisés (lots) -
Approbation des conditions et de la procédure de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §1 relatif aux compétences

du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'en vue du renouvellement de la flotte de véhicules communaux, il est nécessaire de procéder à l'acquisition de plusieurs types de voitures ;

Vu le cahier des charges n° MP-2024-F-028 relatif au marché “ Achat de véhicules et d'engins motorisés (lots) ” établi par le service Travaux Publics - Voirie;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Camion compacteur), estimé à € 148.760,33 hors TVA ou € 180.000,00, 21% TVA comprise ;

* Lot 2 (Epandeuse à sel), estimé à € 41.322,31 hors TVA ou € 50.000,00, 21% TVA comprise ;

* Lot 3 (Camionnette), estimé à € 57.851,24 hors TVA ou € 70.000,00, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 247.933,88 hors TVA ou € 300.000,00, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses sont/seront inscrits aux articles :

* Lot 1 (Camion compacteur), 87540/743-52/73 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024;

* Lot 2 (Epandeuse à sel), 136/744-51/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 (sous réserve d'approbation des modifications budgétaires 3-4);

* Lot 3 (Camionnette), 136/743-52/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 (sous réserve d'approbation des modifications budgétaires 3-4) ;

Considérant que la dépense relative au Lot 1 est subsidiée par le subside fixe de € 117.000,00 de Bruxelles-Propreté (article de recette : 87540/665-52/73) ;

Considérant que le mode de financement prévu des lots 2, 3 ainsi que le solde du lot 1 est un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE :

Art 1 : D'approuver le cahier des charges n° MP-2024-F-028 et le montant estimé du marché "Achat de véhicules et d'engins motorisés (lots) ", établis par le service Travaux Publics - Voirie. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à à € 247.933,88 hors TVA ou € 300.000,00, 21% TVA comprise, soit à:

* Lot 1 (Camion compacteur), estimé à € 148.760,33 hors TVA ou € 180.000,00, 21% TVA comprise ;

* Lot 2 (Ependeuse à sel), estimé à € 41.322,31 hors TVA ou € 50.000,00, 21% TVA comprise ;

* Lot 3 (Camionnette), estimé à € 57.851,24 hors TVA ou € 70.000,00, 21% TVA comprise ;

Art 2 : De passer le marché par la procédure ouverte.

Art 3 : De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen.

Art 4 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Art 5 : D'inscrire la dépense aux articles:

* Lot 1 (Camion compacteur), 87540/743-52/73 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024;

* Lot 2 (Ependeuse à sel), 136/744-51/30, du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 (sous réserve d'approbation des modifications budgétaires 3-4);

* Lot 3 (Camionnette), 136/743-52/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 (sous réserve d'approbation des modifications budgétaires 3-4);

Art 6 : De financer la dépense relative aux lots 2, 3, ainsi que le solde du lot 1 par un emprunt à charge de la commune ; de financer la dépense relative au lot 1 par le subside fixe de € 117.000,00 de Bruxelles-Propreté (article de recette : 87540/665-52/73).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2024-F-028 – Aanschaf van voertuigen en gemotoriseerde apparatuur (percelen) – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het voor de vernieuwing van het gemeentelijk wagenpark noodzakelijk is over te gaan tot de aanschaf van verschillende soorten voertuigen;

Gelet op het bestek met nr. MP-2024-F-028 betreffende de opdracht "Aanschaf van voertuigen en gemotoriseerde apparatuur (percelen)" opgesteld door de Dienst Openbare Werken - Wegenis;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:

* Perceel 1 (Vuilniswagen), raming: € 148.760,33 excl. btw of € 180.000,00 incl. 21% btw;

* Perceel 2 (Zoutstrooier), raming: € 41.322,31 excl. btw of € 50.000,00 incl. 21% btw;

* Perceel 3 (Bestelwagen), raming: € 57.851,24 excl. btw of € 70.000,00 incl. 21% btw;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 247.933,88 excl. btw of € 300.000,00 incl. 21% btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van openbare procedure;

Overwegende dat deze raming de toepassingsdrempels van de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgaven zijn/zullen ingeschreven worden op artikelen:

* Perceel 1 (Vuilniswagen), 87540/743-52/73 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024;

* Perceel 2 (Zoutstrooier), 136/744-51/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 (onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingswijzigingen 3-4);

* Perceel 3 (Bestelwagen), 136/743-52/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 (onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingswijzigingen 3-4);

Overwegende dat de uitgave betreffende perceel 1 wordt gesubsidieerd door de vaste subsidie van € 117.000,00 van Net Brussel (artikel van ontvangst: 87540/665-52/73);

Overwegende dat de voorziene financieringswijze van percelen 2, 3, en het saldo van perceel 1 een lening is ten laste van de gemeente;

BESLIST

Art. 1: Goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. MP-2024-F-028 en de raming voor de opdracht "Aanschaf van voertuigen en gemotoriseerde apparatuur (percelen)", opgesteld door de dienst Openbare Werken - Wegenis. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 247.933,88 excl. btw of € 300.000,00 incl. 21% btw of:

* Perceel 1 (Vuilniswagen), raming: € 148.760,33 excl. btw of € 180.000,00 incl. 21% btw;

* Perceel 2 (Zoutstrooier), raming: € 41.322,31 excl. btw of € 50.000,00 incl. 21% btw;

* Perceel 3 (Bestelwagen), raming: € 57.851,24 excl. btw of € 70.000,00 incl. 21% btw;

Art. 2: De opdracht te gunnen via openbare procedure.

Art. 3: De opdracht aankondiging in te vullen, goed te keuren en te versturen op nationaal en Europees niveau.

Art. 4: Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

Art. 5: De uitgave in te schrijven op de volgende artikelen:

* Perceel 1 (Vuilniswagen), 87540/743-52/73 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024;

* Perceel 2 (Zoutstrooier), 136/744-51/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 (onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingswijzigingen 3-4);

* Perceel 3 (Bestelwagen), 136/743-52/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 (onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingswijzigingen 3-4);

Art. 6: De uitgave betreffende percelen 2, 3 en het saldo van perceel 1 te financieren door een lening ten laste van de gemeente; de uitgave betreffende perceel 1 te financieren met een vaste subsidie van € 117.000,00 van Net Brussel (artikel van ontvangst: 87540/665-52/73).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

33 **Marchés publics - MP-2024-F-018 - Service Espaces verts: fourniture d'outillages suite au vol - Application de l'article 249, §1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Admission de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que le service des espaces verts a été victime de vol, constaté le lundi 3 juin 2024 par la police ;

Considérant qu'il s'agit d'une situation imprévisible, non imputables au pouvoir adjudicateur;

Considérant que la majorité du matériel relatif à l'entretien des espaces verts, les plaques d'immatriculation du 4x4 et une remorque ont été volé ;

Considérant que la période printemps-été est la période la plus chargée en ce qui concerne l'entretien des espaces verts ;

Considérant que les ouvriers du service des espaces verts n'ont plus suffisamment de matériel pour effectuer leurs missions et qu'il est urgent de leur en fournir afin qu'ils puissent reprendre leur travail ;

Considérant l'urgence de remédier à cette situation ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

- * Lot 1 (Batterie pour matériel électrique), estimé à € 4.442,97 hors TVA ou € 5.375,99, 21% TVA comprise;
- * Lot 2 (Batterie dorsale), estimé à € 2.914,81 hors TVA ou € 3.526,92, 21% TVA comprise ;
- * Lot 3 (Moteur combi système), estimé à € 2.847,10 hors TVA ou € 3.444,99, 21% TVA comprise ;
- * Lot 4 (Souffleur thermique (à main)), estimé à € 1.483,47 hors TVA ou € 1.795,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot 5 (Souffleur thermique (à dos)), estimé à € 4.252,07 hors TVA ou € 5.145,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot 6 (Motobineuses), estimé à € 709,92 hors TVA ou € 859,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot 7 (Tondeuses), estimé à € 4.800,00 hors TVA ou € 5.808,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot 8 (Taille-haies), estimé à € 3.442,15 hors TVA ou € 4.165,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot 9 (Perceuse – visseuse), estimé à € 1.249,59 hors TVA ou € 1.512,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot 10 (Sécateur électriques), estimé à € 1.560,00 hors TVA ou € 1.887,60, 21% TVA comprise ;
- * Lot 11 (Remorque double essieu avec rehausses grillagées), estimé à € 1.300,00 hors TVA ou € 1.573,00, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 20 juin 2024 faisant choix de la simple facture acceptée (marchés publics de faible montant) comme mode de passation du marché «MP-2024-F-018 - Service Espaces verts: fourniture d'outillages suite au vol» ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la NLC, le conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE :

De prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 20 juin 2024, décidant :

Art 1 : De choisir la procédure sur simple facture acceptée (marchés publics de faible montant) comme mode de passation du marché «MP-2024-F-018 - Service Espaces verts: fourniture d'outillages suite au vol», conformément à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services.

Art 2 : De faire application de l'article 249, §1, alinéa 2 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, non imputables au pouvoir adjudicateur .

Art 3 : De consulter les trois opérateurs économiques suivants:

- Somagri, Chaussée de Tirlemont 110 à 5030 Gembloux ;
- Ets Loiselet et fils, Rue des Matelots, 70 à 7800 ATH ;

- Herion Thierry, chaussée de Nivelles, 164 à 7181 Arquennes.

Art 4 : D'approuver le rapport d'examen des offres du 13 juin 2024, rédigé par le Service Travaux Publics - Service Voirie et de le considérer comme partie intégrante de la présente décision.

Art 5 : De considérer les situations de deux soumissionnaires Sébastien Dubois et Herion conformes aux articles 67, 68 et 69 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et de considérer leurs offres comme complètes et régulières.

Art 6 : D'attribuer ce marché aux soumissionnaires ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse (sur base du prix), soit :

* Lot 1 (Batterie pour matériel électrique): Sébastien Dubois sprl, Chaussée de Charleroi 9b à 1380 Plancenoit pour le montant d'offre contrôlé de € 3.731,00 hors TVA ou € 4.514,51, 21% TVA comprise ;

* Lot 2 (Batterie dorsale): Herion Thierry, chaussée de Nivelles, 164 à 7181 Arquennes, pour le montant d'offre contrôlé de € 2.139,53 hors TVA ou € 2.588,84, 21% TVA comprise;

* Lot 3 (Moteur combi système): Herion Thierry, chaussée de Nivelles, 164 à 7181 Arquennes pour le montant d'offre contrôlé de € 4.583,43 hors TVA ou € 5.545,95, 21% TVA comprise ;

* Lot 4 (Souffleur thermique (à main)): Sébastien Dubois sprl, Chaussée de Charleroi 9b à 1380 Plancenoit pour le montant d'offre contrôlé de € 1.480,00 hors TVA ou € 1.790,80, 21% TVA comprise ;

* Lot 5 (Souffleur thermique (à dos)): Sébastien Dubois sprl, Chaussée de Charleroi 9b à 1380 Plancenoit, pour le montant d'offre contrôlé de € 3.400,00 hors TVA ou € 4.114,00, 21% TVA comprise;

* Lot 6 (Motobineuses): Herion Thierry, chaussée de Nivelles, 164 à 7181 Arquennes pour le montant d'offre contrôlé de € 567,93 hors TVA ou € 687,20, 21% TVA comprise ;

* Lot 7 (Tondeuses): Sébastien Dubois sprl, Chaussée de Charleroi 9b à 1380 Plancenoit pour le montant d'offre contrôlé de € 4.540,00 hors TVA ou € 5.493,40, 21% TVA comprise ;

* Lot 8 (Taille-haies): Sébastien Dubois sprl, Chaussée de Charleroi 9b à 1380 Plancenoit pour le montant d'offre contrôlé de € 2.753,70 hors TVA ou € 3.331,98, 21% TVA comprise ;

* Lot 10 (Sécateur électriques): Sébastien Dubois sprl, Chaussée de Charleroi 9b à 1380 Plancenoit pour le montant d'offre contrôlé de € 2.484,00 hors TVA ou € 3.005,64, 21% TVA comprise ;

* Lot 11 (Remorque double essieu avec rehausses grillagées): Sébastien Dubois sprl, Chaussée de Charleroi 9b à 1380 Plancenoit pour le montant d'offre contrôlé de € 1.795,00 hors TVA ou € 2.171,95, 21% TVA comprise.

Art 7 : D'admettre et d'inscrire la dépense de € 33.245,00 à l'article 766/744-98/ - /38 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 lors de la prochaine modification budgétaire et de financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten - MP-2024-F-018 - Dienst Groene Ruimten: levering van gereedschap na diefstal - Toepassing van artikel 249, §1, tweede lid van de Nieuwe Gemeentewet - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw is lager dan de drempel van 30.000,00 €);

Gelet op artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de dienst Groene Ruimten op maandag 3 juni 2024 het slachtoffer is geworden van een door de politie vastgestelde diefstal;

Overwegende dat het om een onvoorzienbare situatie gaat, waarvoor de aanbestedende overheid niet verantwoordelijk is;

Overwegende dat het grootste deel van het materiaal voor het onderhoud van de groene ruimten, de nummerplaten van de 4x4 en een aanhangwagen gestolen zijn;

Overwegende dat de lente-zomerperiode de drukste periode is voor het onderhoud van de groene ruimten;

Overwegende dat de werknemers van de dienst Groene Ruimten niet meer over voldoende materiaal beschikken om hun taken uit te voeren en dat het dringend noodzakelijk is om hen materiaal ter beschikking te stellen zodat ze hun werk kunnen hervatten;

Overwegende de hoogdringendheid om deze situatie te verhelpen;

Overwegende dat deze opdracht in percelen is opgedeeld:

- * Perceel 1 (Accu voor elektrische apparatuur), geraamd op 4.442,97 € excl. btw of 5.375,99 €, 21% btw inbegrepen;
- * Perceel 2 (Accu voor op de rug), geraamd op 2.914,81 € excl. btw of 3.526,92 €, 21% btw inbegrepen;
- * Perceel 3 (Motor combisysteem), geraamd op 2.847,10 € excl. btw of 3.444,99 €, 21% btw inbegrepen;
- * Perceel 4 (Thermische blazer (handbediend)), geraamd op 1.483,47 € excl. btw of 1.795,00 €, 21% btw inbegrepen;
- * Perceel 5 (Thermische blazer (rugzak)), geraamd op 4.252,07 € excl. btw of 5.145,00 €, 21% btw inbegrepen;
- * Perceel 6 (Tuinfrezen), geraamd op 709,92 € excl. btw of 859,00 €, 21% btw inbegrepen;
- * Perceel 7 (Maaiers), geraamd op 4.800,00 € excl. btw of 5.808,00 €, 21% btw inbegrepen;
- * Perceel 8 (Heggenscharen), geraamd op 3.442,15 € excl. btw of 4.165,00 €, 21% btw inbegrepen;
- * Perceel 9 (Schroefboormachine), geraamd op 1.249,59 € excl. btw of 1.512,00 €, 21% btw inbegrepen;
- * Perceel 10 (Elektrische snoeischaren), geraamd op 1.560,00 € excl. btw of 1.887,60 €, 21% btw inbegrepen;
- * Perceel 11 (Aanhangwagen dubbelas met verhoogroosters), geraamd op 1.300,00 € excl. btw of 1.573,00 €, 21% btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 20 juni 2024 om

te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur (overheidsopdrachten van beperkte waarde) als gunningsmethode voor de opdracht "MP-2024-F-018 - Dienst Groene Ruimten: levering van gereedschap na diefstal";

Overwegende dat overeenkomstig artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet de gemeenteraad instemt met de door het College van Burgemeester en Schepenen voorziene uitgave;

BESLIST:

Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 20 juni 2024, waarin beslist werd om:

Art. 1: Te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur (overheidsopdrachten van beperkte waarde) als gunningswijze van de opdracht "MP-2024-F-018 - Dienst Groene Ruimten: levering van gereedschap na diefstal", overeenkomstig artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten.

Art. 2: Artikel 249, §1, 2de lid van de NGW toe te passen krachtens de dwingende spoed die voortvloeit uit onvoorziene gebeurtenissen waarvoor de aanbestedende overheid niet verantwoordelijk is.

Art. 3: De volgende drie economische operatoren te raadplegen:

- Somagri, Chaussée de Tirlemont 110 te 5030 Gembloux ;
- Ets Loiselet et fils, Rue des Matelots 70 te 7800 Ath;
- Herion Thierry, chaussée de Nivelles 164 te 7181 Arquennes.

Art. 4: Goedkeuring te verlenen aan het verslag van nazicht van de offertes van 13 juni 2024 opgesteld door de dienst Openbare Werken - dienst Wegenis en het te beschouwen als integraal deel van deze beslissing.

Art. 5: De situaties van twee inschrijvers Sébastien Dubois en Herion in aanmerking te nemen overeenkomstig de artikelen 67, 68 en 69 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en hun offerte als volledig en regelmatig te beschouwen.

Art. 6: Deze opdracht te gunnen aan de inschrijvers die de economisch meest voordelige offerte hebben ingediend (op basis van de prijs), namelijk:

- * Perceel 1 (Accu voor elektrische apparatuur): Sébastien Dubois sprl, Chaussée de Charleroi 9b te 1380 Plancenoit voor het gecontroleerde offertebedrag van 3.731,00 € excl. btw of 4.514,51 €, 21% btw inbegrepen;
- * Perceel 2 (Accu voor op de rug): Herion Thierry, chaussée de Nivelles 164 te 7181 Arquennes, voor het gecontroleerde offertebedrag van 2.139,53 € excl. btw of 2.588,84 €, 21% btw inbegrepen;
- * Perceel 3 (Motor combisysteem): Herion Thierry, chaussée de Nivelles 164 te 7181 Arquennes voor het gecontroleerde offertebedrag van 4.583,43 € excl. btw of 5.545,95 €, 21% btw inbegrepen;
- * Perceel 4 (Thermische blazer (handbediend)): Sébastien Dubois sprl, Chaussée de Charleroi 9b te 1380 Plancenoit voor het gecontroleerde offertebedrag van 1.480,00 € excl. btw of 1.790,80 €, 21% btw inbegrepen;
- * Perceel 5 (Thermische blazer (rugzak)): Sébastien Dubois sprl, Chaussée de Charleroi 9b te 1380 Plancenoit voor het gecontroleerde offertebedrag van 3.400,00 € excl. btw of 4.114,00 €,

21% btw inbegrepen;

* Perceel 6 (Tuinfrezen): Herion Thierry, chaussée de Nivelles 164 te 7181 Arquennes voor het gecontroleerde offertebedrag van 567,93 € excl. btw of 687,20 €, 21% btw inbegrepen;

* Perceel 7 (Maaiers): Sébastien Dubois sprl, Chaussée de Charleroi 9b te 1380 Plancenoit voor het gecontroleerde offertebedrag van 4.540,00 € excl. btw of 5.493,40 €, 21% btw inbegrepen;

* Perceel 8 (Heggenscharen): Sébastien Dubois sprl, Chaussée de Charleroi 9b te 1380 Plancenoit voor het gecontroleerde offertebedrag van 2.753,70 € excl. btw of 3.331,98 €, 21% btw inbegrepen;

* Perceel 10 (Elektrische snoeischaars): Sébastien Dubois sprl, Chaussée de Charleroi 9b te 1380 Plancenoit voor het gecontroleerde offertebedrag van 2.484,00 € excl. btw of 3.005,64 €, 21% btw inbegrepen;

* Perceel 11 (Aanhangwagen dubbelas met verhoogroosters): Sébastien Dubois sprl, Chaussée de Charleroi 9b te 1380 Plancenoit, voor het gecontroleerde offertebedrag van 1.795,00 € excl. btw of 2.171,95 €, 21% btw inbegrepen;

Art. 7: In te stemmen met en de uitgave van 33.245,00 € in te schrijven op artikel 766/744-98/ - /38 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 bij de volgende begrotingswijziging en de uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

34 **Marchés publics - MP-2024-F-041 - Achat de chaudières et accessoires - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant la nécessité d'acquérir des nouvelles chaudières la conciergerie de l'école 13, avenue Zaman ainsi que pour le Club-House du Bempt ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 5.785,12 hors TVA ou € 7.000,00, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 26 septembre 2024 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «MP-2024-F-041 - Achat de chaudières et accessoires», pour un montant estimé € 5.785,12 hors TVA ou € 7.000,00, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires suivants du service extraordinaire de l'exercice 2024 :

-7201/744-51 /03 (conciergerie de l'école 13, avenue Zaman) ;

-764/744-51 /03 (Club-House du Bempt) ;

Considérant que le mode de financement est un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins 26 septembre 2024 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «MP-2024-F-041 - Achat de chaudières et accessoires», pour un montant estimé € 5.785,12 hors TVA ou € 7.000,00, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 7201/744-51 /03 (conciergerie de l'école 13, avenue Zaman) et 764/744-51 /03 (Club-House du Bempt) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 et financée par un emprunt .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2024-F-041 – Aankoop van verwarmingsketels en toebehoren – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om nieuwe verwarmingsketels aan te schaffen voor de conciërgewoning van school 13 aan de Zamanlaan en voor het Club-House van de Bempt ;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 5.785,12 € excl. btw of 7.000,00 €, 21% btw inbegrepen, bedraagt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 september 2024 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur (overheidsopdracht van beperkte waarde) als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-F-041 - Aankoop van verwarmingsketels en toebehoren”, voor een geraamd bedrag van 5.785,12 € excl. btw of 7.000,00 €, 21% btw inbegrepen, ingeschreven op de volgende begrotingsartikelen van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2024:

- 7201/744-51 /03 (conciërgewoning school 13, Zamanlaan);
- 764/744-51 /03 (Clubhouse Bempt);

Overwegende dat de financieringswijze een lening is;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 september 2024 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-F-041 - Aankoop van verwarmingsketels en toebehoren”, voor een geraamd bedrag van 5.785,12 € excl. btw of 7.000,00 €, 21% btw inbegrepen, ingeschreven op de begrotingsartikelen 7201/744-51 /03 (conciërgewoning school 13, Zamanlaan) en 764/744-51 /03 (Clubhouse Bempt) van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2024 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

35 Régie Foncière – Clôture des comptes annuels 2023 – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, en particulier l'article 234 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu la circulaire du 4 février 2005 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la gestion financière des régies communales ;

Vu la décision du Conseil communal du 15 décembre 2020 adoptant les statuts de la Régie Foncière de Forest, régie communale ordinaire ;

Vu la décision du Conseil communal du 18 avril 2023 approuvant le budget 2023 de la Régie Foncière de Forest, régie communale ordinaire ;

Considérant que le compte de résultat de l'exercice 2023 présente un solde positif de 1.772.953,29 € ;

Considérant que conformément à l'article 65 de l'arrêté du 6 novembre 2003, le Collège des Bourgmestre et Échevins procède à l'affectation du résultat provisoire de l'exercice de la manière suivante :

Si le résultat de l'exercice et le résultat courant présentent un solde positif, le résultat de

l'exercice est affecté, dans cet ordre :

1° à la constitution de réserves jusqu'à ce que celles-ci atteignent un pourcentage du capital initial fixé par le Conseil communal, ne pouvant être inférieur à 2 % et supérieur à 10 % ;

2° au versement du solde du boni à la commune ;

Considérant qu'il convient de créer une réserve légale de 589.259 € (montant inférieur à 10 % du capital initial fixé par le conseil communal (5.892.597 €)) ;

Considérant que la Régie foncière prévoit de participer à la construction de bâtiments sur le territoire communal afin de faire face à la crise du logement, entre autre, un immeuble à construire chaussée de Neerstalle 110-114 (Contrat de Quartier durable Deux Cités) pour lequel une participation communale sera nécessaire ;

Considérant que la Régie foncière peut compléter par la constitution de réserves disponibles à hauteur de 233.694,29 € afin d'atteindre ses objectifs futurs ;

DECIDE :

D'approuver la constitution d'une réserve légale d'un montant de 589.259 € ;

D'approuver la constitution des réserves disponibles d'un montant de 233.694,29 € ;

D'approuver le versement du solde du boni à la Commune d'un montant de 950.000 € {1.772.953,29 € - (589.259 €+233.694,29 €)} ;

D'inscrire la réserve de 589.259 € au compte général 141-04 « réserve légale » du budget Patrimonial 2024 ;

D'inscrire la réserve de 233.694,29 € au compte général 141-05 « réserves disponibles » du budget Patrimonial 2024 ;

D'imputer la dépense de 950.000 € au Code économique 694-01 intitulé « Transfert du résultat à la Commune » du budget 2023 de la Régie foncière ;

De clôturer les comptes annuels de l'exercice 2023 de la Régie foncière de Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Grondregie – Afsluiting van de jaarrekeningen 2023 – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de omzendbrief van 4 februari 2005 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 15 december 2020 waarin de statuten van de Grondregie van Vorst, gewoon gemeentebedrijf, werden aangenomen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18 april 2023 waarin de begroting 2023 van de Grondregie van Vorst, gewoon gemeentebedrijf, werd aangenomen;

Overwegende dat de resultatenrekening van het dienstjaar 2023 een positief saldo vertoont van 1.772.953,29 € ;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 65 van het besluit van 6 november 2003, het voorlopig resultaat van het dienstjaar door het College van Burgemeester en Schepenen als volgt wordt verwerkt:

Indien het resultaat van het dienstjaar en het bedrijfsresultaat een batig saldo vertonen, wordt het resultaat van het dienstjaar in deze volgorde verwerkt:

1° het vormen van een reserve tot deze een door de gemeenteraad vastgesteld percentage van het beginkapitaal bereikt, maar dat niet lager dan 2 % en niet hoger dan 10 %;

2° het saldo van de boni wordt overgeboekt naar de gemeente;

Overwegende dat een wettelijke reserve van 589.259 € moet worden gecreëerd (een bedrag dat lager is dan 10% van het oorspronkelijke kapitaal dat door de gemeenteraad werd vastgesteld (5.892.597 €));

Overwegende dat de Grondregie van plan is deel te nemen aan de bouw van gebouwen op gemeentelijk grondgebied om de huisvestingscrisis aan te pakken, waaronder een gebouw dat gebouwd zal worden aan de Neerstalsesteenweg 110-114 (duurzaam wijkcontract 2 Cités) waarvoor een gemeentelijke bijdrage zal worden gevraagd;

Overwegende dat de Grondregie dit kan aanvullen door beschikbare reserves voor een bedrag van 233.694,29 € op te bouwen om haar toekomstige doelstellingen te verwezenlijken;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de samenstelling van een wettelijke reserve ten bedrage van 589.259 € ;

Goedkeuring te verlenen aan de samenstelling van beschikbare reserves ten bedrage van 233.694,29 € ;

Goedkeuring te verlenen aan de doorstorting van het saldo van het overschot aan de Gemeente ten bedrage van 950.000 € {1.772.953,29 € - (589.259 € + 233.694,29 €)} ;

De reserve van 589.259 € op de algemene rekening 141-01 "wettelijke reserve" van de patrimoniale begroting 2024 in te schrijven;

De reserve van 233.694,29 € op de algemene rekening 141-05 "beschikbare reserves" van de patrimoniale begroting 2024 in te schrijven;

De uitgave van 950.000 € op economische code 694-01 "Overdracht van het resultaat aan de Gemeente" van de begroting 2023 van de Grondregie aan te rekenen ;

De jaarrekeningen van het dienstjaar 2023 van de Grondregie van Vorst af te sluiten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

12 annexes / 12 bijlagen

36 **Propriétés communales et logement – Régie foncière – Budget d’exploitation et budget patrimonial 2024 – Modifications budgétaires n° 1 et n° 2 – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale notamment les article 84 § 1er, 117 et 149;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu l'arrêté ministériel du 6 février 2004 portant exécution des articles 5 et 38 de l'arrêté susvisé;

Vu la décision du Conseil communal du 18 juin 2024 adoptant les budget d'exploitation et budget patrimonial de la régie foncière de Forest ;

Vu le rapport de la Commission d'avis en date du 15 septembre 2024;

Vu les tableaux annexés à la présente décision qui détaillent le contenu de la modification budgétaire 2024/1, relative au budget d'exploitation et la modification budgétaire 2024/2 relative au budget patrimonial de la régie foncière ;

Vu le tableau annexé à la présente décision extrait des précédents qui reprend uniquement la partie de la modification portant régularisation des montants dus/à recevoir du budget communal pour 2021, 2022 et 2023;

Considérant que la régularisation des montants pour les exercices 2021 à 2023 doit passer par des modifications aux budgets 2024 de la Commune et de la Régie;

Considérant que cette modification de régularisation des années antérieures doit être inscrite au budget 2024 et avec la modification budgétaire concernant le budget de l'exercice 2024, tant pour le budget d'exploitation que pour le budget patrimonial;

Considérant qu'au **budget d'exploitation**, un montant supplémentaire de 33 970,78 euros de charges doit être inscrit à l'article budgétaire 610-01 pour des loyers et charges locatives à rembourser au budget communal, dont 19 100 euros au titre de 2021 et 14 870,78 euros au titre de 2022;

Considérant que les frais administratifs à l'article 613-01 peuvent être diminués d'un montant de 2 100 euros, initialement prévu pour une formation interne à la régie foncière;

Considérant que divers réparations et entretiens des logements communaux n'étaient pas prévus au budget initial soit des fuites apparues au niveau des avaloirs en toiture des logements aux Huileries, des suppléments de remboursement à l' AIS Quartiers d'une part et à l' AIS de Forest d'autre part pour des réparations à charge de la commune, propriétaire des logements, et entretien des citernes d'eau de pluie et des fosses et pompes de relevage pour eaux usées;

Considérant en revanche que certaines charges à l'article 614-01 frais des bâtiments peuvent être réduites ou supprimées;

Considérant que la différence entre charges supplémentaires et charges en diminution s'élève à 2 518,05 euros pour l'article 614-01;

Considérant qu'un montant supplémentaire de 6 369,41 euros de charges doit être inscrit à l'article budgétaire 614-02 pour des frais d'eau et d'énergie à rembourser au budget communal au titre de 2021;

Considérant qu'un montant supplémentaire de 24 290 euros de charges doit être inscrit à l'article budgétaire 615-01 pour des frais d'assurance à rembourser au budget communal au titre de 2021, 2022 et 2023;

Considérant qu'un montant supplémentaire de 12 569,13 euros de charges doit être inscrit à l'article budgétaire 616-01 pour le précompte immobilier à rembourser au budget communal au titre de 2021 ;

Considérant que le montant dû à certains locataires communaux au titre du remboursement du précompte immobilier pour 2023 a dû être imputé sur le budget 2024 et que le montant dû pour 2024 doit être encore payé ;

Considérant en revanche qu'au vu de l'AER 2024 certains biens pour lesquels un précompte immobilier a été prévu au budget initial sont exonérés et que le précompte immobilier de dix-sept des logements des Huileries diminue;

Considérant que la différence totale entre supplément et diminution de charges à l'article 616-01 s'élève à 13 887,47 euros de supplément;

Considérant qu'à l'article 62, personnel, il faut ajouter 510 854,78 € pour rembourser le budget communal des charges de personnel régies payées en 2021 et 2022;

Considérant qu'un montant supplémentaire de 92 894,54 euros de produits doit être inscrit à l'article 703-01 au titre des loyers perçus sur le budget communal pour divers bâtiments, installations ou terrains passés à la régie foncière au titre de 2021, 2022 et 2023;

Considérant que six locataires supplémentaires ont signé cette année un avenant au contrat de bail pour socialiser leur loyer ce qui conduit à prévoir pour 2024 à l'article 703-01 une diminution des produits de location estimée à 30 000 €;

Considérant que la différence entre supplément et diminution de produits à l'article 703-01 s'élève à 62 894,54 euros de supplément;

Considérant qu'un montant supplémentaire de 16 910,74 euros de produits doit être inscrit à l'article 713-01 au titre des décomptes de charges et autres récupérations pour diverses factures payées par la régie foncière pour des bâtiments, installations ou terrains restés à la commune au titre de 2022 et 2023;

Considérant que les fuites au niveau des avaloirs en toiture aux Huileries font l'objet d'une déclaration de sinistre auprès de la compagnie d'assurance et qu'on doit prévoir à l'article 713-01 un produit supplémentaire de 9 750 euros équivalent au coût estimé des travaux diminué de la franchise;

Considérant qu'après vérification sur base des conventions en vigueur des frais à décompter aux institutions tierces occupant des bâtiments communaux gérés par la régie, les prévisions de produits basés sur des décomptes de charges ou autres récupérations doivent être diminuées de 7 497,69 euros;

Considérant que suite à un double encodage, le remboursement par la SLRB des 33,33 % du précompte immobilier pour les Huileries, repris à l'article 713-04, a aussi été repris à l'article 713-01 pour un montant de 13 431,01 euros, qui doivent venir en diminution des produits;

Considérant que suite à une erreur matérielle dans l'élaboration du budget initial 2024, l'ensemble des produits relatifs au décompte de précompte immobilier ont aussi été repris pour un total de 51 868,01 euros à l'article 713-01, qui doivent venir en diminution des produits à cet article;

Considérant que la différence entre augmentation et réduction de produits de décompte de charges et autres récupérations à l'article 713-01 s'élève à 41 346,32 euros de produits en moins dans le cadre de la présente modification;

Considérant que la différence entre augmentation et réduction de produits de décompte de de précompte immobilier à l'article 713-04 compte-tenu des AER 2024 s'élève à 4 790,33 euros de produits supplémentaires;

Considérant qu'un supplément de produits de 1 225 000 euros doit être inscrit à l'article 734-01 représentant le montant subside d'exploitation de la Commune à la régie, dont 580 000 euros pour 2021 et 645 000 pour 2022;

Considérant que le solde du subside en rétrocession des amendes régionales sur les logements inoccupés 2022 qui était inscrit en ressources du budget patrimonial 2023, peut être inscrit en produit d'exploitation en 2024, soit une augmentation de recettes de 8 627 € à l'article 735-01 du budget d'exploitation;

Considérant que la diminution du loyer payé par les locataires qui ont opté pour la socialisation de leur loyer est compensée par un subside de Bruxelles-logement estimé à 30 000 euros à ajouter à l'article 735-01 du budget d'exploitation;

Considérant qu'une charge supplémentaire de 61 901,49 euros doit être inscrite à l'article 651-04, charges financières, afin de rembourser le budget communal des intérêts des emprunts relatifs à certains bâtiments repris dans la régie foncière, dont 21 002,62 euros au titre de 2021, 19 762,96 euros au titre de 2022 et 21 225,91 au titre de 2023 ;

Considérant qu'une charge supplémentaire de 598 851,92 euros doit être inscrite à l'article 66, dotations aux provisions et transferts, afin d'être transféré au budget patrimonial pour y couvrir les remboursements en capital des emprunts;

Considérant que suite au décomptes de charges 2022 l'enveloppe prévue à l'initial 2024 pour le remboursement des locataires a été entièrement utilisée et qu'un supplément de 9 000 € est nécessaire à l'article 67 du budget d'exploitation, charges exceptionnelles;

Considérant qu'après modification budgétaire la différence entre le total des produits et le total des charges donne un supplément au boni d'exploitation de 25 792,68 euros ;

Considérant que ce montant doit être ajouté à l'article 694-01, transfert du résultat à la Commune, portant cet article budgétaire à un total 249 611,06 € après modification;

Considérant qu'au **budget patrimonial**, il convient ajouter un montant de 598 851,92 euros d'emplois à l'article 4351, remboursement périodiques, pour les annuités d'emprunts relatifs aux bâtiments transférés à la régie à rembourser au budget communal, dont 193 599,53 euros au titre de 2021, 204 808,38 euros au titre de 2022 et 200 444,01 euros au titre de 2023;

Considérant que ces emplois supplémentaires sont couverts par des ressources équivalentes en provenance du budget d'exploitation à inscrire à l'article 76 du budget patrimonial, dont 193 599,53 euros au titre de 2021, 204 808,38 euros au titre de 2022 et 200 444,01 au titre de 2023;

Considérant que la commission d'avis, conformément à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales, a émis un avis favorable sur la légalité et les implications financières prévisibles du budget 2024 modifié de la Régie Communale Ordinaire;

DECIDE :

D'approuver la modification budgétaire n° 1 et le budget d'exploitation modifié de la régie foncière pour 2024 joint en annexe ;

D'approuver la modification budgétaire n° 2 et le budget patrimonial modifié de la régie foncière pour 2024 joint en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Gemeente-eigendommen en huisvesting – Grondregie – Exploitatie- en patrimoniale begroting 2024 – Begrotingswijzigingen nr. 1 en nr. 2 – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 84 §1, 117 en 149;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 februari 2004 tot uitvoering van de artikelen 5 en 38 van bovenvermeld besluit;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18 juni 2024 tot goedkeuring van de exploitatie- en patrimoniale begroting van de Grondregie van Vorst;

Gelet op het verslag van de adviescommissie van 15 september 2024;

Gelet op de bij deze beslissing gevoegde tabellen waarin de inhoud van begrotingswijziging 2024/1 met betrekking tot de exploitatiebegroting en begrotingswijziging 2024/2 met betrekking tot de patrimoniale begroting van de Grondregie worden toegelicht;

Gelet op de bij deze beslissing gevoegde tabel die ontleend is aan de vorige tabellen, waarin alleen het deel van de wijziging is opgenomen met betrekking tot de regularisatie van de verschuldigde/te ontvangen bedragen van de gemeentebegroting voor 2021, 2022 en 2023;

Overwegende dat de regularisatie van de bedragen voor de dienstjaren 2021 tot 2023 via wijzigingen aan de begrotingen van 2024 van de gemeente en de Regie moet verlopen;

Overwegende dat deze wijziging om de voorgaande jaren te regulariseren moet worden opgenomen in de begroting 2024 en met de begrotingswijziging betreffende de begroting van dienstjaar 2024, zowel voor de exploitatie- als de patrimoniale begroting;

Overwegende dat in de **exploitatiebegroting** een aanvullend bedrag van 33.970,78 euro aan lasten moet worden opgenomen in begrotingsartikel 610-01 voor huur en huurlasten die aan de gemeentebegroting moeten worden terugbetaald, waaronder 19.100 euro voor 2021 en 14.870,78 euro voor 2022;

Overwegende dat de administratieve kosten in artikel 613-01 kunnen worden verminderd met een bedrag van 2.100 euro, oorspronkelijk voorzien voor een interne opleiding bij de Grondregie;

Overwegende dat verschillende herstellingen en onderhoudswerken in gemeentelijke woningen niet voorzien waren in de initiële begroting, namelijk lekken in de dakafvoeren van de woningen in de Olieslagerij, bijkomende terugbetalingen aan het SVK Wijken enerzijds en aan het SVK van Vorst anderzijds voor herstellingen ten laste van de gemeente, eigenaar van de woningen, en onderhoud van de regenwatertanks, de putten en pompinstallaties voor afvalwater;

Overwegende daarentegen dat bepaalde kosten in artikel 614-01 'kosten voor gebouwen' kunnen worden verminderd of geschrapt;

Overwegende dat het verschil tussen de extra kosten en de kosten in mindering 2.518,05 euro bedraagt voor artikel 614-01;

Overwegende dat een aanvullend bedrag van 6.369,41 euro aan lasten moet worden opgenomen in begrotingsartikel 614-02 voor water- en energiekosten die moeten worden terugbetaald aan de gemeentebegroting voor 2021;

Overwegende dat een aanvullend bedrag van 24.290 euro aan lasten moet worden opgenomen in begrotingsartikel 615-01 voor verzekeringskosten die moeten worden terugbetaald aan de gemeentebegroting voor 2021, 2022 en 2023;

Overwegende dat een aanvullend bedrag van 12.569,13 euro aan lasten moet worden opgenomen in begrotingsartikel 616-01 voor de onroerende voorheffing die moet worden terugbetaald aan de gemeentebegroting voor 2021;

Overwegende dat het bedrag dat aan bepaalde gemeentelijke huurders verschuldigd was voor de terugbetaling van de onroerende voorheffing voor 2023 had moeten worden aangerekend op de begroting 2024 en dat het voor 2024 verschuldigde bedrag nog moet worden betaald;

Overwegende daarentegen dat, gelet op het aanslagbiljet 2024, bepaalde panden waarvoor een onroerende voorheffing in de initiële begroting was voorzien, zijn vrijgesteld en dat de onroerende voorheffing voor zeventien van de woningen in de Olieslagerij vermindert;

Overwegende dat het totale verschil tussen de toeslag en de vermindering van de lasten in artikel 616-01 een bijkomend bedrag van 13.887,47 euro is;

Overwegende dat in artikel 62, personeel, een bedrag van 510.854,78 euro moet worden toegevoegd om aan de gemeentebegroting de personeelskosten te vergoeden die in 2021 en 2022 werden betaald;

Overwegende dat voor 2021, 2022 en 2023 een aanvullend bedrag van 92.894,54 euro aan inkomsten moet worden opgenomen in artikel 703-01 met betrekking tot de geïnde huur uit de gemeentebegroting voor diverse gebouwen, installaties of terreinen die zijn overgedragen aan de Grondregie;

Overwegende dat zes extra huurders dit jaar een aanhangsel bij de huurovereenkomst hebben

ondertekend om hun huur te socialiseren, waardoor voor 2024 in artikel 703-01 een vermindering van de huurinkomsten moet worden voorzien die wordt geraamd op 30.000 euro;

Overwegende dat het verschil tussen de toeslag en de vermindering van de inkomsten in artikel 703-01 een bedrag van 62.894,54 euro is;

Overwegende dat voor 2022 en 2023 een aanvullend bedrag van 16.910,74 aan inkomsten moet worden opgenomen in artikel 713-01 met betrekking tot de afrekeningen van de lasten en andere terugvorderingen voor diverse facturen betaald door de Grondregie voor gebouwen, installaties of terreinen die van de gemeente blijven;

Overwegende dat de lekken in de dakafvoeren in de Olieslagerij het voorwerp uitmaken van een schadeaangifte bij de verzekeringsmaatschappij en dat in artikel 713-01 aanvullende inkomsten ten bedrage van 9.750 euro moeten worden voorzien, die gelijk zijn aan de geraamde kosten van de werkzaamheden min de franchise;

Overwegende dat, na verificatie op basis van de geldende overeenkomsten van de kosten die moeten worden afgetrokken voor instellingen van derden die gemeentelijke gebouwen in beheer van de Regie in gebruik hebben, de geraamde inkomsten op basis van afrekeningen van lasten of andere terugvorderingen moeten worden verminderd met 7.497,69 euro;

Overwegende dat naar aanleiding van een dubbele invoering de terugbetaling door de BGHM van 33,33% van de onroerende voorheffing voor de Olieslagerij, opgenomen in artikel 713-04, ook werd opgenomen in artikel 713-01 voor een bedrag van 13.431,01 euro, dat in mindering moet worden gebracht van de inkomsten;

Overwegende dat ten gevolge van een materiële fout bij de opmaak van de initiële begroting 2024 alle inkomsten met betrekking tot de afrekening van de onroerende voorheffing ook zijn opgenomen in artikel 713-01 voor een totaalbedrag van 51.868,01 euro, dat in mindering moet worden gebracht van de inkomsten in dit artikel;

Overwegende dat het verschil tussen de verhoging en de vermindering van de inkomsten uit de afrekening van lasten en andere terugvorderingen in artikel 713-01 in het kader van onderhavige wijziging 41.346,32 euro minder aan inkomsten bedraagt;

Overwegende dat het verschil tussen de verhoging en de vermindering van de inkomsten uit de afrekening van de onroerende voorheffing in artikel 713-04, rekening houdend met het aanslagbiljet 2024, 4.790,33 euro aan extra inkomsten bedraagt;

Overwegende dat extra inkomsten van 1.225.000 euro moeten worden opgenomen in artikel 734-01, die overeenkomen met het bedrag van de exploitatiesubsidie van de gemeente aan de Regie, waarvan 580.000 euro voor 2021 en 645.000 euro voor 2022;

Overwegende dat het saldo van de subsidie in retrocessie van de gewestelijke boetes voor leegstaande woningen 2022, dat in de patrimoniale begroting 2023 als opbrengst was opgenomen, in 2024 als exploitatieopbrengst kan worden opgenomen, wat neerkomt op een toename van de ontvangsten met 8.627 euro in artikel 735-01 van de exploitatiebegroting;

Overwegende dat de verlaging van de huur betaald door de huurders die voor de socialisatie van hun huur hebben gekozen, wordt gecompenseerd door een subsidie van Brussel Huisvesting die wordt geraamd op 30.000 euro, toe te voegen aan artikel 735-01 van de exploitatiebegroting;

Overwegende dat in artikel 651-04, financiële lasten, een bijkomende last van 61.901,49 euro moet worden opgenomen om de gemeentebegroting te vergoeden voor de interesten op de leningen met betrekking tot bepaalde gebouwen die door de Grondregie zijn overgenomen, waarvan 21.002,62 euro voor 2021, 19.762,96 euro voor 2022 en 21.225,91 euro voor 2023;

Overwegende dat een bijkomende last van 598.851,92 euro moet worden opgenomen in artikel 66, toevoeging aan de voorzieningen en overboekingen, om te worden overgedragen naar de patrimoniale begroting ter dekking van de kapitaalaflossingen op de leningen;

Overwegende dat naar aanleiding van de afrekeningen van de lasten 2022 de enveloppe die initieel voor 2024 werd toegewezen voor de terugbetaling van de huurders volledig is opgebruikt en dat er

een bijkomend bedrag van 9.000 euro nodig is in artikel 67 van de exploitatiebegroting, uitzonderlijke kosten;

Overwegende dat na de begrotingswijziging het verschil tussen de totale opbrengsten en de totale lasten een aanvulling geeft op het batig exploitatieresultaat van 25.792,68 euro;

Overwegende dat dit bedrag moet worden toegevoegd aan artikel 694-01, overdracht van het resultaat aan de gemeente, waardoor dit begrotingsartikel na wijziging op een totaal van 249.611,06 euro komt;

Overwegende dat in de **patrimoniale begroting** een bedrag van 598.851,92 euro aan bestedingen moet worden toegevoegd aan artikel 4351, periodieke aflossingen, voor de annuïteiten van leningen met betrekking tot de gebouwen die aan de Regie zijn overgedragen en die aan de gemeentebegroting moeten worden terugbetaald, waaronder 193.599,53 euro voor 2021, 204.808,38 euro voor 2022 en 200.444,01 euro voor 2023;

Overwegende dat deze aanvullende bestedingen worden gedekt door gelijkwaardige middelen van de in artikel 76 van de patrimoniale begroting op te nemen exploitatiebegroting, waaronder 193.599,53 euro voor 2021, 204.808,38 euro voor 2022 en 200.444,01 euro voor 2023;

Overwegende dat de adviescommissie, in overeenstemming met artikel 10 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven, een gunstig advies heeft uitgebracht over de wettelijkheid en de verwachte financiële weerslag van de gewijzigde begroting 2024 van het gewone gemeentebedrijf;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan begrotingswijziging nr. 1 en de bijgevoegde gewijzigde exploitatiebegroting van de Grondregie voor 2024;

Goedkeuring te verlenen aan begrotingswijziging nr. 2 en de bijgevoegde gewijzigde patrimoniale begroting van de Grondregie voor 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

8 annexes / 8 bijlagen

37 **Propriétés communales et Logement - Convention de partenariat et de subventionnement avec l'Agence Immobilière Sociale de Forest ASBL (AISF) – Prise d'acte des comptes de l'AISF et du rapport du réviseur d'entreprises au 31-12-2022 – Liquidation du solde de la subvention 2022.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 organisant les agences immobilières sociales ;

Vu la décision du Conseil communal « Finances – Octroi et emploi des subventions – Règlement » en date du 21 juin 2016 ;

Vu la décision du conseil communal du 4 février 2020 de prendre acte du rapport financier de l'AISF et du rapport du réviseur d'entreprises Groupe Audit Belgium sur les comptes de l'AISF au 31-12-

2019 annexés à la décision et d'autoriser à titre exceptionnel la mise en réserve pour investissements à concurrence de 53 000 € ;

Vu la décision du conseil communal en sa séance du 16 mars 2021, approuvant le renouvellement de la convention de partenariat et de subventionnement entre la commune de Forest et l'agence immobilière sociale de Forest ASBL (AISF) pour une période de 5 ans à partir du 1er janvier 2021 ;

Considérant que la subvention communale de fonctionnement 2022 à l'Agence Immobilière Sociale de Forest (AISF) s'élève à € 71 455,21, dont 90% lui ont été versés en 2022 en deux tranches ;

Considérant que l'article 2 de la convention susvisée prévoit le paiement du solde de la subvention sur base de pièces justificatives soit :

- rapport annuel moral et financier,
- comptes annuels présentés selon les modalités de la comptabilité des entreprises,
- décompte des charges éligibles et du montant total du subside de la Région pour l'exercice qui fait l'objet du rapport,
- tableau du personnel engagé par l'AISF reprenant le numéro de commission paritaire de l'employeur et le barème auquel est rémunéré chaque employé,
- lorsque comptes annuels présentent un boni ou que les réserves ont été augmentées, un rapport sur la justification de ces boni, réserves et provisions ;

Considérant que l'AISF a communiqué lesdites pièces justificatives par courriel en date du 11 juillet 2023 ;

Vu le rapport du réviseur d'entreprise mandaté par le Collège pour analyser les comptes de l'AISF communiqué au service logement le 03-06-2024 et joint à la présente décision ;

Considérant qu'à la page 14 du rapport, relative au passif du bilan au 31-12-2022, le réviseur d'entreprise fait le commentaire suivant :

« Nous attirons l'attention sur le fait que la provision pour investissements futurs de 53 kEUR n'est pas conforme au droit comptable belge et doit être reprise en augmentation du résultat et ainsi des fonds propres. » ;

Considérant que le Conseil, par la décision du 4 février 2020 susvisée, a autorisé à titre exceptionnel cette provision pour investissement futur ;

Considérant que dans le cadre des informations demandées par le Collège, chapitre VI du rapport, point 6, subsides versés par l'administration communale, le réviseur d'entreprise indique avoir vérifié l'absence de double subsidiation ;

Considérant que le boni de 8.234 € que l'AISF a dégagé en 2022 vient en réduction de la perte reportée qui s'élevait encore à 7.493 € au 31-12-2021 ;

Considérant que l'augmentation de la provision pour créances locatives correspond à l'augmentation des recettes de loyers, le réviseur indiquant qu'elle correspond plus ou moins à 10 % des loyers facturés ;

Considérant que la provision pour recouvrement est nécessaire car les frais d'avocats et d'huissiers ont fort augmenté en 2022 du aux factures de régularisation d'énergies et aux difficultés financières que connaissent les locataires de l'AISF ;

Considérant qu'il y a lieu de liquider l'entièreté du solde du subside communal 2022 à l'AISF soit 7.145,53 € ;

Considérant que le crédit reporté inscrit à l'article 922/332-02/2022/39 du service ordinaire du budget 2024 est suffisant pour payer la totalité de cette tranche ;

DECIDE :

De prendre acte des rapports d'activité et financier de l'AISF et du rapport du réviseur d'entreprises Groupe Audit Belgium sur les comptes de l'AISF au 31-12-2022 annexés à la présente décision ;

D'autoriser la liquidation de la troisième tranche du subside communal 2022 à l'AISF prévu par la convention de partenariat et de subventionnement du 20 mai 2021 ;

D'inscrire la dépense de 7.145,53 € (sept-mille cent quarante-cinq euros et cinquante-trois cents) à l'article 922/332-02/2022/39 du service ordinaire du budget 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting - Samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst met het Sociaal Verhuurkantoor van Vorst vzw (SVKV) – Akteneming van de rekeningen van het SVKV en van het verslag van de bedrijfsrevisor op 31-12-2022 – Uitbetaling van de saldo van de subsidie 2022.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad "Financiën - Toekenning en aanwending van subsidies - Reglement" van 21 juni 2016;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 4 februari 2020 om kennis te nemen van het financieel verslag van het SVKV en van het verslag van de bedrijfsrevisor Groupe Audit Belgium over de rekeningen van het SVKV op 31 december 2019, dat bij de beslissing is gevoegd, en om uitzonderlijk de reservering van 53.000 € voor toekomstige investeringen toe te staan;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad in zijn zitting van 16 maart 2021 tot goedkeuring van de hernieuwing van de samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst tussen de gemeente Vorst en het Sociaal Verhuurkantoor van Vorst vzw (SVKV) voor een periode van 5 jaar vanaf 1 januari 2021;

Overwegende dat de gemeentelijke werkingssubsidie 2022 aan het Sociaal Verhuurkantoor Vorst (SVKV) 71.455,21 € bedraagt, waarvan 90% in 2022 in twee gedeelten werd uitbetaald;

Overwegende dat artikel 2 van de bovenvermelde overeenkomst preciseert dat het saldo van de subsidie wordt uitbetaald op basis van bewijsstukken, zijnde:

- moreel en financieel jaarverslag,
- jaarrekeningen voorgesteld volgens de bepalingen met betrekking tot de boekhouding van ondernemingen,
- een overzicht van de in aanmerking komende kosten en het totale bedrag van de subsidie van het Gewest voor het door het verslag bestreken jaar;
- een tabel van het door het SVKV aangeworven personeel, met het nummer van het paritair comité van de werkgever en het barema volgens hetwelk iedere werknemer bezoldigd wordt,
- wanneer uit jaarrekeningen een overschot blijkt of wanneer de reserves zijn verhoogd, een verslag over de verantwoording van deze overschotten, reserves of provisies;

Overwegende dat het SVKV voormelde bewijsstukken heeft overgemaakt per e-mail op 11 juli 2023;

Gelet op het verslag van de bedrijfsrevisor die door het College gemachtigd is om de rekeningen van

het SVKV te analyseren, dat op 3 juni 2024 aan de dienst Huisvesting is verstrekt en bij deze beslissing is gevoegd;

Overwegende dat op pagina 14 van het verslag, met betrekking tot de passiefzijde van de balans, op 31 december 2022, de bedrijfsrevisor de volgende opmerking maakt:

“Wij vestigen de aandacht op het feit dat de voorziening voor toekomstige investeringen van 53 k€ niet in overeenstemming is met de Belgische boekhoudwetgeving en moet worden teruggenomen om het resultaat en zo de eigen middelen te verhogen”;

Overwegende dat de Raad bij bovengenoemde beslissing van 4 februari 2020 deze voorziening voor toekomstige investeringen bij wijze van uitzondering heeft toegestaan;

Overwegende dat de bedrijfsrevisor in het kader van de informatie gevraagd door het College, in hoofdstuk VI van het verslag, onder punt 6 (subsidies uitbetaald door het gemeentebestuur), aangeeft te hebben gecontroleerd dat er geen sprake is van dubbele subsidiëring;

Overwegende dat de winst van 8.234 € die het SVKV in 2022 heeft opgetekend, in mindering komt van het overgedragen verlies, dat op 31 december 2021 nog 7.493 € bedroeg;

Overwegende dat de toename van de voorziening voor huurschuldvorderingen overeenkomt met de toename van de huurinkomsten, waarbij de revisor aangeeft dat deze min of meer overeenkomt met 10% van het gefactureerde huurgeld;

Overwegende dat de voorziening voor invordering nodig is omdat de kosten voor advocaten en deurwaarders in 2022 sterk zijn gestegen als gevolg van de facturen voor energieaanpassing en de financiële moeilijkheden die de huurders van het SVKV ondervinden;

Overwegende dat het volledige saldo van de gemeentelijke subsidie 2022, zijnde 7.145,53 €, aan het SVKV moet worden uitbetaald;

Overwegende dat het overgedragen krediet, ingeschreven op artikel 922/332-02/2022/39 van de gewone dienst van de begroting 2024, volstaat om dit volledige gedeelte te betalen;

BESLIST,

Akte te nemen van het financieel en activiteitenverslag van het SVKV en van het verslag van de bedrijfsrevisor Groupe Audit Belgium over de rekeningen van het SVKV op 31 december 2022, die bij deze beslissing zijn gevoegd;

Toestemming te geven voor de uitbetaling van het derde gedeelte van de gemeentelijke subsidie 2022 aan het SVKV vastgelegd bij de samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst van 20 mei 2021;

De uitgave van 7.145,53 € (zevenduizend honderdvijfenvertig euro en drieënvijftig cent) in te schrijven op artikel 922/332-02/2022/39 van de gewone dienst van de begroting 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Considérant qu'en date du 27 mars 2000, la commune de Forest a signé un contrat de bail de location avec l'ASBL Mission Locale de Forest pour occuper la fermette didactique située à la chaussée de Neerstalle, 323 à 1190 Forest ;

Considérant que depuis le début de cette location, c'est la maison de quartier le CAIRN qui a occupé les lieux et qui a entrepris les différentes activités sociales dans le bien ;

Considérant que la rénovation complète de ce bâtiment communal a été reprise dans le programme du contrat de quartier durable 2 Cités ; programme approuvé le 20 septembre 2022 par le conseil communal et par Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale le 8 décembre 2022 ;

Considérant que l'occupant actuel des lieux, à savoir le CeRAPSS, qui regroupe 3 structures bruxelloises (CAIRN + Sacopar + Forest Quartiers Santé) est demandeur d'avoir un contrat de bail avec la Commune pour poursuivre ses activités dans le bien jusqu'au début des travaux de rénovation de l'immeuble communal ;

Considérant que l'ASBL Mission Locale de Forest, dans son courrier daté du 8 août 2024, marque son accord pour mettre un terme au contrat de location initial et ce dès qu'un nouveau contrat sera signée entre la Commune et le CeRAPSS ;

Considérant qu'une convention d'occupation à titre précaire à durée indéterminée, moyennant le même loyer actuel, devrait être conclue à cet effet entre le CeRAPSS et la commune ;

Considérant que le projet de convention d'occupation, joint au dossier, a été établi en partenariat avec le service de la régie foncière et des contrats de quartier ;

DECIDE :

D'approuver les termes de la convention d'occupation à titre précaire à durée indéterminée, jointe en annexe, à conclure avec le CeRAPSS concernant la poursuite de l'occupation de la fermette communale située à la chaussée de Neerstalle, 323 à 1190 Forest ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, ainsi que de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de signer valablement la convention d'occupation pour la Commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

**Grondregie van Vorst – Boerderij van de Bempt in Vorst, Neerstalsesteenweg 323 –
Overeenkomst voor gebruik ter bede voor onbepaalde duur – Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de gemeente Vorst op 27 maart 2000 een huurovereenkomst ondertekende met de vzw Mission Locale de Forest voor het gebruik van de pedagogische boerderij gelegen aan de Neerstalsesteenweg 323 in 1190 Vorst;

Overwegende dat sinds het begin van deze huurovereenkomst wijkhuis Le Cairn de lokalen gebruikt om er allerlei sociale activiteiten te organiseren;

Overwegende dat de volledige renovatie van dit gemeentelijk gebouw opgenomen is in het programma van duurzaam wijkcontract 2 Cités, programma dat op 20 september 2022 werd

goedgekeurd door de Gemeenteraad en op 8 december 2022 bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Overwegende dat de huidige gebruiker van het pand, CeRAPSS, dat 3 Brusselse organisaties groepeert (Le Cairn + Sacopar + Forest Quartiers Santé), een huurovereenkomst vraagt met de gemeente om er hun activiteiten te kunnen voortzetten tot de start van de renovatiewerken;

Overwegende dat de vzw Mission Locale de Forest in haar brief van 8 augustus 2024 ermee heeft ingestemd de oorspronkelijke huurovereenkomst op te zeggen zodra er een nieuwe overeenkomst wordt ondertekend tussen de gemeente en CeRAPSS;

Overwegende dat te dien einde een overeenkomst voor gebruik ter bede van onbepaalde duur en tegen de huidige huurprijs gesloten zou moeten worden tussen CeRAPSS en de gemeente;

Overwegende dat de bij het dossier gevoegde ontwerpovereenkomst is opgesteld in samenwerking met de dienst Grondregie en wijkcontracten;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan de modaliteiten van de bijgevoegde overeenkomst voor gebruik ter bede voor onbepaalde duur met CeRAPSS betreffende de voortzetting van het gebruik van de boerderij gelegen aan de Neerstalsesteenweg 323 in 1190 Vorst;

Machtiging te verlenen aan het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, evenals de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, teneinde de gebruiksovereenkomst geldig te ondertekenen voor de Gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

39 **Logement - Règlement relatif à l'octroi d'une prime durant l'année suivant l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il peut arriver qu'au moins un membre du ménage demandeur de la prime s'établisse à Forest en provenance de l'étranger, notamment de l'Union Européenne ;

Considérant dès lors que pendant l'avant dernière année précédant celle de l'envoi du premier avertissement extrait-de-rôle au précompte immobilier, cette personne ou ce ménage peut avoir perçu et déclaré ses revenus à l'étranger ;

Considérant que dans la mesure où le revenu net imposable globalement apparaît sur l'avis d'imposition des personnes physiques émanant de l'administration fiscale étrangère, celle-ci peut être acceptée comme preuve de revenus imposables du demandeur ;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir à l'article 7 C du règlement l'équivalence de « l'avertissement

extrait de rôle à l'impôt des personnes physiques » ou de l'attestation de revenus net imposable globalement fournis par une administration fiscale étrangère avec ceux fournis par le SPF Finances;

Vu la décision du Collège du 13 juin 2024 retirant la décision précédente d'octroi de la prime à une demanderesse qui s'est établi dans son logement à Forest acquis par emphytéose d'une durée de 50 ans auprès du Community Land Trust Brussel-Bruxelles (CLTB);

Considérant que pour diminuer le coût d'acquisition et permettre à des ménages à faible revenu de devenir propriétaires de leur logement, le CLTB propose à ses adhérents d'acquérir seulement le bâti de leur logement, le terrain restant pour toujours propriété du tréfoncier, en l'occurrence la fondation CLTB ;

Considérant que cela constitue un démembrement du droit de propriété pour lequel la demande de prime n'est pas recevable en application de l'article 1^{er} du règlement ;

Considérant que l'article 1^{er} du règlement actuel définit la pleine propriété comme propriété non-démembrée constituée par l'ensemble de ses attributs à savoir le droit d'user, de jouir et de disposer de la chose ;

Considérant qu'il s'agit d'une disposition générale du règlement qui s'applique au droit de propriété acquis par le demandeur de la prime et attesté par un acte authentique d'acquisition qui, dès lors, doit se faire en pleine propriété (non démembrement) ;

Considérant que plusieurs demandeurs de la prime ont présenté depuis fin 2023 un acte authentique d'emphytéose portant sur le bâtiment à l'exclusion du terrain pour attester de l'acquisition de leur logement à Forest,

Considérant que l'augmentation du prix des terrains à bâtir à Bruxelles conduit d'autres opérateurs immobiliers publics, comme Citydev, à recourir au démembrement du droit de propriété pour améliorer l'accès à la propriété du logement des ménages bruxellois et que le nombre de demandes de primes à l'établissement appuyées par l'acquisition du logement au moyen d'un droit de propriété démembrement va certainement augmenter;

Considérant d'autre part que l'acquisition d'une emphytéose, mécanisme retenu par le CLTB pour mettre en œuvre le droit de propriété démembrement, confère à l'acquéreur le droit d'user, de jouir et de disposer de la chose soit tous les aspects du droit de propriété, pour une durée limitée dans le temps;

Considérant que l'acquisition d'un droit d'emphytéose permet à son titulaire d'obtenir un prêt hypothécaire auprès d'un établissement financier, ainsi que les aides publiques à l'accession à la propriété, notamment l'abattement sur les droits d'enregistrement et la prime be-home ;

Considérant que dans trois communes bruxelloises qui accordent une prime compensatoire à l'augmentation des centimes additionnels communaux au précompte immobilier, la prime peut être octroyée au titulaire d'un droit d'emphytéose ;

Considérant que cette évolution des modes d'acquisition du logement nécessite de revoir le cadre du règlement communal sur la prime à l'établissement afin qu'elle puisse être octroyée lorsque l'acquisition ne porte que sur le bâti à l'exclusion du terrain;

Considérant en revanche que les ménages devenus, à la suite d'un héritage, nus-propriétaires ou nus-copropriétaires d'un autre logement ne doivent pas être exclus du bénéfice de la prime au motif de ce titre de propriété démembrement qui ne confère à son titulaire que le droit de vendre le bien ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le troisième point de l'article 1 du règlement pour préciser que la pleine propriété n'est pas démembrement entre nue-propriété et usufruit ;

Considérant qu'il y a lieu d'ajouter un quatrième point à l'article 1 pour clarifier le contenu de l'acte

authentique d'acquisition et permettre au demandeur de produire un acte d'emphytéose ou de droit de superficie à l'appui de la demande de prime ;

Considérant la référence à la date du premier janvier 2013 qu'on retrouve à l'article 2 et à l'article 3.4 du règlement actuel a servi lors de l'entrée en vigueur du présent règlement pour déterminer le début du droit à la prime ;

Considérant que ces dates ne sont plus nécessaires, voire sources de confusion, et doivent être supprimées ;

Considérant que les demandes relatives aux 2^{ème} et 3^{ème} tranche sur base d'une prime octroyée avant le 24/01/2022, date d'entrée en vigueur de la modification en prime unique, ont été reçues et traitées et que l'actuel §2 des dispositions transitoires peut être supprimé ;

Considérant qu'il y a lieu d'octroyer la prime aux demandeurs acquéreurs dans le cadre d'un démembrement du droit de propriété qui ont introduit et complété leur demande sur base d'un AER au précompte immobilier de 2023 dans le délai réglementaire avant l'entrée en vigueur de la présente modification;

Considérant qu'il convient de garder l'échéance de juin 2025 au règlement pour permettre la réception de tous les dossiers basés sur un AER au précompte immobilier de 2024 ;

DECIDE

De modifier le règlement relatif à l'octroi d'une prime durant l'année suivant l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest comme suit :

Ancien texte :

Règlement relatif à l'octroi d'une prime durant l'année suivant l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest.

Article 1. - Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- Demandeur : la (ou les) personne(s) au(x) nom(s) de laquelle ou desquelles le précompte immobilier est enrôlé ;
- Résidence principale : l'habitation où le(s) demandeur(s) est (sont) inscrit(s) dans les registres de la population ;
- Pleine propriété : propriété non-démembrée constituée par l'ensemble de ses attributs à savoir le droit d'user, de jouir et de disposer de la chose.

Article 2.- Dans les limites des crédits budgétaires approuvés par l'autorité de tutelle, une prime est octroyée au(x) demandeur(s) qui établi(ssen)t sa (leur) résidence principale dans l'habitation sise à Forest qu'il(s) a (ont) nouvellement acquise ou construite. La signature de l'acte authentique d'acquisition ou la première occupation de la nouvelle construction doit avoir eu lieu à partir du 1er janvier 2013.

Article 3.- Le demandeur ou les demandeurs:

3.1. doi(ven)t être âgé(s) de 18 ans au moins à la date de l'inscription visée à l'article 3.4 ;

3.2. doi(ven)t être assujetti(s) à l'impôt des personnes physiques et redevable d'un tel impôt (l'avertissement extrait de rôle doit comporter des revenus) ;

3.3. ne peu(ven)t avoir bénéficié, pour l'avant-dernière année précédant celle de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien immeuble se rapportant à la prime demandée, de revenus nets globalement imposables excédant : 45.000 € pour un isolé ; 65.000 € pour un couple ou pour l'ensemble des personnes majeures copropriétaires du bien pour lequel la

demande de prime est introduite ;

Cette condition s'applique aux revenus imposables cumulés du ou des demandeur(s) ; ces montants sont augmentés de 3.000 € par enfant à charge. Les plafonds ainsi que le supplément de 3.000 € par enfant à charge, visés à l'article 3.3 suivront les fluctuations de l'index santé déterminé par le Ministère des Affaires Economiques, avec pour base, l'indice santé octobre 2013/ (base 2004) = 120,99 et seront adaptés chaque année au 1er janvier.

3.4 doi(ven)t, se domicilier dans l'immeuble à partir du 1 er janvier 2013 et y maintenir, à partir de l'octroi de la prime, cette inscription pendant au moins 5 ans. En cas de non-respect de cette condition, le(s) demandeur(s) est (sont) tenu(s) (solidairement) de rembourser à l'Administration communale la totalité de la (ou des) prime(s) qui lui aura ou auront été octroyée(s). Toutefois, en cas de décès d'un demandeur ou de tout autre cas de force majeure, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra dispenser du remboursement de tout ou partie de la (ou des) prime(s) versée(s).

3.5. ne peu(ven)t, être déjà plein propriétaire(s) ou plein copropriétaire(s) d'une autre habitation, à la date de l'envoi du premier avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien pour lequel la prime est demandée.

Article 4 - Le montant de la prime est égal au montant des centimes additionnels communaux au précompte immobilier relatif à l'habitation acquise ou construite mais ne peut être supérieur au montant de précompte immobilier effectivement payé après déduction d'autres primes ou réductions éventuelles. Il est plafonné à maximum 822 €.

Article 5 - L'octroi de la prime se fait dans les limites des crédits budgétaires prévus à cet effet.

Article 6 - Sans préjudice des limites prévues aux articles 4 et 5 et sous réserve des dispositions transitoires prévues à l'article 10, la prime est allouée en une tranche dont le paiement est octroyé sur base de l'avertissement-extrait de rôle, sur présentation par le(s) demandeur(s) de cet avertissement et de la preuve de paiement de l'impôt.

Article 7 - La demande d'octroi de la prime et de liquidation de la tranche unique doit être introduite auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins par courrier, dans les 6 mois à partir de la date d'envoi du premier avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien immeuble pour lequel la prime est demandée. Cette demande se fait au moyen d'un formulaire délivré par l'Administration communale et doit être accompagnée de l'ensemble des documents suivants :

A. l'avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier mentionné ci-dessus pour l'exercice d'imposition qui suit l'année de la signature de l'acte authentique d'acquisition ou de la première occupation de la construction ;

B. une copie de l'acte authentique d'acquisition ou, dans le cas d'une construction, une copie de la notification par l'Administration du cadastre du revenu cadastral nouvellement établi ;

C. l'avertissement-extrait de rôle à l'impôt des personnes physiques de l'année de référence prévue à l'article 3.3. ou une déclaration du Ministère des Finances, Administration des Contributions Directes, attestant du montant des revenus nets imposables du (ou des) demandeur(s);

D. la preuve du paiement (avis de débit bancaire) de l'impôt réclamé par cet avertissement-extrait de rôle du précompte immobilier.

Article 8.- La demande d'octroi de la prime sera réputée irrecevable si elle n'est pas introduite accompagnée de tous les documents requis dans le délai précité à l'art.7.

Article 9 - Protection des données personnelles

Les traitements de données comme nom, prénom, domicile, titres de propriété et impositions dans le

cadre du présent règlement respectent les obligations imposées par le règlement général de protection des données personnelles [Règlement européen n° 2016/679, Loi Cadre du 30 Juillet 2018].

Article 10 - Dispositions transitoires

§ 1 documentation patrimoniale à fournir

Outre les documents repris à l'article 7, la demande de prime est également accompagnée d'un certificat du Ministère des Finances, Administration de l'Enregistrement et des Domaines, établissant que le(s) demandeur(s), n'est (sont) pas plein propriétaire(s) ou ni plein copropriétaire(s)- cf. art.3.5.- d'une autre habitation. Lorsque le service gestionnaire aura accès aux données de l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale du SPF Finances relatives au titre de propriété des demandeurs, cette obligation sera levée. Les demandeurs en seront informés par le formulaire d'introduction de la demande et le site internet communal.

§ 2 deuxième et troisième tranches de la prime octroyées avant l'entrée en vigueur du présent règlement

Les demandes en vue de la liquidation d'une 2^{ème} ou 3^{ème} tranche de prime que le Collège a octroyée avant l'entrée en vigueur du présent règlement sont recevables sous réserve des conditions fixées aux articles 3.3 à 3.5.

Les demandes de liquidation de la tranche doivent être introduites auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins par courrier, dans les 6 mois à partir de la date d'envoi du nouvel avertissement-extrait de rôle du précompte immobilier accompagnées de celui-ci et de la preuve de son paiement ainsi que de l'avertissement extrait de rôle à l'impôt des personnes physiques de l'avant-dernière année. A défaut d'être accompagnée des documents requis dans le délai précité, la demande de liquidation de tranche sera réputée irrecevable.

Le montant de la prime est calculé comme prévu à l'article 4 et est plafonné à 750 €.

Article 11.- Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022 pour une durée de trois ans et six mois.

Nouveau texte :

Règlement relatif à l'octroi d'une prime durant l'année suivant l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest.

Article 1 - Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- Demandeur : la (ou les) personne(s) au(x) nom(s) de laquelle ou desquelles le précompte immobilier est enrôlé ;
- Résidence principale : l'habitation où le(s) demandeur(s) est (sont) inscrit(s) dans les registres de la population ;
- Pleine propriété : propriété non-démembrée *en nue-propriété et usufruit* et constituée par l'ensemble de ses attributs à savoir le droit d'user, de jouir et de disposer de la chose ;
- *Acte authentique d'acquisition : acte notarié portant acquisition de droits réels sur le logement comportant l'ensemble des attributs de la propriété à savoir droit d'user, de jouir et de disposer du bien, dont emphytéose ou droit de superficie ;*

Article 2 - Dans les limites des crédits budgétaires approuvés par l'autorité de tutelle, une prime est octroyée au(x) demandeur(s) qui établi(ssen)t sa (leur) résidence principale dans l'habitation sise à Forest qu'il(s) a (ont) nouvellement acquise ou construite.

Article 3 - Le demandeur ou les demandeurs:

3.1. doi(ven)t être âgé(s) de 18 ans au moins à la date de l'inscription visée à l'article 3.4 ;

3.2. doi(ven)t être assujetti(s) à l'impôt des personnes physiques et redevable d'un tel impôt (l'avertissement extrait de rôle doit comporter des revenus) ;

3.3. ne peu(ven)t avoir bénéficié, pour l'avant-dernière année précédant celle de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien immeuble se rapportant à la prime demandée, de revenus nets globalement imposables excédant : 45.000 € pour un isolé; 65.000 € pour un couple ou pour l'ensemble des personnes majeures copropriétaires du bien pour lequel la demande de prime est introduite ;

Cette condition s'applique aux revenus imposables cumulés du ou des demandeur(s); ces montants sont augmentés de 3.000 € par enfant à charge. Les plafonds ainsi que le supplément de 3.000 € par enfant à charge, visés à l'article 3.3 suivront les fluctuations de l'index santé déterminé par le Ministère des Affaires Economiques, avec pour base, l'indice santé octobre 2013/(base 2004) = 120,99 et seront adaptés chaque année au 1er janvier.

3.4 doi(ven)t, se domicilier dans l'immeuble et y maintenir, à partir de l'octroi de la prime, cette inscription pendant au moins 5 ans. En cas de non-respect de cette condition, le(s) demandeur(s) est (sont) tenu(s) (solidairement) de rembourser à l'Administration communale la totalité de la (ou des) prime(s) qui lui aura ou auront été octroyée(s). Toutefois, en cas de décès d'un demandeur ou de tout autre cas de force majeure, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra dispenser du remboursement de tout ou partie de la (ou des) prime(s) versée(s).

3.5. ne peu(ven)t, être déjà plein propriétaire(s) ou plein copropriétaire(s) d'une autre habitation, à la date de l'envoi du premier avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien pour lequel la prime est demandée.

Article 4 - Le montant de la prime est égal au montant des centimes additionnels communaux au précompte immobilier relatif à l'habitation acquise ou construite et ne peut être supérieur au montant de précompte immobilier effectivement payé après déduction d'autres primes ou réductions éventuelles. Il est plafonné à maximum 822 €.

Article 5 - L'octroi de la prime se fait dans les limites des crédits budgétaires prévus à cet effet.

Article 6 - Sans préjudice des limites prévues aux articles 4 et 5 et sous réserve des dispositions transitoires prévues à l'article 10, la prime est allouée en une tranche dont le paiement est octroyé sur base de l'avertissement-extrait de rôle, sur présentation par le(s) demandeur(s) de cet avertissement et de la preuve de paiement de l'impôt.

Article 7 - La demande d'octroi de la prime et de liquidation de la tranche unique doit être introduite auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins par courrier, dans les 6 mois à partir de la date d'envoi du premier avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien immeuble pour lequel la prime est demandée. Cette demande se fait au moyen d'un formulaire délivré par l'Administration communale et doit être accompagnée de l'ensemble des documents suivants :

A. l'avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier mentionné ci-dessus pour l'exercice d'imposition qui suit l'année de la signature de l'acte authentique d'acquisition ou de la première occupation de la construction ;

B. une copie de l'acte authentique d'acquisition ou, dans le cas d'une construction, une copie de la notification par l'Administration du cadastre du revenu cadastral nouvellement établi ;

C. l'avertissement-extrait de rôle à l'impôt des personnes physiques de l'année de référence prévue à l'article 3.3., ou, *lorsque le(s) demandeur(s) s'établissent à Forest en provenance de l'étranger, document équivalent émanant d'une administration fiscale étrangère, accompagné d'une traduction jurée le cas échéant;*

D. la preuve du paiement (avis de débit bancaire) de l'impôt réclamé par cet avertissement-extrait de rôle du précompte immobilier.

Article 8 - La demande d'octroi de la prime sera réputée irrecevable si elle n'est pas introduite accompagnée de tous les documents requis dans le délai précité à l'art.7.

Article 9 - Protection des données personnelles

Les traitements de données comme nom, prénom, domicile, titres de propriété et impositions dans le cadre du présent règlement respectent les obligations imposées par le règlement général de protection des données personnelles [Règlement européen n° 2016/679, Loi Cadre du 30 Juillet 2018].

Article 10 - Dispositions transitoires

§ 1 documentation patrimoniale à fournir

Outre les documents repris à l'article 7, la demande de prime est également accompagnée d'un certificat du SPF Finances, Administration Générale de la Documentation Patrimoniale, établissant que le(s) demandeur(s), n'est (sont) pas plein propriétaire(s) ou ni plein copropriétaire(s)- cf. art.3.5.- d'une autre habitation. Lorsque le service gestionnaire aura accès aux données de l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale du SPF Finances relatives au titre de propriété des demandeurs, cette obligation sera levée. Les demandeurs en seront informés par le formulaire d'introduction de la demande et le site internet communal.

§ 2 demandes de prime sur base d'une acquisition en emphytéose ou par un droit de superficie avant l'entrée en vigueur du présent règlement

Les demandes de prime pour l'établissement dans un logement acquis via une emphytéose ou droit de superficie et introduites avant l'entrée en vigueur du présent règlement seront revues ou traitées dans le cadre du présent règlement, sous-réserve d'avoir respecté le délai repris aux articles 7 et 8.

Article 11 - *Le présent règlement reste en vigueur jusqu'au 30 juin 2025 .*

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Huisvesting – Reglement betreffende de toekenning van een premie gedurende het jaar dat volgt op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst – Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat het kan voorkomen dat ten minste één lid van het gezin dat de premie aanvraagt naar Vorst verhuist vanuit het buitenland, meer bepaald vanuit de Europese Unie;

Overwegende dat deze persoon of dit gezin tijdens het voorlaatste jaar voorafgaand aan de verzending van het eerste aanslagbiljet van de onroerende voorheffing, zijn inkomsten in het buitenland kan hebben ontvangen en aangegeven;

Overwegende dat voor zover het totaal belastbaar netto-inkomen op het door de buitenlandse fiscale administratie uitgereikte aanslagbiljet voor natuurlijke personen is vermeld, dit als bewijs van het belastbaar inkomen van de aanvrager kan worden aanvaard;

Overwegende dat artikel 7 C van het reglement moet voorzien in de gelijkwaardigheid van het "aanslagbiljet van de personenbelasting" of het attest van het totaal belastbaar netto-inkomen dat door een buitenlandse fiscale administratie wordt afgeleverd, met dit verstrekt door de FOD Financiën;

Gelet op de beslissing van het College van 13 juni 2024 tot intrekking van de eerdere beslissing om de premie toe te kennen aan een aanvrager die haar woning heeft betrokken in Vorst, verworven in erfpacht voor een periode van 50 jaar van de Community Land Trust Brussel-Bruxelles (CLTB);

Overwegende dat de CLTB, om de aankoopkosten te drukken en gezinnen met een laag inkomen in staat te stellen eigenaar van hun woning te worden, zijn leden de mogelijkheid biedt alleen de woning te kopen, waarbij de grond voor altijd eigendom blijft van de grondeigenaar, in dit geval de Stichting CLTB;

Overwegende dat dit een splitsing van het eigendomsrecht is waarvoor de premieaanvraag, in toepassing van artikel 1 van het reglement, niet ontvankelijk is;

Overwegende dat artikel 1 van het huidige reglement de volle eigendom definieert als onverdeelde eigendom die bestaat uit alle attributen, d.w.z. het recht om het goed te gebruiken, ervan te genieten en erover te beschikken;

Overwegende dat dit een algemene bepaling van het reglement is die van toepassing is op het eigendomsrecht dat door de aanvrager van de premie is verworven en dat blijkt uit een authentieke aankoopakte, waarbij het dus om de volle eigendom moet gaan (onverdeelde eigendom);

Overwegende dat sinds eind 2023 een aantal premieaanvragers een authentieke erfpachtakte met betrekking tot het gebouw, exclusief de grond, hebben overgelegd als bewijs van de aankoop van hun woning in Vorst;

Overwegende dat de stijging van de prijs van bouwgrond in Brussel andere openbare vastgoedoperatoren, zoals Citydev, ertoe aanzet hun toevlucht te nemen tot de splitsing van het eigendomsrecht om de toegang tot de eigendom van een woning voor Brusselse gezinnen te verbeteren, en dat het aantal aanvragen voor vestigingspremies met het oog op de aankoop van een woning door middel van een gesplitst eigendomsrecht zeker zal toenemen;

Overwegende bovendien dat de verwerving van een erfpacht, een werkwijze die door de CLTB werd gekozen om het recht van gesplitste eigendom uit te oefenen, aan de koper het recht verleent om het goed te gebruiken, ervan te genieten en erover te beschikken, d.w.z. alle aspecten van het eigendomsrecht, gedurende een beperkte periode;

Overwegende dat de verwerving van een erfpachtrecht de houder ervan in staat stelt om een hypothecaire lening bij een financiële instelling te verkrijgen, alsook overheidssteun voor eigendomsverwerving, meer bepaald het abattement op de registratierechten en de Be Home-premie;

Overwegende dat in drie Brusselse gemeenten die een premie toekennen ter compensatie van de verhoging van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing, de premie kan worden toegekend aan de houder van een erfpachtrecht;

Overwegende dat deze evolutie in de manier waarop woningen worden verworven, een herziening vereist van het kader van de gemeentewet betreffende de vestigingspremie, zodat deze kan worden toegekend wanneer de verwerving enkel betrekking heeft op de woning en niet op de grond;

Overwegende daarentegen dat gezinnen die als gevolg van een erfenis naakte eigenaar of naakte mede-eigenaar zijn geworden van een andere woning, niet mogen worden uitgesloten van de toekenning van de premie op grond van deze titel van gesplitste eigendom, die de houder ervan enkel het recht verleent om het goed te verkopen;

Overwegende dat het derde punt van artikel 1 van het reglement moet worden gewijzigd om te preciseren dat de volle eigendom niet wordt gesplitst in naakte eigendom en vruchtgebruik;

Overwegende dat aan artikel 1 een vierde punt moet worden toegevoegd om de inhoud van de authentieke aankoopakte te verduidelijken en aanvragers toe te staan een akte van erfpacht of recht

van opstal over te leggen ter ondersteuning van de premieaanvraag;

Overwegende dat de verwijzing naar de datum van 1 januari 2013 in artikel 2 en in artikel 3.4 van het huidige reglement werd gebruikt bij de inwerkingtreding van onderhavig reglement om de aanvang van het recht op de premie te bepalen;

Overwegende dat deze datums niet langer noodzakelijk zijn, of zelfs een bron van verwarring, en moeten worden geschrapt;

Overwegende dat de aanvragen voor de 2^e en de 3^e schijf op basis van een premie die is toegekend vóór 24/01/2022, de datum van inwerkingtreding van de overschakeling op een eenmalige premie, zijn ontvangen en verwerkt en dat de huidige §2 van de overgangsbepalingen kan worden geschrapt;

Overwegende dat de premie moet worden toegekend aan aanvragers die koper zijn in het kader van een splitsing van het eigendomsrecht en die hun aanvraag op basis van een aanslagbiljet inzake roerende voorheffing 2023 hebben ingediend en ingevuld binnen de reglementaire termijn vóór de inwerkingtreding van deze wijziging;

Overwegende dat de termijn van juni 2025 in het reglement moet worden gehandhaafd om de ontvangst van alle dossiers op basis van een aanslagbiljet inzake onroerende voorheffing 2024 mogelijk te maken;

BESLIST

Het reglement betreffende de toekenning van een premie gedurende het jaar dat volgt op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst als volgt te wijzigen:

Oude tekst:

Reglement betreffende de toekenning van een premie gedurende het jaar dat volgt op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst.

Artikel 1 - Voor de toepassing van het huidige reglement wordt verstaan onder:

- Aanvrager: de persoon (of personen) in wiens naam de onroerende voorheffing wordt ingekohierd;
- Hoofdverblijfplaats: de woning waar de aanvrager(s) is (zijn) ingeschreven in de bevolkingsregisters;
- Volle eigendom: het recht op het gebruik van een onverdeelde eigendom, op het vruchtgebruik ervan of om erover te beschikken.

Artikel 2 - Er wordt binnen de grenzen van de kredieten, goedgekeurd door de toezichhoudende overheid, een premie toegekend aan de aanvrager(s) die zijn (hun) hoofdverblijfplaats inricht(en) in de woning, gelegen te Vorst, die hij (zij) pas verworven of gebouwd heeft (hebben). De ondertekening van de authentieke aankoopakte of de eerste bewoning van het nieuwe gebouw moet plaatsgevonden hebben vanaf 1 januari 2013.

Artikel 3 - De aanvrager(s):

3.1. moet(en) minimaal 18 jaar zijn op de datum van inschrijving bedoeld in artikel 3.4;

3.2. moet(en) onderworpen zijn aan de personenbelasting en een dergelijke belasting verschuldigd zijn (het aanslagbiljet moet inkomsten bevatten);

3.3. mag (mogen) niet genoten hebben tijdens het voorlaatste jaar, voorafgaand aan de verzendingsdatum van het aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd, van een globaal belastbaar netto-inkomen dat hoger is dan: 45.000 € voor een alleenstaande; 65.000 € voor een koppel of voor alle meerderjarige mede-eigenaars van het goed

waarvoor de premie wordt aangevraagd;

Deze voorwaarde is van toepassing op de samengevoegde belastbare inkomens van de aanvrager(s); deze bedragen worden verhoogd met 3.000 € per kind ten laste. De plafonds alsook de toeslag van 3.000 € per kind ten laste, bedoeld in artikel 3.3 volgen de schommelingen van de gezondheidsindex, vastgelegd door het Ministerie van Economie, met als basis, de gezondheidsindex oktober 2013/(basis 2004) = 120,99 en worden jaarlijks op 1 januari aangepast.

3.4. moet(en) zich in het gebouw domiciliëren vanaf 1 januari 2013 en moet(en) er gedomicilieerd blijven gedurende minimaal 5 jaar vanaf de toekenning van de premie. Indien deze voorwaarde niet wordt nageleefd, dient de totaliteit van de toegekende premie(s) (op een solidaire manier) door de aanvrager(s) aan het gemeentebestuur terugbetaald te worden. In geval van overlijden van een aanvrager of bij elk ander geval van overmacht kan het College van Burgemeester en Schepenen evenwel beslissen om de toegekende premie(s) geheel of gedeeltelijk vrij te stellen van terugbetaling.

3.5. mag (mogen) nog geen volle eigenaar(s) of volle mede-eigenaar(s) zijn van een andere woning op de verzendingsdatum van het eerste aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd.

Artikel 4 - Het bedrag van de premie komt overeen met het bedrag van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing met betrekking tot de pas verworven of gebouwde woning maar mag niet hoger zijn dan het effectief betaalde bedrag van onroerende voorheffing na aftrek van andere eventuele premies of kortingen. Dit is beperkt tot max. 822 €.

Artikel 5 - De premie wordt toegekend binnen de grenzen van de hiertoe voorziene begrotingskredieten.

Artikel 6 - Onverminderd de in artikel 4 en 5 voorziene grenzen en behoudens de overgangsbepalingen voorzien in artikel 10, wordt de premie toegekend in één schijf waarvan de betaling wordt toegekend op basis van het aanslagbiljet, op voorlegging van dit aanslagbiljet en het betalingsbewijs van de belasting door de aanvrager(s).

Artikel 7 - De aanvraag tot toekenning van de premie en tot betaling van de eenmalige schijf moet schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen binnen de 6 maanden vanaf de verzendingsdatum van het eerste aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd. Deze aanvraag gebeurt door middel van een formulier, afgeleverd door het Gemeentebestuur, waaraan de volgende documenten toegevoegd moeten worden:

A. het aanslagbiljet van de bovenvermelde onroerende voorheffing voor het aanslagjaar dat volgt op het jaar van de ondertekening van de authentieke aankoopakte of van de eerste bewoning van het gebouw;

B. een kopie van de authentieke aankoopakte of, in het geval van een nieuwbouw, een kopie van de kennisgeving door de Administratie van het Kadaster van het nieuwe vastgestelde kadastrale inkomen;

C. het aanslagbiljet van de personenbelasting van het referentiejaar, voorzien in artikel 3.3. of een verklaring van het Ministerie van Financiën, Bestuur der Directe Belastingen, betreffende het bedrag van de belastbare netto-inkomens van de aanvrager(s);

D. het betalingsbewijs (bankrekeninguittreksel) van de belasting die door dit aanslagbiljet van de onroerende voorheffing gevorderd wordt.

Artikel 8 - De aanvraag voor toekenning van de premie wordt als onontvankelijk beschouwd indien ze niet werd ingediend met de vereiste documenten binnen de in artikel 7 vermelde termijn.

Artikel 9 - Bescherming van persoonsgegevens

De gegevensverwerking zoals naam, voornaam, woonplaats, eigendomstitels en belastingheffingen in het kader van het huidige reglement respecteren de verplichtingen opgelegd door de algemene verordening gegevensbescherming [Europese verordening nr. 2016/679, Kaderwet van 30 juli 2018].

Artikel 10 - Overgangsbepalingen

§ 1 te verstrekken patrimoniumdocumentatie

Naast de documenten vermeld in artikel 7 is de premieaanvraag tevens vergezeld van een getuigschrift van het Ministerie van Financiën, Bestuur der Registratie en Domeinen dat aantoonst dat de aanvrager(s) geen volle eigenaar(s) of volle mede-eigenaar(s) is (zijn) - zie art. 3.5. - van een andere woning. Wanneer de beherende dienst toegang zal hebben tot de gegevens van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de FOD Financiën betreffende de eigendomstitel van de aanvragers zal deze verplichting opgeheven worden. De aanvragers zullen hiervan op de hoogte gebracht worden door het formulier voor indiening van de aanvraag en de gemeentelijke website.

§ 2 tweede en derde schijf van de premie toegekend vóór de inwerkingtreding van onderhavig reglement

De aanvragen voor de betaling van een tweede of derde schijf van de premie die het College vóór de inwerkingtreding van onderhavig reglement heeft toegekend, zijn ontvankelijk onder voorbehoud van de voorwaarden van artikels 3.3 tot 3.5.

De aanvragen tot betaling van de schijf moeten schriftelijk worden ingediend bij het College van Burgemeester en Schepenen binnen de 6 maanden na de verzendingsdatum van het nieuwe aanslagbiljet van de onroerende voorheffing. Daaraan worden dit laatste en het betalingsbewijs evenals het aanslagbiljet van de personenbelasting van het voorlaatste jaar toegevoegd. De aanvraag tot uitbetaling van de schijf wordt als onontvankelijk beschouwd indien ze niet werd ingediend met de vereiste documenten binnen de voormelde termijn.

Het te vereffenen bedrag wordt berekend zoals voorzien in artikel 4 en wordt beperkt tot 750 €.

Artikel 11 - Het huidige reglement treedt in werking op 1 januari 2022 voor een duur van drie jaar en zes maanden.

Nieuwe tekst:

Reglement betreffende de toekenning van een premie gedurende het jaar dat volgt op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst.

Artikel 1 - Voor de toepassing van het huidige reglement wordt verstaan onder:

- Aanvrager: de persoon (of personen) in wiens naam de onroerende voorheffing wordt ingekohierd;
- Hoofdverblijfplaats: de woning waar de aanvrager(s) is (zijn) ingeschreven in de bevolkingsregisters;
- Volle eigendom: eigendom die niet is onderverdeeld in *naakte eigendom en vruchtgebruik* en die bestaat uit alle attributen ervan, d.w.z. het recht om het goed te gebruiken, ervan te genieten en erover te beschikken;
- *Authentieke aankoopakte: notariële akte houdende verwerving van zakelijke rechten op de woning, inclusief alle attributen van het eigendomsrecht, d.w.z. het recht om het goed te gebruiken, ervan te genieten en erover te beschikken, waaronder erfpacht of recht van opstal;*

Artikel 2 - Er wordt binnen de grenzen van de kredieten, goedgekeurd door de toezichhoudende overheid, een premie toegekend aan de aanvrager(s) die zijn (hun) hoofdverblijfplaats inricht(en) in de woning, gelegen te Vorst, die hij (zij) pas verworven of gebouwd heeft (hebben).

Artikel 3 - De aanvrager(s):

3.1. moet(en) minimaal 18 jaar zijn op de datum van inschrijving bedoeld in artikel 3.4;

3.2. moet(en) onderworpen zijn aan de personenbelasting en een dergelijke belasting verschuldigd zijn (het aanslagbiljet moet inkomsten bevatten);

3.3. mag (mogen) niet genoten hebben tijdens het voorlaatste jaar, voorafgaand aan de verzendingsdatum van het aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd, van een globaal belastbaar netto-inkomen dat hoger is dan: 45.000 € voor een alleenstaande; 65.000 € voor een koppel of voor alle meerderjarige mede-eigenaars van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd;

Deze voorwaarde is van toepassing op de gecumuleerde belastbare inkomens van de aanvrager(s); deze bedragen worden verhoogd met 3.000 € per kind ten laste. De plafonds alsook de toeslag van 3.000 € per kind ten laste, bedoeld in artikel 3.3 volgen de schommelingen van de gezondheidsindex, vastgelegd door het Ministerie van Economie, met als basis, de gezondheidsindex oktober 2013/(basis 2004) = 120,99 en worden jaarlijks op 1 januari aangepast.

3.4. moet(en) zich in het gebouw domiciliëren en moet(en) er gedomicilieerd blijven gedurende minimaal 5 jaar vanaf de toekenning van de premie. Indien deze voorwaarde niet wordt nageleefd, dient de totaliteit van de toegekende premie(s) (op een solidaire manier) door de aanvrager(s) aan het gemeentebestuur terugbetaald te worden. In geval van overlijden van een aanvrager of bij elk ander geval van overmacht kan het College van Burgemeester en Schepenen evenwel beslissen om de toegekende premie(s) geheel of gedeeltelijk vrij te stellen van terugbetaling.

3.5. mag (mogen) nog geen volle eigenaar(s) of volle mede-eigenaar(s) zijn van een andere woning op de verzendingsdatum van het eerste aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd.

Artikel 4 - Het bedrag van de premie komt overeen met het bedrag van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing met betrekking tot de pas verworven of gebouwde woning en mag niet hoger zijn dan het effectief betaalde bedrag van onroerende voorheffing na aftrek van andere eventuele premies of kortingen. Dit is beperkt tot max. 822 €.

Artikel 5 - De premie wordt toegekend binnen de grenzen van de hiertoe voorziene begrotingskredieten.

Artikel 6 - Onverminderd de in artikel 4 en 5 voorziene grenzen en behoudens de overgangsbepalingen voorzien in artikel 10, wordt de premie toegekend in één schijf waarvan de betaling wordt toegekend op basis van het aanslagbiljet, op voorlegging van dit aanslagbiljet en het betalingsbewijs van de belasting door de aanvrager(s).

Artikel 7 - De aanvraag tot toekenning van de premie en tot betaling van de eenmalige schijf moet schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen binnen de 6 maanden vanaf de verzendingsdatum van het eerste aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd. Deze aanvraag gebeurt door middel van een formulier, afgeleverd door het Gemeentebestuur, waaraan de volgende documenten toegevoegd moeten worden:

A. het aanslagbiljet van de bovenvermelde onroerende voorheffing voor het aanslagjaar dat volgt op het jaar van de ondertekening van de authentieke aankoopakte of van de eerste bewoning van het gebouw;

B. een kopie van de authentieke aankoopakte of, in het geval van een nieuwbouw, een kopie van de kennisgeving door de Administratie van het Kadaster van het nieuwe vastgestelde kadastrale inkomen;

C. het aanslagbiljet van de personenbelasting van het referentiejaar voorzien in artikel 3.3. of, *als de*

aanvrager(s) vanuit het buitenland naar Vorst verhuist (verhuizen), een gelijkwaardig document uitgereikt door een buitenlandse fiscale administratie, in voorkomend geval vergezeld van een beëdigde vertaling;

D. het betalingsbewijs (bankrekeninguittreksel) van de belasting die door dit aanslagbiljet van de onroerende voorheffing gevorderd wordt.

Artikel 8 - De aanvraag voor toekenning van de premie wordt als onontvankelijk beschouwd indien ze niet werd ingediend met de vereiste documenten binnen de in artikel 7 vermelde termijn.

Artikel 9 - Bescherming van persoonsgegevens

De gegevensverwerking zoals naam, voornaam, woonplaats, eigendomstitels en belastingheffingen in het kader van het huidige reglement respecteren de verplichtingen opgelegd door de algemene verordening gegevensbescherming [Europese verordening nr. 2016/679, Kaderwet van 30 juli 2018].

Artikel 10 - Overgangsbepalingen

§ 1 te verstrekken patrimoniumdocumentatie

Naast de documenten vermeld in artikel 7 is de premieaanvraag tevens vergezeld van een getuigschrift van de FOD Financiën, Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie, dat aantoont dat de aanvrager(s) geen volle eigenaar(s) of volle mede-eigenaar(s) is (zijn) - zie art. 3.5. - van een andere woning. Wanneer de beherende dienst toegang zal hebben tot de gegevens van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de FOD Financiën betreffende de eigendomstitel van de aanvragers zal deze verplichting opgeheven worden. De aanvragers zullen hiervan op de hoogte gebracht worden door het formulier voor indiening van de aanvraag en de gemeentelijke website.

§ 2 premieaanvragen op basis van een aankoop in erfpacht of via een recht van opstal ingediend vóór de inwerkingtreding van onderhavig reglement

De premieaanvragen voor het betrekken van een woning die via een erfpacht of recht van opstal is verworven, die zijn ingediend vóór de inwerkingtreding van onderhavig reglement, worden op grond van onderhavig reglement herzien of behandeld, onder voorbehoud van naleving van de in artikels 7 en 8 vermelde termijn.

Artikel 11 - *Onderhavig reglement blijft van kracht tot en met 30 juni 2025.*

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Propreté publique - Openbare netheid

40 Propreté Publique - Prêt de cendriers muraux à destination des établissements HoReCa - Approbation.

LE CONSEIL,

Considérant que le service Propreté publique a un stock de 50 cendriers muraux et que, à ce jour,

ces cendriers muraux sont entreposés dans notre stock ;

Considérant que les achats ont été financés par Bruxelles Propreté et Fost Plus grâce au subsidie « Appel à projets innovants 2017 pour la propreté publique » ;

Considérant qu'il y a lieu d'améliorer la propreté de l'espace public en réduisant la présence des mégots sur les trottoirs des établissements HoReCa, notamment dans les quartiers générant une clientèle importante en soirée et la nuit aux abords immédiats desdits établissements ;

Considérant que cet objectif s'inscrit parallèlement à la campagne « We See You » dans le cadre de la stratégie régionale Clean Brussels et dont la campagne mégots est en cours ;

Considérant qu'en termes de visibilité en matière de sensibilisation, c'est l'occasion idéale pour utiliser ces cendriers muraux à bon escient et que, pour ce faire, il est envisagé de les prêter gratuitement et pour une durée illimitée aux établissements HoReCa ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer un cadre avec un règlement spécifique et un formulaire de demande afin de permettre aux établissements HoReCa de s'inscrire en bonne et due forme comme demandeurs et à la Commune de Forest d'organiser a posteriori la mise à disposition desdits cendriers ;

Considérant que le service de la Propreté publique communiquera de manière ciblée vers les établissements HoReCa via un courrier distribué en mains propres, que ce courrier sera accompagné du formulaire et du règlement. Il y aura aussi une publication sur les réseaux sociaux de la commune.

Considérant que chaque formulaire dûment complété par un établissement HoReCa nous sera transmis par email à l'adresse 0800@forest.brussels accompagné de toutes les pièces jointes demandées (l'attestation d'ouverture d'un établissement HoReCa et l'autorisation signée par le propriétaire du bien), qu'il sera, après analyse favorable, soumis à l'approbation du Collège (de la même manière que les conventions graffitis) et qu'après approbation du Collège, chaque cendrier mural sera mis à disposition en nos locaux et chaque établissement HoReCa disposera de 8 jours pour le fixer par ses propres moyens sur sa façade donnant sur la voie publique.

DECIDE :

Art. 1 D'adopter le règlement relatif au prêt de cendriers muraux communaux à destination des commerces HoReCa.

Art. 2 D'approuver le prêt de 50 cendriers muraux aux établissements HoReCa gratuitement et pour une durée illimitée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Openbare Netheid - Uitlenen van wandasbakken aan horecazaken - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat de dienst Openbare Netheid 50 wandasbakken heeft, en dat die wandasbakken momenteel in onze voorraad opgeslagen zijn;

Overwegende dat de aankopen gefinancierd werden door Net Brussel en Fost Plus dankzij de subsidie "Oproep voor innovatieve projecten 2017 voor openbare netheid";

Overwegende dat de netheid van de openbare ruimte kan verbeteren door de hoeveelheid sigarettenpeuken op de trottoirs voor horecazaken te verminderen, met name in de wijken die 's avonds en 's nachts veel klanten aantrekken, in de onmiddellijke omgeving van die zaken;

Overwegende dat deze doelstelling past bij de campagne "We See You" in het kader van de gewestelijke strategie Clean Brussels, waarvan de sigarettenpeukencampagne nu loopt;

Overwegende dat dit voor een goed zichtbare sensibilisering de ideale gelegenheid is om die wandasbakken verstandig te gebruiken en dat daarom overwogen wordt ze kosteloos en voor onbepaalde duur aan horecazaken uit te lenen;

Overwegende dat er een kader vastgelegd moet worden met een specifiek reglement en een aanvraagformulier, zodat de horecazaken een aanvraag kunnen indienen en de gemeente Vorst de asbakken ter beschikking kan stellen;

Overwegende dat de dienst Openbare Netheid een gerichte brief zal schrijven naar de horecazaken, persoonlijk overhandigd, met het formulier en het reglement. Er komt ook een publicatie op de sociale netwerken van de gemeente;

Overwegende dat elk door een horecazaak ingevuld formulier gemaïld naar 0800@vorst.brussels, vergezeld van alle gevraagde bijlagen (horeca-attest en de door de eigenaar van het pand ondertekende toelating), ter goedkeuring zal worden voorgelegd aan het College (op dezelfde manier als de graffiti-overeenkomsten) en dat na goedkeuring door het College elke wandasbak beschikbaar zal worden gesteld in onze lokalen en dat elke horecazaak 8 dagen de tijd zal hebben om deze met eigen middelen te bevestigen op de gevel aan de openbare weg;

BESLIST,

Art.1 Goedkeuring te verlenen aan het reglement op het uitlenen van gemeentelijke wandasbakken aan horecazaken.

Art.2 Goedkeuring te verlenen aan het gratis en voor onbepaalde tijd uitlenen van 50 wandasbakken aan horecazaken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

PRÉVENTION - PREVENTIE

Général - Algemeen

- 41 **Prévention – Empreinte scolaire, Action sociale, Travailleurs sociaux de rues – Accord de collaboration d’une animation contre le harcèlement et le cyberharcèlement – 13 novembre 2024 – ASBL LOUPIOTE.**

LE CONSEIL

Vu l'octroi d'une subvention à la commune de Forest, dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles Capitale du 9 décembre 2021, en vue de financer son plan local d'accrochage scolaire et les projets s'y référant pour la période 2022-2024 ;

Vu l'octroi d'une subvention à la commune de Forest, par Safe.Brussels, en vue de financer le plan local de prévention et de proximité s'y référant pour la période 2022-2024 ;

Vu l'octroi d'une subvention à la commune de Forest, par le SPF Intérieur, en vue de financer le plan global de sécurité et de prévention s'y référant pour la période 2022-2024 ;

Considérant que la dépense sera imputée à l'article budgétaire 300/124-06/10 du service ordinaire du Budget 2024,

Vu la décision du collège des Bourgmestres et échevins en date du 25 juillet 2024, accordant l'organisation de cet après-midi de sensibilisation contre le harcèlement et le cyberharcèlement ;

Considérant ces plans et les différents projets s'y référant, le service de prévention n'ayant pas de personnel formé spécialement à cette problématique, a pris la décision de collaborer avec l'ASBL LOUPIOTE, situé en son siège, Avenue du Chêne 206, 4802 Verviers et son antenne, Avenue Gilbert 5, 1050 Ixelles, représentée par Monsieur Istace, directeur ;

Attendu que cette activité souhaite sensibiliser un maximum de jeune à la problématique cyberharcèlement et du harcèlement. L'association a pour objet la sensibilisation citoyenne afin d'éveiller et d'aiguiser le regard des jeunes à une lecture critique du langage des médias. Afin d'apporter un soutien aux professionnels du service de prévention dans leur action de sensibilisation au harcèlement et cyberharcèlement, l'asbl LOUPIOTE, va animer l'après-midi :

- 1 conférence de 1h de sensibilisation et prévention pour des jeunes (6e primaire et du secondaire) accompagnés par des éducateurs et des travailleurs associatifs de Forest et présentation d'un stand, le 13 novembre 2024 de 13h30 à 15h30 ;

Considérant les modalités des différents pouvoirs subsidiaires, le service de prévention doit alors mettre en place un accord de collaboration ;

DECIDE :

- D'approuver l'accord de collaboration ;
- D'approuver les modalités d'action de la part de l'ASBL LOUPIOTE.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Preventie – Schoolafdruk, Sociale Actie, Straathoekwerkers – Samenwerkingsovereenkomst voor een activiteit tegen intimidatie en cyberpesten – 13 november 2024 – LOUPIOTE (vzw).

DE RAAD,

Gelet op de toekenning van een subsidie aan de gemeente Vorst in het kader van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 december 2021 ter financiering van haar lokaal plan tegen schooluitval en de bijhorende projecten voor de periode 2022-2024;

Gelet op de toekenning van een subsidie aan de gemeente Vorst door Safe.Brussels, met het oog op de financiering van het bijbehorend Plaatselijk Preventie- en Buurtplan voor de periode 2022-2024;

Gelet op de toekenning van een subsidie aan de gemeente Vorst door de FOD Binnenlandse Zaken, met het oog op de financiering van het bijbehorend Globaal Veiligheids- en Preventieplan voor de periode 2022-2024;

Overwegende dat de uitgave ingeschreven wordt op artikel 300/124-06/10 van de gewone dienst van de begroting 2024;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 juli 2024, tot goedkeuring van de organisatie van deze sensibiliseringsnamiddag tegen intimidatie en cyberpesten;

Overwegende deze plannen en de verschillende bijbehorende projecten heeft de Preventiedienst, die geen personeel heeft dat speciaal daarvoor opgeleid is, besloten om samen te werken met de vzw

LOUPIOTE, gevestigd in haar zetel, Avenue du Chêne 206 - 4802 Verviers, met kantoor aan de Guillaume Gilbertlaan 5 - 1050 Elsene, vertegenwoordigd door de heer Istace, directeur;

Overwegende dat deze activiteit zoveel mogelijk jongeren wil sensibiliseren voor de problematiek van cyberpesten en intimidatie. Het doel van de vereniging is burgers te sensibiliseren om de kritische blik van jongeren op taal in de media te stimuleren en aan te scherpen. Om de professionals van de Preventiedienst te ondersteunen bij hun inspanningen om intimidatie en cyberpesten onder de aandacht te brengen, organiseert de vzw LOUPIOTE de volgende namiddagactiviteit:

- 1 sensibiliserings- en preventieconferentie van 1 uur voor jongeren (6e leerjaar en middelbaar) onder leiding van jongerenwerkers en medewerkers van verenigingen uit Vorst en presentatie van een stand, op woensdag 13 november 2024 van 13u30 tot 15u30.

Overwegende de modaliteiten van de verschillende subsidiërende overheden moet de Preventiedienst dus een samenwerkingsovereenkomst afsluiten;

BESLIST,

- Goedkeuring te verlenen aan de samenwerkingsovereenkomst;
- Goedkeuring te verlenen aan de actiemiddelen van de vzw LOUPIOTE.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

AFFAIRES DU CITOYEN - BURGERZAKEN

Population - Bevolking

42 **Population – Approbation de transaction – Facture relative à l’achat d’isolaires PMR auprès de Fesial.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu le Code civil belge, notamment les articles 2044 à 2058 ;

Vu la décision du Collège du 28 mars 2024 relative à l’attribution du marché public « Achat d’isolaires PMR » à la société Fesial ;

Considérant que les 16 isolaires commandés ont été livrés le 8 mai 2024 ;

Attendu que suite à un vice de procédure dans les demandes d’offres de prix, le service comptabilité n’a pu établir de bon de commande ;

Vu que la société Fesial met en demeure l’administration communale de Forest ;

Considérant que la facture se rapportant à cette commande doit être réglée par contrat de transaction ;

DECIDE,

D'approuver la transaction afin de payer la facture en annexe pour un montant de 6.659,84 € ;

D'inscrire la dépense à l'article 104/124-48/20 du service ordinaire du budget 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Bevolking – Goedkeuring van dading – Factuur met betrekking tot de aankoop van stemhokjes voor PBM bij Fesial.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Belgisch Burgerlijk Wetboek, in het bijzonder de artikelen 2044 tot 2058;

Gelet op de beslissing van het College van 28 maart 2024 met betrekking tot de gunning van de overheidsopdracht "Aankoop van PBM-stemhokjes" aan de vennootschap Fesial;

Overwegende dat de 16 bestelde stemhokjes op 8 mei 2024 zijn geleverd;

Overwegende dat wegens een procedurefout bij de prijsaanvragen de dienst boekhouding geen bestelbon kon opstellen;

Gelet op het feit dat de vennootschap Fesial het gemeentebestuur van Vorst in gebreke stelt;

Overwegende dat de factuur met betrekking tot deze bestelling dient te worden vereffend bij dadingsovereenkomst;

BESLIST

De dading goed te keuren om de bijgevoegde factuur ten bedrage van 6.659,84 € te betalen;

De uitgave in te schrijven op artikel 104/124-48/20 van de gewone dienst van de begroting 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Intervention de Mr LOEWENSTEIN :

J'interviens par rapport à ce marché parce que c'est important d'avoir des isoairs l'accessible aux PMR, c'est très bien d'investir dans des isoairs accessibles aux PMR mais l'accessibilité ne peut se résumer à ça. Tout le cheminement vers l'isoloir doit être accessible aussi .Nous avons reçu des retours de quelques couacs dans certains bureaux concernant des personnes à mobilité

réduite ou malvoyantes. J'espère que pour les prochaines échéances électorales, on veillera à l'accessibilité du cheminement vers les isoires pour tous les citoyens.

Réponse de Mme ANGELI :

Merci pour ce retour. Peux-on avoir un peu plus de détails ? Nous avons mis un point d'attention particulier à l'accessibilité des bureaux. Nous avons en effet bien conscience que l'accessibilité ne s'arrête pas à des isoires accessibles et que le handicap peut prendre plusieurs formes. On s'est donc assurés que chacun soit bien accompagné pour que tout le monde puisse voter dans les mêmes conditions. Je suis donc intéressée d'avoir un peu plus de détails concernant ce manque d'accès.

Réponse de Mr LOEWENSTEIN :

Merci pour votre intérêt. Je me fait le relai, je n'ai pas les détails précis ici. Je vous transmettrai l'information.

Tussenkomst van de heer LOEWENSTEIN :

Ik verwijs naar deze opdracht omdat het belangrijk is om stemhokjes te hebben die toegankelijk zijn voor PBM. Het is prima om te investeren in stemhokjes die toegankelijk zijn voor PBM, maar toegankelijkheid draait niet alleen daarom. Het volledige traject naar het stemhokje moet ook toegankelijk zijn. We hebben feedback ontvangen over een aantal problemen in bepaalde stembureaus voor mensen met beperkte mobiliteit en slechtzienden. Ik hoop dat we er bij de volgende verkiezingen voor zullen zorgen dat het traject naar de stemhokjes toegankelijk is voor alle burgers.

Antwoord van mevrouw ANGELI :

Bedankt voor deze reactie. Kunnen we wat meer details krijgen? We hebben speciale aandacht besteed aan de toegankelijkheid van de bureaus. Wij zijn ons er terdege van bewust dat toegankelijkheid meer is dan toegankelijke stemhokjes en dat een handicap vele vormen kan aannemen. Daarom hebben we ervoor gezorgd dat iedereen goed begeleid wordt, zodat iedereen in dezelfde omstandigheden kan stemmen. Ik zou dus graag iets meer horen over dit gebrek aan toegang.

Antwoord van de heer LOEWENSTEIN :

Bedankt voor uw interesse. Ik fungeer als doorgeefluik, want ik beschik niet over de precieze details. Ik zal u de informatie bezorgen.

2 annexes / 2 bijlagen

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Bibliothèque NL - Bibliotheek NL

43 Bibliothèque néerlandophone – Convention e-books CloudLibrary avec Cultuurconnect vzw –

Approbation.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 6 juillet 2012, du Gouvernement flamand, relatif à la Politique culturelle locale du 6 juillet 2012, y compris les modifications ultérieures ;

Vu les articles 9, 1° et 5, 2° dudit décret, selon lesquels chaque commune, seule ou en partenariat avec une ou plusieurs autres communes, doit organiser une bibliothèque publique et doit également être en mesure de s'inscrire dans la priorité politique flamande, à savoir répondre aux défis sociétaux tels que la numérisation de la société ;

Vu les articles 20 et 21 dudit décret, selon lesquels le Gouvernement flamand donne un sens à la notion de « bibliothèque numérique pour les bibliothèques publiques au sein de la Communauté flamande » et, à cette fin, souhaite subventionner une organisation pour développer, réaliser et gérer, tant sur le plan technique que sur le plan du contenu, une bibliothèque numérique pour toutes les bibliothèques publiques de la Communauté flamande ;

Vu l'arrêté d'exécution du Gouvernement flamand du 26 octobre 2012, y compris les modifications ultérieures, et plus particulièrement l'article 7, 2°, concernant la promotion de l'inclusion numérique auprès des groupes difficiles à atteindre et l'augmentation de la maîtrise de l'information et de l'éducation aux médias ;

Vu l'approbation par le Conseil communal, en date du 11 décembre 2019, du plan relatif à la Politique culturelle locale, y compris l'annexe concernant la bibliothèque néerlandophone dans le cadre de ce plan ;

Vu le fait que, dans le cadre du décret susmentionné, chapitre 4, section 2 « soutien à la politique culturelle locale intégrée » et dans le cadre de l'arrêté d'exécution y afférent du 26 octobre 2012, le Gouvernement flamand a conclu une convention avec Cultuurconnect vzw, Miriam Makebaplein 1, 9000 Gand, pour mettre en œuvre ses priorités politiques ;

Vu le fait que Cultuurconnect vzw a pour mission décrétable et pour objectif sociétal de soutenir les communes dans les défis numériques liés à leur politique culturelle, avec un accent particulier sur les bibliothèques publiques, les centres culturels et communautaires, et en portant attention aux connexions transsectorielles, telles que stipulées dans l'accord conclu entre le Gouvernement flamand et Cultuurconnect vzw ;

Considérant que l'organisation prend des initiatives stratégiquement fondées et lance des appels d'offres publics concernant le développement et l'exploitation de services numériques, ces services contribuant à l'optimisation, à l'innovation et au renouvellement des rôles dans le fonctionnement du public et les processus de travail back-office des acteurs culturels locaux ;

Considérant que Cultuurconnect vzw opte pour la co-crédation avec le secteur et la collaboration avec de nombreux partenaires au sein et en dehors du large secteur culturel (art. 20 du Décret du 6 juillet 2012 relatif à la Politique culturelle locale) ;

Considérant que Cultuurconnect vzw, en tant qu'opérateur exclusif, propose aux bibliothèques une série d'applications numériques développées sur la base d'appels d'offres publics et qui, en raison de l'augmentation de l'échelle, sont offertes à toutes les bibliothèques flamandes et bruxelloises néerlandophones à des conditions avantageuses ;

Considérant que chaque bibliothèque est libre de s'inscrire à ces applications numériques proposées ;

Considérant que Cultuurconnect vzw a attribué en 2019 la mission de réalisation d'un service de livres électroniques pour les bibliothèques publiques néerlandophones en Flandre et à Bruxelles à Standaard Boekhandel, en collaboration avec Bibliotheca, qui fournit la plateforme informatique CloudLibrary ;

Considérant l'importance pour la bibliothèque néerlandophone de s'inscrire à cette plateforme de livres électroniques afin de donner au public la possibilité d'emprunter et de lire des livres numériques ;

Considérant qu'à cet effet, la proposition de convention joint en annexe, valable jusqu'au 15 septembre 2026, doit être signé entre Cultuurconnect vzw et la commune ;

DECIDE :

De marquer son accord pour inscrire la bibliothèque néerlandophone, dans le cadre du Plan de Politique culturelle locale, à la plateforme de livres électroniques Cloudlibrary de l'opérateur exclusif désigné par la Communauté flamande, Cultuurconnect vzw, Miriam Makebaplein 1, 9000 Gand ;

D'approuver que cette collaboration soit entérinée par la signature de convention proposée en annexe, qui est valable jusqu'au 15 septembre 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Nederlandstalige bibliotheek – Overeenkomst e-books CloudLibrary met Cultuurconnect vzw – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het Decreet Lokaal Cultuurbeleid van 6 juli 2012 van de Vlaamse Regering, met inbegrip van de latere wijzigingen;

Gelet op de artikels 9, 1° en 5, 2° van het voornoemde decreet, waarbij elke gemeente, alleen of in een samenwerkingsverband van een of meer andere gemeenten, een openbare bibliotheek organiseert en bovendien moet kunnen intekenen op de Vlaamse beleidsprioriteit, namelijk inspelen op maatschappelijke uitdagingen zoals de digitalisering van de samenleving;

Gelet op artikels 20 en 21 van het voornoemde decreet, waarbij De Vlaamse Regering invulling geeft aan het begrip 'digitale bibliotheek voor de openbare bibliotheken binnen de Vlaamse Gemeenschap' en met het oog daarop een organisatie wenst te subsidiëren om een digitale bibliotheek te ontwikkelen, te realiseren en het technisch en inhoudelijk te beheren, met het oog op de uitbouw van een digitale bibliotheek voor alle openbare bibliotheken binnen de Vlaamse Gemeenschap;

Gelet op het uitvoeringsbesluit van de Vlaamse regering van 26 oktober 2012 met inbegrip van de latere wijzigingen en meer bepaald op artikel 7, 2° betreffende de inzet op de bevordering van e-inclusie bij moeilijk bereikbare doelgroepen en op de verhoging van informatiegeletterdheid en mediawijsheid;

Gelet op de goedkeuring van de Gemeenteraad op 11 december 2019 van het plan Lokaal Cultuurbeleid, met inbegrip van de bijlage die betrekking heeft op de Nederlandstalige bibliotheek in het kader van dit plan;

Gelet op het feit dat de Vlaamse Regering binnen het kader van het voornoemde decreet, hoofdstuk 4, afdeling 2 'ondersteuning van het integraal lokaal cultuurbeleid' en binnen het bijhorende uitvoeringsbesluit van 26 oktober 2012 een overeenkomst heeft afgesloten met Cultuurconnect vzw, Miriam Makebaplein 1 te 9000 Gent om haar beleidsprioriteiten te kunnen uitvoeren;

Gelet op het feit dat Cultuurconnect vzw de decretale opdracht en het maatschappelijke doel heeft om gemeenten te ondersteunen bij de digitale uitdagingen van hun cultuurbeleid, met klemtoon op openbare bibliotheken, cultuur- en gemeenschapscentra en aandacht voor sectoroverschrijdende verbindingen vastgelegd in de overeenkomst gesloten tussen Vlaamse Regering en Cultuurconnect vzw;

Overwegende dat de organisatie strategisch onderbouwde initiatieven neemt en overheidsopdrachten uitschrijft met betrekking tot de ontwikkeling en exploitatie van digitale diensten en deze diensten bijdragen aan de optimalisering, innovatie en rolvernieuwing van de publiekswerking en back-office werkprocessen van lokale cultuuractoren;

Overwegende dat Cultuurconnect vzw kiest voor cocreatie met het werkveld en samenwerking met tal van partners binnen en buiten de ruime cultuursector (art. 20 van het Decreet van 6 juli 2012 betreffende het Lokaal Cultuurbeleid);

Overwegende dat Cultuurconnect vzw als exclusieve operator een reeks digitale applicaties aanbiedt aan de bibliotheken die tot stand zijn gekomen op basis van openbare aanbestedingen en die door de schaalvergroting aan alle Vlaamse en Nederlandstalige Brusselse bibliotheken voordelig aangeboden worden;

Overwegende dat iedere bibliotheek vrij is om in te tekenen op deze aangeboden digitale applicaties;

Overwegende dat Cultuurconnect vzw in 2019 de opdracht voor het realiseren van een e-boekendienst voor de Nederlandstalige openbare bibliotheken in Vlaanderen en Brussel heeft gegund aan Standaard Boekhandel in samenwerking met Bibliotheca die het IT-platform Cloudlibrary aanlevert;

Overwegende het belang voor de Nederlandstalige bibliotheek om in te tekenen op dit e-boekenplatform om zo het publiek de kans te geven digitale boeken te ontlenen en lezen;

Overwegende dat daartoe de overeenkomst als bijlage, geldig tot 15 september 2026, tussen Cultuurconnect vzw en de gemeente moet worden ondertekend;

BESLIST:

Akkoord te gaan om de Nederlandstalige bibliotheek, in het kader van het Lokaal Cultuurbeleidsplan, te laten intekenen op het e-boekenplatform Cloudlibrary van de door de Vlaamse Gemeenschap toegewezen exclusieve operator Cultuurconnect vzw, Miriam Makebaplein 1, 9000 Gent;

Akkoord te gaan dat deze samenwerking wordt bekrachtigd met het ondertekenen van de bijgesloten overeenkomst die loopt tot 15 september 2026.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Ecoles - Scholen

44 **Enseignement néerlandophone – GBS De Puzzel et GBS De Wereldbrug – Règlement d'école et brochure d'information – Année scolaire 2024-2025 – Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, article 119 ;

Considérant le Décret de la Communauté flamande du 25 février 1997 concernant l'enseignement

fondamental, articles 8,12/1,14/0,14/1, 27bis, 44quater à 44 septies ;

Considérant le Décret 'leerstein' du 3 mai 2023, article 16 ;

Considérant le CAO XII ;

Considérant le Décret de la Communauté flamande du 18 avril 2018 concernant l'accompagnement des élèves dans l'enseignement fondamental, l'enseignement secondaire et les centres d'accompagnement des élèves ;

Considérant l'avis positif du Conseil des écoles, qui s'est réuni le 11 juin 2024 ;

Considérant les adaptations à la circulaire ministérielle du 21 décembre 1998 sur la remise du diplôme de l'école fondamental ;

Considérant les adaptations à la circulaire ministérielle du 8 février 2002 concernant les informations lors de la première inscription et le règlement d'école ;

Considérant les adaptations à la circulaire ministérielle du 22 juin 2007 concernant la gestion des frais dans l'enseignement fondamental ;

Considérant que l'autorité scolaire doit rédiger pour chacune de ses écoles fondamentales un règlement qui règle la relation entre l'autorité scolaire et les parents des élèves ;

Considérant que le règlement d'école actuellement utilisé dans GBS De Puzzel et GBS De Wereldbrug, approuvé par le Conseil du 26 septembre 2023, doit être actualisé ;

Considérant que la brochure d'information actuellement utilisé dans GBS De Puzzel et GBS De Wereldbrug, approuvé par le Collège du 13 juillet 2023, doit être actualisé;

Considérant que des accords plus spécifiques pour une année scolaire sont repris dans une brochure d'information approuvée par le Collège et par le Conseil des écoles ;

Considérant le modèle de règlement d'école conçu par le Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap ;

DECIDE :

De supprimer le règlement actuel et les brochures d'informations actuelles de GBS De Puzzel et GBS De Wereldbrug, tel qu'il a été approuvé par le Conseil du 26 septembre 2023 ;

D'approuver le règlement scolaire et la brochure d'information proposés en annexe pour les écoles néerlandophones communales De Puzzel et De Wereldbrug ;

De prendre note que ce règlement sera soumis (en version papier et/ou électronique) pour signature aux parents/responsable(s) d'un(e) élève lors de sa première inscription à l'école GBS De Puzzel et GBS De Wereldbrug ou au moment d'un changement d'école.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Nederlandstalig onderwijs – GBS De Puzzel en GBS De Wereldbrug – Schoolreglement en infobrochure – Schooljaar 2024-2025 – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, artikel 119;

Gelet op het Decreet basisonderwijs van de Vlaamse Gemeenschap van 25 februari 1997, artikelen 8,12/1,14/0,14/1, 27bis, 44quater t/m 44 septies;

Gelet op het Decreet leersteun van 3 mei 2023, artikel 16;

Gelet op de CAO XII;

Gelet op het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 18 april 2018 betreffende de leerlingenbegeleiding in het basisonderwijs, het secundair onderwijs en de centra voor leerlingenbegeleiding;

Gelet op het gunstig advies van de Schoolraad tijdens hun zitting op 11 juni 2024;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 21 december 1998 betreffende het uitreiken van het getuigschrift basisonderwijs;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 8 februari 2002 betreffende de inlichtingen bij eerste inschrijving en het schoolreglement;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 22 juni 2007 betreffende de kostenbeheersing in het basisonderwijs;

Overwegende dat een schoolbestuur voor elk van zijn basisscholen een schoolreglement moet opstellen dat de betrekkingen tussen het schoolbestuur en de ouders van de leerlingen regelt;

Overwegende dat het huidig schoolreglement voor GBS De Puzzel en GBS De Wereldbrug, goedgekeurd op 26 september 2023 door de Raad, moet worden geactualiseerd;

Overwegende dat de huidige infobrochure voor GBS De Puzzel en GBS De Wereldbrug, goedgekeurd op 13 juli 2023 door het College, moet worden geactualiseerd;

Overwegende dat meer specifieke afspraken voor een schooljaar worden opgenomen in een infobrochure, goedgekeurd door het College en de schoolraad;

Gelet op het model van schoolreglement van het Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap;

BESLIST,

Het bestaande schoolreglement en de infobrochures van GBS De Puzzel en GBS De Wereldbrug, goedgekeurd door de Raad tijdens de zitting van 26 september 2023, op te heffen;

Het hierbij gevoegde schoolreglement en de infobrochure voor de Nederlandstalige gemeentescholen De Puzzel en De Wereldbrug goed te keuren;

Nota te nemen dat dit reglement bij de eerste inschrijving van een leerling in de school GBS De Puzzel en GBS de Wereldbrug of op het moment van een schoolverandering ter ondertekening wordt voorgelegd (op papier en/of via een elektronische drager) aan de ouders/verantwoordelijke(n) van de leerling.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

45 **Enseignement néerlandophone – Projet Renforcement des compétences linguistiques en néerlandais – Année scolaire 2024-2025 – Convention de collaboration avec la Onderwijsvereniging van Steden en Gemeenten (OVSG) – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu le Décret relatif à l'enseignement fondamental de la Communauté flamande du 25 février 1997, article 87 quinquies ;

Vu la Circulaire de la Communauté flamande du 27 juillet 1998 concernant le budget de fonctionnement dans l'enseignement fondamental, et en particulier le point 1.5 relatif au budget de fonctionnement supplémentaire pour un renforcement des compétences linguistiques du néerlandais des élèves de l'enseignement fondamental ordinaire qui ne maîtrisent pas suffisamment le néerlandais ;

Vu le fait que, à partir de l'année scolaire 2023-2024, la Communauté flamande accorde des moyens de fonctionnement supplémentaires aux écoles communales néerlandophones de Forest pour développer ce projet ;

Considérant que la Commune de Forest est affiliée pour ses écoles néerlandophones à la Onderwijsvereniging van Steden en Gemeenten (OVSG), qui propose dans le cadre de ces moyens de fonctionnement supplémentaires un programme pédagogique spécifique auquel les deux écoles communales souhaitent participer ;

Considérant que la collaboration implique que la convention jointe doit être signée ;

Considérant que le coût mentionné dans la convention est entièrement couvert par une partie des moyens de fonctionnement supplémentaires de la Communauté flamande ;

DÉCIDE :

D'approuver la convention jointe relative à la collaboration entre la Commune de Forest et la Onderwijsvereniging van Steden en Gemeenten (OVSG), en vue de réaliser un programme pédagogique spécifique pour renforcer les compétences linguistiques du néerlandais des élèves dans les écoles communales néerlandophones qui ne maîtrisent pas suffisamment le néerlandais, et ce à partir du 1er septembre 2024 jusqu'au 31 août 2025 ;

De prendre acte du fait que les coûts mentionnés dans la convention sont pris en charge par une partie des moyens de fonctionnement supplémentaires accordés par la Communauté flamande aux deux écoles dans le cadre du projet de Renforcement linguistique du néerlandais.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Nederlandstalig onderwijs – Project Taaloffensief Nederlands – Schooljaar 2024-2025 – Samenwerkingsovereenkomst met de Onderwijsvereniging van Steden en Gemeenten (OVSG) – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het Decreet Basisonderwijs van de Vlaamse Gemeenschap van 25 februari 1997, artikel 87 quinquies;

Gelet op de Omzendbrief van de Vlaamse gemeenschap van 27 juli 1998 betreffende het werkingsbudget in het basisonderwijs, en in het bijzonder punt 1.5 met betrekking tot extra werkingsbudget voor een Taaloffensief Nederlands voor kinderen in het gewoon lager onderwijs die het Nederlands onvoldoende beheersen;

Gelet op het feit dat de Vlaamse Gemeenschap vanaf het schooljaar 2023-2024 extra werkingsmiddelen toekent aan de Nederlandstalige gemeentescholen van Vorst voor het uitwerken van dit taaloffensief;

Overwegende dat de Gemeente Vorst voor haar Nederlandstalige scholen is aangesloten bij de Onderwijsvereniging van Steden en Gemeenten (OVSG), die in het kader van deze extra werkingsmiddelen een schoolspecifiek traject aanbiedt waarop beide gemeentescholen wensen in te gaan;

Overwegende dat de samenwerking inhoudt dat de bijgesloten overeenkomst dient te worden ondertekend;

Overwegende dat de kostprijs die vermeld staat in de overeenkomst integraal gedekt wordt door een deel van de extra werkingsmiddelen van de Vlaamse Gemeenschap;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de bijgesloten overeenkomst betreffende de samenwerking tussen de Gemeente Vorst en de Onderwijsvereniging van Steden en Gemeenten (OVSG), met betrekking tot het realiseren van een schoolspecifiek traject Taaloffensief Nederlands in de Nederlandstalige gemeentescholen voor kinderen die het Nederlands onvoldoende beheersen, meer bepaald van 1 september 2024 tot en met 31 augustus 2025;

Akte te nemen van het feit dat de vermelde kosten in de overeenkomst gedragen worden door een gedeelte van de extra werkingsmiddelen die door de Vlaamse Gemeenschap aan beide scholen zijn verstrekt in het kader van het Taaloffensief Nederlands.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

DE RAAD,

Gelet op het Decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding;

Overwegende dat de Gemeenteraad bevoegd is voor aanstellingen langer dan 12 maanden;

Gelet op het Besluit van de Vlaamse Regering betreffende de verdeling van betrekkingen, de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie, de wedertewerkstelling en de toekenning van een wachtgeld of wachtgeldtoelage;

Overwegende dat mevrouw Deborah Mallefroy, aangesteld in GBS De Wereldbrug, Hallestraat 34 te 1190 Vorst, haar aanvraag tot een Tijdelijke aanstelling van doorlopende duur (TADD) in het ambt van kleuteronderwijzer tijdig en conform, aangetekend voor 15 juni 2024, heeft ingediend bij de inrichtende macht zijnde het gemeentebestuur van Vorst;

Overwegende dat mevrouw Deborah Mallefroy, geboren te Aalst op 28 juli 1988 en woonachtig te 1790 Hekelgem, Kerkstraat 24, voldoet aan de voorwaarden om aangesteld te worden als TADD in het ambt van kleuteronderwijzer bij het schoolbestuur van Vorst op 1 september 2024

BESLIST:

Mevrouw Deborah Mallefroy, aangesteld in GBS De Wereldbrug, Hallestraat 34 te 1190 Vorst, geboren te Aalst op 28 juli 1988 en woonachtig te 1790 Hekelgem, Kerkstraat 24, aan te stellen als Tijdelijke aanstelling van doorlopende duur (TADD) in het ambt van kleuteronderwijzer bij het schoolbestuur van Vorst op 1 september 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

47 **Nederlandstalig onderwijs – GBS De Wereldbrug – Definitieve ambtsneerlegging: vrijwillig ontslag – Sofie Geeroms.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 149 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissingsbevoegdheid van de gemeenteraad inzake de aanwervings- en ontslagregeling voor vastbenoemde personeelsleden;

Gelet op het Decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding en meer bepaald Hoofdstuk VII - Definitieve ambtsneerlegging - artikel 62, 1°. Vrijwillig ontslag;

Gelet op het feit dat mevrouw Sofie Geeroms, geboren te Dendermonde op 13 september 1984 en wonende in de Galgestraat 23 te 1785 Merchtem, voltijds vastbenoemde onderwijzeres in GBS De Wereldbrug, Hallestraat 34 te 1190 Vorst, per aangetekende brief op 26 augustus 2024 haar vrijwillig ontslag/definitieve ambtsneerlegging voor haar volledige opdracht (24/24) heeft betekend;

Overwegende dat er rekening wordt gehouden met de wettelijke opzegtermijn van 15 kalenderdagen, die begint te lopen op 04/09/2024 zoals vermeld in de aangetekende brief, en deze zal lopen tot en met 18 september 2024

BESLIST:

Akte te nemen van het vrijwillig ontslag en de definitieve ambtsneerlegging voor de volledige opdracht (24/24) van mevrouw Sofie Geeroms, geboren te Dendermonde op 13 september 1984 en wonende in de Galgestraat 23 te 1785 Merchtem, voltijds vastbenoemde onderwijzeres in de GBS De Wereldbrug, Hallestraat 34 te 1190 Vorst, met ingang van 19 september 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

48 **Proposition de motion concernant le projet de suppression des allocations de chômage après 2 ans (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale) . (Ajouté en séance)**

Pour le maintien de la prise en charge de l'ensemble des chômeurs par la Sécurité sociale fédérale et contre l'introduction d'une limitation dans le temps des allocations de chômage.

Le Conseil communal de Forest

Considérant que,

- En Belgique, la solidarité vis-à-vis des salarié.e.s involontairement privés d'emploi est organisée au niveau de l'État fédéral et que leur indemnisation est assumée par l'ONEm. Les chômeurs et les chômeuses indemnisés font l'objet de contrôles réguliers de leur disponibilité sur le marché du travail qui sont effectués principalement par les services régionaux de l'emploi. A ce jour, il n'y a pas de limitation dans le temps des allocations de chômage payées par l'ONEm pour les personnes qui ont ouvert leur droit à une indemnisation sur la base de leur travail.

- A travers leur CPAS, la loi fixe aux communes la mission de participer à l'octroi d'une aide sociale (RI, aide équivalente, etc.) afin de garantir à tous leurs habitants le droit à la dignité humaine. Cette aide sociale est conçue comme devant être résiduaire, c'est-à-dire qu'elle n'a pas vocation à se substituer aux mécanismes assurantiels fédéraux de la Sécurité sociale. S'agissant d'un dernier « filet de sécurité » minimal pour celles et ceux qui ne peuvent disposer des moyens de vivre une vie digne grâce à leur travail ou à des allocations de Sécurité sociale, ce dispositif ne peut être amené à devoir se substituer à ces mécanismes de solidarité fédéraux.

Considérant que,

- La presse a fait état d'une volonté, portée par la personne chargée par le Roi d'une mission de formateur d'un nouveau gouvernement fédéral, de limiter à deux ans le droit aux allocations de

chômage et de réaliser ainsi des économies dans le budget de l'assurance chômage.

Considérant que,

- L'exclusion des bénéficiaires d'allocations de chômage n'est en rien de nature à les aider ou à favoriser leur accès à un emploi leur permettant de subvenir à leurs besoins.
- Tant les services régionaux de l'Emploi que les services communaux et ceux des CPAS sont actuellement incapables d'offrir des propositions d'emploi susceptibles de mettre au travail tous les demandeurs d'emploi en tenant compte de leurs qualifications.
- Que les demandeurs d'emploi de longue durée sont ceux qui ont le plus de difficultés à se réinsérer sur le marché du travail.
- Que l'introduction d'une limitation dans le temps des allocations de chômage reviendrait donc à fragiliser des personnes déjà précaires et à les renvoyer soit vers la solidarité familiale soit vers les CPAS.
- Que le renvoi de ces personnes vers les CPAS reviendrait non seulement à dégrader les droits sociaux des personnes concernées mais encore à rompre le caractère national de la solidarité vis-à-vis de celles-ci.
- Que dans un schéma où l'État fédéral et la Sécurité sociale se déchargeraient de leur responsabilité vis-à-vis des chômeurs de longue durée en renvoyant celle-ci vers les régions ou les communes, les régions et les communes qui comptent les plus hauts taux de chômage seraient celles qui auraient la charge la plus lourde à assumer alors que ce sont celles qui ont le moins de possibilité de lever des recettes fiscales.

Considérant que,

- Le métier de base des pouvoirs locaux, des CPAS et des communes n'est pas la remise à l'emploi, contrairement aux services régionaux de l'Emploi, qui sont mieux outillés pour pouvoir aider les demandeurs d'emploi.

Considérant que,

- Selon les chiffres qui nous ont été transmis, il y avait en 2023 2179 demandeurs d'emploi indemnisés depuis plus de deux ans dans notre commune.
- Une mesure d'exclusion de l'ONEm de ces personnes aurait un impact négatif majeur sur celles-ci, sur leurs familles et sur leurs enfants ainsi que sur la cohésion sociale au sein de notre commune.

Considérant que,

- Parmi ces personnes, il y avait 69,31% d'isolé.e.s ou de chef.fe.s de famille, (soit 1510 personnes), qui seraient susceptibles de se voir reconnu un droit à l'aide du CPAS.
- Un tel transfert de responsabilités aurait un impact majeur sur le fonctionnement et les finances de notre CPAS ainsi que de notre commune, non seulement au niveau de la prise en charge du Revenu d'intégration (RI), mais également au niveau des aides complémentaires, du personnel du CPAS, des locaux à prévoir et de la dégradation du service que cela risque d'occasionner pour l'ensemble des usagers du CPAS.

Considérant que,

- Les CPAS peuvent apporter une contribution utile à la remise à l'emploi à travers des dispositifs de type article 60 et articles 61 et qu'il convient avant tout que les pouvoirs subsidiants leur donnent les moyens financiers de développer ce type de dispositif.
- Les CPAS et les communes n'ont pas vocation à être instrumentalisés pour forcer la mise à l'emploi de chômeurs de longue durée vers des « jobs » qui ne leur garantiraient pas le plein accès à un salaire conforme aux barèmes et à tous les droits sociaux, ce qui ne sortirait pas ces personnes de la précarité.
- Que le renvoi des chômeurs de longue durée vers les CPAS ferait largement perdre son sens à des dispositifs comme l'article 60, puisqu'il instaurerait pour une série de personnes une forme de carrousel entre l'aide sociale et l'assurance chômage.

Considérant enfin que,

- D'autres propositions portées par l'actuel formateur fédéral dont la presse s'est fait l'écho vont dans le sens d'un retrait de la solidarité fédérale (concernant le montant des allocations de chômage, la Grapa ou la politique migratoire et le RI...) auraient un impact négatif sur la solidarité fédérale ainsi que sur la cohésion sociale et reviendraient à augmenter la charge mise sur les pouvoirs locaux et leur CPAS.

Le Conseil communal de Forest,

- Prend position contre tout affaiblissement de la solidarité organisée au niveau fédéral et au sein de la Sécurité sociale.
- Prend position contre toute régionalisation de la Sécurité sociale et contre tout renvoi des bénéficiaires à charge des pouvoirs locaux.
- Prend position contre toute limitation dans le temps des allocations de chômage.
- Prend position contre toute diminution des montants actuels des allocations de chômage et du RI.
- Prend position contre la création de jobs au rabais à destination des chômeurs de longue durée.
- Prend position pour l'imposition d'une formation obligatoire après une année de chômage.

Le Conseil communal de Forest,

- Demande aux formateurs fédéraux de ne prévoir aucune mesure qui irait en ce sens et, au contraire, de prévoir l'organisation d'une plus grande solidarité de l'État fédéral entre les travailleurs avec et sans emploi ainsi que vis-à-vis de ses communes.

Le Conseil communal de Forest demande au Collège des Bourgmestres et Echevins de :

- Transmettre cette motion au Président de la Chambre, aux Bourgmestres belges et aux Présidents des CPAS belges,
- Communiquer cette motion à la presse,
- Publier cette motion sur son site internet et dans les organes d'information communaux,
- Établir des contacts avec les Bourgmestres d'autres communes opposées à ces mesures et prendre des initiatives avec celles-ci pour s'opposer à ces propositions,

- Évaluer de façon précise le coût que générerait pour le CPAS et pour la commune une limitation des allocations de chômage après deux ans (RI, aides complémentaires, locaux, équipement, personnel...), le communiquer au Conseil communal et à la presse.
- Communiquer le résultat de ses démarches à tous les Conseillers communaux et en rendre compte de façon détaillée lors de la plus prochaine séance du Conseil communal.

Le point est rejeté.

30 votants : 6 votes positifs, 24 votes négatifs.

Non : Mariam El Hamidine, Charles Spapens, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Alitia Angeli, Kris Vanslambrouck, Nadia El Yousfi, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Séverine De Laveleye, Caroline Dupont, Nicolas Lonfils, Francis Dagrín, David Leclercq, Marianne Courtois, Joël Elongo-Lofemba, Samira Bouaid, Stéphane Peycker.

Voorstel van motie betreffende de voorgestelde afschaffing van de werkloosheidsuitkeringen na 2 jaar (op vraag van Mevrouw Koplowicz, gemeenteraadslid) . (Toegevoegd tijdens de zitting)

Voor het behoud van de tenlasteneming van alle werklozen door de federale sociale zekerheid en tegen de invoering van een beperking in de tijd van de werkloosheidsuitkeringen

De Gemeenteraad van Vorst

Overwegende

- Dat in België de solidariteit met onvrijwillig werklozen op het niveau van de federale overheid georganiseerd is en dat hun uitkering wordt betaald door de RVA. Werklozen en uitkeringsgerechtigde werklozen worden regelmatig gecontroleerd op hun beschikbaarheid voor de arbeidsmarkt, voornamelijk door de gewestelijke diensten voor tewerkstelling. Tot op heden is er geen beperking in tijd voor RVA-werkloosheidsuitkeringen voor personen die hun recht op een uitkering hebben geopend op basis van hun werk.
- Dat de wet gemeenten de opdracht geeft om via hun OCMW's bij te dragen tot de toekenning van sociale bijstand (leefloon, equivalent leefloon, ...) om al hun inwoners het recht op een menswaardig leven te garanderen. Deze sociale bijstand is als residueel bedoeld, d.w.z. dat het niet de bedoeling is dat het de federale verzekeringsmechanismen van de sociale zekerheid vervangt. Aangezien dit systeem een laatste minimaal 'vangnet' is voor wie onvoldoende middelen heeft om een waardig leven te leiden dankzij werk of socialezekerheidsuitkeringen, mag het niet in de plaats komen van federale solidariteitsmechanismen.

Overwegende

- Dat de pers bericht heeft dat de persoon die door de Koning is aangesteld als formateur van een nieuwe federale regering, van plan is om het recht op een werkloosheidsuitkering te beperken tot twee jaar en zo besparingen te doen in de werkloosheidsverzekering;

Overwegende

- Dat het uitsluiten van mensen van een werkloosheidsuitkering hen op geen enkele manier zal helpen of hun toegang tot stabiel werk bevorderen dat hen in staat zou stellen in hun levensonderhoud te voorzien;

- Dat zowel de gewestelijke als de gemeentelijke tewerkstellingsdiensten en de OCMW's momenteel niet in staat zijn om alle werkzoekenden werk aan te bieden rekening houdend met hun kwalificaties;
- Dat langdurig werkzoekenden degenen zijn die de meeste moeite hebben om zich opnieuw in te schakelen op de arbeidsmarkt;
- Dat de invoering van een beperking in de tijd van de werkloosheidsuitkeringen de personen die zich al in een precaire situatie bevinden, nog kwetsbaarder zou maken en hen zou laten terugvallen op familiale solidariteit of het OCMW;
- Dat de doorverwijzing van deze mensen naar de OCMW's niet alleen de sociale rechten van de betrokkenen zou ondermijnen, maar ook de nationale solidariteit met hen zou verbreken;
- Dat in een regeling waarin de federale overheid en de sociale zekerheid hun verantwoordelijkheid ten aanzien van langdurig werklozen zouden afschuiven op de gewesten of de gemeenten, de gewesten en gemeenten met de hoogste werkloosheidsgraad de zwaarste last zouden moeten dragen, terwijl zij de minste mogelijkheden hebben om belastinginkomsten te genereren;

Overwegende

- Dat het niet de kerntaak van de lokale besturen, OCMW's en gemeenten is om mensen terug aan het werk te krijgen, in tegenstelling tot de gewestelijke tewerkstellingsdiensten, die beter uitgerust zijn om werkzoekenden te helpen;

Overwegende

- Dat er volgens de cijfers die ons werden overgemaakt, in 2023 in onze gemeente 2.179 werkzoekenden waren die al meer dan twee jaar een uitkering ontvingen;
- Dat de uitsluiting van deze mensen uit de RVA een aanzienlijk negatief effect zou hebben op hen, hun gezinnen en kinderen, evenals op de sociale cohesie binnen onze gemeente;

Overwegende

- Dat 69,31% van deze personen alleenstaanden of gezinshoofden zijn (1.510 personen), die in aanmerking zouden komen voor OCMW-steun;
- Dat een dergelijke overdracht van verantwoordelijkheden een grote impact zou hebben op de werking en de financiën van ons OCMW en van onze gemeente, niet alleen op het vlak van de tenlasteneming van het leefloon, maar ook op het vlak van aanvullende steun, personeel van het OCMW, te voorziene lokalen en de achteruitgang van de dienstverlening die dit zou kunnen veroorzaken voor alle gebruikers van het OCMW;

Overwegende

- Dat de OCMW's een nuttige bijdrage kunnen leveren om mensen terug aan het werk te krijgen via maatregelen zoals artikel 60 en 61, en de subsidiërende overheden hen de financiële middelen moeten verschaffen om dit soort maatregelen uit te werken;
- Dat OCMW's en gemeenten niet gebruikt mogen worden om langdurig werklozen tot jobs te dwingen die hen geen volledige toegang tot een salaris volgens de loonschalen en tot alle sociale rechten kunnen garanderen, wat deze mensen niet uit de onzekerheid zou halen;

- Dat het doorverwijzen van langdurig werklozen naar de OCMW's maatregelen zoals artikel 60 grotendeels zinloos zou maken, omdat het voor een aantal mensen een soort carrousel zou creëren tussen sociale bijstand en werkloosheidsuitkering;

Overwegende ten slotte

- Dat andere voorstellen van de huidige federale formateur, waarvan in de pers melding werd gemaakt en die zouden leiden tot een afbouw van de federale solidariteit (i.v.m. het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen, de IGO, het migratiebeleid en het leefloon, ...) een negatieve impact zouden hebben op de federale solidariteit en de sociale cohesie, en de lokale besturen en hun OCMW's zwaarder zouden belasten;

De Gemeenteraad van Vorst

- Neemt stelling tegen elke verzwakking van de solidariteit georganiseerd op federaal niveau en binnen de sociale zekerheid;

- Neemt stelling tegen elke regionalisering van de sociale zekerheid en elke verschuiving van de tenlasteneming van de begunstigden naar de lokale besturen;

- Neemt stelling tegen elke beperking in de tijd van de werkloosheidsuitkeringen;

- Neemt stelling tegen elke verlaging van het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen en het leefloon;

- Neemt stelling tegen de creatie van slechte banen voor langdurig werklozen.

- Neemt stelling voor het opleggen van een verplichte opleiding na één jaar werkloosheid.

De Gemeenteraad van Vorst

- Vraagt de federale formateurs om geen maatregelen in die zin te nemen, maar te voorzien in de organisatie van een grotere solidariteit van de federale overheid tussen de werknemers met en zonder werk, alsook ten aanzien van de gemeenten.

De Gemeenteraad van Vorst vraagt het College van Burgemeester en Schepenen

- Deze motie over te maken aan de voorzitter van de Kamer, de Belgische burgemeesters en de voorzitters van de Belgische OCMW's;

- Deze motie aan de pers mee te delen;

- Deze motie te publiceren op de gemeentelijke mediakanalen en website;

- Contact te leggen met de burgemeesters van andere gemeenten die tegen deze maatregelen zijn, en samen met hen initiatieven te nemen om zich tegen deze voorstellen te verzetten;

- De kosten voor het OCMW en voor de gemeente van de beperking van de werkloosheidsuitkeringen na twee jaar (leefloon, aanvullende hulp, lokalen, uitrusting, personeel, ...) nauwkeurig te ramen en mee te delen aan de gemeenteraad en de pers;

- De resultaten van zijn acties mee te delen aan alle gemeenteraadsleden en er gedetailleerd verslag over uit te brengen op de volgende zitting van de gemeenteraad.

Het punt wordt verworpen.

30 stemmers : 6 positieve stemmen, 24 negatieve stemmen.

Nee : Mariam El Hamidine, Charles Spapens, Ahmed Quartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Alitia Angeli, Kris Vanslambrouck, Nadia El Yousfi, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Séverine De Laveleye, Caroline Dupont, Nicolas Lonfils, Francis Dagrín, David Leclercq, Marianne Courtois, Joël Elongo-Lofemba, Samira Bouaid, Stéphane Peycker.

2 annexes / 2 bijlagen

49 **Proposition de motion relative au maintien de la prise en charge de l'ensemble des chômeurs par la Sécurité sociale fédérale et contre l'introduction d'une limitation dans le temps des allocations de chômage (à la demande monsieur Lonfils, conseiller communal).**
(Complémentaire)

Pour le maintien de la prise en charge de l'ensemble des chômeurs par la Sécurité sociale fédérale et contre l'introduction d'une limitation dans le temps des allocations de chômage.

Le Conseil communal de Forest

Considérant que,

- En Belgique, la solidarité vis-à-vis des salarié.e.s involontairement privés d'emploi est organisée au niveau de l'État fédéral et que leur indemnisation est assumée par l'ONEm. Les chômeurs et les chômeuses indemnisés font l'objet de contrôles réguliers de leur disponibilité sur le marché du travail qui sont effectués principalement par les services régionaux de l'emploi. A ce jour, il n'y a pas de limitation dans le temps des allocations de chômage payées par l'ONEm pour les personnes qui ont ouvert leur droit à une indemnisation sur la base de leur travail.

- A travers leur CPAS, la loi fixe aux communes la mission de participer à l'octroi d'une aide sociale (RI, aide équivalente, etc.) afin de garantir à tous leurs habitants le droit à la dignité humaine. Cette aide sociale est conçue comme devant être résiduaire, c'est-à-dire qu'elle n'a pas vocation à se substituer aux mécanismes assurantiels fédéraux de la Sécurité sociale. S'agissant d'un dernier « filet de sécurité » minimal pour celles et ceux qui ne peuvent disposer des moyens de vivre une vie digne grâce à leur travail ou à des allocations de Sécurité sociale, ce dispositif ne peut être amené à devoir se substituer à ces mécanismes de solidarité fédéraux.

Considérant que,

- La presse a fait état d'une volonté, portée par la personne chargée par le Roi d'une mission de formateur d'un nouveau gouvernement fédéral, de limiter à deux ans le droit aux allocations de chômage et de réaliser ainsi des économies dans le budget de l'assurance chômage.

Considérant que,

- L'exclusion des bénéficiaires d'allocations de chômage n'est en rien de nature à les aider ou à favoriser leur accès à un emploi leur permettant de subvenir à leurs besoins.

- Tant les services régionaux de l'Emploi que les services communaux et ceux des CPAS sont actuellement incapables d'offrir des propositions d'emploi susceptibles de mettre au travail tous les

demandeurs d'emploi en tenant compte de leurs qualifications.

- Que les demandeurs d'emploi de longue durée sont ceux qui ont le plus de difficultés à se réinsérer sur le marché du travail.

- Que l'introduction d'une limitation dans le temps des allocations de chômage reviendrait donc à fragiliser des personnes déjà précaires et à les renvoyer soit vers la solidarité familiale soit vers les CPAS.

- Que le renvoi de ces personnes vers les CPAS reviendrait non seulement à dégrader les droits sociaux des personnes concernées mais encore à rompre le caractère national de la solidarité vis-à-vis de celles-ci.

- Que dans un schéma où l'État fédéral et la Sécurité sociale se déchargeraient de leur responsabilité vis-à-vis des chômeurs de longue durée en renvoyant celle-ci vers les régions ou les communes, les régions et les communes qui comptent les plus hauts taux de chômage seraient celles qui auraient la charge la plus lourde à assumer alors que ce sont celles qui ont le moins de possibilité de lever des recettes fiscales.

Considérant que,

- Le métier de base des pouvoirs locaux, des CPAS et des communes n'est pas la remise à l'emploi, contrairement aux services régionaux de l'Emploi, qui sont mieux outillés pour pouvoir aider les demandeurs d'emploi.

Considérant que,

- Selon les chiffres qui nous ont été transmis, il y avait en moyenne 2179 demandeurs d'emploi indemnisés depuis plus de deux ans dans notre commune en 2023.

- Une mesure d'exclusion de l'ONEm de ces personnes aurait un impact négatif majeur sur celles-ci, sur leurs familles et sur leurs enfants ainsi que sur la cohésion sociale au sein de notre commune.

Considérant que,

- Parmi ces personnes, il y avait 69,31% d'isolé.e.s ou de chef.fe.s de famille, (soit 1510 personnes), qui seraient susceptibles de se voir reconnu un droit à l'aide du CPAS.

- Un tel transfert de responsabilités aurait un impact majeur sur le fonctionnement et les finances de notre CPAS ainsi que de notre commune, non seulement au niveau de la prise en charge du Revenu d'intégration (RI), mais également au niveau des aides complémentaires, du personnel du CPAS, des locaux à prévoir et de la dégradation du service que cela risque d'occasionner pour l'ensemble des usagers du CPAS.

Considérant que,

- Les CPAS peuvent apporter une contribution utile à la remise à l'emploi à travers des dispositifs de type article 60 et article 61 et qu'il convient avant tout que les pouvoirs subsidiaires leur donnent les moyens financiers de développer ce type de dispositif.

- Les CPAS et les communes n'ont pas vocation à être instrumentalisés pour forcer la mise à l'emploi de chômeurs de longue durée vers des « jobs » qui ne leur garantiraient pas le plein accès à un salaire conforme aux barèmes et à tous les droits sociaux, ce qui ne sortirait pas ces personnes de la précarité.

- Que le renvoi des chômeurs de longue durée vers les CPAS ferait largement perdre son sens à des dispositifs comme l'article 60, puisqu'il instaurerait pour une série de personnes une forme de carrousel entre l'aide sociale et l'assurance chômage.

Considérant enfin que,

- D'autres propositions portées par l'actuel formateur fédéral dont la presse s'est fait l'écho vont dans le sens d'un retrait de la solidarité fédérale (concernant le montant des allocations de chômage, la Grapa ou la politique migratoire et le RI...) auraient un impact négatif sur la solidarité fédérale ainsi que sur la cohésion sociale et reviendraient à augmenter la charge mise sur les pouvoirs locaux et leur CPAS.

Le Conseil communal de Forest,

- Prend position contre tout affaiblissement de la solidarité organisée au niveau fédéral et au sein de la Sécurité sociale.

- Prend position contre toute régionalisation de la Sécurité sociale et contre tout renvoi des bénéficiaires à charge des pouvoirs locaux.

- Prend position contre toute limitation dans le temps des allocations de chômage.

- Prend position contre toute diminution du montant des allocations de chômage et du RI.

- Prend position contre la création de jobs au rabais à destination des chômeurs de longue durée.

Le Conseil communal de Forest,

- Demande aux formateurs fédéraux de ne prévoir aucune mesure qui irait en ce sens et, au contraire, de prévoir l'organisation d'une plus grande solidarité de l'État fédéral entre les travailleurs avec et sans emploi ainsi que vis-à-vis de ses communes.

Le Conseil communal de Forest demande au Collège des Bourgmestres et Echevins de :

- Transmettre cette motion au Président de la Chambre, aux Bourgmestres belges et aux Présidents des CPAS belges,

- Communiquer cette motion à la presse,

- Publier cette motion sur son site internet et dans les organes d'information communaux,

- Établir des contacts avec les Bourgmestres d'autres communes opposées à ces mesures et prendre des initiatives avec celles-ci pour s'opposer à ces propositions,

- Évaluer de façon précise le coût que générerait pour le CPAS et pour la commune une limitation des allocations de chômage après deux ans (RI, aides complémentaires, locaux, équipement, personnel...), le communiquer au Conseil communal et à la presse.

- Communiquer le résultat de ses démarches à tous les Conseillers communaux et en rendre compte de façon détaillée lors de la plus prochaine séance du Conseil communal.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 19 votes positifs, 5 votes négatifs, 6 abstentions.

Non : Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Francis Dagrín, Joël Elongo-Lofemba, Stéphane

Peycker.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Mostafa Bentaha.

Voorstel van motie betreffende het behoud van de tenlasteneming van alle werklozen door de federale sociale zekerheid en tegen de invoering van een beperking in de tijd van de werkloosheidsuitkeringen (op vraag van mijnheer Lonfils, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Voor het behoud van de tenlasteneming van alle werklozen door de federale sociale zekerheid en tegen de invoering van een beperking in de tijd van de werkloosheidsuitkeringen.

De Gemeenteraad van Vorst

Overwegende,

- Dat in België de solidariteit met onvrijwillig werklozen op het niveau van de federale overheid georganiseerd is en dat hun uitkering wordt betaald door de RVA. Werklozen en uitkeringsgerechtigde werklozen worden regelmatig gecontroleerd op hun beschikbaarheid voor de arbeidsmarkt, voornamelijk door de gewestelijke diensten voor tewerkstelling. Tot op heden is er geen beperking in tijd voor RVA-werkloosheidsuitkeringen voor personen die hun recht op een uitkering hebben geopend op basis van hun werk.

- Dat de wet gemeenten de opdracht geeft om via hun OCMW's bij te dragen tot de toekenning van sociale bijstand (leefloon, equivalent leefloon, ...) om al hun inwoners het recht op een menswaardig leven te garanderen. Deze sociale bijstand is als residueel bedoeld, d.w.z. dat het niet de bedoeling is dat het de federale verzekeringsmechanismen van de sociale zekerheid vervangt. Aangezien dit systeem een laatste minimaal 'vangnet' is voor wie onvoldoende middelen heeft om een waardig leven te leiden dankzij werk of socialezekerheidsuitkeringen, mag het niet in de plaats komen van federale solidariteitsmechanismen.

Overwegende,

- Dat de pers bericht heeft dat de persoon die door de Koning is aangesteld als formateur van een nieuwe federale regering, van plan is om het recht op een werkloosheidsuitkering te beperken tot twee jaar en zo besparingen te doen in de werkloosheidsverzekering;

Overwegende,

- Dat het uitsluiten van mensen van een werkloosheidsuitkering hen op geen enkele manier zal helpen of hun toegang tot stabiel werk bevorderen dat hen in staat zou stellen in hun levensonderhoud te voorzien;

- Dat zowel de gewestelijke als de gemeentelijke tewerkstellingsdiensten en de OCMW's momenteel niet in staat zijn om alle werkzoekenden werk aan te bieden rekening houdend met hun kwalificaties;

- Dat langdurig werkzoekenden degenen zijn die de meeste moeite hebben om zich opnieuw in te schakelen op de arbeidsmarkt;

- Dat de invoering van een beperking in de tijd van de werkloosheidsuitkeringen de personen die zich al in een precaire situatie bevinden, nog kwetsbaarder zou maken en hen zou laten terugvallen op familiale solidariteit of het OCMW;

- Dat de doorverwijzing van deze mensen naar de OCMW's niet alleen de sociale rechten van de

betrokkenen zou ondermijnen, maar ook de nationale solidariteit met hen zou verbreken;

- Dat in een regeling waarin de federale overheid en de sociale zekerheid hun verantwoordelijkheid ten aanzien van langdurig werklozen zouden afschuiven op de gewesten of de gemeenten, de gewesten en gemeenten met de hoogste werkloosheidsgraad de zwaarste last zouden moeten dragen, terwijl zij de minste mogelijkheden hebben om belastinginkomsten te genereren;

Overwegende,

- Dat het niet de kerntaak van de lokale besturen, OCMW's en gemeenten is om mensen terug aan het werk te krijgen, in tegenstelling tot de gewestelijke tewerkstellingsdiensten, die beter uitgerust zijn om werkzoekenden te helpen;

Overwegende,

- Dat er volgens de cijfers die ons werden overgemaakt, in 2023 in onze gemeente 2.179 werkzoekenden waren die al meer dan twee jaar een uitkering ontvingen;

- Dat de uitsluiting van deze mensen uit de RVA een aanzienlijk negatief effect zou hebben op hen, hun gezinnen en kinderen, evenals op de sociale cohesie binnen onze gemeente;

Overwegende,

- Dat 69,31% van deze personen alleenstaanden of gezinshoofden zijn (1.510 personen), die in aanmerking zouden komen voor OCMW-steun;

- Dat een dergelijke overdracht van verantwoordelijkheden een grote impact zou hebben op de werking en de financiën van ons OCMW en van onze gemeente, niet alleen op het vlak van de tenlasteneming van het leefloon, maar ook op het vlak van aanvullende steun, personeel van het OCMW, te voorziene lokalen en de achteruitgang van de dienstverlening die dit zou kunnen veroorzaken voor alle gebruikers van het OCMW;

Overwegende,

- Dat de OCMW's een nuttige bijdrage kunnen leveren om mensen terug aan het werk te krijgen via maatregelen zoals artikel 60 en 61, en de subsidiërende overheden hen de financiële middelen moeten verschaffen om dit soort maatregelen uit te werken;

- Dat OCMW's en gemeenten niet gebruikt mogen worden om langdurig werklozen tot jobs te dwingen die hen geen volledige toegang tot een salaris volgens de loonschalen en tot alle sociale rechten kunnen garanderen, wat deze mensen niet uit de onzekerheid zou halen;

- Dat het doorverwijzen van langdurig werklozen naar de OCMW's maatregelen zoals artikel 60 grotendeels zinloos zou maken, omdat het voor een aantal mensen een soort carrousel zou creëren tussen sociale bijstand en werkloosheidsuitkering;

Overwegende ten slotte,

- Dat andere voorstellen van de huidige federale formateur, waarvan in de pers melding werd gemaakt en die zouden leiden tot een afbouw van de federale solidariteit (i.v.m. het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen, de IGO, het migratiebeleid en het leefloon, ...) een negatieve impact zouden hebben op de federale solidariteit en de sociale cohesie, en de lokale besturen en hun OCMW's zwaarder zouden belasten;

De Gemeenteraad van Vorst,

- Neemt stelling tegen elke verzwakking van de solidariteit georganiseerd op federaal niveau en binnen de sociale zekerheid;
- Neemt stelling tegen elke regionalisering van de sociale zekerheid en elke verschuiving van de tenlasteneming van de begunstigen naar de lokale besturen;
- Neemt stelling tegen elke beperking in de tijd van de werkloosheidsuitkeringen;
- Neemt stelling tegen elke verlaging van het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen en het leefloon;
- Neemt stelling tegen de creatie van slechte banen voor langdurig werklozen.

De Gemeenteraad van Vorst,

- Vraagt de federale formateurs om geen maatregelen in die zin te nemen, maar te voorzien in de organisatie van een grotere solidariteit van de federale overheid tussen de werknemers met en zonder werk, alsook ten aanzien van de gemeenten.

De Gemeenteraad van Vorst vraagt het College van Burgemeester en Schepenen

- Deze motie over te maken aan de voorzitter van de Kamer, de Belgische burgemeesters en de voorzitters van de Belgische OCMW's;
- Deze motie aan de pers mee te delen;
- Deze motie te publiceren op de gemeentelijke mediakanalen en website;
- Contact te leggen met de burgemeesters van andere gemeenten die tegen deze maatregelen zijn, en samen met hen initiatieven te nemen om zich tegen deze voorstellen te verzetten;
- De kosten voor het OCMW en voor de gemeente van de beperking van de werkloosheidsuitkeringen na twee jaar (leefloon, aanvullende hulp, lokalen, uitrusting, personeel, ...) nauwkeurig te ramen en mee te delen aan de gemeenteraad en de pers;
- De resultaten van zijn acties mee te delen aan alle gemeenteraadsleden en er gedetailleerd verslag over uit te brengen op de volgende zitting van de gemeenteraad.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 19 positieve stemmen, 5 negatieve stemmen, 6 onthoudingen.

Nee : Stéphanie Koplówicz, Simon De Beer, Francis Dagrín, Joël Elongó-Lofemba, Stéphane Peycker.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Xavier Jans, Mostafa Bentaha.

Intervention de Mme KOPLOWICZ :

Etant donné que j'ai déposé exactement la même proposition de motion, je propose qu'on groupe les discussions.

Intervention de MME de LAVELEYE :

Au nom des groupes Ecolo-Groen, PS-Vooruit nous souhaitons déposer une motion qui concerne la fin des allocations de chômage dans le temps. Lors du Conseil communal du 10 septembre, j'ai déjà posé une question sur les impacts de la mesure envisagée par la potentielle future majorité Arizona d'interrompre les indemnités de chômage dans le temps. Cela a permis de clarifier les chiffres et les impacts qu'aurait une telle mesure sur notre commune.

On avait reçu des chiffres concrets des impacts financiers de cette mesure pour notre commune.

Depuis, le Collectif solidarité contre l'exclusion a soumis un projet de motion dans les communes, pour mettre cette grande inquiétude en débat et rendre visibles les impacts d'une telle mesure sur les communes.

Nous sommes effectivement plusieurs groupes à avoir eu intérêt pour cette motion et à l'avoir déposé quasi simultanément.

Les chiffres proposés par le collectif correspondent largement à ceux fournis par le président du CPAS en septembre. On parle d'au-moins 1500 personnes qui seraient impactés par cette mesure à Forest.

Cette motion rappelle les impacts de cette mesure :

1) L'impact humain et social : Une mesure d'exclusion de l'ONEm de demandeurs.euses d'emploi aurait un impact négatif majeur sur celles-ci, sur leurs familles et sur leurs enfants ainsi que sur la cohésion sociale au sein de notre commune.

2) L'impact financier pour la commune : un tel transfert de responsabilités aurait un impact majeur sur le fonctionnement et les finances de notre CPAS ainsi que de notre commune, non seulement au niveau de la prise en charge du Revenu d'intégration (RI), mais également au niveau des aides complémentaires, du personnel du CPAS, des locaux à prévoir et de la dégradation du service que cela risque d'occasionner pour l'ensemble des usagers du CPAS.

En septembre, Nicolas Lonfils a mentionné une évaluation d'un impact budgétaire négatif net de 2.2 millions d'euros pour le CPAS de Forest, chaque année, rien que pour le RIS.

3) Rappelons encore l'inefficacité d'une telle mesure. On peut comprendre qu'une majorité fédérale ait envie de faire des économies pour pouvoir faire diminuer une dette publique qu'ils refusent d'absorber avec une réforme fiscale qui serait la seule solution socialement et budgétairement souhaitable pour mettre fin à la crise économique à laquelle les populations de la Belgique sont confrontées. Mettre les gens en difficulté n'est pas une option. Investissons dans la formation professionnelle, la reconversion et la création d'emplois décents et durables. Il est urgent de soutenir ceux qui cherchent à se réinsérer sur le marché du travail, pas de les abandonner ou les punir. Demander aux communes d'essayer l'incapacité du fédéral de prendre soin de la population est un non-sens.

Nous rappelons que le Fédéral a d'autres leviers pour gérer les problèmes budgétaires de notre pays, notamment une réforme fiscale permettant de trouver l'argent pour financer la solidarité auprès des épaules les plus larges.

Les communes ne peuvent pas assumer les choix du fédéral, elles n'en ont pas les moyens, ni les missions.

C'est la raison pour laquelle nous proposons à la Commune d'appeler le future gouvernement fédéral de ne pas prendre cette mesure.

Réplique de Mme KOPLOWICZ :

Je ne vais pas reparler du contexte que vient d'évoquer Séverine. Je veux juste rappeler que ça s'inscrit dans un contexte d'austérité au niveau du gouvernement fédéral alors que d'autres solutions et pistes existent pour renflouer les caisses. Comme parti, nous les avons déjà proposées plusieurs fois au nouveau fédéral également. Et c'est une peine pour les communes qui souffrent du financement régional qui lui-même souffre du financement fédéral. C'est donc dans cet état d'esprit qu'on veut attirer l'attention sur le fait que ce n'est vraiment pas une solution. Par ailleurs ces mesures (encore hypothétiques actuellement) proposées s'accompagnent de plus d'accompagnement mais à la fois il y a un sous financement des instituts ACTIRIS et compagnie qui sont sensés accompagner les chômeurs. On sait qu'il y aura encore plus de détresse et que ça va complètement plomber les finances communales. On veut, d'ici, faire entendre une autre alternative et espérer que cette mesure ne voit jamais le jour car elle est profondément injuste et antisociale.

Réplique de Mme EL YOUSFI :

Je ne serai pas très longue. Je rejoins déjà, comme cosignataire de la motion, ma collègue Mme de Laveye dans ce qu'elle a donné comme éléments. C'est simplement pour rappeler pour nous, en tant que socialistes, pour un peu couper l'herbe sous le pied de certaines affirmations ou visions erronées des réalités de nos publics fragilisés et aussi autour des aides octroyées. Simplement rappeler que ces aides-là sont des aides momentanées visant à accompagner ces publics-là et de pouvoir arriver à une réinsertion. Parler aussi du fait d'imaginer qu'il n'y a pas de contrôle. Je pense que des systèmes de contrôle sont établis. Rappelons-nous juste les problèmes d'exclusion du chômage qu'on a eus par le passé. Il y a des systèmes tant au CPAS que dans des organismes publiques en terme de contrôle mais surtout ce qu'on attend aussi ce sont des mesures d'accompagnement de nos publics et encore plus évidemment par rapport à ceux qui sont loin du marché du travail dans un but de réelle réinsertion. L'octroi d'aides sociales, si on parle rien que du CPAS, sont des filets de sécurité minimales pour permettre au gens d'avoir une vie digne et permettre aussi leur réinsertion. La réalité (Séverine l'a rappelé) de répondre en terme d'emploi suffisant à tous et en lien avec leur formation, est plus compliquée pour un public chômeurs de longue durée. On a souvent entendu, de la part de certains ici et ailleurs qu'il n'y a qu'à traverser le trottoir pour trouver du travail. Je pense aussi que ce genre de réflexion est du délire et du mépris.

Si ce type de loi est effectivement prise au niveau du fédéral ça va simplement participer à plus fragiliser des personnes d'un côté et plus déresponsabiliser l'Etat fédéral et de renvoyer la charge aux régions et encore plus aux communes à travers nos CPAS. On connaît la réalité de nos communes à ce niveau-là.

Evidemment, nous nous opposons à toute limitation de ces allocations dans le temps ou de leur diminution. Nous nous opposons aussi à cette optique de voir régionalisée ce type de politique qui ne vise qu'à casser la solidarité. Le maintien de cette solidarité au niveau fédéral est indispensable. Je rappelle aussi le sens de nos taxes, je pense que quand on paie nos taxes, c'est dans l'optique de justement pouvoir participer à cette solidarité qu'on souhaite casser maintenant.

Réplique de Mr LOEWENSTEIN :

Fort heureusement cette limitation des allocations de chômage dans le temps n'est pas effective. C'est une intention de la future potentielle majorité. Ce n'est pas dans l'accord de gouvernement. Vous l'avez dit et c'est important d'anticiper les choses par rapport à ça, ce que d'aucun n'a manqué de faire. Evidemment, une telle mesure aura un impact important sur les finances communales et du CPAS. On en est très sensible et c'est donc important au niveau des pouvoirs locaux de réagir.

Par contre, il y a un élément que le groupe Défi aurait voulu apporter et l'a fait sous forme d'amendement qui se trouve sur vos bancs. C'est le souhait de voir imposer une foration

obligatoire pour les chômeurs après un an de chômage. C'est ce que nous avons voulu intégrer au texte. Ca n'enlève rien au reste du texte. Ca ajoute juste la demande d'imposition de formation obligatoire après une année de chômage. Voilà donc la proposition que le groupe défi fait.

Réplique de Mr PEYCKER :

Je vais essayer de rappeler le message que j'ai voulu faire passer pendant toute la campagne. C'est une réforme qui est encore de l'ordre de l'hypothétique mais c'est aussi une réforme qui fait partie de programme de partis qui ont été élus au mois de juin et qui se voient confortés ce 13 octobre aussi. Ce que nous considérons comme anormal, c'est que des personnes sans emploi, en bonne santé et en pleine capacité ne puissent pas trouver un travail digne et valorisant dans les deux ans et c'est peut-être là-dessus qu'on devrait mobiliser nos forces par la formation, l'accompagnement et les synergies entre les différents niveaux de pouvoir. Vous l'aurez compris ; notre mouvement se prononce pour un droit au travail et avec une obligation de résultat. Donc dire que d'office après deux ans les gens tomberaient au CPAS, il faudra le démontrer. Mais il y a aussi une volonté, après ces deux ans, de mettre ces personnes au travail, que ce soit par du travail public ou de l'associatif.

Réplique de MME de LAVELEYE :

Juste parce que dans mon intervention, je n'ai pas parlé de l'amendement de Défi et pour clarifier, ça me semble important. On votera contre l'amendement de Défi. C'est une formule qui insiste de nouveau sur la dimension obligatoire et contraignante. On se retrouve complètement dans la perspective qu'il faut offrir des formations, il faut accompagner, il faut activer (même si je déteste ce mot). Dans certaines conditions, le travail est un levier d'émancipation mais pas à n'importe quel prix. La notion d'obligation d'une formation n'est pas celle que nous portons comme écologistes, mais accompagner, proposer, encadrer, bien. On ne peut donc pas soutenir cet amendement.

Réplique de Mr LOEWENSTEIN :

Je souhaite affiner les choses. Oui, le caractère obligatoire est important, c'est un élément. Et par ailleurs, le type de formation, qu'est-ce qui est considéré comme formation, le public qui est soumis à l'obligation, tout cela doit bien évidemment faire l'objet de modalités. On ne peut pas mettre un chômeur X sur un pied d'égalité avec un chômeur Y. Ce sont des modalités qui doivent être définies. Mais sur le principe, je pense que le caractère obligatoire, même si certains pourraient être exonérés de cette obligation, doit être maintenu. Ceci permettra peut-être de clarifier et de vous convaincre malgré tout de voter pour.

Réplique de Mme KOPLOWICZ :

C'était pour justifier le vote de l'amendement mais je n'ai pas compris comment on procédait là en fait. Nous voterons aussi contre l'amendement. Avec l'idée que ce problème de la philosophie de l'imposition c'est que c'est un conditionnement. L'allocation de chômage, ce n'est pas ça, c'est une victoire de la sécurité sociale pour dire aux gens : mais désolé, on ne peut pas vous offrir un boulot décent dans la situation actuelle donc ces allocations de chômage, c'est un droit qu'on construit collectivement. Donc l'imposition de formation, même s'il est important d'en proposer et d'offrir d'accompagner, etc , ne nous convient pas.

Tussenkost van mevrouw KOPLOWICZ

Aangezien ik precies hetzelfde voorstel van motie heb ingediend, stel ik voor dat we de

besprekingen groeperen.

Tussenkomst van mevrouw DE LAVELEYE

Namens de fracties Ecolo-Groen en PS-Vooruit willen wij een motie indienen over het einde van de werkloosheidsuitkeringen na verloop van tijd. Tijdens de gemeenteraad van 10 september heb ik al een vraag gesteld over de impact van de maatregel waarin de mogelijk toekomstige Arizona-meerderheid voorziet om de werkloosheidsuitkeringen na verloop van tijd stop te zetten. Zo kregen we meer duidelijkheid over de cijfers en de impact die een dergelijke maatregel zou hebben op onze gemeente.

We kregen concrete cijfers over de financiële impact van deze maatregel op onze gemeente.

Sindsdien heeft het Collectif Solidarité Contre l'Exclusion een ontwerp motie ingediend bij de gemeenten om deze grote bekommernis op tafel te leggen en de impact van een dergelijke maatregel op de gemeenten zichtbaar te maken.

Vershillende van onze fracties waren geïnteresseerd in deze motie en dienden ze bijna gelijktijdig in.

De cijfers die het collectief voorstelt, komen grotendeels overeen met de cijfers die de voorzitter van het OCMW in september verstrekte. Minstens 1500 mensen in Vorst zullen door deze maatregel getroffen worden.

Deze motie beschrijft de gevolgen van deze maatregel:

1) De menselijke en sociale impact: dat de uitsluiting van de werkzoekenden uit de RVA een aanzienlijk negatief effect zou hebben op hen, hun gezinnen en kinderen, evenals op de sociale cohesie binnen onze gemeente.

2) De financiële impact voor de gemeente: dat een dergelijke overdracht van verantwoordelijkheden een grote impact zou hebben op de werking en de financiën van ons OCMW en van onze gemeente, niet alleen op het vlak van de tenlasteneming van het leefloon, maar ook op het vlak van aanvullende steun, personeel van het OCMW, te voorziene lokalen en de achteruitgang van de dienstverlening die dit zou kunnen veroorzaken voor alle gebruikers van het OCMW;

In september vermeldde Nicolas Lonfils een raming van een netto negatief effect op de begroting van 2,2 miljoen euro voor het OCMW van Vorst, elk jaar, alleen al voor het leefloon.

3) Laten we de inefficiëntie van een dergelijke maatregel niet vergeten. Het is begrijpelijk dat een federale meerderheid wil bezuinigen om een overheidsschuld te verminderen die ze weigert op te vangen met een belastinghervorming die de enige sociaal en budgettair wenselijke oplossing zou zijn om een einde te maken aan de economische crisis waarmee de Belgische bevolking wordt geconfronteerd. Mensen in moeilijkheden brengen is geen optie. Laten we investeren in beroepsopleiding, omscholing en de creatie van degelijke en duurzame betrekkingen. We moeten mensen die een nieuwe plaats op de arbeidsmarkt willen vinden, ondersteunen en zeker niet in de steek laten of straffen. Het heeft geen zin om de gemeenten te vragen op te draaien voor het onvermogen van de federale overheid om voor de bevolking te zorgen.

We willen erop wijzen dat de federale overheid andere hefboomen heeft om de begrotingsproblemen van ons land te beheren, in het bijzonder een belastinghervorming om het geld om solidariteit te financieren te vinden op de breedste schouders.

De gemeenten kunnen niet achter de keuzes van de federale overheid staan; ze hebben noch de middelen, noch de taken.

Daarom stellen wij voor dat de gemeente de toekomstige federale regering verzoekt om deze maatregel niet te nemen.

Repliek van mevrouw KOPLOWICZ

Ik ga het niet hebben over de context van wat Séverine net heeft gezegd. Ik wil u er alleen aan herinneren dat dit deel uitmaakt van een context van besparingen op het niveau van de federale regering, terwijl er andere oplossingen en mogelijkheden bestaan om de schatkist aan te vullen. Als partij hebben we die ook al verschillende keren voorgesteld aan de nieuwe federale regering. En het is jammer voor de gemeenten die lijden onder de gewestelijke financiering, die op haar beurt lijdt onder de federale financiering. Met dit in het achterhoofd willen we de aandacht vestigen op het feit dat dit echt geen oplossing is. Sterker nog, de voorgestelde maatregelen (die op dit moment nog hypothetisch zijn) gaan gepaard met meer steun, maar tegelijkertijd is er sprake van onderfinanciering van ACTIRIS en andere instituten die werklozen moeten ondersteunen. We weten dat er nog meer ellende zal ontstaan en dat dit heel lastig wordt voor de gemeentefinanciën. Van hieruit willen we een ander alternatief laten horen en hopen we dat deze maatregel nooit het licht zal zien, omdat hij zeer onrechtvaardig en asociaal is.

Repliek van mevrouw EL YOUSFI

Ik ga niet langer meer uitweiden. Als medeondertekenaar van de motie ben ik het eens met wat mijn collega mevrouw De Laveleye heeft gezegd. Het is gewoon een herinnering voor ons, als socialisten, om de wind uit de zeilen te nemen van bepaalde beweringen of verkeerde visies op de realiteit van onze kwetsbare bevolkingsgroepen en ook op de hulp die wordt verleend. Ik wil erop wijzen dat deze hulp tijdelijke bijstand is, bedoeld om deze mensen te ondersteunen en hen te helpen bij hun herintegratie in de maatschappij. Ik wil het ook hebben over het idee dat er geen controles zijn. Ik denk dat er wel controlesystemen zijn. Denk maar aan de problemen van uitsluiting van werkloosheid die we in het verleden hebben gehad. Er zijn controlesystemen, zowel bij het OCMW als bij overheidsinstanties, maar wat we vooral ook verwachten zijn steunmaatregelen voor onze doelgroepen, en nog duidelijker voor degenen die ver van de arbeidsmarkt staan, met als doel echte herintegratie. De toekenning van sociale bijstand – als we het alleen al over het OCMW hebben – zijn minimale vangnetten om mensen in staat te stellen een waardig leven te leiden en ook om hun herintegratie mogelijk te maken. De realiteit (zoals Séverine ons in herinnering bracht) om voldoende werk te voorzien voor iedereen, in lijn met hun opleiding, is ingewikkelder voor langdurig werklozen. We hebben vaak gehoord, van sommige mensen hier en elders, dat het enige wat je hoeft te doen om werk te vinden is de stoep oversteken. Ik denk ook dat dit soort denken misleidend en minachtend is.

Als dit soort wet op federaal niveau wordt aangenomen, zal ze mensen enerzijds kwetsbaarder maken en anderzijds de federale staat deresponsabiliseren, door de lasten terug te schuiven naar de gewesten en nog meer naar de gemeenten via onze OCMW's. We kennen de realiteit van onze gemeenten op dit vlak.

We zijn uiteraard tegen een beperking van deze uitkeringen in de tijd of een vermindering ervan. We zijn ook tegen het idee om dit soort beleid te regionaliseren, omdat dat alleen maar tot doel heeft de solidariteit af te breken. Het is essentieel om deze solidariteit op federaal niveau te behouden. Ik zou ook willen herinneren aan de betekenis van onze belastingen. Ik denk dat wanneer we onze belastingen betalen, dat precies is om te kunnen deelnemen aan deze solidariteit die men nu wil afbreken.

Repliek van de heer LOEWENSTEIN

Gelukkig is deze tijdslimiet voor werkloosheidsuitkeringen niet effectief. Het is een voornemen van de mogelijke toekomstige meerderheid. Het staat niet in het regeerakkoord. U hebt het gezegd, en het is belangrijk om hierop te anticiperen, wat sommigen hebben gedaan. Het is duidelijk dat een dergelijke maatregel een grote impact zal hebben op de gemeentelijke en de

OCMW-financiën. We zijn hier erg gevoelig voor en het is dan ook belangrijk dat lokale overheden reageren.

Aan de andere kant is er een element dat de Défi-fractie graag had willen inbrengen en dat heeft gedaan in de vorm van een amendement dat op uw banken ligt. Het is de wens om werklozen na een jaar werkloosheid een verplichte opleiding op te leggen. Dat is wat we in de tekst wilden opnemen. Het neemt niets weg van de rest van de tekst. Het voegt alleen de vraag om verplichte opleiding na een jaar werkloosheid toe. Dat is dus het voorstel van de Défi-fractie.

Replik van de heer PEYCKER

Ik ga proberen de boodschap te herhalen die ik de hele campagne heb willen overbrengen. Het is een hervorming die nog hypothetisch is, maar het is ook een hervorming die deel uitmaakt van het programma van de partijen die in juni werden verkozen en die ook op 13 oktober worden bevestigd. Wat wij abnormaal vinden is dat mensen die werkloos zijn, gezond en arbeidsgeschikt zijn, niet binnen twee jaar een waardige en lonende baan kunnen vinden, en dit is misschien waar we onze krachten moeten mobiliseren door middel van opleiding, ondersteuning en synergie tussen de verschillende bestuursniveaus. Zoals u zult hebben begrepen, is onze beweging voorstander van het recht op werk met een verplichting om resultaten te boeken. Dus om te zeggen dat mensen na twee jaar automatisch op het OCMW zouden vallen, dat zou bewezen moeten worden. Maar er is ook de wens om deze mensen na deze twee jaar aan het werk te zetten, hetzij via gemeenschapsdienst, hetzij via vrijwilligerswerk.

Replik van mevrouw DE LAVELEYE

Omdat ik het amendement van Défi niet heb genoemd in mijn uiteenzetting en ter verduidelijking: ik denk dat het belangrijk is. We zullen tegen het amendement van Défi stemmen. Het is een formule die opnieuw aandringt op de verplichte en bindende dimensie. We zijn het volledig eens met het standpunt dat we opleiding moeten aanbieden, dat we ondersteuning moeten bieden, dat we moeten activeren (ook al haat ik dat woord). Onder bepaalde voorwaarden is werk een hefboom voor emancipatie, maar niet tegen elke prijs. Het idee van een verplichte opleiding is niet waar wij als groenen voor staan, maar ondersteuning bieden, voorstellen doen, een kader bieden, dat is allemaal goed en wel. Daarom kunnen wij dit amendement niet steunen.

Replik van de heer LOEWENSTEIN

Ik zou de dingen willen verfijnen. Ja, het verplichte karakter is belangrijk; dat is een element. Bovendien is er het type opleiding, wat als opleiding beschouwd wordt, voor wie de verplichting geldt: dat alles moet natuurlijk in detail bepaald worden. Je kunt werkloze X niet op gelijke voet stellen met werkloze Y. Dat zijn modaliteiten die vastgelegd moeten worden. Maar in principe denk ik dat het verplichte karakter van de regeling moet worden gehandhaafd, ook al kunnen sommige mensen van deze verplichting worden vrijgesteld. Misschien verduidelijkt dit de zaken en overtuigt het jullie om voor te stemmen.

Replik van mevrouw KOPLOWICZ

Het was om de stemming voor het amendement te verklaren, maar ik begreep niet hoe het eigenlijk in zijn werk ging. Wij zullen ook tegen het amendement stemmen. Met het idee dat het probleem van de idee van de belasting is dat het aan voorwaarden gebonden is. Een werkloosheidsuitkering is dat niet, het is een overwinning voor de sociale zekerheid om tegen mensen te zeggen: sorry, we kunnen je in de huidige situatie geen fatsoenlijke baan bieden, dus deze werkloosheidsuitkering is een recht dat we collectief opbouwen. Dus het opleggen van een vorming, ook al is het belangrijk om vorming en ondersteuning en dergelijke aan te bieden, past

50 **Proposition de motion concernant le projet de suppression des allocations de chômage après 2 ans (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale). (Complémentaire)**

Pour le maintien de la prise en charge de l'ensemble des chômeurs par la Sécurité sociale fédérale et contre l'introduction d'une limitation dans le temps des allocations de chômage.

Le Conseil communal de Forest

Considérant que,

- En Belgique, la solidarité vis-à-vis des salarié.e.s involontairement privés d'emploi est organisée au niveau de l'État fédéral et que leur indemnisation est assumée par l'ONEm. Les chômeurs et les chômeuses indemnisés font l'objet de contrôles réguliers de leur disponibilité sur le marché du travail qui sont effectués principalement par les services régionaux de l'emploi. A ce jour, il n'y a pas de limitation dans le temps des allocations de chômage payées par l'ONEm pour les personnes qui ont ouvert leur droit à une indemnisation sur la base de leur travail.

- A travers leur CPAS, la loi fixe aux communes la mission de participer à l'octroi d'une aide sociale (RI, aide équivalente, etc.) afin de garantir à tous leurs habitants le droit à la dignité humaine. Cette aide sociale est conçue comme devant être résiduaire, c'est-à-dire qu'elle n'a pas vocation à se substituer aux mécanismes assurantiels fédéraux de la Sécurité sociale. S'agissant d'un dernier « filet de sécurité » minimal pour celles et ceux qui ne peuvent disposer des moyens de vivre une vie digne grâce à leur travail ou à des allocations de Sécurité sociale, ce dispositif ne peut être amené à devoir se substituer à ces mécanismes de solidarité fédéraux.

Considérant que,

- La presse a fait état d'une volonté, portée par la personne chargée par le Roi d'une mission de formateur d'un nouveau gouvernement fédéral, de limiter à deux ans le droit aux allocations de chômage et de réaliser ainsi des économies dans le budget de l'assurance chômage.

Considérant que,

- L'exclusion des bénéficiaires d'allocations de chômage n'est en rien de nature à les aider ou à favoriser leur accès à un emploi leur permettant de subvenir à leurs besoins.

- Tant les services régionaux de l'Emploi que les services communaux et ceux des CPAS sont actuellement incapables d'offrir des propositions d'emploi susceptibles de mettre au travail tous les demandeurs d'emploi en tenant compte de leurs qualifications.

- Que les demandeurs d'emploi de longue durée sont ceux qui ont le plus de difficultés à se réinsérer sur le marché du travail.

- Que l'introduction d'une limitation dans le temps des allocations de chômage reviendrait donc à

fragiliser des personnes déjà précaires et à les renvoyer soit vers la solidarité familiale soit vers les CPAS.

- Que le renvoi de ces personnes vers les CPAS reviendrait non seulement à dégrader les droits sociaux des personnes concernées mais encore à rompre le caractère national de la solidarité vis-à-vis de celles-ci.

- Que dans un schéma où l'État fédéral et la Sécurité sociale se déchargeraient de leur responsabilité vis-à-vis des chômeurs de longue durée en renvoyant celle-ci vers les régions ou les communes, les régions et les communes qui comptent les plus hauts taux de chômage seraient celles qui auraient la charge la plus lourde à assumer alors que ce sont celles qui ont le moins de possibilité de lever des recettes fiscales.

Considérant que,

- Le métier de base des pouvoirs locaux, des CPAS et des communes n'est pas la remise à l'emploi, contrairement aux services régionaux de l'Emploi, qui sont mieux outillés pour pouvoir aider les demandeurs d'emploi.

Considérant que,

- Selon les chiffres qui nous ont été transmis, il y avait en 2023 2179 demandeurs d'emploi indemnisés depuis plus de deux ans dans notre commune.

- Une mesure d'exclusion de l'ONem de ces personnes aurait un impact négatif majeur sur celles-ci, sur leurs familles et sur leurs enfants ainsi que sur la cohésion sociale au sein de notre commune.

Considérant que,

- Parmi ces personnes, il y avait 69% d'isolé.e.s ou de chef.fe.s de famille, (soit 1510 personnes), qui seraient susceptibles de se voir reconnu un droit à l'aide du CPAS.

- Un tel transfert de responsabilités aurait un impact majeur sur le fonctionnement et les finances de notre CPAS ainsi que de notre commune, non seulement au niveau de la prise en charge du Revenu d'intégration (RI), mais également au niveau des aides complémentaires, du personnel du CPAS, des locaux à prévoir et de la dégradation du service que cela risque d'occasionner pour l'ensemble des usagers du CPAS.

Considérant que,

- Les CPAS peuvent apporter une contribution utile à la remise à l'emploi à travers des dispositifs de type article 60 et articles 61 et qu'il convient avant tout que les pouvoirs subsidiaires leur donnent les moyens financiers de développer ce type de dispositif.

- Les CPAS et les communes n'ont pas vocation à être instrumentalisés pour forcer la mise à l'emploi de chômeurs de longue durée vers des « jobs » qui ne leur garantiraient pas le plein accès à un salaire conforme aux barèmes et à tous les droits sociaux, ce qui ne sortirait pas ces personnes de la précarité.

- Que le renvoi des chômeurs de longue durée vers les CPAS ferait largement perdre son sens à des dispositifs comme l'article 60, puisqu'il instaurerait pour une série de personnes une forme de carrousel entre l'aide sociale et l'assurance chômage.

Considérant enfin que,

- D'autres propositions portées par l'actuel formateur fédéral dont la presse s'est fait l'écho vont dans le sens d'un retrait de la solidarité fédérale (concernant le montant des allocations de chômage, la Grapa ou la politique migratoire et le RI...) auraient un impact négatif sur la solidarité fédérale ainsi que sur la cohésion sociale et reviendraient à augmenter la charge mise sur les pouvoirs locaux et leur CPAS.

Le Conseil communal de Forest,

- Prend position contre tout affaiblissement de la solidarité organisée au niveau fédéral et au sein de la Sécurité sociale.
- Prend position contre toute régionalisation de la Sécurité sociale et contre tout renvoi des bénéficiaires à charge des pouvoirs locaux.
- Prend position contre toute limitation dans le temps des allocations de chômage.
- Prend position contre toute diminution du montant des allocations de chômage et du RI.
- Prend position contre la création de jobs au rabais à destination des chômeurs de longue durée.

Le Conseil communal de Forest,

- Demande aux formateurs fédéraux de ne prévoir aucune mesure qui irait en ce sens et, au contraire, de prévoir l'organisation d'une plus grande solidarité de l'État fédéral entre les travailleurs avec et sans emploi ainsi que vis-à-vis de ses communes.

Le Conseil communal de Forest demande au Collège des Bourgmestres et Echevins de :

- Transmettre cette motion au Président de la Chambre, aux Bourgmestres belges et aux Présidents des CPAS belges,
- Communiquer cette motion à la presse,
- Publier cette motion sur son site internet et dans les organes d'information communaux,
- Établir des contacts avec les Bourgmestres d'autres communes opposées à ces mesures et prendre des initiatives avec celles-ci pour s'opposer à ces propositions,
- Évaluer de façon précise le coût que générerait pour le CPAS et pour la commune une limitation des allocations de chômage après deux ans (RI, aides complémentaires, locaux, équipement, personnel...), le communiquer au Conseil communal et à la presse.
- Communiquer le résultat de ses démarches à tous les Conseillers communaux et en rendre compte de façon détaillée lors de la plus prochaine séance du Conseil communal.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Voorstel van motie betreffende de voorgestelde afschaffing van de werkloosheidsuitkeringen na 2 jaar (op vraag van mevrouw Koplowicz, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Voor het behoud van de tenlasteneming van alle werklozen door de federale sociale zekerheid en tegen de invoering van een beperking in de tijd van de werkloosheidsuitkeringen

Overwegende

- Dat in België de solidariteit met onvrijwillig werklozen op het niveau van de federale overheid georganiseerd is en dat hun uitkering wordt betaald door de RVA. Werklozen en uitkeringsgerechtigde werklozen worden regelmatig gecontroleerd op hun beschikbaarheid voor de arbeidsmarkt, voornamelijk door de gewestelijke diensten voor tewerkstelling. Tot op heden is er geen beperking in tijd voor RVA-werkloosheidsuitkeringen voor personen die hun recht op een uitkering hebben geopend op basis van hun werk.

- Dat de wet gemeenten de opdracht geeft om via hun OCMW's bij te dragen tot de toekenning van sociale bijstand (leefloon, equivalent leefloon, ...) om al hun inwoners het recht op een menswaardig leven te garanderen. Deze sociale bijstand is als residueel bedoeld, d.w.z. dat het niet de bedoeling is dat het de federale verzekeringsmechanismen van de sociale zekerheid vervangt. Aangezien dit systeem een laatste minimaal 'vangnet' is voor wie onvoldoende middelen heeft om een waardig leven te leiden dankzij werk of socialezekerheidsuitkeringen, mag het niet in de plaats komen van federale solidariteitsmechanismen.

Overwegende

- Dat de pers bericht heeft dat de persoon die door de Koning is aangesteld als formateur van een nieuwe federale regering, van plan is om het recht op een werkloosheidsuitkering te beperken tot twee jaar en zo besparingen te doen in de werkloosheidsverzekering;

Overwegende

- Dat het uitsluiten van mensen van een werkloosheidsuitkering hen op geen enkele manier zal helpen of hun toegang tot stabiel werk bevorderen dat hen in staat zou stellen in hun levensonderhoud te voorzien;

- Dat zowel de gewestelijke als de gemeentelijke tewerkstellingsdiensten en de OCMW's momenteel niet in staat zijn om alle werkzoekenden werk aan te bieden rekening houdend met hun kwalificaties;

- Dat langdurig werkzoekenden degenen zijn die de meeste moeite hebben om zich opnieuw in te schakelen op de arbeidsmarkt;

- Dat de invoering van een beperking in de tijd van de werkloosheidsuitkeringen de personen die zich al in een precaire situatie bevinden, nog kwetsbaarder zou maken en hen zou laten terugvallen op familiale solidariteit of het OCMW;

- Dat de doorverwijzing van deze mensen naar de OCMW's niet alleen de sociale rechten van de betrokkenen zou ondermijnen, maar ook de nationale solidariteit met hen zou verbreken;

- Dat in een regeling waarin de federale overheid en de sociale zekerheid hun verantwoordelijkheid ten aanzien van langdurig werklozen zouden afschuiven op de gewesten of de gemeenten, de gewesten en gemeenten met de hoogste werkloosheidsgraad de zwaarste last zouden moeten dragen, terwijl zij de minste mogelijkheden hebben om belastinginkomsten te genereren;

Overwegende

- Dat het niet de kerntaak van de lokale besturen, OCMW's en gemeenten is om mensen terug aan het werk te krijgen, in tegenstelling tot de gewestelijke tewerkstellingsdiensten, die beter uitgerust zijn

om werkzoekenden te helpen;

Overwegende

- Dat er volgens de cijfers die ons werden overgemaakt, in 2023 in onze gemeente 2.179 werkzoekenden waren die al meer dan twee jaar een uitkering ontvingen;
- Dat de uitsluiting van deze mensen uit de RVA een aanzienlijk negatief effect zou hebben op hen, hun gezinnen en kinderen, evenals op de sociale cohesie binnen onze gemeente;

Overwegende

- Dat 69% van deze personen alleenstaanden of gezinshoofden zijn (1.510 personen), die in aanmerking zouden komen voor OCMW-steun;
- Dat een dergelijke overdracht van verantwoordelijkheden een grote impact zou hebben op de werking en de financiën van ons OCMW en van onze gemeente, niet alleen op het vlak van de tenlasteneming van het leefloon, maar ook op het vlak van aanvullende steun, personeel van het OCMW, te voorziene lokalen en de achteruitgang van de dienstverlening die dit zou kunnen veroorzaken voor alle gebruikers van het OCMW;

Overwegende

- Dat de OCMW's een nuttige bijdrage kunnen leveren om mensen terug aan het werk te krijgen via maatregelen zoals artikel 60 en 61, en de subsidiërende overheden hen de financiële middelen moeten verschaffen om dit soort maatregelen uit te werken;
- Dat OCMW's en gemeenten niet gebruikt mogen worden om langdurig werklozen tot jobs te dwingen die hen geen volledige toegang tot een salaris volgens de loonschalen en tot alle sociale rechten kunnen garanderen, wat deze mensen niet uit de onzekerheid zou halen;
- Dat het doorverwijzen van langdurig werklozen naar de OCMW's maatregelen zoals artikel 60 grotendeels zinloos zou maken, omdat het voor een aantal mensen een soort carrousel zou creëren tussen sociale bijstand en werkloosheidsuitkering;

Overwegende ten slotte

- Dat andere voorstellen van de huidige federale formateur, waarvan in de pers melding werd gemaakt en die zouden leiden tot een afbouw van de federale solidariteit (i.v.m. het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen, de IGO, het migratiebeleid en het leefloon, ...) een negatieve impact zouden hebben op de federale solidariteit en de sociale cohesie, en de lokale besturen en hun OCMW's zwaarder zouden belasten;

De Gemeenteraad van Vorst

- Neemt stelling tegen elke verzwakking van de solidariteit georganiseerd op federaal niveau en binnen de sociale zekerheid;
- Neemt stelling tegen elke regionalisering van de sociale zekerheid en elke verschuiving van de tenlasteneming van de begunstigen naar de lokale besturen;
- Neemt stelling tegen elke beperking in de tijd van de werkloosheidsuitkeringen;
- Neemt stelling tegen elke verlaging van het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen en het leefloon;

- Neemt stelling tegen de creatie van slechte banen voor langdurig werklozen.

De Gemeenteraad van Vorst

- Vraagt de federale formateurs om geen maatregelen in die zin te nemen, maar te voorzien in de organisatie van een grotere solidariteit van de federale overheid tussen de werknemers met en zonder werk, alsook ten aanzien van de gemeenten.

De Gemeenteraad van Vorst vraagt het College van Burgemeester en Schepenen

- Deze motie over te maken aan de voorzitter van de Kamer, de Belgische burgemeesters en de voorzitters van de Belgische OCMW's;
- Deze motie aan de pers mee te delen;
- Deze motie te publiceren op de gemeentelijke mediakanalen en website;
- Contact te leggen met de burgemeesters van andere gemeenten die tegen deze maatregelen zijn, en samen met hen initiatieven te nemen om zich tegen deze voorstellen te verzetten;
- De kosten voor het OCMW en voor de gemeente van de beperking van de werkloosheidsuitkeringen na twee jaar (leefloon, aanvullende hulp, lokalen, uitrusting, personeel, ...) nauwkeurig te ramen en mee te delen aan de gemeenteraad en de pers;
- De resultaten van zijn acties mee te delen aan alle gemeenteraadsleden en er gedetailleerd verslag over uit te brengen op de volgende zitting van de gemeenteraad.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

2 annexes / 2 bijlagen

51 **Interpellation relative à la vétusté du réseau d'égouts bruxellois et risque d'effondrement de voiries (à la demande de Monsieur Lakhroufi, conseiller communal)**

Chère Madame la Bourgmestre,

Au cours du mois d'avril, la presse a relayé une information pour le moins préoccupante. « 225 km de voiries bruxelloises menacent de s'effondrer à tout moment », a déclaré Monsieur Olivier Broers, Directeur des études d'investissements chez Vivaqua, dans La Capitale du 18 avril 2024. La cause principale de cette situation est la vétusté de certaines portions du réseau d'égouts bruxellois.

En plus de cette vétusté, 4% des 1900 km du réseau d'égouts est dans un état tel que l'inspection est devenue tout simplement impossible à réaliser. La situation est si grave que Monsieur Broers a affirmé qu'une « épée de Damoclès » pèse sur nos têtes. En effet, deux effondrements de voiries ont déjà eu lieu en région bruxelloise depuis la parution de cette interview : l'un en avril à Watermael-Boitsfort et l'autre en juillet à Etterbeek. Heureusement, ces incidents n'ont pas eu de conséquences graves pour les habitants.

Madame la Bourgmestre, vous vous demandez peut-être pourquoi je vous parle de tout cela ici ? La raison est simple. Vivaqua a cartographié son réseau et dispose d'une vue assez précise de la situation.

Une liste des voiries à risque existe bel et bien. Le problème est que cette liste est confidentielle au dernières nouvelles. En effet, et en dépit du bon sens, l'intercommunale gestionnaire du réseau d'égouts refuse de la communiquer ou de la rendre publique. Je ne sais pas si cela est toujours le cas. Mais si cela l'est toujours, ce serait problématique et particulièrement grave.

Les Bruxelloises et les Bruxellois ont le droit de savoir où ils mettent les pieds. Les Forestoises et les Forestois ont le droit de savoir si leur rue menace de s'effondrer. Ils ont le droit de savoir si leur itinéraire comporte une voirie dangereuse qu'il serait plus prudent de contourner. D'autant plus que les effondrements se produisent soudainement.

En votre qualité de Bourgmestre, vous êtes dépositaire de la Sécurité publique, vous avez le droit de savoir afin de prendre vos dispositions. Les services de police et les services de secours ont également le droit de savoir.

Le simple fait que Vivaqua ait remis en cause ce droit à l'information du public, ce droit à la transparence, ce droit démocratique sur un sujet qui relève de la sécurité publique est une faute grave. Si vous nous confirmiez que cette situation opaque perdure encore aujourd'hui, ce serait tout simplement hallucinant!

Madame la Bourgmestre, aviez-vous connaissance de ce problème ?

Aviez-vous connaissance de l'existence de cette liste confidentielle ?

Avez-vous pu vous la procurer ? Si oui, existe-t-il des risques d'effondrement de voiries sur le territoire de la commune de Forest ?

Je vous remercie par avance pour vos réponses.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Interpellatie over de vervallen staat van het Brusselse rioleringsnet en het risico op instorting van wegen (op vraag van de heer Lakhroufi, gemeenteraadslid)

Geachte burgemeester,

In de maand april kwam de pers met op zijn zachtst gezegd verontrustende informatie. Volgens Olivier Broers, directeur onderzoeksstudies bij Vivaqua, in La Capitale op 18 april 2024, dreigen 225 km Brusselse wegen elk moment in te storten. De belangrijkste oorzaak van deze situatie is de vervallen staat van bepaalde delen van het Brusselse rioleringsnet.

Naast deze vervallen staat is 4% van het 1.900 km lange rioolnet in zo'n slechte staat dat inspectie gewoon onmogelijk is geworden. De situatie is zo ernstig dat de heer Broers stelde dat er een "zwaard van Damocles" boven ons hoofd hangt. Sinds de publicatie van het interview zijn er in het Brussels Gewest immers al twee wegen ingestort: in april in Watermaal-Bosvoorde en in juli in Etterbeek. Gelukkig hadden deze incidenten geen ernstige gevolgen voor de omwonenden.

Mevrouw de burgemeester, u vraagt zich misschien af waarom ik dit hier vertel? De reden is eenvoudig. Vivaqua heeft zijn netwerk in kaart gebracht en beschikt over een vrij nauwkeurig beeld van de situatie. Er bestaat wel degelijk een lijst met wegen die risico inhouden. Het probleem is dat deze lijst vertrouwelijk zou zijn. Vreemd genoeg weigert de intercommunale die het rioleringsnet beheert, de lijst mee te delen of openbaar te maken. Ik weet niet of dat nog steeds zo is, maar als dat zo is, zou dat problematisch en zeer erg zijn.

De Brusselaars hebben het recht om te weten waar ze lopen. De Vorstenaren hebben het recht om te weten of hun straat dreigt te verzakken. Ze hebben het recht om te weten of hun route over een

gevaarlijke weg loopt die ze beter kunnen vermijden. Vooral omdat instortingen plotseling plaatsvinden.

Als burgemeester bent u verantwoordelijk voor de openbare veiligheid en hebt u het recht om dit te weten zodat u actie kunt ondernemen. De politie en de hulpdiensten hebben ook het recht om dit te weten.

Het simpele feit dat Vivaqua dit recht op informatie, dit recht op transparantie, dit democratische recht voor het volk in twijfel heeft getrokken in een zaak die de openbare veiligheid betreft, is een ernstige fout. Als u bevestigt dat deze onduidelijke situatie vandaag nog steeds aan de gang is, zou dat gewoonweg hallucinant zijn!

- Mevrouw de burgemeester, was u op de hoogte van dit probleem?
- Was u op de hoogte van het bestaan van deze vertrouwelijke lijst?
- Heeft u deze kunnen bemachtigen? Zo ja, bestaat er een risico dat er wegen in de gemeente Vorst inzakken?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

1 annexe / 1 bijlage

Levée de la séance à 20:20
Opheffing van de zitting om 20:20

Par le Collège :
La Secrétaire,
Vanwege het College :
De Secretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Betty Moens

Caroline Dupont